

صكرا من الوطن

Le Monde

CINQUANTE ET UNIÈME ANNÉE - N° 15792 - 7 F

VENDREDI 3 NOVEMBRE 1995

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

La Banque de France baisse l'un de ses taux directeurs

LA BANQUE DE FRANCE a annoncé, jeudi matin 2 novembre, qu'elle abaissait de 7,00 % à 6,60 % son taux de prise en pension à vingt-quatre heures. L'institut a maintenu son dispositif de crise pour défendre le franc mais a pris en compte la détente sensible des taux de marché depuis l'intervention télévisée, jeudi 26 octobre, du chef de l'Etat. Les taux à trois mois sont revenus en moins d'une semaine de 7,50 % à 6,25 %. Cette détente monétaire entérinée par la Banque de France résulte de la remontée du franc face au mark. La devise française s'affaiblissait, jeudi dans la matinée, à 3,46 francs pour un mark. Il y a encore une semaine, elle s'échangeait à 3,52. La Bourse de Paris, qui a regagné plus de 4 % depuis le début de la semaine, a salué le geste de la Banque de France en affichant, jeudi en début de journée, une hausse de 1 %.

Lire page 7

Une importante opération de police fait échouer un attentat à Lille

Six personnes interpellées dans l'enquête sur le « groupe Kelkal »

UNE IMPORTANTE opération de police menée conjointement à Paris, Lille et Lyon, mercredi soir 1^{er} novembre et jeudi matin 2 novembre, a abouti à l'arrestation de six personnes, de nationalité française et algérienne. A Lille, dans un « appartement conspiratif » qui aurait été loué pour y tenir des réunions, les policiers ont découvert une bombe faite d'une bouteille de gaz remplie d'explosifs et de mitraille, équipée d'un réveil pour déclencher la mise à feu. L'engin, selon des sources policières, aurait dû être placé dans les jours à venir sur le plus grand marché de la capitale nordiste.

L'une des personnes interpellées à Paris, Boualem Bensaid, est un étudiant de nationalité algérienne arrivé récemment en France en provenance de son pays. Il est considéré par les policiers soit comme un « intermédiaire », soit comme le « donneur d'ordre » de l'action terroriste en préparation. Des armes ont été retrouvées à son domicile. Selon les enquêteurs, il s'apprêtait à « activer » trois complices qui devaient placer l'engin explosif sur le marché illégal. D'autres interpellations pourraient intervenir prochainement. L'opération de police d'État et d'aujourd'hui est étroitement liée à l'insurrection menée par le juge Laurence Le Vert dans le Lyonnais où était mort Khaled Kelkal et où avait été



arrêté son complice Karim Koussa. Plusieurs attentats avaient été perpétrés dans la région depuis le début de la vague terroriste, en juillet.

Lire page 28

Le Maroc, premier exportateur mondial de haschisch

Un rapport confidentiel met en cause l'entourage du roi Hassan II

A L'AUTOMNE 1992, le roi Hassan II avait proclamé sa volonté politique d'engager « la guerre contre la drogue » au Maroc, mais ces déclarations « semblent se limiter à des effets d'annonce destinés à maintenir l'image du pays », estime l'Observatoire géopolitique des drogues dans un rapport, consacré à ce pays, destiné aux services de l'Union européenne, et dont Le Monde a obtenu copie.

A ce jour, « les revenus des dérivés du cannabis représentent la première source de revenus du pays », indiquent les auteurs de cette étude, affirmant que le Maroc « est devenu, en quelques années, le premier exportateur de haschisch dans le monde et le premier fournisseur du marché européen ». Dénonçant la corruption, qui assure aux trafiquants l'appui de « protecteurs » que l'on peut trouver « associés à tous les niveaux, du plus humble fonctionnaire des douanes aux proches du Palais, en passant par tous les échelons de l'administration centrale, des administrations locales, des organisations politiques ou des institutions étatiques », cet organisme indépendant n'hésite pas à

mettre en cause certains membres de l'entourage immédiat du roi ainsi que d'anciens ministres, dont les noms ont été supprimés dans une version édulcorée du rapport.

Selon ce document, la production de cannabis, essentiellement concentrée dans la région du Rif à partir de surfaces dont le total a « été multiplié par dix en dix ans » et qui concerne quelque 200 000 agriculteurs, permet au Maroc « de produire annuellement plus de 10 000 tonnes de haschisch destinée à l'exportation ». A titre de comparaison, en 1993, Interpol avait saisi 142 tonnes de cannabis d'origine marocaine. Les auteurs de ce rapport s'inquiètent aussi du développement du trafic de drogues dures transitant par le Maroc et rappellent l'évolution constatée dans certains pays d'Amérique latine – notamment la Colombie – « où la répression des cultures de cannabis a conduit à une reconversion dans le trafic de cocaïne, avant que ne finisse par se mettre en place une production du pavot à opium ».

Lire page 2

Bouddha se métamorphose à Paris



BODHISATTVA

LA BOUCHE trop petite et l'importance donnée aux yeux : cette sculpture en terre séchée (IV^e-V^e siècles) fait apparaître des caractéristiques qui deviendront usuelles dans les représentations de Bouddha. Elle est présentée au Grand Palais, dans l'exposition dénommée « Srinide, terre de Bouddha », qui raconte en trois cents œuvres ses métamorphoses durant le premier millénaire. D'un buste de terre cuite à un autre en stuc polychrome, d'un fragment de peinture rupestre à une œuvre sur soie, lentement, les visages de Bouddha changent. S'ils demeurent sereins et souriants, ils perdent progressivement leur apparence d'Hercule ou d'athlète athénien. Puis les chevelures s'effacent, les yeux deviennent plus étroits et les têtes ressemblent de plus en plus à celles des hommes des oasis. Jusqu'à l'an mil, l'influence de la Chine des Tang ne cesse de grandir, jusqu'à effacer presque entièrement les caractères autochtones de l'art de Turfan et de Khotan. Ce qu'il en reste, ce qu'on a retrouvé et sauvé les archéologues du début de ce siècle, est admirable.

Lire page 22

Abonnement : 3 DM : Annuller-Guyard, 9 F : Annuller, 25 ATB : Belgique, 45 FR : Canada, 2,25 \$ CAN : Cote d'Ivoire, 200 F : Cote d'Ivoire, 14 \$: Espagne, 220 PTA : Grande-Bretagne, 1 £ : Grèce, 260 DR : Irlande, 140 E : Italie, 220 L : Luxembourg, 46 FL : Maroc, 9 DH : Norvège, 48 NOK : Pays-Bas, 3 FL : Portugal, 220 PTE : République, 9 F : Sénégal, 200 F : Soudan, 16 KGS : Suisse, 2,30 FR : Tunisie, 1 DM : USA (NY), 2 \$: USA (autres), 2,50 \$.



Quand le KGB manipulait la CIA

WASHINGTON

de notre correspondant
La Central Intelligence Agency (CIA) a transmis à la Maison Blanche et au Pentagone des informations dont elle savait la provenance extrêmement douteuse, c'est-à-dire contrôlée par les dirigeants de l'ex-URSS, John Deutch, directeur de la CIA, a fait cet aveu, lundi 30 octobre, en présentant à une commission du Congrès les résultats de l'enquête ordonnée après l'arrestation, puis la condamnation à vie, en avril 1994, d'Aldrich Ames, l'ex-« taupe » russe.

Chef de la division du contre-espionnage, celui-ci avait révélé à ses patrons soviétiques l'identité d'environ une centaine d'agents étrangers ou soviétiques prêts à travailler pour la CIA, ce qui avait entraîné la « liquidation » d'au moins dix espions américains. Ce n'est pas tout : grâce à Ames, les Russes ont acquis une connaissance approfondie du fonctionnement de la principale agence de renseignement américaine, leur permettant ainsi de former des agents doubles, recrutés par les

Américains mais restés fidèles à Moscou. Ces espions ont alimenté Washington en informations vraies et fausses, notamment au sujet du potentiel militaire de l'ex-URSS.

Sur la foi de celles-ci, le Pentagone a dépensé des milliards de dollars dans des programmes d'armements destinés à contourner une supériorité soviétique souvent illusoire. La décision prise par l'administration Bush de construire l'avion de chasse F-22 serait, entre autres, une conséquence de cette « campagne massive de désinformation ». Au total, pendant les sept dernières années de la guerre froide, la CIA a fourni à l'exécutif américain une masse de renseignements sur l'URSS, dont il est encore impossible aujourd'hui de démêler le vrai du faux.

Abasourdis, sénateurs et membres de la Chambre des représentants ont appelé qu'un agent de la CIA avait transmis seize rapports provenant d'un informateur dont il savait pertinemment qu'il était contrôlé par les Russes, sans jamais alerter ses chefs sur le peu de fiabilité de sa « source ». Ayant finalement dé-

couvert une partie de la vérité, la direction de la CIA n'a pas jugé bon d'avertir la Maison Blanche et le Pentagone. Ce dysfonctionnement illustre l'obsession de la CIA pour le secret : pour protéger ses informateurs implantés dans l'appareil d'Etat soviétique, la « compagnie » n'a pas hésité à désinformer sciemment les plus hautes autorités américaines.

Bill Clinton s'est déclaré préoccupé par la possibilité que des informations « moins que fiables », selon l'expression du porte-parole de la présidence, lui aient été transmises. John Deutch, pour sa part, s'est livré à une auto-critique en règle, estimant que les conséquences de l'affaire Ames étaient « dévastatrices » et qu'il faudrait « des années et des années » à la CIA pour s'en remettre. On comprend que, vu l'ampleur de la tâche, il ait expliqué aux membres du Congrès que sa priorité est désormais de « rétablir la crédibilité de la CIA ».

Laurent Zecchini

L'appel aux généraux

A CINQ MOIS DE DISTANCE, l'an prochain, Russes et Américains vont désigner leur président au suffrage universel. La coïncidence n'a pas de précédent. Elle est d'autant plus frappante que, dans les deux cas, la campagne qui s'engage est dominée par la silhouette d'un général prestigieux. D'un côté, Alexandre Ivanovitch Lebed, quarante-cinq ans, marié, trois enfants. De l'autre, Colin Luther Powell, cinquante-huit ans, également marié avec trois enfants.

Le premier nommé, qui a démissionné de l'armée pour créer un parti, le Congrès des communautés russes, n'est candidat pour l'instant qu'aux législatives de décembre prochain. Le second, qui a pris sa retraite en 1994 après avoir occupé, avec la présidence des chefs d'état-major combinés, le poste le plus élevé de la hiérarchie, ne s'est toujours pas déclaré. Mais il fait de moins en moins de doute que, s'ils sentent le terrain favorable, ils se lanceront l'un et l'autre. Or ils sont tous deux actuellement en tête des sondages. Et ce n'est évidemment pas la chute du candidat de Jacques Chirac, ou veut dire Boris Eltsine, ni le refus de la commission électorale d'enregistrer les listes du libéral Iavlinski ou du général Roudskoi qui vont diminuer les chances de Lebed.

André Fontaine

Lire la suite page 13

Des émigrants avides de liberté dans les tourbillons de l'Histoire.



Nouvelles violences dans les banlieues

La périphérie de la ville de Laval (Mayenne) a été le théâtre de violences, au cours de la nuit de mercredi à jeudi, après la mort d'un jeune d'origine marocaine dans un commissariat. D'autres incidents se sont produits dans l'Essonne, à Vigneux-sur-Seine et Evry.

p. 8

Bosnie : les exigences américaines

Aux négociations de Dayton (Ohio) sur l'ex-Yugoslavie, les Etats-Unis ont demandé que les responsables serbes de Bosnie, Radovan Karadzic et Ratko Mladic, soient écartés du pouvoir pour crimes de guerre. Par ailleurs, la trêve continue à Gorazde, que les Serbes assiègent toujours.

p. 4 et 11

Retards dans l'aménagement du territoire

Le gouvernement tarde à adopter le schéma national d'aménagement du territoire, qui doit mettre en œuvre la loi d'orientation adoptée par le précédent gouvernement.

p. 6

Forum : jusqu'où tolérer ?

Le septième Forum Le Monde-Le Mans s'est interrogé sur les limites de la tolérance au moment où nos sociétés sont confrontées à la montée de l'intolérance. Plusieurs milliers de personnes ont assisté aux débats dont nous publions les principaux extraits.

p. 12

Les éditoriaux du « Monde »

Le carcan tunisien. Les dérapages de M. Raoult.

p. 13

DROGUES Dans un rapport confidentiel remis, en 1994, à l'Union européenne, et dont *Le Monde* a eu copie, l'Observatoire géopolitique des drogues indique que « le Maroc

est devenu, en quelques années, le premier exportateur de haschisch dans le monde et le premier fournisseur du marché européen ». Cette étude met en doute la vo-

lonté des autorités chérifiennes de mettre un terme à ce trafic, malgré la « guerre à la drogue » qu'elles ont lancée, à l'automne 1992, à grand renfort de publicité. ● LA CORRUP-

TION assure aux réseaux de trafiquants l'appui de protecteurs, « du plus humble des fonctionnaires des douanes aux proches du Palais ». ● AU PÉROU, l'effondrement du prix

de la coca, dû notamment à une certaine saturation du marché, frappe directement 200 000 familles qui descendent des Andes vers les vallées pour échapper à la misère.

Un rapport confidentiel met en cause le pouvoir marocain dans le trafic de haschisch

Selon ce document, commandé par l'Union européenne à l'Observatoire géopolitique des drogues, le Maroc est le premier exportateur mondial et le premier fournisseur du marché européen. Il souligne la responsabilité directe des autorités chérifiennes dans ces activités lucratives

« LE MAROC est devenu, en quelques années, le premier exportateur de haschisch dans le monde et le premier fournisseur du marché européen », souligne un rapport confidentiel qui a été remis, en 1994, à l'Union européenne (UE) par un organisme de recherche indépendant, l'Observatoire géopolitique des drogues (OGD). Cette position a été acquise dans la discrétion et une apparente indifférence de la part des gouvernements des pays amis. Les plus hautes autorités internationales (le FMI en tête) n'ont voulu revenir de cette évolution que le retour à l'équilibre des comptes du pays. Dénonçant les complicités acquises par les trafiquants au sein du royaume chérifien et jusque dans « le premier cercle du pouvoir », ce rapport – dont nous avons vérifié

se trouvent « les commanditaires, barons de la drogue qui gèrent, financent et contrôlent, par intermédiaire interposé, la commercialisation ».

La corruption assure aux réseaux de trafiquants l'appui des « protecteurs, que l'on peut trouver associés au trafic à tous les niveaux, du plus humble fonctionnaire des douanes aux proches du Palais, en passant par tous les échelons de l'administration centrale, des administrations locales, des organisations politiques ou des institutions élues », précise encore le rapport. « Aucun des réseaux qui sont parvenus à conquérir un réel poids économique et politique n'a pu le faire sans la bienveillance des autorités », note l'étude.

A l'en croire, « de hauts représentants ou des proches du pouvoir »,

nistres, d'un député devenu ministre. Les patrons d'une série de présidents de chambres locales de commerce et d'industrie, de dirigeants de sociétés, de maires et de députés, complétaient cette liste. Mais, à sa lecture, l'UE a commandé une version édulcorée du rapport d'où les noms de ces personnalités – jamais condamnées par la justice – ont disparu. « Le quadrillage efficace du territoire par l'administration interdit à tout autre pouvoir de s'exercer », constate néanmoins l'étude qui souligne la place essentielle du trafic de drogue dans l'économie nationale.

Concentrée dans la région du Rif, au nord du pays, la monoculture du kif – le plant de cannabis – couvrait, en 1993, entre 64 000 et 74 000 hectares, note le rapport, estimant que ces surfaces ont « été multipliées par dix en dix ans ». A l'automne 1992, Hassan II avait avancé le chiffre de 50 000 hectares consacrés au kif.

L'EXEMPLE COLOMBIEN

« Le Maroc est capable de produire annuellement plus de 1 000 tonnes de haschisch destiné à l'exportation », note le rapport. Selon Interpol, les services de la répression avaient réussi à saisir 142 tonnes de cannabis d'origine marocaine, en 1993, dans le monde entier.

« Moyen privilégié de dissimulation de la drogue destinée à l'exportation », la transformation des végétaux particuliers – ou commerciaux – est pratiquée dans une multitude de garages spécialisés. Des mécaniciens aménagent des caches destinées à tromper la vigilance des douaniers et l'odorat des chiens, tout en réduisant le poids du châssis et de la carrosserie en fonction de la quantité de drogue à transporter.

La drogue circule ainsi en « petite » quantité – plusieurs dizaines de kilos – quand elle est dissimulée dans la carrosserie d'un véhicule ou dans des caches aménagées par des garages spécialisés. Les ca-

mions, qui appartiennent généralement à des entreprises européennes, permettent de transporter des cargaisons supérieures à une tonne. « Les revenus des dérivés du cannabis représentent la première source de devises du pays », estime le rapport, contredisant la version officielle selon laquelle les quelque 1,2 million de travailleurs marocains à l'étranger représentent la première source de devises du pays (2 milliards de francs).

« Après plus d'un an de « guerre à la drogue », rien n'indique un infléchissement du trafic », ajoute l'étude remise en 1994, dont les conclusions restent d'actualité.

commente-t-on aujourd'hui à l'OGD. Le document s'inquiétait aussi du développement du trafic de drogues dures transitant par le Maroc. « La répression du trafic de drogues dures est inexistante, le problème étant ignoré des autorités (...) Il convient de garder en mémoire l'évolution historique de la Colombie, où la répression des cultures de cannabis a conduit à une reconversion dans le trafic de cocaïne, avant que ne finisse par se mettre en place une production du pavot à apium. Les conditions agronomiques et climatiques du Rif la rendent parfaitement envisageable. »

Erich Inciyan

La « couscous connection »

Impliqué dans un réseau de trafic de drogue, Habib Ben Ali, alias « Moncef », frère du président tunisien, avait été condamné par défaut, le 30 novembre 1992, par la 14^e chambre du tribunal correctionnel de Paris, à dix ans d'emprisonnement. Il lui était reproché d'avoir fait office, à plusieurs reprises, de « porteur de valise », chargé de transporter « l'argent sale » provenant d'un trafic international d'héroïne et de cocaïne entre les Pays-Bas, la France et la Tunisie. Dans le cadre de cette même affaire, dite de la « couscous connection », vingt-trois autres personnes, en majorité des Tunisiens, avaient été condamnées à des peines diverses. Compte tenu de sa condamnation par contumace, Habib Ben Ali, qui vit en Tunisie, est toujours sous le comp d'un mandat d'arrêt international lancé par Interpol.

l'authenticité et dont nous possédons une copie – vient de faire l'objet d'une « fuite », à Bruxelles, en direction de l'opposition marocaine.

« La volonté politique [affichée par Hassan II qui, à l'automne 1992, avait proclamé la « guerre à la drogue »] de s'attaquer à la drogue semble se limiter à des effets d'annonce, destinés à maintenir l'image du pays », affirme le document. Contrairement à la version de Rabat, « le développement du commerce international du haschisch marocain n'est pas le seul fait de trafiquants européens, arrivés dans le royaume chérifien sur les pas des hippies des années 70 », note l'OGD. « Très hiérarchisée », l'organisation du trafic intègre à la base « ou moins 200 000 agriculteurs » dans le nord du pays. Au sommet

apparaissent « tantôt comme protecteurs au même commanditaire », sont impliqués dans les filières d'exportation du cannabis. Un ancien gouverneur de Tanger, Karim Laali, aurait ainsi « joué un rôle déterminant dans la structuration des réseaux de trafiquants », avant d'être écarté, dès les débuts de la « guerre à la drogue », pour être nommé à la tête de la Caisse nationale de sécurité sociale.

Parmi « les principaux protecteurs » supposés de réseaux de trafiquants, le rapport, dans une première version remise en février 1994, citait une liste de personnalités, établie « par ordre d'importance politique ».

Y figuraient notamment les noms de deux membres de la famille royale – un beau-frère, une cousine –, de deux anciens mi-

L'effondrement du prix de la coca frappe des milliers de cultivateurs péruviens

LIMA

de notre correspondant
Venus de la lointaine vallée de l'Apurimac, une centaine de paysans et leurs familles bivouaquent sous des nattes de paille dans le désert côtier, à 175 kilomètres au sud de Lima. « Là au moins, on ne peut pas mourir de faim. On a la mer pour pêcher, explique Claudio, leur délégué. Là-bas, la coca se dessèche sur les arbustes au parrut dans les entrepôts. Plus personne n'en veut... » La saturation du « marché », la guerre antidroque et le démantèlement en Colombie du cartel de Cali ont provoqué l'effondrement du prix de la coca, tombé entre janvier et juin de 15 francs à 2 francs le kilo.

Les 150 000 tonnes de feuilles que les trafiquants achetaient annuellement aux agriculteurs ne trouvent plus de débouchés. Les besoins des deux millions de consommateurs péruviens – essentiellement les paysans et les mineurs andins, qui mastiquent traditionnellement la feuille – et ceux des producteurs de tisane ou des laboratoires pharmaceutiques sont amplement couverts par les 20 000 tonnes cultivées légalement.

L'éclipse de l'ère de la coca – culture millénaire dans certaines régions – frappe directement 200 000 familles, soit un million de personnes, descendues des Andes vers les vallées tropicales pour échapper à la misère et qui survivaient grâce à cette seule ressource. Pour parer au plus pressé, le gouvernement a pris des mesures d'urgence dans la vallée du Huallaga, virtuellement poudrière où les rebelles « maoïstes » du Sentier lumineux sont toujours présents. L'armée a distribué 40 tonnes d'aliments, les maires ont organisé des marathons de solidarité. Aux environs de la ville de La Convención, les 27 000 producteurs traditionnels ont exceptionnellement été autorisés à vendre eux-mêmes

leurs récoltes, l'entreprise d'Etat Enaco, qui a le monopole de la commercialisation, ayant fermé ses portes en août. Leurs délégués sillonnent les départements de Cuzco et de Puno pour troquer un stock de 2 tonnes de feuilles contre du riz, du sucre, du sel ou d'autres produits de première nécessité.

CULTURES DE SUBSTITUTION

Mais le problème de fond demeure : par quoi remplacer la coca ? Jusqu'à maintenant, tous les efforts de substitution de cultures ont échoué. Les *cocaleros* ont demandé au gouvernement de déclarer sinistré tout le secteur pour financer un programme de reconversion qui exige des crédits, des prix garantis pour les nouveaux produits et des usines de transformation en aval. Le ministre de l'Agriculture, Absalon Vasquez, a reconnu que l'Etat manque de ressources pour financer un tel programme. « Pourtant, c'est le moment au jamais », commente l'économiste Hugo Cabieses, assesseur du conseil permanent de défense des producteurs de la feuille de coca des pays andins (Pérou, Bolivie, Colombie). Un point de vue partagé, semble-t-il, par les « donateurs » réunis à Paris les 24

et 25 octobre, qui ont vivement encouragé le gouvernement péruvien à développer des cultures ou des emplois nouveaux dans les zones coccifères.

La situation est explosive dans la vallée de l'Apurimac et de l'Ene, où les *cocaleros* se sont organisés en groupes d'autodéfense contre le Sentier lumineux, avec la bénédiction des militaires, qui les ont approvisionnés en armes et munitions, en fermant les yeux sur le trafic. « Nous avons perdu trois mille hommes dans la lutte antiterroriste. Maintenant, le gouvernement nous abandonne. Mais la pacification reste entre nos mains », menace de façon à peine voilée Antonio Cardenas, un des chefs des groupes antiterroristes. Les paysans tourmentés-ils vraiment leurs armes contre l'Etat ? Lorenzo Capa, secrétaire général de la CCP, le syndicat paysan, reconnaît : « Si le gouvernement ne résout pas ce problème, les grèves armées de style *senderiste* peuvent être à nouveau déclenchées. » Les rebelles repliés dans les vallées tropicales ne seraient pas les derniers à exploiter eux-mêmes le mécontentement ambiant.

Nicole Bonnet

Amnesty dénonce le « renforcement de la répression » contre les opposants politiques en Tunisie

« L'IMPUNITÉ » dont bénéficient les forces de sécurité « favorise le renforcement de la répression », a estimé Amnesty International, jeudi 2 novembre, dans un rapport consacré aux violations des droits de l'homme en Tunisie. « Torture et mauvais traitements sont monnaie courante, surtout depuis 1990 », note l'organisation humanitaire, qui dénonce aussi les « détentions arbitraires, les emprisonnements, les harcèlements sous différentes formes servant à punir, intimider ou réduire au silence les opposants et les détracteurs du gouvernement, les avocats, les militants des droits de l'homme et les journalistes entre autres ».

Amnesty cite notamment le cas de Mohamed Kilani, rédacteur en chef du journal interdit *El Badil* et membre d'une formation illégale, le Parti communiste des ouvriers tunisiens (PCOT), condamné à


sept ans de prison. Celui aussi de Moncef Marzouki, ancien président de la Ligue tunisienne de défense des droits de l'homme (LTDH) – détenu pendant quatre mois – qui avait annoncé son intention de se présenter à l'élection présidentielle de mars 1994.

De son côté, la Commission internationale des juristes (CIJ) s'est déclarée préoccupée, mercredi 1^{er} novembre, « par les mesures répressives » prises à l'encontre de Khérès Chamari, député du Mouvement des démocrates socialistes (MDS), le principal parti de l'opposition légale, et de sa femme, l'avocate Alya Chéif, présidente de l'Association de solidarité des femmes du Maghreb et d'Europe. M. Chamari devait être entendu, jeudi, par la commission de levée de l'immunité parlementaire. Les services de police auraient trouvé

dans ses bagages des « documents compromettants » alors que, dimanche, en compagnie de sa femme, il s'apprêtait à quitter la Tunisie pour se rendre à Malte. Tous deux se sont vu, dans un premier temps, retirer leur passeport.

M^{me} Alya Chamari a été informée, mardi 31 octobre, par le bâtonnier de l'ordre des avocats, qu'elle faisait l'objet d'une information judiciaire pour « divulgation du secret de l'instruction » dans le cadre de l'affaire Mohamed Moadia dont elle assure la défense. Le président du MDS a en effet été arrêté, le 9 octobre, et détenu devant la justice. Il est soupçonné d'avoir entretenu des relations « secrètes et compromettantes » avec un Etat étranger, à savoir la Libye (*Le Monde* du 12 octobre).

Lire aussi notre éditorial page 13



Couronne et fond vissés - 100 heures de réserve de marche - 100 mètres étanche - 100 jours de contrôle

O.J. PERRIN
JOAILLIERS
PARIS
8, rue Royale, Tél.: 42 61 88 88 - 33, av. Victor Hugo, Tél.: 45 01 88 88 - 36, Avenue Montaigne, Tél.: 47 23 88 88

صلى الله عليه وسلم

سلافة المرحوم

INTERNATIONAL

LE MONDE / VENDREDI 3 NOVEMBRE 1995 / 3

L'armée sri-lankaise progresse au cœur du bastion des séparatistes tamouls dans le nord de l'île

Une crise humanitaire menace les milliers de personnes déplacées

Les troupes de Colombo ont démantelé, ces derniers jours, une partie du bastion des séparatistes tamouls de la péninsule de Jaffna, dans l'extrême

nord de l'île. L'armée est parvenue, mercredi 1^{er} novembre, à sept kilomètres de Jaffna-ville, désertée par sa population, mais militairement

toujours contrôlée par les Tigres tamouls. Une crise humanitaire de grande ampleur menace les personnes qui fuient la zone des combats.

NEW DELHI
de notre correspondant en Asie du Sud

« La plus importante offensive jamais lancée [contre les séparatistes tamouls] par un gouvernement sri-lankais », comme l'affirme le président Chandrika Kumaratunga, porte ses fruits : les Tigres de libération de l'Éelam (« nation ») tamoul (LTTE) sont en train d'es-suyer une défaite capitale dans leur longue lutte pour la nation indépendante qu'ils veulent établir dans le nord et l'est de l'île, bastions où les Tamouls sont majoritaires.

Les soldats de Colombo ne sont plus qu'à sept kilomètres de Jaffna-ville, chef-lieu de cette péninsule septentrionale que la guérilla a virtuellement « libérée » depuis 1990. Le « chef suprême » de la guérilla, le mystérieux Velupillai Prabhakaran, serait en fuite, et des centaines de ses hommes ont péri dans les combats. Jaffna n'offre plus que le visage d'une ville fan-

tomme, alors qu'une crise humanitaire majeure menace de se produire dans la péninsule, entre 200 000 et 400 000 personnes ayant fui les zones de combats, selon les organisations humanitaires. La chute de cette ville symbolise le marquerait un tournant décisif dans cette guerre de douze ans qui a probablement coûté la vie à 50 000 personnes.

Lancée, il y a quinze jours, par l'armée sri-lankaise, l'opération « Rayon de soleil » n'est certes pas la première des offensives destinées à écraser la rébellion. Mais, jusqu'à maintenant, le gouvernement n'avait pas vraiment jeté toutes ses forces dans la bataille. Aujourd'hui, il a engagé 35 000 hommes contre les quelque 4 000 à 5 000 guérilleros séparatistes retranchés dans la péninsule.

Serait-ce donc la fin du LTTE, ce mouvement créé en 1976, et qui s'est imposé comme le plus inflexible, le plus discipliné et le plus efficace de la galaxie des mouve-

ments séparatistes tamouls ? Il est peut-être un peu tôt pour enterrer les Tigres : même si le LTTE perd Jaffna, il peut toujours opérer un repli tactique dans la jungle et, à partir de là, relancer ses commandos à l'assaut de l'armée gouvernementale, redoutent les experts.

RÉFORME CONSTITUTIONNELLE
Reste que le LTTE est aux abois, comme en témoignent les appels aux expatriés tamouls lancés par le mouvement séparatiste afin de le renflouer financièrement. Le parti s'est aussi inquiété du manque de motivation des Tamouls de Jaffna, dont « les jeunes n'ont pas compris l'importance de nos appels au secours », ainsi que l'écrit Kalathil, l'organe de propagande du LTTE.

Pour M^{me} Kumaratunga, élue à la présidence il y a un an, l'enjeu est crucial : dès son arrivée au pouvoir, le retour de la paix était devenu son obsession. L'ancienne étudiante parisienne de Sciences-Po, soucieuse de réconcilier la majori-

té cinghalaise, bouddhiste (72 % de la population), et la minorité tamoule, hindoue et chrétienne, n'avait pas hésité à conclure, en début d'année, une trêve avec les séparatistes. Mais, en avril, les Tigres mettaient un terme unilatéralement au cessez-le-feu. Cette rupture n'empêchait toutefois pas Chandrika Kumaratunga de proposer une réforme constitutionnelle, destinée à donner plus de pouvoir aux provinces du pays. Évitant soigneusement de reconnaître la nature profondément fédérale de cette réforme, afin de ne pas choquer les plus nationalistes des Cinghalais, le chef de l'État entendait gagner à sa cause la population tamoule civile, souvent lassée de l'extrémisme du LTTE. Car il est évident que toute solution au conflit ne peut se limiter à une opération militaire : la paix ne se gagnera que sur le terrain politique et économique.

Bruno Philip

La Crimée fait « partie intégrante de l'Ukraine »

SIMFEROPOL. Le Parlement de Crimée a adopté, jeudi 2 novembre, une nouvelle Constitution qui détermine la presqu'île comme une « république autonome faisant partie intégrante de l'Ukraine ». Ce vote met fin à près de trois ans de lutte politique entre les autorités locales, qui étaient plutôt favorables à un rapprochement avec Moscou, et les autorités centrales de Kiev. Les quatorze députés de la fraction des Tatars de Crimée ont quitté la salle en signe de protestation, estimant que la nouvelle Constitution ne leur garantissait pas de représentation dans les organes de pouvoir. Le Parlement ukrainien pourrait toutefois amender ce texte, notamment en ce qui concerne les droits de la minorité tatar, a indiqué Dmitri Stépaniouk, député et président de la commission de travail sur le projet de Constitution de Crimée. - (AFP)

AFRIQUE

■ **COMORES :** le premier ministre, Mohamed Caambi El Yachour-tou, a nommé, mardi 31 octobre, un nouveau gouvernement, le deuxième depuis le coup d'État de Boh Denard, qui a conduit à l'exil du président Said Mohamed Djohar. Réfugié à la Réunion, ce dernier a destitué par décret l'actuel chef de gouvernement et nommé à sa place Said Ali Mohamed, éphémère premier ministre en juin 1993. - (Reuters)

AMÉRIQUES

■ **GUATEMALA :** les rebelles de l'Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque (URNG) ont suspendu leur guérilla, mercredi 1^{er} novembre, pour permettre le bon déroulement des élections présidentielle, législatives et municipales du 12 novembre. - (AFP, Reuters)

ASIE

■ **AFGHANISTAN :** des roquettes tombées près du palais présidentiel ont fait quatre morts et neuf blessés, mercredi 1^{er} novembre, à Kaboul. Le gouvernement a accusé les talibans (« étudiants en religion », intégristes) d'être responsables de l'attaque. - (AFP)
■ **PAKISTAN :** quinze personnes ont été assassinées, jeudi 2 novembre, à Karachi, dans la maisonnette où elles vivaient et où les tueurs ont lâché un carton où était écrit : « Cadeau pour Nasrullah Babar », le ministre de l'Intérieur. La police a attribué cette action au MQM, le parti des musulmans émigrés de l'Inde en 1947. - (AFP)

EUROPE

■ **HONGRIE :** le premier procès de néo-nazis depuis la fin du communisme s'est ouvert, mercredi 1^{er} novembre, à Budapest. Deux dirigeants néo-nazis, Albert Szabo et Istvan Gyorkos, et cinq de leurs adeptes, sont jugés par la cour municipale de Budapest. - (AFP)
■ **TURQUIE :** conformément à la Constitution, Tansu Ciller, le premier ministre, a nommé, mardi 31 octobre, trois ministres indépendants (Justice, Intérieur et Transports) dans son gouvernement de coalition formé la veille. Ces nominations lèvent le dernier obstacle à l'organisation d'élections législatives prévues pour le 24 décembre. - (AFP)

PROCHE-ORIENT

■ **GAZA :** huit Israéliens ont été blessés, jeudi 2 novembre, lors de deux attentats à la voiture piégée, dans la bande autonome de Gaza, non loin du barrage de Kissoufim, séparant Israël de ce territoire. Les conducteurs des deux véhicules ont été tués. Ces attentats ont été commis au lendemain des obstacles à Damas de Fathi Chakaki, le chef du Djihad islamique, assassiné jeudi à Malte. - (AFP)

ÉCONOMIE

■ **GRANDE-BRETAGNE :** les derniers indicateurs économiques sont « contrastés », montrant que la croissance se poursuit mais à un rythme plus lent qu'en 1994, indique le Trésor, dans son rapport mensuel publié mercredi 1^{er} novembre. La croissance du PIB a été de 0,5 % sur trois mois et de 2,4 % sur un an au cours du troisième trimestre, alors que le chômage continuait de reculer. L'Office central de statistiques a annoncé pour sa part que le déficit commercial de la Grande-Bretagne s'était creusé à 1,265 milliard de livres en août (9,7 milliards de francs) contre 1,145 milliard le mois précédent (8,8 milliards de francs). - (AFP)
■ **ISRAËL :** le projet de budget pour 1996 a été adopté en première lecture par le Parlement, mercredi 1^{er} novembre. Les dépenses sont en hausse de 3,1 % en termes réels, hors remboursement de la dette. En dépit des efforts de maîtrise du déficit budgétaire (le Monde du 1^{er} novembre), le budget de la défense est en hausse de 1 milliard de dollars. - (AFP)
■ **JAPON :** les mises en chantier de logements ont baissé de 5,3 % en septembre, par rapport au même mois de 1994. En août, la baisse sur un an était de 15 %. Cette amélioration relative s'explique par le très faible niveau des taux d'intérêt, les premiers effets du plan gouvernemental de relance annoncé le même mois et l'accélération de l'effort de reconstruction de la ville de Kobe. Après sept mois de recul consécutifs, les perspectives du marché japonais de la construction sont devenues plus favorables. - (AFP)

Les Américains sont disposés à réaménager leur présence militaire au Japon

TOKYO
de notre correspondant

Les États-Unis n'entendent pas réduire leur présence militaire en Asie, mais sont disposés à envisager un réaménagement global de leurs bases au Japon. Tel est, en substance, le résultat des entretiens qu'a eus, le 1^{er} novembre à Tokyo, le secrétaire américain à la défense, William Perry, avec ses interlocuteurs japonais, dont le premier ministre Tomichi Murayama. Le problème des bases américaines au Japon se pose de manière aiguë depuis le viol, en septembre, d'une fillette d'Okinawa par trois GI's. Soucieux de ne pas remettre en cause la présence militaire des États-Unis en Asie, les deux gouvernements cherchent à calmer le jeu, mais la vague de protestation provoquée par ce fait divers retentissant a conduit à aborder une question sensible - particulièrement à Okinawa où sont concentrés les trois quarts des 47 000 GI's présents dans l'archipel - que personne, ni à Tokyo ni à Washington, ne

souhaitait soulever. Cette question se pose sur deux plans : stratégique et intérieur. Pour Washington, le maintien d'une présence militaire dans le Pacifique, où existent des foyers de tension (péninsule coréenne) et d'incertitude (Chine), est à la fois le gage du rôle mondial qu'entendent jouer les États-Unis et une garantie de stabilité dans une région où les intérêts économiques américains sont importants. Un retrait ne pourrait qu'accroître une course aux armements déjà sensible et menacer les relations économiques avec le Japon.

Pour les Japonais aussi, l'alliance avec les États-Unis est non seulement la pierre angulaire du système de sécurité nippon, mais le seul traité - avec celui liant Washington et Séoul - comportant des engagements militaires concrets dans une région dépourvue de système de sécurité collectif.

Au plan intérieur, si un consensus existe sur le maintien d'une présence militaire américaine, le déséquilibre de la répartition du far-

deau, qui revient surtout à Okinawa - avec en toile de fond la discrimination dont ses habitants ont toujours été victimes de la part du reste du pays - pose un problème plus délicat. Les Américains sont disposés à accélérer les travaux de regroupement et de réaménagement des installations militaires à Okinawa (permettant ainsi la restitution des terrains libérés), mais une réduction des forces paraît exclue.

Le transfert éventuel des bases dans d'autres parties du Japon étant peu probable, il n'est pas certain que le réexamen de la présence militaire américaine au Japon satisfasse les habitants d'Okinawa. Si, lors de sa rencontre - le 4 novembre - avec M. Murayama, le gouverneur d'Okinawa maintient son refus de signer les procès verbaux de renouvellement des baux de terrains mis à la disposition des Américains, le premier ministre devra avoir recours à une procédure d'exception.

Philippe Pons

Les Sud-Africains ont voté pour effacer les vestiges de l'apartheid

WELKOM
de notre envoyé spécial

8 h 30, mercredi 1^{er} novembre, Dagbrek, quartier blanc de Welkom : sandales aux pieds, short de rigueur, une centaine de solides Afrikaners font la queue, en famille, insensibles au soleil qui commence à taper, dans la cour de l'école primaire transformée en bureau de vote. Ils sont venus tôt afin de pouvoir profiter de la journée, chônée à l'occasion des élections municipales. L'attente est longue car les agents électoraux - onze en tout - vérifient scrupuleusement la carte d'identité de chacun et s'assurent de son inscription sur les listes établies à l'occasion de ce scrutin. Le bureau ne dispose que d'un isolot.

A l'extérieur, à quelques mètres de la grille d'entrée de l'école, François van der Merwe, candidat du Parti conservateur (CP), formation d'extrême droite, a installé une caravane aux couleurs de son parti. Son programme : « Une république indépendante pour le peuple afrikaan » et, en attendant, « la lutte contre un nouveau type d'apartheid, l'apartheid dont sont aujourd'hui victimes des Blancs en Afrique du Sud ».

Son discours rejoint en partie les préoccupations de la population blanche de Welkom : 50 000 Blancs pour 150 000 Noirs. Cette population craint en effet de voir partir son argent dans le développement des quartiers noirs à travers les impôts et les services payés à la municipalité, eau, électricité notamment.

INQUIÉTUDES BLANCHES

Car, pour le moment, les Blancs sont quasiment les seuls à s'acquitter de ces charges. La population de Thabong, le ghetto noir de Welkom, continue de boycotter le paiement pratiqué au temps de l'apartheid. Pour l'eau, par exemple, le taux de recouvrement est de 13 % seulement à Thabong.

« Nous, qu'on ne paie pas l'eau ou l'électricité, on est coupés », s'insurge cette retraitée qui sort du bureau de vote de Dagbrek. Pourtant, elle n'a pas voté pour le CP mais pour le Parti national (NP), largement en tête chez les Blancs aux élections générales d'avril 1994, à Welkom. Car si les Blancs de cette ville, au cœur du pays afrikaan - la province de l'État libre d'Orange -, sont inquiets, ils ne sont pas tous extrémistes.

Pourtant Welkom, au début des années 90, était considérée comme un fief de l'extrême droite avec rien moins que trois groupuscules néonazis actifs à l'époque. Des violences entre Blancs et Noirs avaient fait une dizaine de morts, en mai 1990. Mais, depuis lors, les Noirs, à travers le Congrès national africain (ANC) et Nelson Mandela, ont accédé au pouvoir et la population blanche de Welkom a dû s'en accommoder.

PREMIER MAIRE NOIR

Cette ville a même été la première de la province à avoir un maire noir en la personne de Tsulu Matsepe. Ce militant de l'ANC, avocat de profession, a été nommé, en octobre 1994, à la tête du conseil municipal transitoire, remplaçant l'ancienne municipalité blanche jusqu'à ces élections. Les Blancs apprécient ce chrétien pratiquant, comme eux, qui parle leur langue, l'afrikaans. « Tout le monde l'adore », assure Christelle Erasmus, rédactrice en chef du très conservateur journal local, *Vista*.

Tsulu Matsepe devrait sans doute voir son mandat renouvelé car son parti, l'ANC, bénéficie d'un très large soutien au sein de la population noire. Bien que, comme ailleurs dans le pays, une certaine partie de cette population, la plus défavorisée, reproche à l'ANC la lenteur des changements dans sa vie quotidienne.

Trois candidats indépendants

essaient de représenter les mécontents et de contester la suprématie de l'ANC à Thabong. Mais leurs chances sont minces car la part du président Mandela reste très populaire et influent dans la township. Ainsi, de nombreuses personnes, mobilisées par le parti, tentaient à voter malgré les difficultés rencontrées pour trouver le bon bureau de vote.

Plusieurs centaines de personnes dans la cité noire, qui n'avaient pas bien compris le sys-

tème des circonscriptions, se sont présentées dans des bureaux où elles n'étaient pas enregistrées. Mais cette jeune femme dans le quartier de Saint Helena Park, par exemple, après avoir fait déjà deux bureaux de vote, n'en déborderait pas. Sa carte d'identité à la main elle s'apprêtait à s'aligner dans sa troisième file d'attente de la journée et n'avait qu'un commentaire aux lèvres : « Je veux voter. »

Frédéric Chambon

QUI SONT LES ISLAMISTES ALGÉRIENS ?



Après trois années d'enquête sur le terrain en Algérie et en Europe, Séverine Labat, la meilleure spécialiste française des islamistes algériens, éclaire leur itinéraire, leur projet de société et leur prise de pouvoir en Algérie.

Editions du Seuil

Le président russe ne serait pas « bien portant »

Les propos inquiets du premier conseiller de M. Eltsine contredisent des déclarations d'autres membres de son entourage

MOSCOU
de notre correspondant
Rompant avec les propos émissifs officiels sur l'état de santé de Boris Eltsine, son premier conseiller, Viktor Iliouchine, a déclaré, mercredi 1^{er} novembre, après sa première visite au président : « Je ne peux pas dire qu'il ait l'air bien portant. » « L'atmosphère de l'hôpital laisse malheureusement des traces sur l'apparence du président », a indiqué M. Iliouchine, en précisant que les médecins ont limité son entrevue à dix minutes. Le service de presse présidentiel avait auparavant indiqué que le premier conseiller du président avait vu celui-ci durant près d'une heure. Le chef de la garde présidentielle, Alexandre Korjakov, seul à avoir eu jusqu'ici officiellement accès à Boris Eltsine en dehors de la famille du président, avait sursauté, la veille, en affirmant que ce dernier était « en bonne forme, plaisait comme d'habitude, pestait contre la rigueur du régime hospitalier et, contrairement aux recommandations des médecins, avait établi le programme de ses premières rencontres de travail ». Pour M. Iliouchine, en revanche, Boris Eltsine lui-même comprend qu'une seconde hospitalisation pour problèmes cardiaques en quatre mois n'est pas une « plaisanterie ». Le 26 octobre dernier, quand le président fut transporté à l'hôpital en hélicoptère, c'était déjà M. Iliouchine qui avait parlé aux journalistes de l'état n'inspirant pas d'optimisme de Boris Eltsine, avant que le service de presse présidentiel ne monopolise l'information en disant le contraire.

Selon M. Iliouchine, toute usurpation des pouvoirs du chef de l'Etat est exclue

Le premier conseiller du président répondait, mercredi, aux questions d'un journaliste de l'agence Itar-Tass, Tamara Zamlina, qui s'était plainte, il y a quelques mois, d'avoir été inscrite sur une « liste noire » lui interdisant l'accès aux briefings de l'administration présidentielle à la suite de ses papiers critiquant l'influence croissante d'Alexandre Korjakov au Kremlin. Mercredi, elle a demandé à Viktor Iliouchine si le président est informé des articles de presse, paru depuis son hospitalisation, qui ex-

priment une inquiétude semblable sur le rôle du chef de la garde présidentielle. « Korjakov ne m'empêche pas d'exercer mes fonctions de premier conseiller du président », a sobriement répondu M. Iliouchine. Il a précisé n'avoir pas de raisons de soupçonner que quelqu'un omène d'hôpital des documents ou des ordres à signer en dehors de ceux qu'il prépare lui-même avec le chef de l'administration présidentielle. De son côté, le service de presse présidentiel avait notamment annoncé, mercredi, que Boris Eltsine avait signé deux lois augmentant les salaires ministériels et les retraites.

Viktor Iliouchine a, quant à lui, indiqué que Boris Eltsine a ordonné, en sa présence, d'envoyer à la Douma la deuxième partie du code civil russe en demandant qu'elle soit examinée de façon prioritaire. Il a aussi décidé de nommer des représentants présidentiels au Parlement pour chaque projet de loi. Le président a enfin examiné avec son premier conseiller « divers problèmes financiers, de politique intérieure et étrangère ». Le tout en dix minutes. Mais l'important, selon M. Iliouchine, est que Boris Eltsine se soit « exprimé dans un sens qui indique qu'il exerce personnellement toutes les fonctions qui sont de sa prérogative, selon la Constitution ». Une précision capitale, qui tend à exclure toute usurpation de ces pouvoirs, soit par le général Korjakov, investi auparavant par le président de la charge de veiller non seulement à sa propre sécurité, mais à celle du pays dans son ensemble, soit par le premier ministre, Viktor Tchernomyrdine, qui doit, selon la Constitution, assurer l'intérim en cas d'incapacité du président.

Mercredi, la presse russe commençait à s'alarmer ouvertement de l'absence de procédures légales permettant de constater un état d'« incapacité temporaire » du président, ainsi que de l'absence d'informations crédibles sur l'état de santé du président, dont aucune image n'a été donnée depuis sa nouvelle hospitalisation. « C'est le symptôme le plus sérieux de la maladie qui affecte la démocratie russe et la meilleure couverture pour des intrigues de palais », écrivait le quotidien Izvestia. Mais son confrère populaire, Moskovski Komsomolets, soulignait pour sa part que « les Russes en sont venus à espérer que les éventuels problèmes de succession » se régleront précisément « par des intrigues de palais et non pas par des tirs de chars dans les rues de Moscou ».

Sophie Shihab

Les Américains réclament l'éviction des chefs de guerre des Serbes de Bosnie

M. Milosevic et M. Tudjman s'engagent à régler pacifiquement la question de la Slavonie orientale

Au premier jour des négociations de Dayton (Ohio) sur l'ex-Yougoslavie, les présidents serbe et croate se sont engagés à trouver une issue

pacifique au problème de la Slavonie orientale. M. Warren Christopher a déclaré que les chefs de guerre des Serbes de Bosnie, Radovan Karadzic et Ratko Mladic, inculpés de crimes de guerre par le Tribunal de La Haye, devraient être écartés du pouvoir.

zic et Ratko Mladic, inculpés de crimes de guerre par le Tribunal de La Haye, devraient être écartés du pouvoir.

LES ETATS-UNIS ne participent pas à une force de paix en Bosnie tant que Radovan Karadzic et le général Ratko Mladic prétendent diriger la communauté serbe, a affirmé, mercredi 1^{er} novembre, le secrétaire d'Etat américain, Warren Christopher, qui venait de donner le coup d'envoi des négociations en vue d'un règlement des conflits dans l'ex-Yougoslavie, sur la base militaire de Dayton (Ohio). « Ils n'ont rien à faire dans cette entreprise, ils sont inculpés de crimes de guerre », a ajouté M. Christopher à propos des deux dirigeants de Pale.

Les autorités de Sarajevo avaient insisté, avant l'ouverture de la conférence de Dayton, pour que MM. Karadzic et Mladic soient traduits devant le Tribunal sur les crimes de guerre dans l'ex-Yougoslavie. Leur éviction est générale-

ment considérée dans les milieux diplomatiques comme une condition nécessaire au rétablissement de la paix en Bosnie. Alors que les témoignages se multiplient sur les exactions commises par les forces serbes en Bosnie, l'impunité de ces deux hommes pourrait, en outre, fournir un argument supplémentaire au Congrès, qui renâcle devant l'envoi de soldats américains en Bosnie.

Dès le premier jour des négociations de Dayton, les Américains ont pu se prévaloir de l'engagement obtenu des présidents serbe, Slobodan Milosevic, et croate, Franjo Tudjman, de régler pacifiquement le problème de la Slavonie orientale, région de Croatie passée aux mains des Serbes depuis 1991. Le porte-parole du département d'Etat, Nicholas Burns, a lu à la presse un communiqué dans lequel les deux

présidents affirment avoir « accepté de travailler à la normalisation totale des relations entre leurs deux pays ». Cette normalisation se fera sur la base du « respect plein et entier des droits de l'homme pour tous les citoyens (...), le droit de tous les réfugiés et des personnes déplacées dans les deux pays à retourner chez eux et à récupérer leurs biens ou à recevoir une compensation équitable ». Elle se fera aussi sur la base du « soutien d'un règlement pacifique du problème de la Slavonie orientale, aussi rapidement que possible au moyen de négociations entre le gouvernement croate et les représentants du peuple serbe de la région ».

Les Américains ont soumis mercredi aux délégations présentes à Dayton une série de propositions sur la Bosnie, élaborées en collaboration avec les autres puissances du

Groupe de contact, qui servent de point de départ aux discussions.

Elles comprennent : un projet d'accord de paix ; un projet de Constitution qui prévoit un Etat bosniaque unique et uni, avec « une représentation internationale unique » ; un document sur des élections libres et équitables ; un document sur le retour de tous les réfugiés bosniaques ou des dédommagements si leur retour n'est pas possible ; une carte délimitant les secteurs tenus par les différentes communautés bosniaques (serbe, croate et musulmane) et leurs forces militaires et illustrant les problèmes territoriaux clés qui restent à régler ; un document sur l'aide à la reconstruction ; un document, enfin, définissant la façon dont les forces militaires seront séparées. (AFP Reuters.)

L'impossible retour de trois millions de déracinés

SARAJEVO

de notre correspondant

La question du retour des réfugiés dans leurs foyers est à l'ordre du jour des négociations de paix qui se déroulent dans l'Ohio. Dès l'accord de Genève, signé le 8 septembre dernier, sous l'égide de Richard Holbrooke, les belligérants s'étaient engagés à « permettre aux personnes déplacées de reprendre possession de leur maison ou de recevoir une juste compensation ». « Un vœu pieux », commente-t-on dans les milieux diplomatiques. Il sera difficile d'inciter Serbes, Croates et Bosniaques à favoriser le retour des réfugiés vers leurs régions d'origine puisque la guerre a précisément été déclenchée afin d'instaurer une division ethnique entre les peuples issus de l'ex-Yougoslavie.

Depuis 1991, environ trois millions de personnes ont fui leur foyer, selon le Haut-Commissariat pour les réfugiés (HCR). Un million d'anciens Yougoslaves se sont réfugiés à l'étranger, principalement en Europe occidentale et en Amérique du Nord. Les autres se sont déplacés à l'intérieur de l'ex-Yougoslavie, au gré des batailles. La Croatie accueille actuellement 460 000 réfugiés, Croates ou Musulmans, originaires de Bosnie-Herzégovine, de Slovaquie orientale ou de la Krajina, récemment reconquise. En Serbie, le chiffre des réfugiés continue d'augmenter, au fur et à mesure qu'arrivent les Serbes qui ont fui la Krajina croate et la Bosnie occidentale depuis l'été. Ils sont 330 000 selon le HCR, 660 000 selon Belgrade. En Bosnie-Herzégovine, 1 300 000 personnes vivent actuellement hors de leurs maisons, parfois à quelques kilomètres de leurs villages d'origine, parfois plus loin. 70 % sont des Musulmans ou des Croates expulsés par l'armée serbe des territoires qu'elle contrôle. Une faible proportion d'entre eux furent les victimes de la guerre qui a opposé Croates et Musulmans en 1993, en Herzégovine et en Bosnie centrale. 30 % sont des Serbes, qui ont soit quitté les zones gouvernementales aux premiers jours de la guerre afin de rejoindre le camp sépara-

tiste, soit fui récemment face aux victoires des forces croato-bosniaques.

Pour ces trois millions de déracinés, le retour est jugé quasiment impossible. Seule une partie de ceux qui se sont exilés à l'étranger reviendra peut-être en ex-Yougoslavie, lorsque la guerre sera terminée, que l'économie sera relancée et que la menace d'une mobilisation forcée ne pèsera plus sur les hommes. « Le retour des réfugiés dans leurs foyers est toujours inclus, en théorie, dans les plans de règlement des conflits », indique un responsable du HCR. Mais

semblent plus à ce qu'elles furent avant 1992. Tandis que les paysans ont investi les villes, les citadins ont fui, soit en Serbie ou en Croatie, soit à l'étranger. La « purification ethnique », en plus des 200 000 morts recensés par le gouvernement bosniaque, a radicalement transformé le visage de l'ex-Yougoslavie.

Le drame des réfugiés a été, en outre, souvent exploité à des fins politiques par les partis nationalistes de MM. Milosevic, Tudjman et Izetbegovic. Les personnes déplacées, plus radicales et revanchardes que celles qui ont eu la chance de

conserver leur foyer, sont devenues les piliers des causes nationalistes et guerrières. En Croatie, où des centaines de milliers de personnes avaient fui les victoires serbes de 1991, M. Tudjman s'est régulièrement appuyé sur le soutien des réfugiés pour préparer la nation à une guerre de reconquête. En août dernier, les unités de réfugiés furent les premières à se lancer à l'assaut de la Krajina, chassant les Serbes qui y vivaient. Durant l'automne, l'ONU a dénoncé le pillage et la destruction des maisons serbes, ainsi que l'assassinat de vieillards qui avaient choisi de ne pas se joindre à l'exode massif vers la Bosnie et la Serbie. En Bosnie occidentale, ce sont les troupes du 7^e corps de l'armée bosniaque - composées essentiellement de réfugiés - qui ont obtenu des résultats spectaculaires lors des offensives du mois de septembre.

Toutefois, après la victoire, on constate que peu de réfugiés retournent vers leurs villages d'origine. Leurs maisons ont été détruites par les Serbes, et ils n'ont pas envie de s'installer dans les maisons serbes, au milieu de paysages de ruines, dans des régions à l'écono-

Dans les 69 % du territoire bosniaque, qui échappent à l'armée gouvernementale, les maisons des Musulmans ont été systématiquement dynamitées ou brûlées

nom savons tous que pas un seul Musulman n'a pu vivre en « république serbe » ou en zone croate, et vice-versa. L'enjeu est d'obtenir une compensation financière de la part de ceux qui ont chassé les populations civiles ; mais ils n'ont, de toute façon, pas les moyens de payer.

Dans les 69 % du territoire bosniaque qui échappe à l'armée gouvernementale (48 % sous contrôle serbe, 21 % sous contrôle croate), les maisons des Musulmans ont été systématiquement dynamitées ou brûlées. Les mosquées ont disparu. La chasse aux Musulmans a été la principale activité des armées serbes ou croates depuis 1992. Il n'est donc actuellement pas envisageable qu'un quelconque Musulman retourne vers ces régions, d'une part parce que sa maison a été réduite en cendres, d'autre part parce que la peur d'être tué ne disparaîtra pas avec la signature d'un plan de paix.

Les réfugiés, chassés d'une région par les combats, apportent leur misère et leur aigreur dans des zones plus calmes, déstabilisant l'équilibre social. Des villes comme Sarajevo, Tuzla, Mostar ou Banja Luka ne res-

servent leur foyer, sont devenues les piliers des causes nationalistes et guerrières. En Croatie, où des centaines de milliers de personnes avaient fui les victoires serbes de 1991, M. Tudjman s'est régulièrement appuyé sur le soutien des réfugiés pour préparer la nation à une guerre de reconquête. En août dernier, les unités de réfugiés furent les premières à se lancer à l'assaut de la Krajina, chassant les Serbes qui y vivaient. Durant l'automne, l'ONU a dénoncé le pillage et la destruction des maisons serbes, ainsi que l'assassinat de vieillards qui avaient choisi de ne pas se joindre à l'exode massif vers la Bosnie et la Serbie. En Bosnie occidentale, ce sont les troupes du 7^e corps de l'armée bosniaque - composées essentiellement de réfugiés - qui ont obtenu des résultats spectaculaires lors des offensives du mois de septembre.

Toutefois, après la victoire, on constate que peu de réfugiés retournent vers leurs villages d'origine. Leurs maisons ont été détruites par les Serbes, et ils n'ont pas envie de s'installer dans les maisons serbes, au milieu de paysages de ruines, dans des régions à l'écono-

mie dévastée. Les gouvernements croate et bosniaque, après leurs récents succès militaires, ont procédé à des rapatriements forcés de réfugiés, dénoncés par le HCR. « La question des réfugiés est pour nous d'un intérêt vital », a indiqué récemment le président bosniaque, M. Izetbegovic. Les Bosniaques souhaitent, dans le cadre du plan de paix, une ferme condamnation de la « purification ethnique » pratiquée depuis quatre ans par l'armée serbe, et parfois par l'armée croate. Cette condamnation comporte un volet judiciaire dans lequel les belligérants s'engageraient à extraire les « criminels de guerre » réclamés par le Tribunal pénal international de La Haye.

Le second volet est la prise en compte de la situation des réfugiés, particulièrement douloureuse pour le gouvernement de Sarajevo. M. Izetbegovic, qui assoit aussi son pouvoir sur un parti nationaliste - moins féroce que celui de MM. Milosevic ou Tudjman, le SDA (Parti d'action démocratique musulman) -, ne réclame pas avec insistance le retour des Serbes et des Croates sur ses terres. En revanche, il estime que les réfugiés musulmans ont le droit d'exiger que justice leur soit rendue. A défaut de retrouver des territoires disparus et des maisons envoltées, les Musulmans de Bosnie vont tenter d'obtenir des réparations financières. Seule l'aide occidentale leur permettra de reconstruire le pays, et d'offrir aux réfugiés un nouveau toit.

Rémy Ourdan

Le journaliste américain David Rohde, du Christian Science Monitor, a été porté disparu en Bosnie, en territoire sous contrôle serbe, a annoncé le journal mercredi 1^{er} novembre. Agé de vingt-huit ans, David Rohde a disparu samedi dernier alors qu'il enquêtait sur les crimes de guerre. Selon certaines informations reçues par le journal, le journaliste pourrait être détenu à Pale, le chef des Serbes de Bosnie. (Reuters.)

Les médecins tchèques se mobilisent pour une réforme du système de santé

PRAGUE

de notre correspondant

Plusieurs milliers de médecins tchèques ont participé à une manifestation, mercredi 1^{er} novembre à Prague, pour réclamer des hausses de salaire et une réforme du système de santé. Ce mouvement, le premier d'une telle ampleur, a également été suivi par près de 80 % des médecins hospitaliers du pays qui, tout en assurant leurs services, ont porté un badge de gréviniste. « Les médecins du secteur public sont les diplômés de l'enseignement supérieur les plus mal payés du pays », constate avec amertume David Rath, trente ans, fondateur du Club syndical des médecins, qui a appelé à la grève. « Avec un salaire de base de 7 000 à 8 000 couronnes (1 400 à 1 600 francs), nous gagnons moins que les employés de banque ou certains secrétaires ».

Les syndicats réclament au moins un doublement des salaires, ce que le gouvernement juge « irréaliste ».

Mis en place en 1993, le nouveau système d'assurance-maladie, financé par les cotisations des salariés et des employeurs - et non plus par l'Etat -, ne parvient déjà pas à financer la hausse vertigineuse des dépenses de santé. Celles-ci ont, en effet, doublé entre 1992 et 1993, passant de 3 à 6 % du produit intérieur brut, selon le ministère de la santé. Le paiement à l'acte pousse les médecins, comme les hôpitaux, à multiplier les prestations, et la gratuité des soins héritée du socialisme n'incite pas les Tchèques à se restreindre. Enfin, la création d'une quarantaine de caisses concurrentes d'assurance-maladie a entraîné une surenchère, certaines offrant des remboursements supérieurs, sans cotisation supplé-

mentaire. Résultat : le déficit est évalué entre 3 et 5 milliards de couronnes (600 millions à 1 milliard de francs). Le gouvernement a dû débloquer près de 2 milliards de couronnes (400 millions de francs) pour prévenir la faillite d'hôpitaux ou de dispensaires.

« SURMÉDICISATION »

Aujourd'hui, on se demande si l'on peut accroître les ressources pour conserver la quasi-gratuité des soins ou s'il faut changer le système et, au minimum, réduire la concurrence entre les médecins. « Il y a trop d'hôpitaux, trop de lits, trop de médecins », reconnaît Radek Velek, directeur d'un centre hospitalier de Prague. Avec un médecin pour 273 habitants, la République tchèque (dix millions d'habitants) paraît presque « surmédicalisée ». Avec 120 lits d'hôpital pour 10 000

personnes, les dépenses hospitalières atteignent 65 % du total, un taux largement supérieur à la moyenne européenne.

La privatisation des hôpitaux, prévue pour réduire les dépenses, est en panne. « Sur 160 hôpitaux privatisables dans une première phase, 30 ont été cédés aux municipalités, 30 autres devraient être vendus sous peu et les autres font l'objet de discussions », explique Jaroslav Jurecka, vice-ministre de la privatisation. Le nouveau ministre de la santé, Jan Straský, le troisième en trois ans, ne dispose que de huit mois d'ici aux élections législatives pour tenter de résoudre une crise qui pourrait coûter cher au gouvernement libéral, talonné de plus en plus dans les sondages par les sociaux-démocrates.

Martin Plichta



VENTES PAR ADJUDICATION

Régisseur O.S.P. - 64, rue La Boétie-PARIS
TEL. : 40.75.45.45 - FAX. : 45.63.89.01

75

Vente au Palais de Justice de PARIS
JEUDI 23 NOVEMBRE 1995 à 14h30 - EN UN LOT
UN APPARTEMENT à PARIS 11 EME
62, Avenue Ph. Auguste et 38, Rue A. Dumas
de 3 PP et CAVE

MISE A PRIX : 450.000 Frs

S'adr. pour rem. à Me Roger LEMONNIER, Avocat à PARIS 7^e, 26, Rue de Lille - Tél. : 45.55.14.44 - Au Greffe du T.G.I. de PARIS
Mise à 3616 AVOCAT VENTES.

76

Vente au Palais de Justice à VERSAILLES (78)
Le MERCREDI 15 NOVEMBRE 1995 à 9 H.
à BUC (78)
TRES BELLE PROPRIETE
8, Route de Jouy
Sur 3397 m² - 10 Pces Ppales
PISCINE (10 x 6)

MISE A PRIX : 1.000.000 de Frs

S'adr. SCF SILLARD ET ASSOCIES, Avocats, 79 bis, Bd de la Reine à VERSAILLES (78) - Tél. : 39.26.15.97

مكتبة الامم المتحدة

هكذا في الوطن

Les fluctuations monétaires ralentissent la croissance en Europe

Bruxelles refuse le recours à des mesures compensatoires

MALGRÉ LES PROBLÈMES sectoriels qu'elles posent indéniablement dans les pays à monnaie stable, la Commission de Bruxelles estime que le recours à des mesures compensatoires ne saurait être une réponse aux fluctuations monétaires observées depuis 1992 au sein de l'Union européenne. De telles mesures avaient été notamment suggérées en France, où certains secteurs de l'industrie et de l'agriculture se sont plaints des distorsions de concurrence provoquées par les dévaluations de la lire, de la peseta et de la livre britannique. Ces questions ont fait l'objet d'un rapport qui avait été commandé par les chefs d'Etat et de gouvernement des Quinze lors de leur sommet de Cannes, en juin dernier, et dont les conclusions ont été présentées, mardi 31 octobre à Bruxelles, par les deux commissaires chargés des questions monétaires et du marché intérieur, Yves-Thibault de Silguy et Mario Monti. « Les fluctuations monétaires dans l'Union européenne ont eu un effet triplement négatif : ralentissement de la croissance, regain d'inflation et hausse des taux d'intérêt dans les pays à monnaie dépréciée et problèmes d'ajustements difficiles pour certains secteurs et certaines régions dans les pays à monnaie stable », a souligné M. de Silguy. Mais, a-t-il dit, « il faut éviter les fausses pistes. On ne doit pas remettre en cause le marché unique par le rétablissement de frontières douanières ou de mesures compensatoires ».

Le rapport confirme que les grands équilibres commerciaux

entre les Etats européens n'ont pas été modifiés. En revanche, ainsi que le commissaire français avait déjà eu l'occasion de le dire, le 26 octobre devant la délégation pour l'Union européenne de l'Assemblée nationale française, qui l'auditionnait à Paris, ces fluctuations monétaires ont conduit, dans l'Union, à un ralentissement de la croissance, estimé entre 0,25 et 0,5 % et donc à des effets sur l'emploi.

LE REMÈDE, LA MONNAIE UNIQUE. Interpellé lors de cette audition par plusieurs députés français, notamment par le rapporteur de la délégation, le RPR Maurice Ligtot, qui s'inquiétait des pertes d'emplois dans certains secteurs et de possibles délocalisations dans les pays à monnaie faible, M. de Silguy avait reconnu que les constructeurs automobiles allemands et français avaient par exemple connu des difficultés sur le marché italien, que les exportations textiles de l'Allemagne et de la France avaient baissé depuis 1992 de 3 à 6 %. Mais il avait appelé à ne pas trop noircir le tableau en rappelant que jamais la France n'avait eu autant d'excédents commerciaux que ces dernières années.

Pour la Commission, la conclusion qui s'impose est qu'il n'existe qu'un seul remède possible, la monnaie unique, en renforçant s'il le faut les sanctions contre les Etats qui ne respecteraient pas les engagements pris en matière de convergence économique.

H. de B.

Le gouvernement mexicain tente de relancer la production

MEXICO de notre correspondant. Les responsables de la politique économique mexicaine viennent d'adopter une série de mesures destinées à freiner la récession qui a entraîné, depuis la fin de 1994, la fermeture de milliers d'entreprises et le licenciement de près d'un million de travailleurs. Sous la houlette du président Ernesto Zedillo, le patronat et les principaux syndicats ont signé, dimanche 29 octobre, un accord qui prévoit des abattements fiscaux en faveur des entreprises et une hausse du salaire minimum, dans l'espoir de relancer la consommation et la production. Baptisé « Alliance pour la reprise économique et pour l'emploi », ce contrat, dans la tradition des « pactes » signés entre les acteurs sociaux depuis 1987, n'a pas eu d'effet immédiat sur la Bourse ni sur le marché des changes, secoués depuis plusieurs semaines par une vague de spéculation qui a fait bondir le dollar au-dessus de 7 pesos. La plupart des experts attribuent cette chute à la perte de confiance des investisseurs étrangers, qui ne croient plus à une reprise de la croissance avant le milieu de 1996.

BON ACCUEIL DES ENTREPRISES. Les prévisions les plus optimistes, celles des autorités mexicaines, tablent sur une baisse de 5,8 % du PIB en 1995 et une hausse de 3 % en 1996. A condition toutefois que les spéculateurs cessent leurs attaques contre le peso et que les mesures fiscales annoncées relancent la consommation. Sans remettre en question le plan d'ajustement très sévère entré en vigueur en mars, M. Zedillo a dû desserrer légèrement l'étau pour éviter d'étrangler les petites et moyennes entreprises et certains secteurs-clés comme l'automobile, deuxième industrie du pays. Outre les abattements fiscaux en faveur des entreprises qui investissent et embaucheront, la mesure la plus spectaculaire suspend jusqu'au 31 décembre 1996 la taxe de vente sur les voitures neuves. Les ventes avaient chuté de 73 % sur le marché intérieur depuis le début de l'année. Les constructeurs ont pu compenser partiellement en augmentant les exportations vers les

Bertrand de la Grange

REPUBLIQUE FRANÇAISE PREFECTURE DE SAONE-et-LOIRE DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT AVIS AU PUBLIC

Le public est informé que, par arrêté du 19 octobre 1995 du Préfet du Département de SAONE-et-LOIRE, une enquête préalable :
- à la déclaration d'utilité publique des travaux concernant l'aménagement à 2 x 2 voies de la RN 79 ;
- du PR 19 + 250 (PR17 + 500 de la déviation de Paray-le-Monial) au PR 39 + 000 (Sainte-Cécile) ;
- du PR 62 + 500 (le Bois Clair) au PR 76 + 100 (Charnay-les-Mâcon) y compris les travaux de mise à niveau des protections de l'environnement pour les sections déjà en service à 2 x 2 voies
- à l'attribution du caractère de Route Express aux sections :
- RN 79 Paray-le-Monial Est - Le Bois Clair
- RN 79 Charnay-les-Mâcon - Varennes-les-Mâcon (RN6)
- à la mise en compatibilité du Plan d'Occupation des Sols (P.O.S.) de Charolles
est prescrite sur le territoire des communes de :
HAUTEFOND, CHAMPLECY, LUGNY-LES-CHAROLLES, CHANGY, CHAROLLES, VENDENESSE-LES-CHAROLLES, VIRY, BEAUBERY, VEROSVRES, TRIVY, DOMPIERRE-LES-ORMES, LA CHAPELLE-DU-MONT-DE-FRANCE, BRANDON, MONTAGNY-SUR-GROSNE, CLERMONT, MAZILLE, SAINTE-CECILE, SOLOGNY, MILLY-LAMARTINE, BERZE-LA-VILLE, LA-ROCHE-VINEUSE, BUSSIÈRES, PRISSE, DAVAYE, CHARNAY-LES-MACON, VARENNES-LES-MACON.

Cette enquête aura lieu du 28 novembre 1995 au 4 janvier 1996 inclus.

Le siège de l'enquête est fixé à la Sous-Préfecture de CHAROLLES où toute correspondance relative à l'enquête pourra être adressée. Le public pourra y consulter le dossier d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique des travaux et à l'attribution du caractère de route express, ainsi que le dossier de mise en compatibilité du P.O.S. de CHAROLLES. Pendant 37 jours, c'est-à-dire du 28 novembre 1995 au 4 janvier 1996 inclus, chaque personne intéressée pourra en prendre connaissance du lundi au vendredi de 8 h 30 à 11 h 30 et de 13 h 30 à 16 h (jours fériés exceptés) et consigner éventuellement ses observations sur le registre ouvert à cet effet ou les adresser par écrit au président de la commission d'enquête à :
Sous-préfecture de CHAROLLES, Rue de la Madeleine, 71130 CHAROLLES.

Les études d'environnement et d'évaluation socio-économique, déposées à la Préfecture de SAONE-et-LOIRE et à la sous-préfecture de CHAROLLES, pourront être consultées par la commission d'enquête et par le public.

Pendant le même délai, c'est-à-dire du 28 novembre 1995 au 4 janvier 1996 inclus, les dossiers d'enquête seront également déposés à la préfecture de SAONE-et-LOIRE (direction des Affaires Locales et de l'Environnement, bureau environnement et urbanisme) et dans les mairies des communes de HAUTEFOND (permanence en mairie de PARAY-LE-MONIAL), CHAMPLECY, LUGNY-LES-CHAROLLES, CHANGY, CHAROLLES, VENDENESSE-LES-CHAROLLES, VIRY, BEAUBERY, VEROSVRES, TRIVY, DOMPIERRE-LES-ORMES, LA CHAPELLE-DU-MONT-DE-FRANCE, BRANDON, MONTAGNY-SUR-GROSNE, CLERMONT, MAZILLE, SAINTE-CECILE, SOLOGNY, MILLY-LAMARTINE, BERZE-LA-VILLE, LA-ROCHE-VINEUSE, BUSSIÈRES, PRISSE, DAVAYE, CHARNAY-LES-MACON, VARENNES-LES-MACON.

Chaque personne intéressée pourra en prendre connaissance aux jours et heures habituels d'ouverture de la préfecture et des mairies, et consigner éventuellement ses observations sur le registre d'enquête établi sur feuillets non mobiles coulés et paraphés par un des membres de la commission d'enquête ou les adresser au président de la commission d'enquête à la sous-préfecture de CHAROLLES :

- préfecture de SAONE-et-LOIRE du lundi au vendredi de 9 h à 11 h 30 et de 14 h à 16 h 15 (jours fériés exceptés) ;
- mairie de HAUTEFOND : secrétariat assuré par la mairie de PARAY-LE-MONIAL ouverte du lundi au vendredi de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 17 h (jours fériés exceptés) ;
- mairie de CHAMPLECY : les mardi de 9 h à 12 h et jeudi de 14 h à 18 h (jours fériés exceptés) ;
- mairie de LUGNY-LES-CHAROLLES : les lundi de 16 h 30 à 19 h et mercredi de 14 h à 18 h (jours fériés exceptés) ; la mairie sera également ouverte le mardi 28 novembre 1995 et le jeudi 4 janvier 1996 de 14 h à 18 h, jours d'ouverture et de clôture de l'enquête ;
- mairie de CHANGY : les mardi de 15 h à 19 h et jeudi de 9 h à 12 h (jours fériés exceptés) ;
- mairie de CHAROLLES : du lundi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h et le samedi de 9 h à 12 h (jours fériés exceptés) ;
- mairie de VENDENESSE-LES-CHAROLLES : les mardi et jeudi de 10 h à 12 h et de 14 h à 17 h et le samedi de 10 h à 12 h (jours fériés exceptés) ;
- mairie de VIRY : les lundi, mardi, jeudi et vendredi de 9 h à 12 h (jours fériés exceptés) ;
- mairie de BEAUBERY : les mardi et jeudi de 14 h à 17 h 30, mercredi de 15 h à 18 h 30 et vendredi de 9 h à 12 h (jours fériés exceptés) ;
- mairie de VEROSVRES : les mardi, jeudi et samedi de 9 h à 12 h (jours fériés exceptés) ;
- mairie de TRIVY : les mardi et vendredi de 13 h 30 à 16 h 30 (jours fériés exceptés) ; la mairie sera également ouverte le jeudi 4 janvier 1996 de 13 h 30 à 16 h 30, jour de clôture de l'enquête ;
- mairie de DOMPIERRE-LES-ORMES : les mardi et vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h, le mercredi de 14 h à 17 h et le samedi de 9 h à 12 h (jours fériés exceptés) ; la mairie sera également ouverte le jeudi 4 janvier 1996 de 14 h à 17 h, jour de clôture de l'enquête ;
- mairie de LA CHAPELLE-DU-MONT-DE-FRANCE : les mercredi de 9 h à 12 h et le samedi de 14 h 30 à 18 h (jours fériés exceptés) ; la mairie sera également ouverte le mardi 28 novembre 1995 et le jeudi 4 janvier 1996 de 9 h à 12 h, jours d'ouverture et de clôture de l'enquête ;
- mairie de BRANDON : les lundi et vendredi de 9 h à 12 h (jours fériés exceptés) ; la mairie sera également ouverte le mardi 28 novembre 1995 et le jeudi 4 janvier 1996 de 9 h à 12 h, jours d'ouverture et de clôture de l'enquête ;
- mairie de MONTAGNY-SUR-GROSNE : le mardi de 14 h à 17 h (jours fériés exceptés) ; la mairie sera également ouverte le jeudi 4 janvier 1996 de 14 h à 17 h, jour de clôture de l'enquête ;
- mairie de CLERMONT : le mercredi de 14 h à 18 h (jours fériés exceptés) ; la mairie sera également ouverte le mardi 28 novembre 1995 et le jeudi 4 janvier 1996 de 14 h à 18 h, jours d'ouverture et de clôture de l'enquête ;
- mairie de MAZILLE : le mercredi de 9 h 30 à 12 h 30 (jours fériés exceptés) ; la mairie sera également ouverte le mardi 28 novembre 1995 et le jeudi 4 janvier 1996 de 9 h 30 à 12 h 30, jours d'ouverture et de clôture de l'enquête ;
- mairie de SAINTE-CECILE : le lundi de 16 h à 18 h 30 (jours fériés exceptés) ; la mairie sera également ouverte le mardi 28 novembre 1995 et le jeudi 4 janvier 1996 de 16 h à 18 h 30, jours d'ouverture et de clôture de l'enquête ;
- mairie de SOLOGNY : les lundi et jeudi de 16 h à 19 h (jours fériés exceptés) ; la mairie sera également ouverte le mardi 28 novembre 1995 de 16 h à 19 h, jour d'ouverture de l'enquête ;
- mairie de MILLY-LAMARTINE : les mardi de 15 h à 18 h 30 et samedi de 10 h à 12 h (jours fériés exceptés) ; la mairie sera également ouverte le jeudi 4 janvier 1996 de 15 h à 18 h 30, jour de clôture de l'enquête ;
- mairie de BERZE-LA-VILLE : les mercredi et samedi de 10 h à 12 h (jours fériés exceptés) ; la mairie sera également ouverte le mardi 28 novembre 1995 et le jeudi 4 janvier 1996 de 10 h à 12 h, jours d'ouverture et de clôture de l'enquête ;
- mairie de LA-ROCHE-VINEUSE : du lundi au vendredi de 9 h 30 à 12 h et de 14 h à 17 h (jours fériés exceptés) ;
- mairie de BUSSIÈRES : les lundi et vendredi de 13 h 30 à 16 h et jeudi de 8 h 30 à 12 h (jours fériés exceptés) ; la mairie sera également ouverte le mardi 28 novembre 1995 de 8 h 30 à 12 h, jour d'ouverture de l'enquête ;
- mairie de PRISSE : du lundi au vendredi de 9 h à 12 h (jours fériés exceptés) ;
- mairie de DAVAYE : les mardi et jeudi de 14 h 30 à 17 h 30 et samedi de 8 h 30 à 11 h 30 (jours fériés exceptés) ;
- mairie de CHARNAY-LES-MACON : du lundi au vendredi de 8 h à 12 h et de 14 h à 18 h et le samedi de 8 h à 12 h (jours fériés exceptés) ;
- mairie de MACON : service réglementation : du lundi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h (jours fériés exceptés) ;
- mairie de VARENNES-LES-MACON : les mardi et vendredi de 15 h à 19 h et jeudi de 9 h à 11 h 30 (jours fériés exceptés).

Le dossier de mise en compatibilité du POS de CHAROLLES sera déposé à la Sous-Préfecture de CHAROLLES et à la mairie de CHAROLLES.

Le président du tribunal administratif de DIJON a désigné une commission d'enquête composée comme suit :
Président : M. HOEFFNER François, Ingénieur retraité, 12, rue des Clausins, 71150 FONTAINES.
Membres : M. DEVERS Hubert, directeur d'école honoraire, 4, rue de la Pouprière, 71500 CHATEAURENAUD.
M. BILLARD André, chef de brigade en retraite, 9, rue Léon Blum, 71410 SANVIGNES-LES-MINES.

Suppléant : M. THORVAL Amédée, Ingénieur Général d'Agronomie honoraire, 43, boulevard de Troyes, 21240 TALANT.

- Un des membres de la commission d'enquête recevra le public à :
- la préfecture de SAONE-et-LOIRE : le lundi 4 décembre 1995 de 14 h 30 à 16 h 30 ;
 - la sous-préfecture de CHAROLLES : le mardi 28 novembre 1995 de 9 h à 11 h 30 et le jeudi 4 janvier 1996 de 14 h à 16 h ;
 - la mairie de BERZE-LA-VILLE : le mercredi 20 décembre 1995 de 10 h à 12 h ;
 - la mairie de BRANDON : le vendredi 29 décembre 1995 de 10 h à 12 h ;
 - la mairie de CHAMPLECY : le jeudi 28 décembre 1995 de 15 h à 18 h ;
 - la mairie de CLERMONT : le mercredi 6 décembre 1995 de 14 h 30 à 17 h ;
 - la mairie de LA CHAPELLE-DU-MONT-DE-FRANCE : le mercredi 3 janvier 1996 de 9 h à 11 h 30 ;
 - la mairie de LA-ROCHE-VINEUSE : le jeudi 30 novembre 1995 de 9 h 30 à 12 h ;
 - la mairie de TRIVY : le vendredi 1^{er} décembre 1995 de 13 h 30 à 16 h 30 ;
 - la mairie de VENDENESSE-LES-CHAROLLES : le mardi 12 décembre 1995 de 14 h à 17 h ;
 - la mairie de VEROSVRES : le samedi 16 décembre 1995 de 9 h à 12 h ;
 - la mairie de VIRY : le mardi 19 décembre 1995 de 9 h à 12 h.

A l'issue de l'enquête, et dans le délai d'un mois, la commission d'enquête établira un rapport qui relatera le déroulement de l'enquête et rédigera des conclusions motivées, en précisant si elles sont favorables ou non :

- à la déclaration d'utilité publique des travaux concernant l'aménagement à 2 x 2 voies de la RN 79 ;
- du PR 19 + 250 (PR17 + 500 de la déviation de Paray-le-Monial) au PR 39 + 000 (Sainte-Cécile) ;
- du PR 62 + 500 (le Bois Clair) au PR 76 + 100 (Charnay-les-Mâcon) y compris les travaux de mise à niveau des protections de l'environnement pour les sections déjà en service à 2 x 2 voies ;
- à l'attribution du caractère de Route Express aux sections :
- RN 79 Paray-le-Monial Est - Le Bois Clair
- RN 79 Charnay-les-Mâcon - Varennes-les-Mâcon (RN6)
- à la mise en compatibilité du Plan d'Occupation des Sols (P.O.S.) de Charolles.

Le public pourra prendre connaissance du rapport et des conclusions de la commission d'enquête à la préfecture de SAONE-et-LOIRE (direction des affaires locales et de l'environnement, bureau environnement et urbanisme), à la sous-préfecture de CHAROLLES, dans les mairies de HAUTEFOND, CHAMPLECY, LUGNY-LES-CHAROLLES, CHANGY, CHAROLLES, VENDENESSE-LES-CHAROLLES, VIRY, BEAUBERY, VEROSVRES, TRIVY, DOMPIERRE-LES-ORMES, LA CHAPELLE-DU-MONT-DE-FRANCE, BRANDON, MONTAGNY-SUR-GROSNE, CLERMONT, MAZILLE, SAINTE-CECILE, SOLOGNY, MILLY-LAMARTINE, BERZE-LA-VILLE, LA-ROCHE-VINEUSE, BUSSIÈRES, PRISSE, DAVAYE, CHARNAY-LES-MACON, VARENNES-LES-MACON ; ces documents seront tenus à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

Par ailleurs, les personnes intéressées pourront obtenir communication du rapport et des conclusions de la commission d'enquête en s'adressant à la préfecture de SAONE-et-LOIRE (direction des affaires locales et de l'environnement, bureau environnement et urbanisme).

LE PREFET de SAONE-et-LOIRE
Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général :
Signé Gérard WOLF

RÉGIONS Les élus locaux devaient remettre, pour le 30 octobre, leurs contributions à l'élaboration d'un schéma national d'aménagement du territoire, véritable ossature

de la loi d'orientation du 4 février 1995. Ce délai n'a pas été tenu. Néanmoins, le premier ministre a discrètement lancé, depuis la rentrée, une consultation destinée à me-

ner à bien ce schéma. ● LE GOUVERNEMENT tarde cependant à se saisir d'un dossier dont Édouard Balladur et son ministre de l'intérieur Charles Pasqua s'étaient emparés comme

d'une machine électorale. ● LE GEL de la fermeture des services publics dans les zones rurales a été prolongé. En Loire-Atlantique, ceux-ci tentent de s'adapter aux évolutions de la so-

dété. ● LA DÉLÉGATION à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (Datar) souligne le rôle que peuvent jouer les collectivités territoriales dans la création d'emplois.

Le chantier de l'aménagement du territoire prend du retard

Les élus locaux réfléchissent au schéma national prévu par la loi Pasqua.

Mais le dossier risque de ne venir devant le Parlement qu'à l'été 1996. Il s'agit pourtant d'un des outils du combat contre la « fracture sociale »

ELLE SEMBLAIT s'être enlisée dans le marécage des promesses préélectorales mort-nées. Là voilà pourtant qui sort, sans entrain, de son purgatoire. Il faut reconnaître que la loi d'orientation d'aménagement et de développement du territoire est un des plus embarrassants legs dont Jacques Chirac a hérité. Ce texte décline en quatre-vingt-huit articles une question simple : comment réduire le déséquilibre qui caractérise l'hexagone dans tous les domaines. Il y a urgence : tandis que l'île-de-France s'alourdit de plus de 130 000 habitants supplémentaires chaque année, les campagnes se dépeuplent. Au début du siècle prochain, demain donc, 90 % des Français vivront dans les villes, dans des conditions très inégales.

Or cette loi, ou plutôt ce catalogue de bonnes intentions, établie à grand bruit par des prédécesseurs - certes cousins en politique, mais néanmoins rivaux -, a été adoptée par la majorité toujours en place. Plus encore, cette majorité avait choisi de renvoyer à plus tard l'essentiel des décisions, notamment à son premier anniversaire, le 4 février 1995. Mais plus tard, nous y sommes.

Depuis la rentrée, les élus locaux sont, justement, à nouveau priés de plancher sur le schéma national d'aménagement du territoire, véritable ossature de la loi. La remise des copies était initialement fixée au 30 octobre. Elle connaîtra quelque retard. Mais « la vision claire et cohé-

rente de la France en Europe pour les vingt prochaines années » qui leur est demandée, mérite bien un délai de réflexion supplémentaire.

Après quelques mois d'inertie, l'équipe Juppé a donc décidé de relancer, doucement, cette grosse machine. Son empressement apparaît si modéré et sa volonté politique si peu perceptible que le texte adopté sous le gouvernement Balladur, pourtant fortement critiqué alors, fait finalement l'unanimité aujourd'hui. Au moins avait-il le mérite... d'exister, estiment désormais toutes les grandes associations d'élus.

PROSPECTIVE ÉCHEVELÉE

Au rythme actuel, le fameux schéma ne devrait pas atteindre les bureaux de l'Assemblée nationale, qui doit l'examiner, avant l'été 1996. Comme il se contente de tracer les orientations et les principes généraux, les parlementaires ne s'attaqueront qu'ensuite au véritable plat de résistance : les programmes sectoriels régissant les implantations de l'enseignement supérieur et de la recherche, des équipements culturels, des infrastructures de transport, des télécommunications et de l'organisation sanitaire : une véritable traversée des sables mouvants, pendant laquelle la mobilisation à large échelle le temps de l'ordre.

L'ère de la prospective échevelée voulue par Charles Pasqua est manifestement terminée. Ministre de



l'intérieur en 1993, il avait, en quelque sorte, ordonné à toute une génération d'élus, aux sages des conseils économiques et sociaux régionaux d'imaginer, sans préjugé, la France de 2015. Les parlementaires avaient pris le relais et ils avaient débattu de juillet à décembre 1994. Le tout sur fond de rododendrons - M. Pasqua avait un temps mis sa démission dans la balance -, de roulements de tambours électoraux et de shows médiatiques.

Dans des tournées régionales ostensiblement médiatisées, MM. Balladur et Pasqua ne s'étaient pas privés de cultiver les superlatifs généraux d'espoirs. Leur projet devait « à l'évidence, marquer plusieurs générations », selon M. Pasqua, qui envisageait de l'accompagner d'un « programme d'investissement à long terme, exceptionnel, comparable à l'effort national de reconstruction des années d'après-guerre ou à celui décidé en 1993 outre-Rhin, pour conforter l'union des deux Allemagnes ».

C'est peu dire que Charles Pasqua ne s'était pas complu dans la demimémoire alors qu'il jouait l'apprenti faiseur de rois. Mais Jacques Chirac, à son tour, n'avait pas épargné sa peine, au printemps, pour dénoncer la désormais fameuse fracture sociale et sa déclinaison : la fraction territoriale. Le gouvernement d'Alain Juppé s'est donc vu confier

la tâche ingrate de rappeler, dans ce domaine comme dans d'autres, que nul citoyen avisé ne saurait être trop dupe de l'actualité électorale et, en substance, que le contexte des finances publiques ne se prête pas au rêve.

Bernard Pons, nouveau ministre de l'aménagement du territoire, de l'équipement et des transports, affirme néanmoins que le chantier ouvert par Charles Pasqua sera poursuivi. Sa propre nomination - lui, un fidèle de Jacques Chirac -, et celle d'un... conseiller pure souche, Ray-

mond-Max Aubert, au secrétariat d'État au développement rural, devraient être prises comme des gages. Rien, en somme, ne devrait permettre de conclure que l'aménagement du territoire ne constitue pas une priorité de l'équipe de Jacques Chirac. Soit, mais rien non plus ne vient prouver le contraire.

A la tête de la Datar veillent toujours Pierre-Henri Paillet et ses adjoints, tous maintenus dans leurs fonctions. Nul ne connaît mieux cet « homme de Pasqua » une loi d'orientation qu'il a portée de bout en bout. Mais la stabilité qui prévaut à la délégation, au budget peu diminué, peut être interprétée de diverses manières : au mieux comme une garantie de persévérance, au pire comme une vague indifférence.

Curieusement, la voix des élus locaux ne vient guère troubler le long silence du gouvernement. Perplexes, nombre d'entre eux en sont encore à se demander qui fait quoi dans leur secteur. On leur a annoncé une prochaine loi sur le développement rural, un plan PME concocté par Jean-Pierre Raffarin, un écocituel « plan Marshall » pour les banlieues sous la houlette d'Eric Raoult, une clarification des compétences entre collectivités locales confiée à Claude Gosselin... Du coup, ils ont eu tendance, jusqu'ici, à s'adresser directement au chef du gouvernement.

Quelque peu déçus par une telle attitude, les maires plaignent de plus en plus en faveur d'expé-

riences sur le terrain. L'ère des grands débats a peut-être fini par lasser. Il vaut mieux, estiment bien des élus, commencer à travailler à petite échelle que de se remettre à de vastes mais lointaines réformes. « Ces futurs décrets ont un côté surréaliste », regrette Jean-Marc Ayrault (PS), maire de Nantes et nouveau président de l'association de ses homologues des grandes villes. On ne voit pas où on va. Son mouvement est allé se plaindre récemment auprès d'Alain Juppé. De même, les présidents des conseils généraux, réunis récemment en congrès, ont demandé à M. Chirac en personne de bien vouloir accélérer le mouvement. Il serait, néanmoins, d'autant plus difficile de qualifier de concert de protestations ces quelques sautes d'humeur, et les régions, solidarité politique oblige (seules deux sur vingt-deux échappent à l'actuelle majorité) se démentent coites.

La tendance est à l'autocensure, sachant que le gouvernement a des soucis plus immédiats. Les élus locaux aussi. En ces temps d'agitation budgétaire, l'Association des maires de France a été occupée à se battre bec et ongles pour sauver les dotations des communes. Les départements s'activent, eux, à renégocier le volet insertion du RMI et à mettre en place la nouvelle prestation d'autonomie pour les personnes âgées. Le moyen terme attendra des jours plus fastes.

M. V.

Un dispositif complexe

● La loi d'orientation d'aménagement et de développement du territoire du 4 février 1995 prévoyait qu'un schéma national serait prêt au bout d'un an. Une circulaire datée du 25 août, signée par Alain Juppé, organise l'élaboration de ce schéma, avec, en préalable, une brève consultation dans les régions. ● Le dispositif interministériel repose sur le travail de cinq commissions thématiques, elles-mêmes présidées par un membre du Conseil national de l'aménagement et du développement du territoire. Celui-ci a bien été officiellement créé, fin septembre, mais ses premières nominations tardent encore. L'adoption de ce

schéma, puis de ses déclinaisons par secteur, devrait donc encore prendre de longs mois.

● Sur la soixantaine de décrets que nécessite ce texte de loi, ont déjà été publiés ceux créant le fonds national d'aménagement du territoire, le fonds de gestion de l'espace rural, celui d'investissement des transports terrestres et celui de péréquation des transports aériens. L'organisation en « pays » a été lancée à titre expérimental.

● « Zones de revitalisation rurale » et « zones de redynamisation urbaines » : la délimitation se fait attendre, de même que la création du fonds national de développement des entreprises.

COMMENTAIRE

VOLONTÉ POLITIQUE

Souvent mise en avant par le gouvernement d'Édouard Balladur - elle y était défendue par Charles Pasqua qui en avait fait un instrument de sa promotion personnelle -, la politique d'aménagement du territoire semble laissée en jachère par Alain Juppé : schéma national mollement relancé, décrets en panne, retard dans les nominations au Conseil national d'aménagement du territoire.

Il serait pourtant déplorable de laisser perdre le souffle qui avait balayé les régions lors du grand débat préalable à l'adoption de la

loi d'orientation. A condition de faire preuve de plus de coordination et d'assouplir certaines structures (c'est l'idée des « pays » ou des « réseaux de villes »), les acteurs socioéconomiques, les responsables politiques et les administrations ne pourraient-ils œuvrer davantage pour leurs territoires ? Un développement régionalisé ne constituerait-il pas une alternative aux éternelles mesures nationales contre le chômage ? Une meilleure répartition des activités dans le pays ne serait-elle pas aussi une manière de lutter contre la « fracture sociale » ?

Pierre-Henri Paillet, délégué à l'aménagement du territoire, vante moins, désormais, les

nobles principes inscrits dans la loi d'orientation - « unité et solidarité nationales », « égalité des chances et d'accès au savoir pour chaque citoyen » - qu'une conception plus économique, et plus classique, de l'aménagement : « Il s'agit toujours, explique-t-il, de traduire dans les faits un modèle républicain, mais aussi d'organiser le territoire pour y attirer des entreprises », des entreprises que les lois d'airain de l'économie poussent souvent à la démarche inverse. C'est bien d'une telle volonté politique que dépend le paysage français de 2015.

Martine Valo

Les services publics de Loire-Atlantique évoluent pour ne pas fermer

Les usagers veulent garder leurs postes, écoles ou transports, y compris dans les zones difficiles

NANTES
de notre correspondant
Il ne manque que le détail de l'organisation pour mettre en place la « commission d'organisation et de modernisation des services publics » de Loire-Atlantique, conformément aux décisions du conseil des ministres du 11 octobre, qui a décidé de prolonger le gel de la fermeture des services publics en zone rurale, décidé par Édouard Balladur.

Nouveau président de l'association des maires du département et ancien président du conseil général, Charles-Henri de Cossé-Brissac (UDF) espère bien en être membre. Ses priorités : « La poste, l'école, la perception, une gendarmerie par canton et des transports en commun de qualité ».

Une précédente commission du même ordre se s'est réunie qu'une seule fois en 1993 pour esquisser un schéma départemental des services publics dans les communes de moins de 2 000 habitants. Désormais, il est question de se préoccuper de l'ensemble du département, même si, avec 1,1 million d'habitants répartis sur 221 communes, les « trous » dans le filet du service public sont mécaniquement limités.

Toutefois, il reste le cas des quartiers difficiles. Là, il s'agit moins d'implanter de nouveaux services publics que d'apprendre

au facteur, à l'illotier, à l'assistante sociale, à l'employé de la mairie annexe et de l'ANPE à conjuguer leurs efforts : « Seuls, ils baissent les bras face aux difficultés. En travaillant ensemble, cela change tout, on a pu le mesurer concrètement », explique Paul Cloutier, chargé du développement social urbain à la mairie de Nantes.

« Depuis trois ans, nous n'avons fermé que l'annexe de Saint-Joachim-en-Brière, qui comptait cinq élèves. Il n'y a pas eu de fermeture d'école, mais des regroupements pédagogiques forts avec les élus, entre les écoles de Ruffigné et Saint-Aubin-des-Châteaux, ou du Petit-Auverné et Saint-Julien-de-Vouvray », explique l'inspecteur d'académie François Le Guiner. L'éducation nationale a même bon espoir de rouvrir l'école de Soulvaches, fermée il y a quelques années. Il est vrai que, dans les trente-deux communes sans école publique du département, des écoles privées sous contrat comblent le vide.

Même constat heureux à la direction départementale de La Poste : deux fermetures à Châteaubriant et Nantes depuis dix ans, contre six ouvertures d'agences, plus un « point automatique » dans un centre commercial et six projets d'ouvertures dans les quartiers de Nantes et Saint-Nazaire mal desservis. Le mora-

toire du gouvernement Balladur est suivi à la lettre : La Poste ne fait faux bond qu'à vingt communes du département. Elle gère deux cent cinquante points de contact, dont 57 % en zone rurale.

DERNIERS À PARTIR

« On ne ferme pas de points de contact avec le public, on les fait évoluer », note de son côté Jean-Claude Barrat, directeur adjoint d'EDF-GDF à Nantes. Ses services gèrent trente points d'accueil de la clientèle ou d'exploitation. Grâce à la viabilité croissante du réseau électrique, on répare moins aujourd'hui qu'il y a vingt ans, mais pas question de toucher à la proximité du service d'urgence.

La SNCF n'est pas en reste : « Nous sommes toujours les derniers à partir », constate Claude Lemoine, secrétaire général de la direction régionale de la SNCF. Mais il ne se souvient même plus de l'année de la fermeture de la dernière ligne voyageurs entre Nantes et Châteaubriant : « C'était au début des années 80 ».

Les élus réclament avec obstination la modernisation de la ligne Nantes-Bordeaux. La SNCF a accepté du bout des lèvres l'inscription de crédits d'études dans le dernier contrat de plan État-Région : « Cela coûterait 2 milliards

de francs pour reprofiler la voie. Il y a du monde l'été et le week-end, mais cinquante personnes par train le reste du temps », souligne Claude Lemoine.

Soutenus par la région des Pays-de-la-Loire, la fréquentation des trains express régionaux (TER) a repris, en progression de 2,5 % cette année après deux ans de fléchissement. La modernisation des autorails et des innovations comme les « taxis TER » qui, en Mayenne, transportent pour 12 francs les habitants de plusieurs communes jusqu'à la gare du TER qui se s'arrête plus chez eux, y sont pour quelque chose.

A eotendre, toutefois, la CGT des cheminots, le désengagement de la SNCF au profit des régions est prêt. Un schéma d'étude, qualifié pudiquement d'« hypothèse basse » par Claude Lemoine, tire un trait sur les liaisons Le Croisic-Saint-Nazaire ou Nantes-La Roche-sur-Yon. Fermer la ligne entre Sainte-Pazanne et Pornic, au sud-ouest de la Loire-Atlantique, économiserait 1,5 million de francs par an. « Le progrès ne vaut que s'il est partagé par tous », dit le slogan de la SNCF. Qu'en pensera la future commission départementale d'organisation et de modernisation des services publics de Loire-Atlantique ?

Adrien Favereau

La Datar veut développer les emplois de proximité

QUEL RÔLE les collectivités locales peuvent-elles jouer dans le développement des emplois de proximité ? Pour le mesurer, la Datar a lancé, en avril, un « appel à projets » destiné à recueillir leurs idées et leurs suggestions dans ce domaine. Cent cinquante réponses lui sont parvenues, dont celles de six conseils régionaux, d'une dizaine de villes ou de communautés urbaines ainsi que de nombreux groupements de communes. Selon les estimations de la Datar, la réalisation de ces projets pourrait entraîner la création de 15 000 emplois. Les projets reteus se partageront 7,5 millions de francs.

Au moment où les emplois de services sont à la mode dans la lutte contre le chômage, les responsables de la Datar estiment que les collectivités locales ont un rôle à jouer pour organiser, coordonner et faire connaître ces services. Ceux proposés dans les projets soumis à la Datar sont assez traditionnels : aide aux personnes âgées, garde d'enfants, emplois liés à la protection de l'environnement, centres de ressources qui permettent les échanges d'information. Située au cœur d'un important tissu industriel, la ville de Rueil-Malmaison (Yvelines) a eu l'idée de soutenir un projet original de services aux salariés des entreprises. Il s'agit de permettre à ceux-ci de faire repasser leur linge, laver leur voiture ou faire

effectuer des démarches administratives pendant qu'ils sont à leur bureau ou dans leur atelier. Selon les responsables du projet, 3 à 5 emplois pourraient être créés par tranche de 500 à 600 salariés. Les organisateurs espèrent une participation financière des comités d'entreprise.

Soucieux d'améliorer la vie des quartiers, le projet soutenu par la ville de Marseille (Bouches-du-Rhône) consiste à répondre aux besoins en matière de sécurité, d'accompagnement des personnes âgées ou handicapées, et de qualité de l'environnement. La ville pourrait jouer le double rôle de conseil auprès des entreprises privées spécialisées dans la sécurité et de financier pour les personnes qui ont besoin de ces services mais d'ont pas les moyens de les offrir. A Salon-de-Provence (Vaucluse), les auteurs du projet proposé par la ville se sont préoccupés d'éviter la concurrence avec les artisans, notamment dans le secteur des « services aux biens privés », incluant par exemple le lavage des vitres, le petit bricolage et les activités de dépannage. Ils souhaiteraient qu'en échange d'une sorte de « partage du marché » les artisans acceptent une charte de qualité qui supposerait notamment de leur part un engagement en matière d'apprentissage.

Françoise Chirot

صلى الله عليه وسلم

سكنا من المصن

FRANCE

LE MONDE / VENDREDI 3 NOVEMBRE 1995 / 7

La Banque de France assouplit sa politique monétaire en abaissant de 7 % à 6,60 % un de ses taux directeurs

L'institut d'émission réagit prudemment au changement de politique annoncé par M. Chirac

La bonne tenue du franc face au mark a permis, jeudi 2 novembre, à la Banque de France, de commencer à assouplir sa poli-

tique monétaire. Elle a décidé de baisser de 7 % à 6,60 % le taux de ses prises en pension à 24 heures. L'institut d'émission a, ainsi, te-

nu compte du changement de politique économique annoncé par M. Chirac, lors qu'il s'est engagé à accorder la priorité à la baisse

des déficits publics. Dans le même temps, les critiques contre la stratégie dite « du franc fort » renaissent au sein du RPR.

LA BANQUE DE FRANCE a annoncé, jeudi 2 novembre en début de matinée, qu'il abaissait le taux de ses prises en pension à 24 heures de 7 % à 6,60 %. Ce taux, qui représente le niveau-plafond auquel les établissements de crédit se refinancent auprès de la banque centrale, avait été relevé de 6,15 % à 7,25 % le 9 octobre dernier, afin de contrer les attaques dont le franc était alors victime. Il avait été réduit d'un quart de point (de 7,25 % à 7 %) une semaine plus tard.

C'est la première réponse sensible de la Banque au souhait émis par Jacques Chirac, lors de son intervention télévisée du jeudi 26 octobre, d'une baisse des taux d'intérêt. Le président de la République l'avait, à ses yeux, rendu possible en promettant que, dorénavant, la priorité serait donnée à la réduction des déficits publics. Ce geste de l'institut d'émission est, toutefois, prudent comme le laissait entendre Jean Boissonnat, membre du CPM, dans un entretien à l'AFP, mercredi 1^{er} novembre.

Le franc n'a guère réagi au geste du comité de politique monétaire (CPM) de la Banque de France. Il est resté stable à 3,4585 francs pour un deutschemark. Il est vrai que la décision du CPM n'a pas constitué une surprise sur les marchés finan-

ciers. Il ne faisait guère de doute, aux yeux des opérateurs, que l'institut d'émission allait rapidement entériner la baisse des taux d'intérêt de marché observée depuis plusieurs jours. Les rendements à trois mois étaient ainsi revenus de 7,50 % à 6,25 %.

Cette détente monétaire a elle-même résulté du redressement spectaculaire du franc face à la monnaie allemande. Le franc a gagné 6 centimes face au deutschemark, passant d'un cours de 3,52 francs à 3,46 francs pour un mark depuis l'intervention de M. Chirac.

SIGNAL FORT

La Banque de France avait envoyé, en début de semaine, un signal fort aux investisseurs, qui ne laissaient guère planer de doute sur un assouplissement imminent de sa politique monétaire. Elle avait ramené de 6,90 % à 6,25 % le taux de l'argent au jour le jour, qui constitue un troisième taux directeur pour la banque centrale française.

Si le rythme de baisse des taux de la Banque de France ne préoccupait guère les opérateurs des marchés financiers, il agissait en revanche une partie de la classe politique, peu au fait des mécanismes monétaires et pour qui la détente des taux de mar-

ché et du loyer de l'argent au jour le jour était passée totalement inaperçue.

Le fait que la Banque de France n'ait pas modifié ses taux directeurs, en début de semaine, avait provoqué un mouvement de colère chez de nombreux députés et sénateurs de la majorité parlementaire. Cette pression politique constituait d'ailleurs pour les investisseurs le seul motif sérieux d'inquiétude. Ces derniers craignaient en effet qu'elle ne soit de nature à différer la baisse des taux de l'institut d'émission. Les banques centrales indépendantes détestent agir sous la pression, que celle-ci provienne du pouvoir politique ou des marchés financiers.

« La Bundesbank, c'est comme la crème fauettée. Plus on la bat, plus elle devient dure », avait affirmé un jour Wim Duisenberg, gouverneur de la banque centrale des Pays-Bas,

à propos de l'Allemagne. Les analystes tenaient à souligner, mardi matin, que le geste de la Banque de France ne devait pas être interprété comme le signe que l'institut d'émission avait cédé à la pression du pouvoir politique. Il leur apparaissait conforme à la stratégie habituelle de la Banque de France de « baisser ordonnée des taux, avec un franc solide ». La Banque a d'ailleurs indiqué qu'elle entendait rester vigilante. Elle n'a pas entièrement levé le dispositif de crise qu'elle avait mis en place le 9 octobre.

La question qui préoccupe les experts est de savoir jusqu'à quel rythme la détente monétaire va se poursuivre et jusqu'à quel niveau l'écart entre les taux d'intérêt à court terme français et allemands pourra être réduit. A cet égard, les investisseurs ne font pas preuve

d'un grand optimisme. Selon leurs anticipations, réitérées par les cours des contrats à terme, cet écart devrait se maintenir à un niveau élevé au cours des prochains mois. Il s'établirait encore, par exemple, à un niveau de 1,5 % à la fin du mois de juin de l'année prochaine (2,25 % aujourd'hui). Une éventuelle chute du dollar, les incertitudes liées à la construction de la monnaie unique, les craintes de conflits sociaux, les doutes concernant le rythme de croissance et la faible popularité du gouvernement exposent le franc à subir de nouvelles attaques au cours des prochains mois. Ces facteurs de risque justifieraient le maintien d'une prime de taux courts élevée en France, au grand dam du gouvernement.

Pierre-Antoine Delhommais

Jean Boissonnat : « La crise politique est résorbée »

Dans une déclaration à l'AFP, mercredi 1^{er} novembre, c'est-à-dire à la veille de la baisse des taux, Jean Boissonnat expliquait en ces termes la stratégie qu'entendait suivre le comité de la politique monétaire (CPM) de la Banque de France dont il est membre : « Nous sommes



VERBATIM

dans une période où, compte tenu des déclarations du chef de l'Etat et de sa détermination à réduire les déficits, s'ensuivra à un moment ou un autre une baisse des taux d'intérêt. » Pour lui, « le CPM doit gérer une météorologie monétaire où se croisent des vents de partout, ce qui nous impose d'observer l'ensemble des facteurs et ne pas nous déterminer sur un seul facteur si important soit-il, telle la déclaration du chef de l'Etat ».

Le porte-parole « officieux » de la Banque de France

ajoutait : « Le processus de baisse de taux amorcé avant les vacances par le CPM avait été interrompu en raison de la crise politique ouverte après la démission d'Alain Madelin et la déstabilisation du premier ministre sur fond d'un dollar qui avait des vapeurs (...). La crise politique est résorbée, la stratégie présidentielle et gouvernementale en matière monétaire est éclaircie, des décisions ont déjà été annoncées sur le budget 1996 et le gouvernement annonce des mesures pour la maîtrise des dépenses sociales. Le processus est suffisamment engagé pour que l'on puisse dire que ce qui avait été mis en œuvre dans le sens d'une modération contrôlée des taux d'intérêt puisse reprendre son cours. »

« Mais il est des choses qui ne sont pas encore connues et doivent l'être », concluait-il. « Le redressement des comptes de la Sécurité sociale est un point très important pour convaincre les marchés et nos partenaires européens. »

Les « petits pas » de M. Trichet à nouveau critiqués au RPR

LA PRUDENCE de la Banque de France fait de nouveau des vagues. Depuis l'élection de Jacques Chirac, nul n'avait osé adresser des critiques publiques aux responsables de la banque centrale. Pourtant, quelques signes laissent à penser que ce consensus de façade est en passe de s'effriter. Le premier indice est une déclaration du président de l'Assemblée nationale. Lors des assises du RPR, le 15 octobre, Philippe Séguin n'a pas revendiqué la mise en œuvre d'une « autre politique ». Dans un propos remarqué, il a même admis qu'il fallait « réduire dans un délai extraordinairement bref nos déficits publics ». Mais il a aussi fait le procès « des taux d'intérêt dévastateurs » qui compromettent les recettes et aggravent les dépenses.

Le débat a rebondi, le 26 octobre. Lors de la réunion de la délégation pour l'Union européenne de l'Assemblée nationale, qui était consacrée à une audition d'Yves-Thibault de Silguy, commissaire européen, Pierre Lellouche (RPR, Val-d'Oise) s'est interrogé, avec « inquiétude », ce sont les termes exacts du compte-rendu officiel de la séance, sur la politique actuellement mise en œuvre pour parvenir à la troisième phase prévue par le traité de Maastricht. Celui qui était le conseiller diplomatique de M. Chirac, avant son entrée à l'Elysée, a fait observer que le choix fait par les autorités françaises de maintenir une certaine parité du franc vis-à-vis du mark se traduisait par des taux d'intérêt, en France, supérieurs de trois points aux taux allemands. Il a jugé que le niveau des taux d'intérêt en France interdisait toute reprise de la croissance et donc toute réduction des déficits.

Après que Charles Josselin (PS, Côtes-d'Armor), pourtant connu pour ses convictions européennes, se fut demandé si une dévaluation était préférable à une baisse des taux ou si les deux méthodes compromettraient l'objectif de la monnaie unique, Jacques Myard (RPR, Yvelines), anti-maastrichien convaincu, a jugé néfaste de se priver de la possibilité d'un ajustement monétaire et a fait valoir que, si la France, ce faisant, pouvait ramener son taux de chômage à 8 % de la population active, il serait possible de rééquilibrer les comptes de la Sécurité sociale.

Quelques jours plus tard, le 31 octobre, une violente altercation sur le même sujet a de nouveau opposé M. Myard à plusieurs membres de la commission des affaires étrangères et, cette fois,

M. Lellouche a dû appeler à l'arbitrage. Il a souligné que la France doit répondre aux critères de convergence, même si l'on peut s'interroger sur la politique économique menée pour y parvenir.

Dans un entretien à L'Express (daté 2-8 novembre), le président de la commission des lois, Pierre Mazeaud (RPR, Haute-Savoie) est encore plus violent : « Jean-Claude Trichet, dit-il, mène la politique qu'il entend et elle ne correspond pas à celle qui est souhaitée par le gouvernement, lequel veut, avec raison, une baisse rapide des taux d'intérêt. »

Comment faut-il interpréter ces propos ? D'abord, le fait que la polémique rebondisse en cet automne n'est pas franchement surprenant. Alors que la croissance marque le pas et que le gouvernement doit non seulement réduire le déficit budgétaire, mais aussi mettre la dernière main à un plan draconien de retour à l'équilibre des comptes sociaux, il était prévisible que certaines voix se fassent de nouveau entendre pour faire observer qu'il est périlleux de conduire dans le même temps une politique monétaire également restrictive.

PATRONS IMPATIENTS

Visiblement, les termes du débat sont pourtant en passe d'évoluer. Après les déclarations du chef de l'Etat, annonçant le 26 octobre que la priorité de sa politique économique serait désormais la réduction des déficits, certains élus de la majorité risquent d'interpeller de nouveau la Banque de France, estimant que la balle est maintenant dans son camp et qu'elle doit très rapidement baisser ses taux d'intérêt, pour que la politique du gouvernement n'échoue pas.

C'est le sens du message aussi bien de M. Séguin que de M. Lellouche : il faut maintenant, non pas mettre en œuvre une autre politique mais presser le pas dans la voie de la baisse des taux.

Par avance, Jean Boissonnat, porte-parole officieux de M. Trichet, a répondu à cette impatience, qui est aussi partagée par certains grands patrons, parmi lesquels figurent des proches du chef de l'Etat : nul ne fera violence à la Banque de France indépendante et celle-ci ira au pas qu'elle a choisi. Avec la baisse modeste de l'un de ses taux directeurs que la banque centrale a décidée, jeudi, il est donc prévisible que la nouvelle polémique ne tournera pas court.

Laurent Mauduit

Guerrier

Pour la première fois, un Prince de la famille royale saoudienne témoigne. Un document unique sur les coulisses d'une des monarchies les plus secrètes et les plus influentes, au cœur même de l'Islam. Un témoignage exceptionnel sur la guerre du Golfe par l'un des principaux artisans de la victoire.

304 pages • 129 00F

du désert

BANLIEUE Des incidents ont éclaté, mercredi 1^{er} novembre, à Laval (Mayenne), après la mort d'un jeune homme d'origine marocaine dans le commissariat de la ville.

● **DE NOUVEAUX HEURTS** ont eu lieu à Vigneux-sur-Seine et à Evry, dans la région parisienne. Dans l'Es-sonne, six jeunes gens ont été interpellés à Vigneux après une nou-

velle flambée de violence. A Evry, un poste de police municipal a été endommagé. ● **LE GOUVERNEMENT** doit faire face à une montée régulière de la violence dans les

quartiers difficiles, dont certains étaient jusqu'alors restés calmes. Lundi 6 novembre, il présentera son « programme national d'intégration urbaine », dans lequel il hésite

à intégrer de nouvelles mesures sécuritaires. Plusieurs villes d'Europe cherchent les moyens de protéger les transports collectifs contre la violence urbaine.

La mort d'un jeune au commissariat provoque des affrontements à Laval

Les incidents se multiplient dans les quartiers en difficulté dont, certains étaient, jusqu'alors, restés calmes. Le gouvernement, qui s'apprête à présenter son « programme national d'intégration urbaine », hésite à prendre de nouvelles mesures sécuritaires

LAVAL

de notre correspondant
Vitrines brisées, magasins incendiés, cocktails Molotov lancés contre les forces de l'ordre : la mort de Djamel Benakka, un jeune homme âgé de vingt-six ans, d'origine marocaine, tué mercredi matin 1^{er} novembre au commissariat de Laval (Mayenne), d'une balle tirée par un policier, a provoqué de sérieux incidents dans le quartier Saint-Nicolas. Pendant quelques heures, cette cité située en périphérie de la ville a été le théâtre de scènes de violence jusque-là inconnues dans la capitale mayennaise. Criaient vengeance après la mort d'un des leurs, une trentaine de jeunes du quartier ont d'abord pris pour cible les vitrines de la zone commerciale. Les vitrines d'une pharmacie et d'une boulangerie ont été détruites. Trois incendies ont été allumés, à l'intérieur et à l'extérieur des magasins, rapidement maîtrisés par les pompiers. Enfin les jeunes se sont dirigés vers le nouveau centre Leclerc, où ils s'en sont violemment pris aux vitres de la cafétéria. Si les dégâts sont assez importants, aucun des clients qui y étaient n'a été touché. Assez rapidement, des dizaines de CRS ont été dépêchés sur place.

Les jeunes leur ont lancé pierres et cocktails Molotov, les forces de l'ordre répliquant par des tirs de grenades lacrymogènes. Vers 23 h 30, la préfecture de la Mayenne assurait que le calme était revenu. Les policiers n'avaient procédé à aucune interpellation et aucun blessé n'aurait été enregistré. Jeudi matin, les autorités préfectorales assuraient que la relation entre les incidents de la nuit et la mort de Djamel Benakka n'était pas établie. Mais, pour les habitants de Saint-Nicolas, le quartier où vit depuis dix-sept ans la famille du jeune homme tué, le lien est évident. Comme à Vaulx-en-Velin, Mantes-la-Jolie ou Sartrouville il y a quatre ans, comme à Noisy-le-Grand et Villeneuve cette année, la mort d'un habitant du quartier, tué par un policier ou par un vigile dans des conditions troubles, a provoqué l'engrenage de la violence.

UNE PETITE AFFAIRE

A Saint-Nicolas, en effet, les jeunes ne veulent pas croire en la thèse de la « légitime défense » avancée par les policiers et partiellement confirmée, mercredi après-midi, par le substitut du procureur, M^{me} Evelyn Le Morlec. Selon les premiers éléments qu'elle a four-



nis, le jeune homme se serait « emporté de l'ordre d'un gardien » au cours d'une audition effectuée pour une petite affaire de vol. Il se serait alors vu dans les couloirs en « tirant à plusieurs reprises ». Des impacts de balles auraient été relevés dans le commissariat. Il serait ensuite sorti dans la cour intérieure du commissariat où il aurait tenté

de s'emparer d'une voiture. Mais, découvrant qu'un portail barrait la sortie, il aurait tenté d'enjamber celui-ci. C'est alors qu'il se serait retrouvé, « l'arme au poing », face à deux policiers alertés par leurs collègues alors qu'ils patrouillaient en voiture. Le jeune homme a-t-il tiré ? Les policiers se sont-ils simplement sentis menacés ? Toujours

est-il que l'un d'eux a ouvert le feu, tuant Djamel Benakka d'une balle en plein thorax. Le jeune homme était totalement inconnu des services de police. Tous les témoignages concordent et brossent de lui le portrait d'un garçon calme, sans problèmes. Dans ce quartier frappé par le chômage, lui travaillé. Employé dans la restauration à Paris depuis plusieurs années, il revient voir ses parents le week-end. Il y retrouve également ses amis, avec qui il sort souvent le samedi soir. Il rentre ensuite passer la nuit dans le pavillon de son frère aîné, Mohammed, délégué médical. Mardi, pourtant, à 2 heures du matin, Djamel n'est toujours pas rentré. Mohammed s'inquiète alors. Son frère n'a jamais fait de bêtises, mais il est dépressif.

L'IGNORANCE

Lui serait-il arrivé quelque chose ? Mohammed téléphone au commissariat et signale son absence aux policiers. Plus tard dans la nuit, il est rappelé par le commissariat : Djamel a été interpellé par une patrouille en flagrant délit de vol à la roulotte. Mohammed se rend à l'hôtel de police, explique la situation de son frère, en insistant sur sa fragilité psycholo-

gique. Les policiers le laissent alors repartir avec lui, moyennant la promesse de le ramener le lendemain pour une audition.

A 10 heures, mercredi, le jeune homme se présente donc au commissariat en compagnie de son père et de son frère. Les parents restent quelques minutes, puis quittent Djamel pour les interrogatoires. Que s'est-il alors passé ? Pourquoi ce jeune homme sans histoires a-t-il commis ce geste incompréhensible alors qu'on ne lui reprochait qu'un délit mineur ? Mais, surtout, comment a-t-il pu aussi facilement se saisir d'une arme théoriquement attachée solidement à la ceinture du gardien de la paix censé le surveiller ? L'inspection générale de la police nationale (IGPN) a été saisie et tentera de faire la lumière sur ces zones d'ombre.

Mercredi, toute la journée, le père du jeune homme et les responsables de la communauté marocaine avaient vainement appelé au calme. Jeudi après-midi, une manifestation silencieuse devait se dérouler à leur appel dans les rues de Laval. Leur seul mot d'ordre : « Que la lumière soit faite et que la justice soit rendue. »

Igor Bonnet

De nouveaux heurts se sont produits dans l'Essonne

SIX JEUNES GENS ont été interpellés, mercredi soir à Vigneux-sur-Seine (Essonne), après une nouvelle flambée de violence. Dans le même temps, un poste de police municipal a été endommagé, à Evry, par des inconnus. Ces incidents font suite à une série de « nuits chaudes », tant à Vigneux qu'à Evry, mais aussi dans la cité des Tarterêts, à Corbeil-Essonnes, ou dans le quartier de la Grande Borne, à Grigny. Partout s'impose le même constat : une population en proie à de multiples problèmes, et en particulier de très nombreux jeunes désespérés qui n'ont, selon l'expression d'un éducateur, « que leur cage d'escalier pour unique horizon ».

Il a suffi d'un différend entre les jeunes et l'hôtel de ville pour déclencher une poussée de fièvre

« Les habitants de la Grande Borne sont victimes d'une double exclusion : celle de ne pas trouver d'emploi et celle de vivre dans ce qui est devenu un ghetto par le regroupement d'occupants accumulant les difficultés », explique Claude Vazquez, maire (PCF) de Grigny. De fait, en une trentaine d'années, la ville a vu sa population quintupler pour atteindre 25 000 habitants. Une cité-dortoir avec plus de 40 % de logements sociaux et une dégradation continue des conditions de vie pour un nombre croissant de Grignois. « Nous vivons 1 500 demandeurs d'emploi en 1989, témoigne Claude Vazquez ; aujourd'hui, nous en comptons 2 400. »

« Les jeunes ne trouvent pas d'emploi et sont donc souvent obligés de continuer à partager avec leur famille des logements surpeuplés », souligne Lucien Lagrange, maire (PCF) de Vigneux-sur-Seine. Trois quartiers sont

réputés « chauds » : la Croix-Blanche, d'où sont partis les émeutiers de mardi soir, la Prairie de l'Oly et les Bergeries. Dans cette ville, les moins de vingt-cinq ans représentent 20 % de la population et un quart des demandeurs d'emploi. « Au-delà des revendications qu'ils peuvent exprimer, les jeunes avouent que leur seul souhait est d'avoir un travail. Pourtant, certains ne font même plus la démarche d'aller s'inscrire à l'ANPE », constate Lucien Lagrange. Tout en souhaitant relativiser la portée des incidents, Jean-Pierre Renaudot, conseiller municipal, souligne la difficulté de trouver des interlocuteurs face à des jeunes « qui se sentent incompris ». D'où la nécessité de « mettre en place des structures de dialogue ».

Si les incidents sont monnaie courante aux Tarterêts ou à la Grande Borne, Vigneux avait jusqu'à présent été épargné par les coups de colère d'une jeunesse débousoyée. Or il a suffi d'un différend entre les jeunes et l'hôtel de ville à propos de la construction d'une salle de sports pour déclencher une poussée de fièvre. Un désaccord qui, dans un autre contexte, n'aurait sans doute pas eu de tels effets a servi de détonateur à une violence de moins en moins contenue et qui a fait tache d'huile. Les incidents en Essonne se sont étendus d'un site à l'autre, d'Athis-Mons à Epinay-sous-Sénart, en passant par Montgeron, Draveil ou Sainte-Geneviève-des-Bois.

Il est vrai que le nord du département compte de très nombreux quartiers sensibles dans un cercle réduit d'une douzaine de kilomètres de diamètre, ce qui augmente les risques de contagion. D'autre part, avec la médiatisation des violences, personne n'ignore ce qui se passe, et surtout pas les jeunes. « Je sais, explique Pierre Champion, maire (divers gauche) de Sainte-Geneviève-des-Bois, que des émeutes de la Grande Borne ont été connues, lundi soir, des jeunes d'un de mes quartiers, tout proche de Grigny, sont allés sur place sans participer moi-même. »

Patrick Desavie

Le gouvernement en ordre dispersé

L'enquête judiciaire devra établir les circonstances exactes de la mort du jeune Djamel Benakka, abattu dans un commissariat de Laval. Mais l'immuable scénario n'a pas manqué de se dérouler, qui a vu dans la soirée du 1^{er} novembre, des jeunes s'en prendre aux forces de l'ordre, tandis que la famille de la victime appelait au calme. Ainsi la mort d'un homme de vingt-six ans est-elle venue alimenter la chronique désormais quotidienne des violences urbaines. Depuis un mois, les maires et le gouvernement se trouvent confrontés à une série d'incidents et d'affrontements qui laissent entrevoir l'ampleur de la crise sociale à l'œuvre dans les cités.

Strasbourg, Dreux, Grigny, Corbeil, Vigneux, Evry, Stains, Mantes-la-Jolie. Des voitures incendiées, des policiers attaqués, des commerces incendiés... Si toute dramatisation sur le thème des « banlieues en feu » paraît malvenue, le gouvernement ne peut que constater que la violence est désormais durablement installée dans les quartiers en perdition. Des jeunes, bien souvent des mineurs, en sont les principaux vecteurs, exprimant à leur façon l'im-

passe sociale dans laquelle ils sont, eux et leur famille. Depuis des mois, des maires s'inquiètent de voir ces dizaines de milliers de jeunes, reclus dans leurs cités, refusant tout contact avec des institutions dont ils n'attendent plus rien, exclus de fait de l'éducation, de la formation, du travail.

« RETOUR DE L'ÉTAT »

C'est d'abord à eux que devra s'adresser le « plan Marshall pour les banlieues », promis par Jacques Chirac. Or, le gouvernement apparaît hésitant et en difficulté face à ce problème. Alain Juppé a réuni, mercredi 1^{er} novembre, onze ministres pour examiner les lignes de force du « programme national d'intégration urbaine », qui devrait être présenté lundi 6 novembre. Ce plan doit comporter des mesures pour l'emploi (exonérations fiscales et « emplois d'utilité sociale »), le logement, l'urbanisme, et consacrer le « retour de l'État » dans les quartiers, en renforçant la présence des services publics.

Le gouvernement y intégrera-t-il un volet de mesures visant à « prévenir la délinquance », sujet abordé à Matignon, selon Jacques Barrot ? En la matière, les récentes mesures et déclarations ministérielles risquent de semer le trouble. A Strasbourg, le préfet, après avoir mobilisé des militaires pour des tâches de surveillance dans les transports en commun, a dû battre

en retraite devant le tollé des syndicats policiers et de plusieurs maires (Le Monde du 26 octobre). L'annonce, dimanche 29 octobre, par le ministre de l'Intérieur, que les policiers de certains quartiers allaient être dotés de gilets pare-balles et d'armes tirant des projectiles en caoutchouc a également été critiquée. « Il faut d'abord régler la question sociale », estime Jean-Louis Araujo, secrétaire du Syndicat général de la police (SGP).

Enfin, Eric Raoult, ministre de l'Intégration, vient de brouiller un peu plus les cartes en jugeant, dans Le Parisien du 1^{er} novembre, « indispensable un dispositif Vigicasseurs ». « La police doit s'adapter à une dangerosité nouvelle », ajoute le ministre. Par ce parallèle Vigipirate-« Vigicasseurs », paraît accompli, pour bon nombre d'habitants des quartiers défavorisés, l'amalgame terroristes-délinquants-jeunes. Ministre de l'Intégration, M. Raoult, qui n'a pas jugé bon jusqu'alors d'exprimer une vision globale de ce que le gouvernement entend proposer aux jeunes des banlieues et à ceux issus de l'immigration, apparaît comme le ministre du maintien de l'ordre. Au risque de « provoquer », comme dirait le président de la République, qui rappelait, jeudi 26 octobre, son souhait de « tendre la main aux banlieues ».

François Bonnet

Les transports urbains, victimes du malaise de l'insécurité et enjeux de lien social

LILLE

de notre envoyée spéciale
La menace terroriste et l'annonce que les forces de l'ordre interviennent dans les quartiers difficiles disposeraient d'armes tirant des balles en caoutchouc pesaient sur la rencontre organisée par le Forum européen pour la sécurité urbaine. A Lille, les représentants de quarante villes de dix pays différents, réunis lundi 30 et mardi 31 octobre pour cette première convention européenne sur le thème « Transports urbains, sécurité et crise sociale », n'ont pu faire abstraction du contexte français. Pourtant, les élus comme les techniciens présents se sont efforcés de dépasser l'actualité de ces dernières semaines pour réfléchir aux moyens d'adapter les réseaux de transports en commun à la crise sociale et à l'insécurité urbaine.

En ouvrant la séance, Pierre

Mauroy a précisé que « les lieux de transports sont des espaces urbains particulièrement sensibles à tous les frémissements sociaux. Ils constituent l'une des expressions de notre solidarité envers les quartiers en difficulté ». Le maire de Lille a abordé la rencontre sous l'angle de la prévention. La capitale nordiste a choisi d'étendre son réseau jusqu'aux quartiers les plus excentrés et de renouer le dialogue avec les habitants des quartiers en difficulté. « Nous menons une politique offensive de prévention de la délinquance », a-t-il conclu.

PROBLÈME OBSÉDANT

Les intervenants ont reconnu que les transports urbains étaient aujourd'hui plus qu'un simple moyen de déplacement. « La sécurité est devenue un problème obsédant », reconnaît Marc Le Tour-

neur, directeur général de la Compagnie des transports strasbourgeois (CTS). La décision du préfet du Bas-Rhin d'affecter des militaires à la surveillance des bus et des tramways a toutefois provoqué à Strasbourg une vive polémique (Le Monde du 27 octobre) et a jeté un voile sur le « lien social » que s'efforce de tisser la CTS. « Nous desservons tout le réseau jusqu'à minuit et demi. Dans les quartiers difficiles, nous sommes le seul service public à intervenir après 19 heures, en dehors des situations d'urgence, plaide M. Le Tourneur. Nous ne faisons pas de la répression mais, au contraire, de l'insertion en employant des jeunes de banlieues dans des postes de médiateur. »

Dans certains quartiers, les tensions sont telles que les agents s'exposent à l'agressivité. Néanmoins, ces banlieues représentent pour les transports en commun

l'une de leurs principales missions de service public et un important gisement de clientèle. A l'inverse, pour ces mêmes quartiers, les transports urbains sont une des conditions de leur développement social, économique et culturel.

L'équilibre est difficile à trouver et la tentation est parfois forte de fermer des lignes. Cette solution à court terme, dont la conséquence immédiate est de renforcer l'exclusion de tout un quartier, a été écartée par l'ensemble des présents. « Il ne faut pas filer nos transports urbains mais les humaniser », a souligné Alain Chenard, ancien maire de Nantes, aujourd'hui en charge du réseau nantais. Les initiatives foisonnent, avec des dénominations bureaucratiques ou poétiques : des amis à Lyon ou des superviseurs à Rotterdam, des anges gardiens, des médiateurs, des messagers, des

agents d'ambiance ou d'environnement sont recrutés par les différents réseaux. Leur point commun est d'être issus des cités réputées difficiles et de servir d'intermédiaires entre les voyageurs « à problèmes » et la compagnie de transports.

REFUSER LA GHETTOISATION

Au Havre, la société Bus Océane tente d'aller plus loin. Depuis deux ans, un membre du personnel navigant recruté sur trois est originaire des quartiers périphériques. Ces jeunes - ils étaient quatre en 1994, six cette année - bénéficient d'un contrat d'apprentissage sur deux ans et, s'ils valident leur formation, seront intégrés dans la société. « Le nombre de voyageurs sur notre réseau a augmenté alors que partout ailleurs il diminue », explique un représentant de cette compagnie. Et les actes de vanda-

lisme ont stagné. Nous sommes persuadés que cette politique modifie l'image des transports urbains. Les bus ne sont plus seulement le symbole d'une institution comme les cabines téléphoniques ou les compteurs d'électricité, mais deviennent un possible avenir. »

Martine Aubry, nouvelle présidente du Forum européen pour la sécurité urbaine, a conclu sur la nécessité de « rester modestes ». « Les transports urbains sont un enjeu majeur pour les villes », a expliqué le premier adjoint au maire de Lille et présidente de la Fondation pour agir contre l'exclusion. « Les élus et transporteurs doivent donc coopérer et imaginer des dispositifs pour que les transports urbains ne soient pas facteur d'exclusion. Il y a urgence pour défendre ces réseaux et refuser toute ghettoisation. »

Michèle Aulagnon

صلى الله عليه وسلم

صلى الله عليه وسلم

Cardinal Pierre Eyt, archevêque de Bordeaux

« Comme le disait Paul VI, l'Eglise n'est pas une démocratie »

L'assemblée plénière de l'épiscopat français se tiendra à partir du samedi 4 novembre à Lourdes

L'assemblée plénière des évêques s'ouvrira, samedi 4 novembre, à Lourdes. Elle est la première à se tenir depuis l'affaire Gailliot, qui continua de provoquer de multiples débats chez les catholiques français. Arche-

vêque de Bordeaux, Pierre Eyt estime que, si des courants divers traversent l'épiscopat, celui-ci demeure uni « sur l'essentiel ». « Au sujet de Mgr Gailliot, je ne crois pas qu'il y ait entre les évêques davantage que des diffé-

rences de nuances », ajoute-t-il. Le cardinal se dit assuré que l'assemblée plénière sera l'occasion d'exprimer « un désir d'intensifier le dialogue ». Mais il estime également qu'« on a abusé dans l'estimation du change-

ment » induit par Vatican II. « L'Eglise n'est pas une démocratie, disait en substance Paul VI », rappelle-t-il, estimant « normale » la persistance de tensions entre le pape et les structures de représentation de l'Eglise.

Après les attentats revendiqués par les islamistes, le dialogue de l'Eglise catholique avec l'Islam modéré est-il menacé ?

Moins que jamais. L'Islam n'est pas une religion guerrière et, à cet égard, je ne réjouis de voir que les Français surmontent la psychologie du soupçon généralisé. Il y aurait lieu aujourd'hui de multiplier les gestes d'amitié, de dialogue, les actions communes avec les musulmans. Mais je n'ignore pas que l'intégrisme menace toute religion, et l'appel à la tolérance et au dialogue fait partie de la responsabilité des évêques. Entrons-nous à demeurer vigilants.

On a peu entendu l'épiscopat sur les enjeux politiques et sociaux depuis quelques mois. Cette discrétion n'est-elle pas liée aux divisions suscitées par l'affaire Gailliot ?

La vérité est qu'au cours des dernières échéances électorales la perception des enjeux a été brouillée. Dès le mois de décembre 1994, l'épiscopat avait pris les devants et fait paraître un texte sur les thèmes qui allaient effectivement surgir dans la campagne présidentielle. Dans une période dominée par les « affaires », il y avait même un passage sur la « noblesse » du métier politique. Mais cet appel était tombé dans l'indifférence. Il est pourtant clair désormais que les défis de la société française exigent un autre type d'approche que celui qui a triomphé pendant la campagne électorale.

Procédures judiciaires, accusations téméraires, écoutes téléphoniques, révélations plus ou moins fondées, sondages à chaud : beaucoup de risques ont été pris avec la crédibilité des hommes

d'Etat. Quand on voit ainsi le discrédit dont les élus politiques sont accablés, on se dit que l'Eglise, qui a formé des dirigeants à travers le scoutisme ou ses mouvements d'action catholique, devrait réfléchir à la manière de restaurer la noblesse de la fonction politique. Peut-on légitimement fonder une carrière politique sur la seule volonté de pouvoir ou sur un simple charisme ? Pour moi, le retrait de Jacques Delors de la campagne présidentielle a été un grand événement moral, plus encore que politique.

Vous faites allusion aux divisions créées par l'affaire Gailliot. Je ne crois pas qu'il y ait entre les évêques davantage que des différences de nuances. Les démarches accomplies auprès de lui sont décevantes. Acceptera-t-il de faire un pas ? Pour le moment, il est sur une ligne d'action individuelle, difficile à interpréter, mais personne ne renonce à l'espérer.

Comment expliquez-vous la crise de confiance et d'autorité qui s'est manifestée ? Doit-on s'attendre à Lourdes à des initiatives de dialogue avec les courants critiques ?

Cette crise fut sans doute révélatrice de tensions déjà anciennes dans le catholicisme français. Je ne nie pas l'expression d'une opposition à Rome et même à l'épiscopat, dans la mesure où les soutiens de Mgr Gailliot ont accusé les évêques français d'avoir pris fait et cause pour la décision du Saint-Siège. En même temps, j'ai noté une réaction en sens inverse, aussi forte et peut-être plus durable. Il y a quelque excès à vouloir enfermer la vie de l'Eglise en France dans l'événement Gailliot. Nous avons

continué à vivre, à prendre des initiatives.

A ce point, j'aimerais à mon tour poser une question : faut-il entendre par dialogue que la confrontation bilatérale d'un évêque et d'un groupe formé occasionnellement autour de quelques questions critiques comme le mariage des prêtres, l'ordination d'hommes mariés ou des femmes, les divorcés-remariés ? Le dialogue n'est-il pas plus largement, dans l'Eglise, un élément et une condition de la « communion », vécue dès lors comme une expérience multilatérale constante, ouverte à toutes les questions d'évangélisation, d'éducation de la foi, de dialogue entre les générations, de prise en charge pastorale des communautés, etc. ? Je ne puis préjuger ce qui se dégagera de l'assemblée de Lourdes, mais je suis sûr que s'y exprimera un désir d'intensifier le dialogue.

« La crise que nous vivons est une crise de fond »

Trente ans après la fin du concile Vatican II, les règles de la « collégialité », qui instituaient de nouveaux rapports entre Rome et les Eglises locales, vous semblent-elles fonctionner correctement ?

Toute une génération semble avoir compris Vatican II comme une innovation absolue dans la tradition et le comportement de l'Eglise. Peu à peu, sans qu'on y prenne garde, les textes ont été ex-

purgés ! On a abusé dans l'estimation du changement. C'était peut-être inéluctable dans la période de remise en cause critique que traversait le monde occidental il y a trente ans.

Une telle attitude a conduit à des mises au point qui ne datent pas d'aujourd'hui. Les réflexions et les paroles de Paul VI sur ce sujet remontent à 1968. L'Eglise n'est pas une démocratie, disait-il en substance. Pas plus une démocratie chrétienne qu'une démocratie libérale ou une démocratie populaire. Qu'elle ait toujours à trouver des procédures plus respectueuses des droits de tous, qui peut le contester ? Pour ma part, je fais confiance à la chance offerte par les instances de confrontation et de concertation, fruits immédiats du concile Vatican II.

Au plan de l'Eglise universelle, il y aura toujours des tensions entre les structures de représentation et le pape. C'est normal. Personne n'entrevoit en effet que les cardinaux puissent élire un pape qui n'aurait pas de charisme fort, médiatique et personnalisé. La collégialité épiscopale ne peut pas ressembler à la collégialité sénatoriale. Avec le pape, le collège des évêques a une âme, une tête et un inspirateur. Mais dans les synodes des évêques, dans les congrégations au Vatican, dans les visites à Rome, ceux qui veulent parler peuvent toujours le faire. Ils sont écoutés, et qui peut contester que chaque évêque dispose de la plus grande liberté dans la gestion de son diocèse ?

Le rapport de Mgr Claude Dagens sur l'état de la foi chrétienne en France (Le Monde du 11 novembre 1994) sera réexami-

né à Lourdes. Quelles impulsions mettre en œuvre pour que l'Eglise de France retrouve sa vocation missionnaire et son dynamisme social ?

La crise que nous vivons - et qui affecte tous les domaines de la vie économique, sociale ou familiale - est une crise de fond. Nous la surmonterons de l'intérieur des personnes, et pas autrement. On pourra améliorer, autant qu'on le voudra, tous les fonctionnements de la société et de l'Eglise. Il n'en persistera pas moins un malaise. Le « rapport Dagens » est donc d'abord un appel à vivre du Christ et à redire l'Evangile.

Y aura-t-il des suites ? Elles viendront comme par surcroît. Nous sommes à un tournant de générations. La génération qui vient ne s'absorbe pas prioritairement dans l'évaluation des structures ecclésiales et sociales. Ce qui l'attire ou la maintient dans l'Eglise est d'un autre ordre : celui de la prière, des rencontres interpersonnelles, de l'apostolat direct, de la proximité. Cet attrait spirituel finira par avoir un impact social.

Autrement dit, les évêques découvrent qu'on les attend moins pour être des initiateurs d'actions collectives et de programmes que des témoins et des guides de la découverte de Dieu, du Christ, de l'homme. Nous sommes de plus en plus nombreux à être convaincus que c'est seulement de l'intérieur de notre foi que peut se reconstruire l'Eglise. C'est ainsi de l'intérieur des consciences que se forge une démocratie solidaire.

Propos recueillis par Henri Tincq

SONDAGE : 64 % des Français préféreraient céder à leur domicile, selon un sondage Ipsos réalisé pour le compte de la Fondation de France et de France-Inter en octobre 1995. Dans les faits, 70 % des décès surviennent en institution. Les personnes interrogées ont par ailleurs estimé, à 51 %, que l'« on devrait parler plus souvent de la mort » et affirmé, dans les mêmes proportions, que lorsqu'ils ont été proches de perdre un être cher le milieu médical n'a pas été suffisamment à l'écoute de leurs problèmes psychologiques.

DÉMÉNAGEMENT : toute la population de Bonic (Drôme) a simulé, mercredi 1^{er} novembre, l'exode du village, dont elle craint la mort si un tunnel n'est pas rapidement percé pour rompre son isolement. Les habitants de cette petite commune montagnarde de 95 habitants, qui ont quitté le village pour se rassembler un peu plus loin dans un champ, avec leurs bêtes, réclament le percement d'un tunnel depuis que, le 11 janvier 1994, un glissement de terrain a rendu impraticable la route menant à Châtillon, le chef-lieu de canton.

IMMIGRATION : à l'initiative de l'association Droits devant, cinquante enfants de diverses nationalités se présenteront devant l'Elysée un bouquet à la main, jeudi 2 novembre à 16 heures, pour remettre au président de la République une lettre sur la condition des étrangers en France. Ce geste symbolique doit marquer le cinquantenaire de l'ordonnance du 2 novembre 1945, relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France.

TRANSPORTS : le trafic sur la ligne C du RER était sérieusement perturbé, jeudi 2 novembre au matin, en raison de problèmes techniques provoqués par un acte de malveillance. Selon la SNCF, le trafic « ne sera pas complètement rétabli avant jeudi soir ».

CHASSE : un chasseur a été placé en garde à vue après le décès du président de la société de chasse de Sacy (Yonne), Bernard Letot, tué mercredi 1^{er} novembre près de Vermentin, au sud d'Auxerre, au cours d'une chasse au sanglier.

Vous vous êtes déjà dit que pour juger un matériel, il faudrait pouvoir l'essayer.

Ça tombe bien, nous nous sommes dit la même chose.



Aider les professionnels à faire le meilleur choix, France Télécom s'y engage.

Nous sommes faits pour vous entendre.

 France Telecom

HORIZONS

ENQUÊTE



En Bosnie, il existe encore une ville dont les Serbes n'ont toujours pas levé le siège. Dans cette enclave musulmane, les habitants vivent une tragédie qui se répète, jour après jour, depuis trois ans et demi. Il ne leur reste plus que l'illusion de la vie

Mort lente dans Gorazde assiégée

SUR la route qui mène à Gorazde, les combattants serbes ont tendu un immense rideau en travers du chemin. « Nous nous protégeons des snipers musulmans », disent-ils. Si un convoi humanitaire obtient l'autorisation de rejoindre l'enclave, il doit s'arrêter là, marquer une pause, devant le rideau couleur ocre. Une fois les formalités accomplies, le dernier check-point serbe peut être franchi. Les soldats soulèvent alors le rideau et démasquent un paysage de maisons éventrées ou brûlées. La rivière, au sud de la route, s'étend jusqu'à la ville. Le voile se lève sur le dernier siège de l'ex-Yugoslavie.

Sur la scène de Gorazde, les acteurs jouent une tragédie depuis trois ans et demi. Chaque matin, chaque soir, ils répètent les mêmes gestes et prononcent les mêmes paroles. Les villes assiégées ont toujours été sous les feux de l'actualité : Vukovar rasée, Dubrovnik sauvée, Mostar divisée, Srebrenica anéantie, Zepa brûlée, Bihac ouverte, Sarajevo désenclavée... Les uns ont plié face aux canons de l'armée serbe, d'autres ont résisté. Ces villes ont surtout attiré l'attention du monde lors de célèbres batailles. Ou alors il suffisait qu'une caméra de télévision parvienne à s'y infiltrer, qu'un général français s'y tienne debout sur un char, qu'un conseil des Nations unies décide d'en faire une « zone de sécurité ». Il suffisait d'un carnage sur une place du marché, d'un ultimatum de l'OTAN, d'une « route bleue » ouverte et vite refermée.

Le martyre de Gorazde n'a pas échappé à la règle. « Les violentes attaques serbes ont provoqué l'émotion de la communauté internationale. En revanche, je n'ai jamais entendu quiconque condamner fermement le siège de notre ville », constate amèrement Muhamed. « La guerre et son cortège d'horreurs, d'indignité, de morts, de mutilés, d'amis disparus, d'enfances volées, la guerre ne nous suffisait pas. Il fallait aussi que nous soyons assiégés. » L'adolescente qui parle ainsi est retenue prisonnière depuis trois ans et demi. Plus que la guerre, c'est le siège qui la fait souffrir. Le siège, synonyme d'ennui, d'années disparues, d'avenir sur lequel un voile a été jeté.



Tuer la trêve. Les assiégés doivent encore se trouver des raisons d'espérer. Sinon, la folle menace. Attiré dans un café, un homme parle à une compagne imaginaire. « Celui-là est définitivement cinglé », plaisante un client. Puis il ajoute : « Bien sûr, nous serons tous comme lui. » Dans la salle enfumée, personne ne sourit.

A l'hôpital, le docteur Alija Begovic visionne pour la centième fois,

parfois moins visibles que les combats, mais que des médecins ont décelés partout, de Vukovar à Sarajevo, de Bihac à Gorazde. Face à la guerre et à la peur, il y a deux réactions envisageables : combattre ou s'enfuir. Dans une ville assiégée, le choix n'existe pas puisque la fuite est impossible. D'où des troubles psychologiques amplifiés. « Nous sommes enfermés ! Prisonniers ! Quel est mon avenir ? » s'interroge Suljo, un jeune artiste peintre. Est-ce que je sortirai de Gorazde un jour ? Avec mon ami Laka, on s'est fixé un objectif : l'Amérique... Nous traverserons l'Europe et nous irons en Amérique. » En attendant, Suljo et Laka arpègent les rues du centre de Gorazde, traversent cent fois par jour le même pont, croisent en permanence les mêmes visages et boivent de l'alcool dès 10 heures du matin, jusqu'à l'heure du couvre-feu.

Quel est l'horizon pour Suljo, Laka et leurs copains Ema, Samir ou Almer ? Gorazde est une vaste prison où beaucoup de leurs amis sont morts. Eux remplissent leur vie d'activités qui ne parviennent plus à tromper la monotonie du quotidien. Suljo peint une fresque dans le sous-sol du café Estrada, destiné à devenir une discothèque. Ema écrit des poèmes et se rend chaque jour à son bureau du centre culturel municipal. Samir, Almer et Mucak jouent de la musique chaque soir au café Cittadino, depuis l'entrée en vigueur du dernier cessez-le-feu. Le patron du bistrot a trouvé un peu de carburant pour alimenter son générateur, et les musiciens peuvent ainsi brancher micro, gu-

main, je recommence. J'ai enterré tous mes amis, et je m'ennuie. Des gens aiment rentrer à la maison en milieu de journée. Moi, je préfère marcher dans la rue. Et fumer des joints, sinon je perds mon temps. Je m'isole dans les ruines de Gorazde », confie un jeune homme, mélancolique, qui cultive avec passion une marijuana locale dans son jardin. « Et puis, poursuit-il, il y a le manque d'amour. Beaucoup de filles sont

« J'ai enterré tous mes amis, et je m'ennuie. Des gens aiment rentrer à la maison en milieu de journée. Moi, je préfère marcher dans la rue. Et fumer des joints, sinon je perds mon temps »

parties, les autres se sont mariées très tôt ou ont fait la pute pour les « casques bleus ». Gorazde n'est pas une grande ville où l'on se fiche de la vie des autres. Ici, chacun surveille son voisin. Alors, la vie sentimentale se limite à des rêves, à une frustration.

Le siège de Gorazde, comme les autres, a évidemment connu des époques qui ont rompu la monotonie, les époques de grandes batailles. La ville a dû lutter pour sa survie, lorsque les troupes serbes débarquaient dans les faubourgs. Plusieurs fois, les combattants de l'armée bosniaque ont repoussé les assauts. « Au début de la guerre, nous n'avions ni armes ni munitions. Les forces serbes encerclaient la ville, les canons bombardaient tous les centres vitaux, et les snipers harcelaient les gens, se souvient Husno Hrapo, à l'époque commandant de la défense de l'enclave. Nous n'avions que quelques fusils automatiques. Nous avons construit des armes avec des tuyaux de canalisation. Nous avions plusieurs centaines de blessés par jour. Puis, au fil des semaines, nous avons capturé un peu d'équipement ou Serbes et nous avons commencé à organiser nos unités. C'était un combat à la vie, à la mort. Nous n'avions pas d'autre alternative. » C'était l'époque héroïque de Gorazde, lorsque les hommes ont sauvé leur ville à plusieurs reprises, menés par un seul officier de l'ex-armée yougoslave, les autres étant partis du côté serbe.

Les gens de la ville assiégée racontent sans arrêt les exploits de leurs héros. Ainsi, ils se rassurent eux-mêmes. Ils doivent croire que Gorazde est imprenable et que, peut-être, le siège pourrait être brisé. Voilà une condition supplémentaire pour continuer à espérer et demeurer sain d'esprit. L'aventure de Bahto Hamid, l'actuel commandant militaire de l'enclave, leur réchauffe le cœur. L'homme est une figure de la défense de Sarajevo, où

il commandait les unités de la vieille ville. En septembre, l'an dernier, l'état-major lui ordonne de tenter de rejoindre Gorazde, afin d'y réorganiser la défense de l'enclave. « Le 16 septembre 1994, avec dix officiers et quatre-vingt-dix soldats, j'ai entamé la marche vers Gorazde. Le voyage a duré cinq jours et cinq nuits, sous la pluie. Nous avons parcouru 150 kilomètres en territoire serbe », se souvient l'officier.

L A longue marche de Bahto et de ses soldats est la plus périlleuse traversée d'un territoire ennemi effectuée durant la guerre en Bosnie. « Le danger était incroyable. La fatigue était insupportable. Je crois que c'est la peur qui nous a rendus si forts. A trois reprises, nous sommes tombés dans des embuscades tendues par les Serbes, nous nous sommes battus et nous sommes repartis, traînant les blessés que nous ne voulions pas lâcher, raconte le commandant bosniaque. La pluie couvrait l'empreinte de nos pas. Nous abandonnions peu à peu notre matériel car nous étions épuisés. Nous avons disposé nos mines en territoire serbe, afin de nous en débarrasser, alors que nous devions les amener à Gorazde. Sur cent hommes, un seul est mort. Il s'est écroulé à quelques kilomètres de l'arrivée, terrassé par la fatigue. Lorsque nous avons enfin rejoint les lignes bosniaques, nous avions le sentiment d'une renaissance. » Au café Cittadino, on raconte in-

lassablement les histoires spectaculaires de la défense de la ville. Les hommes se soulèvent à l'alcool de prune ou de pomme, la rakija, que les paysans de l'enclave n'ont jamais cessé de fabriquer. D'un coup d'œil, ils vérifient l'identité des demoiselles qui franchissent le seuil. Puis ils détournent leur regard. La vie à Gorazde, durant un cessez-le-feu, est la parfaite illustration de la monotonie. Suljo, le peintre, sur-saute, « Demain, à 6 heures du matin, les radioamateurs doivent me mettre en contact avec ma sœur qui vit en Suisse, dit-il. J'ai failli oublier le rendez-vous. » Les contacts entre l'enclave et le monde extérieur sont rythmés par ces radioamateurs qui ont régulièrement tenu Sarajevo au courant de la situation à Gorazde. Ils ont un rôle social essentiel. Grâce à eux, les assiégés parlent avec leurs familles à l'étranger et s'injectent, à chaque fois, une dose d'espoir. « Ma sœur m'informe des paquets de vêtements et des enveloppes d'argent qu'elle m'envoie, explique Suljo. Il est bon de savoir que quelqu'un pense encore à nous. Bien entendu, je n'ai jamais reçu le moindre paquet. Ils se perdent entre Split et Sarajevo, ils se trémoussent entre une dizaine d'intermédiaires. « Casques bleus », membres d'organisations humanitaires... L'argent n'arrive jamais jusqu'à moi. Peut-être, un jour, je recevrai tous ces paquets égarés. Ce sera Noël. » Il est presque 22 heures, et les cafés sont fermés. Depuis longtemps, adultes et enfants sont rentrés à la maison, où ils se sont endormis. A Gorazde, il n'y a même pas une bougie pour lire lorsque la nuit tombe. « Le siège, c'est un insupportable ennui et la mort des illusions », lâche un musicien. « C'est l'illusion de la vie », ajoute un ami, Muhidin. Les uns après les autres, les derniers clients sortent. Devant le Cittadino et l'Estrada, les leuques ne se disent pas au revoir, à demain. Ils ne parlent pas. Certains sont simplement heureux qu'une autre journée soit finie. « Le siège devra s'achever un jour », ose une femme. Personne ne répond. Dans la nuit, des silhouettes s'éloignent. Des combattants traversent la ville, véritables armées de l'ombre. Des fantômes avancent, le dos courbé. Sur Gorazde, le rideau couleur ocre est toujours baissé.

Rémy Ourdan

**Nous publions
des extraits
de quelques-unes
des communications
présentées
du 27 au 29 octobre
au Forum « Le Monde »-
Le Mans, organisé
par « Le Monde »,
la ville du Mans
et l'université
du Maine sur le thème :
« Jusqu'où tolérer ? »**

Les limites de la tolérance

par Monique Canto-Sperber

POUR définir les limites de la tolérance, il nous faut un principe qui respecte la liberté individuelle et la fonde sur la valeur intrinsèque accordée à la diversité des opinions, mais aussi des manières de vivre et des expériences de vie, c'est-à-dire un principe de pluralisme. Mais il nous faut aussi un principe qui empêche certaines de ces manières de vivre de devenir hégémoniques et de empêcher l'expression des autres, c'est-à-dire un principe de neutralité.

On désigne par « neutralité » la neutralité de l'État par rapport aux différentes opinions et concep-

tions du bien choisies par les individus. L'État doit s'abstenir de souscrire à une certaine conception du bien et de l'imposer. C'est une idée essentielle à la culture politique contemporaine. Une telle conception de la neutralité a une portée politique, et non morale, et elle sert à justifier l'action de l'État. Cette neutralité s'exerce par rapport aux individus, à la manière concrète dont ils interagissent, et non par rapport à certaines idées que ces individus peuvent défendre. Enfin cette neutralité n'entraîne pas nécessairement le retrait de l'État. La société est alors conçue comme une arène neutre, étant entendu que, si un aspect de cette neutralité est de faire en sorte qu'aucun groupe ne soit favorisé, l'autre aspect est d'empêcher qu'aucun groupe particulier ne puisse en persécuter un autre et lui nuire.

Ce principe est l'objet aujourd'hui de nombreuses discussions. Mais il me semble qu'il peut nous aider à définir les limites de la tolérance. D'abord parce que la défense de la neutralité a pour condition que cette neutralité est une valeur - c'est la seule valeur revendiquée, une sorte de valeur formelle -, ce qui écarte déjà toute forme d'État totalitaire, où l'État n'est pas neutre, ce qui écarte aussi toute forme d'État religieux. Ensuite cette neutralité comme principe est nécessairement attachée à la défense de certaines exigences d'impartialité, d'égalité de traitement, d'universalité qui forment un fond de consensus auquel l'État

peut se référer pour faire preuve de neutralité et donc éventuellement interdire certaines choses. Cette forme de consensus minimal est la condition d'exercice de la neutralité, plus qu'elle n'en est l'objet. Enfin, cette attitude de neutralité a un lien nécessaire avec la vérité, pas avec la vérité morale ou religieuse, mais avec la vérité de la croyance ordinaire, celle de l'expérience empirique, des faits historiques, des énoncés analytiques.

Prenons le cas de l'éducation des enfants. Les parents exercent un droit considérable sur leurs enfants, qu'on justifie en soulignant qu'ils subviennent à leurs besoins et recherchent leur bien. Ce pouvoir peut aller jusqu'au pouvoir de transmettre des croyances fausses.

Le pouvoir des parents peut aller jusqu'à transmettre des croyances fausses

Pourquoi tolérer que les parents transmettent une religion, des valeurs morales, tout un système d'évaluations qui leur est propre, mais ne pas tolérer qu'ils leur enseignent de fausses mathématiques ou de fausses vérités historiques ? La notion de neutralité permet d'ébaucher une réponse à cette question. Elle s'exprime comme non-intervention en matière de religion et de morale, pré-

cisément parce qu'on a l'idée qu'aucune conception du bien n'est hégémonique et que l'enfant, une fois devenu adulte, devra être confronté à d'autres valeurs. Mais elle s'exprimerait comme intervention en matière de transmission de fausses croyances épistémiques et historiques, précisément en raison de ce fonds commun de savoirs et de connaissances impartiales sans lequel la neutralité est dépourvue de sens, ou dans le cas où la transmission des croyances morales contribuerait à faire du futur citoyen que deviendra l'enfant un complet délinquant.

Ce principe me paraît plus à même de définir les limites de la tolérance, à condition qu'il soit assorti d'un principe de pluralisme. Le pluralisme tend à reconnaître que les modes de vie nombreux et variés que poursuivent les individus sont peut-être tous dotés d'une valeur réelle, mais ne peuvent pas être poursuivis tous ensemble dans une même société. Il y a deux interprétations possibles de ce principe pluraliste. Une interprétation optimiste défendue par exemple par Mill. Une fois convaincu de la vérité du pluralisme comme principe, il faut l'appliquer avec la plus grande tolérance possible. Car laisser s'exprimer les opinions qu'on croit fausses, c'est se donner les meilleurs moyens d'améliorer les raisons que l'on a de croire telle ou telle chose vraie. On a l'espoir que la discussion rationnelle permettra d'élargir le consensus, mais avec l'idée que cette diversité intrin-

sèque est un moyen d'amélioration constant. Surtout, on considère cette diversité comme un bien, même si les éléments qui la composent ne sont pas tous bons. Le trait commun aux interprétations optimistes du pluralisme est donc de considérer que si l'on prend le pluralisme au sérieux on ne peut mettre aucune borne à la tolérance, sauf des limites procédurales et prudentielles qui aient trait à la conciliation des droits, des libertés et des intérêts.

L'autre interprétation du pluralisme est plus pessimiste, et c'est celle à laquelle je souscris. Elle met en avant l'aspect « tragique » de la thèse selon laquelle les modes de vie et les valeurs ne peuvent pas être poursuivis tous ensemble et qu'il faut donc, de manière plus essentielle, une limite à la tolérance avec laquelle on applique le principe de pluralisme. Il peut exister une incompatibilité radicale entre certains modes de vie ou certaines valeurs morales. Il y a donc conflit et compétition. Les limites de la tolérance tiennent à cette diversité compétitive et conflictuelle des différentes conceptions du bien, et elles doivent être également justifiées par l'idée de neutralité et de tout fait à autrui. La recherche d'un « espace éthique commun » qui ne se ferait pas avec la conscience aiguë de cet irréconciliable moral se révélerait vaine.

Monique Canto-Sperber est directrice de recherches au CNRS.

Sous l'éclairage des droits de l'homme

par Souleymane Bachir Diagne

LÉ paradoxe, qui est en fait une contradiction absolue, serait de vouloir donner à ce qui doit être un véritable combat pour la tolérance un fondement qui serait l'absence, ou tout au moins la faiblesse, de toute conviction. Rien ne montre mieux sans doute cet état des choses que la difficulté à bien nommer les intolérances, dont les conséquences terribles s'affichent quotidiennement sur nos écrans de télévision.

C'est ainsi que l'on entend souvent, outre les équivalences rapidement posées entre intégristes et fondamentalistes, appeler ce qui est censé être leur contraire - pour nous en tenir uniquement au champ islamique - « musulman modéré », sans que l'on sache très bien si cela signifie que l'on parle alors de quelqu'un qui ne serait que modérément musulman. Quel cas, on supposerait que la tolérance, chez l'individu, serait inversement proportionnelle à la force des convictions qui sont les siennes, et que, de « modéré » à « fanatique », la possibilité existe que l'on puisse aller de degré en degré.

Il faut donc que la tolérance, pour être positive comme hospitalité et non indifférence, emprunte sa force précisément à la conviction ; non pas qu'il s'agisse d'opposer des convictions les unes aux autres, mais plutôt d'exiger qu'elles puissent être jugées au-delà des cultures, à partir d'un lieu qui n'est d'aucune culture et qui est constitué par l'exigence pratique de voir accorder à l'humain, en quelque contexte qu'il se trouve, les droits qui sont les siens, simplement parce qu'il est humain.

Ce lieu d'un droit transculturel de juger a une existence réelle : c'est, comme l'écrivait Jürgen Habermas il y a peu contre le relativisme qui déclare qu'« il n'y a pas d'idéologie au-dessus des religions et des cultures qui interviennent par directives et dictes » (Hans Maler), le lieu « des droits de l'homme reconnus par tous les pays membres de l'ONU ».

Cette reconnaissance se traduit par une sorte de compétition des différentes cultures pour déclarer que ces droits sont déjà inscrits dans leur propre tradition. Et cette manière qu'ont les sociétés humaines aujourd'hui de faire retour sur elles-mêmes, sous l'éclairage des droits de l'homme, après qu'un a défilé la

conviction qui semblait exister entre pluralisme, équivalence des cultures et relativisme, est une caractéristique importante de notre temps présent qui permet de donner sens à l'intolérable comme étant ce qui va à l'encontre de cette reconnaissance.

Souleymane Bachir Diagne est professeur de philosophie des sciences à l'université de Dakar.

Chrétiens et musulmans

par Alain de Libera

LA place accordée à la philosophie dans la société est un excellent révélateur des rapports existant entre les pouvoirs politique et religieux. Dans la chrétienté médiévale ces pouvoirs étaient distincts, voire antagonistes - les conflits de souveraineté entre la papauté et le Saint-Empire romain germanique ou le royaume de France font l'essentiel de l'histoire et de la théorie politiques du Moyen Âge tardif. L'essor de la philosophie médiévale latine en plein âge de la foi ne se comprend pas sans son inscription institutionnelle, par le biais de l'Université, dans ce dispositif agonistique qui faisait de l'intellectuel chrétien,

philosophe puis théologien de métier, l'agent d'un troisième pouvoir, calé entre ceux du pape et de l'empereur, garanti et, le cas échéant, utilisé par l'un et l'autre.

L'Université, lieu de la transgression philosophique

L'essor de la philosophie médiévale en plein âge de la foi ne se comprend pas sans la relation institutionnelle qui, grâce à l'Université, existe entre la censure religieuse et sa transgres-

sion. La prolifération indéfiniment continuée des formes d'exercice institutionnel de l'intolérance (mesures contre les livres : brûlures, condamnations, prohibitions, réquisitions, entraves à la circulation ; mesures contre les idées : limitations des contenus de l'enseignement, interdiction de doctrines particulières ; mesures contre les personnes : procès et sanctions, intimidations, délations, autocensure) et l'absurdité appa-

rente, de ce point de vue, consistant à inscrire dans le même lieu l'enseignement des deux disciplines rivales, la philosophie et la théologie, montrent que l'institution elle-même, comme lieu où s'organisent à la fois le contrôle

théologique et la transgression philosophique, l'Université, est la marge de tolérance dont la société chrétienne est capable à l'égard de la science du dehors.

Ce qui frappe, lorsqu'on considère le monde musulman, c'est l'absence d'une telle institution. La problématique du statut de la philosophie dans l'Islam médiéval est donc tout autre, non seulement parce que la distribution des rapports de pouvoir entre le spirituel et le religieux n'y a pas la même structure que dans le monde chrétien, mais aussi parce que l'université latine, comme lieu d'institutionnalisation de la contradiction entre science et religion, n'y a pas d'équivalent (...).

L'histoire de la vision du rôle du philosophe dans la société musulmane apparaît comme l'histoire d'une limitation volontaire. Si la philosophie a été culturellement bien accueillie dans le monde abbasside, elle n'a vécu qu'à l'ombre du pouvoir politique qu'elle était censée servir idéologiquement. Dans l'Islam occidental, le phénomène d'enfermement du philosophe dans la sphère définie, parfois garantie, par le pouvoir politique a abouti à une sorte d'autocensure, de censure volontaire entre le philosophe et la société.

Alain de Libera est directeur d'études à l'École pratique des hautes études.

Le bonheur de Diogène

par Marie-Odile Goulet-Cazé

AUJOURD'HUI les cyniques ont-ils encore quelque chose à nous dire ? Dans une société minée par l'exclusion, où se côtoient, comme dans la Grèce et la Rome antiques, la misère la plus sordide et le luxe le plus tapageur, nous aurions besoin à nouveau de censeurs cyniques intolérants, capables de fustiger l'hypocrisie sociale, capables aussi de nous rappeler qu'il faut savoir, pour vivre libre, secouer le carcan des

conventions et se montrer insolent à l'égard des conformismes.

Quant à leurs provocations, dans le sens d'un retour à la nature, elles nous invitent à réfléchir au caractère relatif de notre morale et par conséquent nous incitent à la tolérance ; mais il est un autre élément qui doit nous interpeller fortement : les cyniques, en vivant au quotidien leur ascèse physique à finalité morale, nous invitent à une conception autre de la philosophie.

Avec Diogène la philosophie a quitté l'école et les cercles d'initiés pour descendre dans la rue et aider l'individu à vivre et à bien vivre, donc à être heureux. Or, vingt-quatre siècles après Diogène, le bonheur, c'est toujours ce dont l'homme a le plus besoin, c'est toujours ce qu'il est en droit d'espérer de la pratique de la philosophie.

Marie-Odile Goulet-Cazé est chercheur au CNRS.

Les compromis provisoires de la bioéthique

par Noëlle Lenoir

LA biomédecine place la société face à de nouveaux enjeux. Au-delà des choix individuels qu'elle implique, elle conduit à une réflexion plus globale sur les rapports de l'homme avec la science et la technique. Quelques exemples permettent de rendre compte de la spécificité des dilemmes qu'elle crée et qui montrent la difficulté de régler *a priori* les situations nées de ses avancées. Il est banal de constater que la biomédecine a considérablement élargi la gamme des choix possibles en matière de reproduction humaine et élargi le champ de la liberté individuelle. Faut-il fixer des limites à cette maîtrise de plus en plus technique et scientifique des naissances ? Sur la base de quels critères ? Là réside la diffi-

culté, car ceux-ci sont étroitement dépendants des attitudes culturelles, voire des croyances. Ils impliquent de répondre à des questions que la science ne peut trancher.

Les utilisations multiples du corps humain auxquelles donne lieu la biomédecine soulève des difficultés identiques. Ses progrès ont conduit en pratique à une instrumentalisation croissante du corps humain. Du sang aux organes, des organes aux tissus, des tissus aux cellules et aux gènes, il n'est pas un élément ou un produit du corps humain qui ne puisse être utilisé comme matériau thérapeutique. Jusqu'à aller dans cette voie de la régénération du corps humain ? Là encore, les réponses sont conditionnées par des facteurs culturels.

La biomedecine est enfin en passe d'ouvrir la voie à toute une série de transformations programmées et ciblées de l'espèce humaine par modification de son patrimoine génétique. La transgénèse, appliquée aux plantes et aux animaux mais jamais à ce jour à l'être humain, consiste en effet à transférer un matériel génétique entièrement nouveau dans un organisme à un stade suffisamment précoce pour que les transformations apportées soient définitives et se transmettent à la descendance. Peut-on envisager de transposer une telle technique sur l'être humain en prenant le risque de changer l'espèce humaine ?

La bioéthique ne peut prétendre édicter une nouvelle morale valable pour tous. Elle doit tenir compte du

caractère pluraliste de nos sociétés. J'aurais donc tendance à la regarder avant tout comme une démarche ouverte et transparente, plus que comme un ensemble de règles, même si, avec la floraison de lois de bioéthique adoptées, on assiste au passage de l'éthique au droit. Elle reste pour moi davantage liée à un mode de discussion sur les valeurs qu'à la production de normes impératives.

J'en veux pour preuve la création quasi spontanée, à tous les niveaux, de ces instances *ad hoc*, sans équivalents dans d'autres domaines, que sont les comités d'éthique. Ils ont permis, à un moment où les instances classiques d'expression politique paraissent s'essouffier, d'expérimenter des pratiques de discussion ouverte qui conduisent,

soit à des consensus, au moins à des solutions raisonnables s'appuyant sur des compromis provisoires. Leur principal intérêt est de confronter des valeurs les unes aux autres « dans une totalité présupposée », selon une formule de Georges Canguilhem. L'approche pluridisciplinaire et pluriculturelle de la bioéthique la conduit à élaborer un discours autonome, chacun s'efforçant, comme l'a souligné Jean-Pierre Changeux, président du Comité national d'éthique, de « mettre en parenthèses ses convictions personnelles ».

Noëlle Lenoir est membre du Conseil constitutionnel et présidente du Comité international de bioéthique de l'Unesco.

Quand on parle de laïcité, on pense généralement à celle de l'État ou à celle de l'école, qui ne sont en cette histoire que condition, moyen ou conséquence. Il faut inverser la perspective, rappeler que ce fut d'abord une affaire de conscience : de consciences qui demandaient leur place au soleil dans une société qui la leur refusait. L'ayant obtenue, elles héritèrent du fardeau princier : une société ne peut ni tout permettre ni tout se permettre. Au forum des libertés publiques, on peut penser que ce sera le grand débat démocratique des années qui viennent : dans le « polythéisme des valeurs » et des convictions, ainsi que dirait Max Weber, comment constituer un « espace éthique commun » sans lequel une société devient rapidement invivable et ingouvernable ?

Emile Poulat est directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales.

سكرا من الاميل

سكنا في الوطن

Le Monde

Le carcan tunisien

A peine Jacques Chirac avait-il tourné les talons, au début d'octobre, que, fort de son succès sur les « réponses adaptées » qu'il apporte au défi islamiste, le président tunisien a repris le cours - interrompu, le temps d'une visite officielle - de sa politique de mise au pas de l'opposition. Sous prétexte de relations douteuses avec la Libye voisine, Mohamed Moada, président du Mouvement des démocrates socialistes (MDS), vient d'être placé sous mandat de dépôt tandis que Khemais Chamari, député de cette même formation, est sur le point, dans le cadre de cette affaire, d'être poursuivi pour « haute trahison ».

Dans un memorandum qu'il lui avait récemment adressé, M. Moada avait invité le président Ben Ali à revenir aux « valeurs » du 7 novembre 1987, date à laquelle il avait écarté du pouvoir Habib Bourguiba pour cause de « sénilité » et s'était présenté comme « l'homme du changement ». Après une brève lune de miel avec les islamistes, cet ancien patron de la sécurité militaire s'engageait sans ménagements à les gommer du paysage politique.

La Tunisie se présente ainsi sous les traits d'un pays où il fait bon vivre, affichant un taux de croissance économique qui profite à une large partie de la population, offrant l'hospitalité à des millions de touristes étrangers qui s'y déplacent en toute sécurité. Contraste saisissant avec l'Algérie voisine, plongée en plein chaos, dont M. Ben Ali

argue pour confondre ses détracteurs et qui impressionne ceux qui, comme M. Chirac, s'alarment, non sans raison, de la montée du fanatisme religieux.

Faut-il, pour autant, tout sacrifier à cette « obsession sécuritaire » au risque qu'elle serve d'alibi commode à un pouvoir autocratique et affairiste qui cherche à étouffer toute contestation ? Rien que du pain et des jeux : vivant au contact étroit du monde occidental, les Tunisiens peuvent-ils se satisfaire d'un mode d'existence qui les prive, pour partie, du droit de s'exprimer, de se réunir, d'aller et venir ?

Aujourd'hui, en Tunisie, la loi du silence s'impose à tous, pas seulement aux intellectuels que M. Ben Ali a dans sa ligne de mire, aux médias qui le servent, à une opposition qui est condamnée à jurer les utilités. La perversité de ce système vient que ce pouvoir en vient à s'enfermer sur lui-même. Comme si chacun de ses mandants était un ennemi en puissance.

Le rappel fort opportun adressé par Paris au pouvoir algérien de s'engager sur la voie du « dialogue démocratique » sans à s'exposer à une diminution de son aide économique, n'aurait-il pas mérité d'être entendu par M. Ben Ali ? M. Chirac a pourtant rendu à ce dernier un hommage appuyé, qui s'est accompagné de l'annonce d'un quasi doublement, en 1995, du montant de l'aide financière. La manière dont est gouvernée la Tunisie, n'est-elle pas, au-delà des apparences, lourde de menaces ?

Les dérapages de M. Raoult

TANTÔT diffuse, tantôt spectaculaire, l'agitation se répand dans les banlieues et les quartiers en difficulté. Il ne se passe pratiquement pas de jour sans qu'une ville française soit le théâtre d'incidents divers, parfois violents, d'affrontements avec la police, d'incendies de voitures ou de bâtiments. En fait, depuis la mort de Mohamed Kerkal, le 29 septembre, tué par les gendarmes dans le Rhône, le climat n'a cessé de se dégrader, en particulier dans la région parisienne où, par un effet de contagion, les troubles qui affectent une cité se répercutent aussitôt dans les cités voisines.

Cette situation de crise rend d'autant plus urgentes les mesures que le gouvernement s'apprête à rendre publiques pour venir en aide aux quartiers défavorisés, mais elle invite à se demander si le ministre chargé de l'intégration et de la lutte contre l'excision, Eric Raoult, a bien compris l'importance du enjeu. Alors même que le président de la République, dans son entretien télévisé du 26 octobre, invitait à « tendre la main » aux habitants de ces zones en difficulté et à éviter toute « provocation », son ministre a multiplié les déclarations qui vont à l'encontre de ces sages recommandations.

Dès son entrée en fonctions, M. Raoult avait remis en question le RMI et souhaité le déplacement des familles de délinquants, avant d'être contraint de faire machine arrière. Voici qu'il persiste dans la même

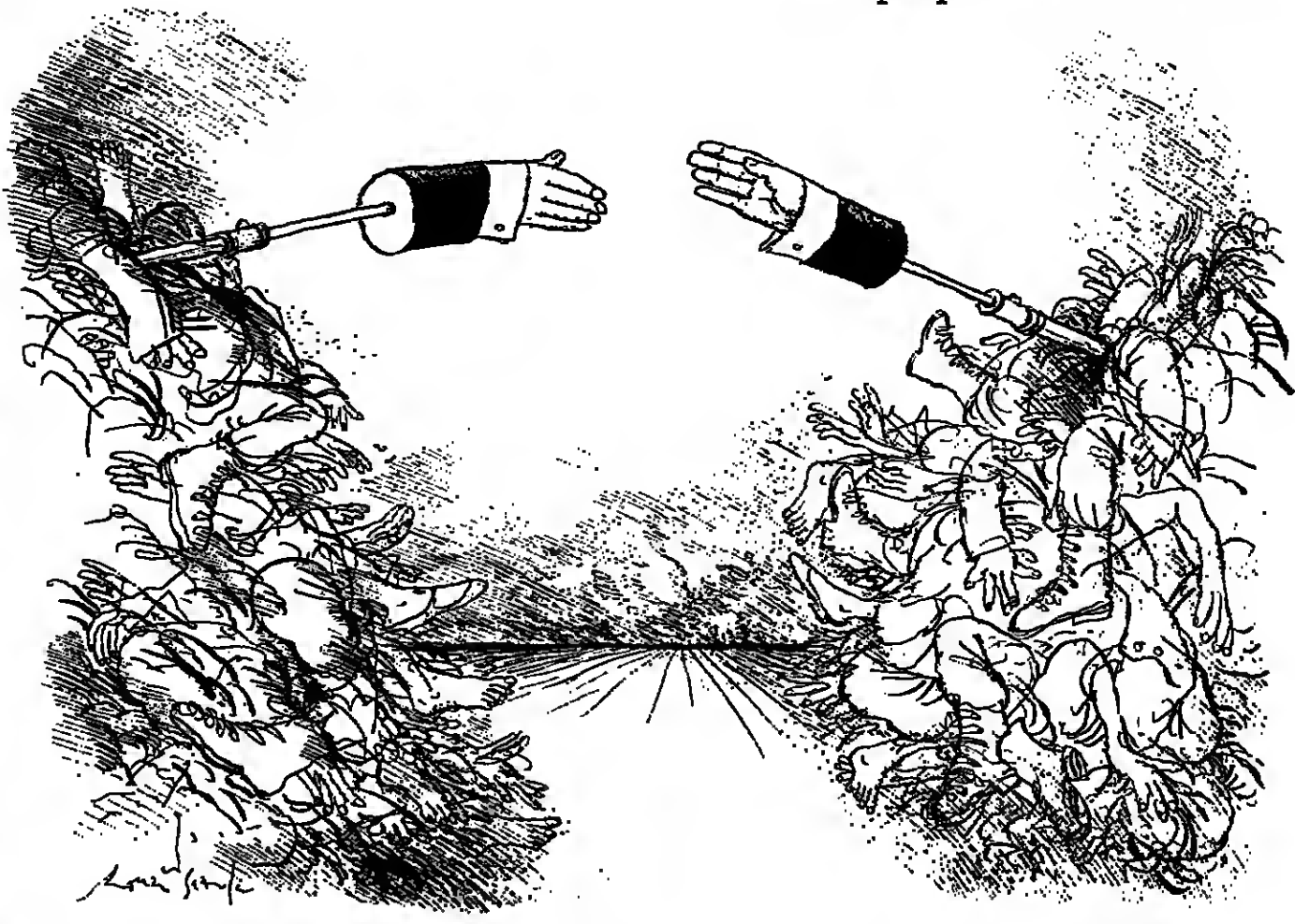
veine en appelant, dans *Le Parisien* du 1^{er} novembre, à la mise en place d'un dispositif « Vigicousiers » (autrement dit d'un plan contre le terrorisme, par analogie avec « Vigipirate ») et en comparant la révolte des jeunes à l'intifada. Là où l'on attendait d'un responsable de l'État un langage d'apaisement, on entend un discours de guerre civile, qui n'est pas de nature à ramener le calme.

Il est vrai que M. Raoult n'est pas isolé, puisque le plan de renforcement des moyens policiers rendu public le 29 octobre par Jean-Louis Debré, et symbolisé notamment par le recours à des armes tirant des projectiles en caoutchouc, a déjà été reçu comme une « provocation » par de nombreux habitants des banlieues. Mais comment concilier ces maladroitement redoublées avec les propos d'ouverture et de paix civile tenus par Jacques Chirac ? Tout se passe comme si, le naturel revenant au galop, le gouvernement se montrait incapable de maintenir son objectif officiel d'intégration des jeunes issus de l'immigration ou, tout au moins, comme s'il se révélait impuissant à l'insérer dans une politique de sécurité.

Une politique ne se juge pas seulement à ses actes, mais aussi à ses mots qui l'accompagnent. Même si, comme l'a demandé le président de la République, l'aide aux banlieues échappe aux restrictions imposées par la rigueur, elle suppose, pour être efficace, que les pouvoirs publics trouvent les paroles qui rendront aux jeunes confiance et espoir.

Le Monde est édité par la SA Le Monde, société anonyme avec directeurs et conseil de surveillance. Directeurs : Jean-Louis Debré, président du conseil de surveillance, directeur de la publication ; Dominique Alméras, directeur général ; Noël Jean Bergeon, directeur de la rédaction ; Eric Faltoux, directeur de la presse ; Anne Chassebois, directeur délégué ; Directeur adjoint de la rédaction : Rémy Pissel ; Rédacteurs en chef : Thomas Jomary, Robert Solé, adjoints à la direction de la rédaction ; Jean-Paul Jouve, Bruno de Camille, Laurent Goussier, Doublet Heymann, Bertrand Le Gendre, Manuel Lucbert, Luc Rosenzweig ; Alain Rollot, conseiller de la direction ; Daniel Vernet, directeur des relations internationales ; Alain Rousselle, secrétaire général de la rédaction ; Médiateur : André Laurens ; Conseil de surveillance : Alain Méral, président ; Olivier Béland, vice-président ; Anciens directeurs : Hubert Boyer-Méry (1944-1969), Jacques Fauvel (1969-1982), André Laurens (1982-1995), André Fontaine (1995-1997), Jacques Lecaillon (1997-1999) ; Le Monde est édité par la SA Le Monde. Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944. Capital social : 325 000 F. Principaux actionnaires : Société Générale (50 %), Les Éditions du Monde (25 %), Association Hubert-Boymer-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde (25 %), Le Monde-Entreprises, Jean-Marie Colombani, président du conseil ; Rédaction et siège social : 15, rue Falguière 75001 PARIS CEDEX 15 ; Tél. : (01) 46 45 25 25 télécopieur : (01) 46 45 25 29 fax : 206 8007 ; ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT BOYMER-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX ; Tél. : (01) 46 45 25 25 télécopieur : (01) 46 40 30 10 fax : 261 2111

Pour le bien du peuple par Ronald Searle



AU FIL DES PAGES/Politique

Quel roman que l'Histoire !

Il y a ce que promet le titre et ce que dit l'auteur. L'ouvrage s'intitule *Histoire de France* et se réfère très précisément à l'histoire française contemporaine, jusqu'à déboucher dans l'actualité. Il raconte, sous la forme d'un monologue, la vie d'un ancien président de la République... Ce n'est là qu'un prétexte au service de l'imaginaire, avertit Stéphane Denis, que l'on connaît comme journaliste familier de la chronique politique. Alors ?

Il n'y a aucune raison de ne pas croire l'auteur mais, comme toujours devant ce genre d'exercice qui mêle les genres, la tentation persiste de retrouver la réalité derrière la fiction, de redonner leurs vrais visages aux personnages que l'on croit reconnaître parce qu'ils ont des traits familiers et qu'ils croisent d'autres célébrités désignées comme telles. Il est en effet amusant de regarder l'histoire par les yeux de la fiction : on se retrouve vite en train de chercher les clés pour vérifier ce qu'il a été donné d'écrire. *Histoire de France* peut être lu dans cette perspective, avec une goute d'interprétation dont les évidences s'imposent parmi les incertitudes qu'elle laisse planer et quelques trompe-l'œil réperables.

On peut aussi lire ce livre sans loupe et sans code de transcription, comme une fiction qui se fonde sur des faits et des acteurs connus pour

mieux pénétrer dans le secret des uns et des autres : une autre curiosité pour une autre tentative de dévoilement. L'auteur commence avec ce volume une fresque qui se poursuivra et permettra, sans doute, de mieux situer son projet dans l'alternative où il baigne. En attendant, le lecteur est assuré du plaisir de la lecture, car Stéphane Denis tient sa chronique, plus ambivalente qu'ambivalente, avec l'aisance que procure un style limpide et nerveux.

A l'évidence ce sont les personnages qui intéressent, un surtout, réputé pour son caractère romanesque. Dans la réalité comme dans la fiction, il vient d'un de ces terroirs, en l'occurrence la Saintonge, qui incarnent la quintessence de la province, ce concept si prégnant de la culture française dès lors qu'il renvoie à un mode de formation et à un besoin d'enracinement apte à s'ancrer dans d'autres lieux que ceux d'origine, pourvu que s'y retrouve le fameux humus provincial. Ce particularisme trouve sa résonance dans l'imaginaire de l'auteur, qui en fait grand cas. Un autre trait le retient : on ne sait de quelle ambition son héros nourrit sa réussite politique, mais il est doté de la capacité de survivre et de redémarrer après les pires égarlements. « J'ai duré », lui fait dire l'auteur en plagiant Stieglitz, à propos de la période de la Libération.

Stéphane Denis semble plus fasciné par le régime de Vichy, ses ambiguïtés, ses réseaux d'amitiés, son occultation ultérieure, que par mal 68, dont il a été le jeune témoin et qui lui a inspiré un précédent roman. Il en fait une période-clé de la destinée de son personnage de fiction, lequel à cet instant est tout autre, sinon plus, le symbole de la société française que le double du personnage historique de référence. Sauf qu'il n'est pas dupe de la chronique officialisée.

Ce pays et cet homme semblent, sous le regard de l'auteur, à peine sortis du dix-neuvième et, au plus, de la modernité de l'après-guerre. La fille adultérine et longtemps cachée - bien sûr - du narrateur en témoin. Pour elle, constate ce dernier en évoquant ses plus proches amis, « nous formions une joyeuse bande dans un Paris en noir et blanc. Elle nous découvre comme on fouillait les pages d'un magazine des années 50 ». Les lecteurs de Stéphane Denis en resteront là aussi : dans les limites d'un genre où la réalité est à la fois trop présente et trop limitée aux apparences pour libérer les intuitions cognitives que recèle l'imaginaire.

André Laurens

* Histoire de France, de Stéphane Denis. Fayard, 450 pages, 130 F.

L'appel aux généraux

Suite de la première page

De son best-seller (*Un enfant du Bronx*, éditions Odile Jacob) émerge le portrait d'un homme de bonne volonté, pour qui la morale n'est pas un vain mot, courageux, décidé et très respectueux des autres : « Le sens de l'humanité », écrit Powell, « oblige à ne pas toujours suivre les règles en vigueur... Quand ils [vos soldats] tombent, relevez-les, essayez la poussière, tapez-leur dans le dos et remettez-les au travail ». Rien de la brute galonnée ou du condottiere.

Lebed, qui s'apprête à publier lui aussi un livre de souvenirs, affirme admirer Powell, qu'il a reçu à Toulou au moment où il y commandait les paras. « Nous sommes tous les deux des patriotes et des professionnels », dit-il, et nous savons ce que la guerre signifie réellement. Mais il se déclare athée, alors que l'Américain est profondément marqué par le protestantisme, et il a gardé du temps où il était boxeur, outre son nez cassé, un goût évident de la bagarre. Gorbatchev et Eltsine lui doivent d'ailleurs une fière chandelle pour s'être engagé à fond contre les putschistes d'abât 1991, en un temps où beaucoup de chefs militaires se gardaient bien de se prononcer. Il tient certes la démocratie pour souhaitable, mais ne croit pas la Russie mûre pour la pratiquer. Elle a besoin d'un homme à poigne pour remettre de l'ordre, balayer les pourris et les maîtres dont Tchernomyrdine, le chef du gouvernement, est à ses yeux le prototype. Il cite volontiers l'exemple de Pinochet qui, après

avoir remis l'économie en ordre, a fait, selon lui, glisser le Chili en douceur vers le système représentatif.

Après s'être distingué en Afghanistan, Lebed a bâti sa réputation de dur et dur en Moldavie orientale, où, commandant en chef de la XIV^e Armée, il a efficacement protégé les populations russophones et leur République autoproclamée. Il était encore à ce poste lorsqu'il a condamné « le sanglant carnage » dont l'armée ex-rouge s'était rendue coupable en Tchétchénie. Est-ce à dire qu'il soutient le droit à l'autodétermination des soixante-neuf « sujets » que compte la Fédération de Russie ? Pas précisément.

Il ne va certes pas jusqu'à préconiser, comme l'affreux Jirinovski aujourd'hui heureusement en perte de vitesse, la récupération de la Pologne ou de l'Alaska. Mais il accuse le Kremlin de laisser « noyer comme des chats » les vingt-cinq millions de Russes vivant dans les pays de « l'étranger proche » et assure que l'extension à l'Est de l'OTAN marquerait le début de la troisième guerre mondiale. Enfin, il ne se cache pas de vouloir mettre fin à l'indépendance de la Biélorussie et de l'Ukraine. Pour la première fois, c'est chose pratiquement faite.

Pour la seconde, il suffirait, selon lui, de couper le robinet des livraisons de carburants, dont elle dépend à près de 100 %. De tels propos jettent un sérieux doute sur les convictions « centristes » dont il lui est arrivé de faire état. De toute évidence, c'est un nationaliste humilié par toutes les avances subies par son pays et convaincu que, dès lors qu'on met ses actes en accord avec ses paroles, on ne fait pas en vain appel au patriotisme de la population. Pour le reste, son programme est des plus vagues, et le président

de son propre parti, Youri Skokov, met ouvertement en doute sa capacité à exercer le pouvoir suprême.

Powell, lui, s'est affilié à aucun parti. En créant un, à un an de l'élection, serait un pari risqué. Même si on le sent proche des républicains ou du moins de leur aile « libérale », il est loin d'être assuré d'obtenir leur investiture. Et il ne pourra plus très longtemps s'abstenir de prendre position sur les grands problèmes de société. Cela dit, il est clair que, comme pour Lebed, sa personnalité, sa valeur symbolique comptent infiniment plus aux yeux de l'opinion que les programmes électoraux. Et que, dans son cas, elles sont inséparables de la couleur de sa peau.

Jusqu'à un passé récent, l'idée qu'un « Africain-Américain » puisse s'installer à la Maison-Blanche était tout bonnement impensable. On peut d'ailleurs être assuré que nombre d'électeurs conservateurs voteront l'an prochain pour n'importe qui sauf pour lui. Nombre de Noirs le récuseront de leur côté parce que ce qu'ils veulent, avec Louis Farrakhan, l'inquiétant prophète de La Nation de l'Islam, c'est un Etat à eux. Powell n'est, à leurs yeux, qu'un « oncle Tom ». En revanche sont tentés, dans les deux communautés, de lui apporter leurs suffrages beaucoup de ceux qui s'alarment de la cassure dont le procès Sinopec et l'énorme manifestation de Washington ont montré la profondeur.

Avec les développements incroyables de la violence - plus de 125 000 personnes appartenant à des gangs dans la seule ville de Los Angeles -, le « rêve américain », celui d'une société harmonieuse et fraternelle, ignorant les préjugés religieux ou raciaux, tourne au cauchemar. « La maternité à douze ans,

la drogue à quinze, le sida à dix-sept, et l'obtention à dix-huit d'un diplôme qu'on ne sait pas lire » : cette description, parue dans les colonnes du Monde, de la situation de la jeunesse des villes par Newt Gingrich, le leader de la majorité républicaine à la Chambre basse, est sans doute caricaturale, mais elle rend certainement compte de la manière dont quatorze de gens la perçoivent. Comment s'étonner dès lors que tant de regards se tournent vers un homme qui proclame *urbi et orbi* sa foi en l'Amérique, assurant à juste titre qu'une réussite comme la sienne eût été impensable ailleurs ? Qui d'autre peut espérer rétablir entre les deux races les liens aujourd'hui brisés, et rendre sa fierté à un peuple qui s'est longtemps cru appelé par la Providence à une destinée « manifeste », pour ne pas dire exemplaire ?

L'expressio n'a jamais été employée à son propos, mais il n'empêche que le peuple russe, depuis les temps lointains où le moine Tsimothée de Pskov voulait faire de Moscou la « troisième Rome », s'est toujours senti lui aussi investi d'une mission : Berdiaev a admirablement montré (*Les Sources et le sens du communisme russe*, Gallimard) comment, de ce point de vue, le bolchevisme a pris le relais du panslavisme du siècle dernier. Quelles que soient les différences qui peuvent exister entre un Lebed et un Powell, c'est bien la même chose que, cinq ans après la fin de la guerre froide, leurs compatriotes attendent d'eux : pas seulement qu'ils restaurent la loi et l'ordre, mais qu'ils donnent à leur vie un sens, c'est-à-dire à la fois une signification et une direction.

André Fontaine

MONNAIES La devise japonaise souffre depuis plusieurs semaines d'une défiance croissante qui profite au dollar. Le billet vert a regagné près de 5 % face au yen en

un peu plus d'un mois. ● **LA BAISSÉ** de la monnaie japonaise est la conséquence de l'inquiétude des investisseurs face à la fragilité du système bancaire nippon. ● **L'AN-**

NONCE de 1,1 milliard de dollars de pertes à New York par la banque Daiwa a joué le rôle de révélateur. Elle a montré les dysfonctionnements du système de contrôle des

établissements de crédit japonais confrontés, par ailleurs, à une masse considérable de créances douteuses. ● **LA BOURSE** de Tokyo a fini jeudi 2 novembre sur une

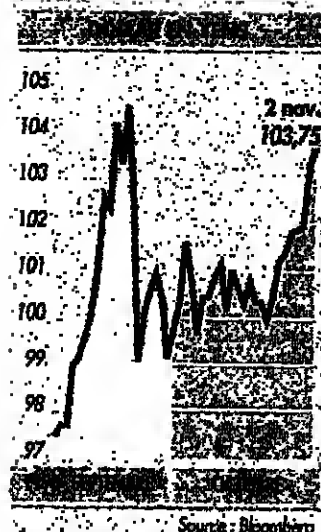
forte hausse de 3,2 % de l'indice Nikkei. La baisse du yen face au dollar est une bonne nouvelle pour les entreprises japonaises, dont la compétitivité redevient plus forte.

Le dollar bénéficie d'une méfiance croissante à l'égard du yen

La devise japonaise est victime des craintes sur la fragilité du système financier nippon. Elle se retrouve au plus bas depuis 1993 face au deutschemark et au franc français

LE DOLLAR a poursuivi au cours des derniers jours une remontée spectaculaire face au yen. Le billet vert s'échangeait jeudi 2 novembre dans la matinée autour de 103,75 yens, son plus haut niveau depuis six semaines. Depuis la fin du mois de septembre, la devise américaine a regagné près de 5 % face au yen.

Une reprise spectaculaire



Le billet vert au plus haut depuis six semaines face à la devise japonaise.

Plutôt qu'un renforcement du dollar, qui reste relativement stable face au deutschemark et au franc français, il faut surtout voir dans ces évolutions un phénomène nouveau : une certaine défiance face à la devise japonaise. Le yen se retrouve ainsi à ses plus bas niveaux depuis le début de 1993 face au mark (1,36 pour 100 yens) et au franc français (4,73 pour 100 yens).

La Banque du Japon a même cessé d'intervenir quotidiennement sur les marchés, comme elle le faisait pour soutenir le dollar et empêcher une trop forte hausse de sa devise. La faible progression de l'institut d'émission, de 1,02 milliard de dollars, pour atteindre 180,87 milliards de dollars, niveau cependant record, illustre la diminution des achats de dollars par la Banque du Japon. En septembre, les réserves de change de l'archipel avaient gonflé de 13,5 milliards de dollars.

Le yen est victime avant tout de l'inquiétude grandissante des investisseurs sur le système financier japonais. Cette crainte est perceptible depuis l'annonce de 1,1 milliard de dollars (5,4 milliards de francs) de pertes par la banque Daiwa à New York, un des plus importants établissements financiers du pays, qui a pu dissimuler pendant des années ses difficultés. Cette « affaire » a révélé le manque de contrôle et de transparence des comptes des grandes

banques japonaises. L'annonce par la Réserve fédérale américaine de la mise en place d'un fonds spécial pour éviter une crise de liquidité des banques japonaises à l'étranger (Le Monde du 19 octobre) n'a fait que renforcer les craintes d'une défaillance majeure.

Les banques japonaises sont victimes de l'explosion de la bulle spéculative et de la chute des actifs immobiliers et boursiers. Depuis 1990, le premier créancier de la planète a basculé dans la déflation. 500 système bancaire doit aujourd'hui absorber une masse énorme de créances douteuses, officiellement estimée à 50 000 milliards de yens (2 460 milliards de francs). Paradoxalement, la baisse du billet vert était considérée comme la principale menace pour le système financier nippon : la chute du dollar fait apparaître des pertes considérables dans les por-

tefeuilles d'obligations américaines détenus massivement par les institutions financières nipponnes. Désormais le danger s'éloigne avec la baisse du yen... provoquée par les difficultés des banques.

CALME EUROPÉEN

D'autres facteurs poussent également la devise japonaise à la baisse. Les taux d'intérêt sont tellement faibles qu'ils ne compensent pas le risque venant de la fragilité du système financier. Le taux d'escompte a été ramené le 8 septembre par la Banque du Japon à 0,5 %, son plus bas niveau historique. Enfin, des taux très faibles et un plan de relance record de 136 milliards de dollars n'ont pas levé les doutes sur la capacité de l'économie japonaise à renouer avec la croissance.

La reprise du dollar contribue à apaiser les tensions sur le marché

des devises européennes. Par un mouvement de bascule classique, l'afflux de capitaux sur le billet vert pénalise le deutschemark et favorise le redressement face à la monnaie allemande des devises européennes réputées faibles, comme la lire italienne et le franc français.

Le mark a été en outre pénalisé par l'annonce, mercredi 1^{er} novembre, d'une baisse du taux des prises en pension (repo) de la Bundesbank. Aussi minime soit-elle - le niveau du repo a été ramené de 4,03 % à 4,02 % -, la détente de ce qui constitue le troisième taux directeur officiel de la banque centrale allemande a pour mérite de confirmer que le processus d'assouplissement de la politique monétaire n'est pas interrompu outre-Rhin.

Le marché des devises européennes profite de surcroît de la levée d'une partie des incertitudes

qui régnaient en Italie et en France. Les investisseurs ont accueilli avec soulagement la prolongation du mandat de Lamberto Dini à la présidence du conseil et le vote du budget en Italie. En France, les déclarations de Jacques Chirac ont rassuré les opérateurs des marchés financiers sur la détermination du pouvoir à réduire les déficits publics et sur son attachement à la politique du franc fort. La lire italienne a fortement progressé face au deutschemark. Elle s'échangeait jeudi matin 2 novembre à 1 125 liras pour un mark, soit un gain de 4,25 % en quatre séances. La devise française, de son côté, s'inscrivait à 3 458 francs pour un deutschemark, son plus haut niveau depuis la fin du mois de septembre.

Pierre-Antoine Delhommas et Eric Leser

Intel lance un nouveau microprocesseur

SES ADVERSAIRES doivent se faire une raison. Intel mène la danse dans la course effrénée à la puissance de l'industrie informatique. Mercredi 1^{er} novembre, à San Francisco, le numéro un mondial des microprocesseurs a lancé sa sixième génération de microprocesseur (l'organe de calcul des ordinateurs) : le Pentium Pro, connu sous le code de code P6. Avec 5,5 millions de transistors contre 3,1 millions pour son prédécesseur, le Pentium lancé en 1993, le processeur va bouleverser à nouveau les performances des micro-ordinateurs. Même si, dans un premier temps, il est réservé aux modèles professionnels haut de gamme et aux serveurs, il devrait assez rapidement équiper les machines grand public.

Avec une puissance de calcul environ deux fois supérieure à celle des Pentium, le Pentium Pro traitera directement la vidéo ou les images de synthèse en trois dimensions de la réalité virtuelle. D'où des économies d'argent et d'encombrement par rapport aux solutions actuelles qui font appel à des cartes électroniques spécialisées. Les ordinateurs équipés de Pentium Pro seront les mieux adaptés aux applications multimédias qui se multiplient avec le développement des CD-ROM, des CD-Vidéo et des services disponibles sur Internet.

Les prix actuels du Pentium Pro annoncés entre 974 et 1 682 dollars (4 900 et 8 400 francs) réservent la place aux applications professionnelles. Ainsi, le prix des serveurs et stations de travail vendus aujourd'hui entre 25 000 francs et 50 000 francs pourrait être divisé par deux, selon Linley Gwennap, responsable de la lettre spécialisée Microprocessor Report. Pour le grand public, ce lancement accélérera la baisse du prix de la génération Pentium.

Dès mercredi, plusieurs constructeurs d'ordinateurs ont dévoilé leurs modèles équipés d'un Pentium Pro. Cette précipitation est inhabituelle. D'ordinaire, quelques mois s'écoulent entre la sortie d'une nouvelle puce et son intégration par les constructeurs informatiques. Pourtant, Compaq,

IBM, Hewlett-Packard, Digital Equipment, AST Research, ALR et Unisys ont présenté leurs modèles le jour même du lancement du Pentium Pro. Le temps s'accélère dans le monde informatique.

Mais, dès le lendemain du lancement, le Financial Times a révélé le problème découvert par Compaq. Ce dernier déclare que le Pentium Pro fonctionne mal lorsque l'ordinateur est connecté à un réseau. Il a donc décidé de suspendre la livraison de ses ordinateurs équipés du nouveau processeur jusqu'à ce que ce problème soit résolu. Cet incident rappelle celui du Pentium. Dévoilé sur le réseau Internet, un bogue affectant certaines opérations de calcul avait conduit Intel, fin 1994, à remplacer toutes les puces défectueuses du marché, ce qui lui avait coûté très cher.

80 % DU MARCHÉ MONDIAL

Craig Barrett, vice-président exécutif d'Intel, estime que « les ventes d'ordinateurs personnels atteindront 100 millions d'unités par an avant la fin de la décennie ». Intel, qui dispose aujourd'hui d'environ 80 % du marché mondial des microprocesseurs, est en train de prendre une telle avance, aussi bien technologique qu'industrielle, que ses concurrents vont avoir du mal à suivre. Pourtant, la résistance est de qualité. Le trio IBM, Motorola, Apple, remporte des succès commerciaux avec sa puce Power PC. Surtout grâce à Apple.

Advanced Micro Devices (AMD) va prendre prochainement le contrôle de Nexgen (Le Monde du 24 octobre) qui dispose, comme l'autre fabricant américain Cyrix, d'une puce concurrente du Pentium Pro. Ces entreprises risquent de s'essouffier, faute de moyens financiers suffisants, à suivre le rythme imposé par Intel. A moins que la crainte d'un joug trop pesant ne pousse les constructeurs d'ordinateurs à se lier contre le numéro un. Mais on peut se demander s'ils auraient plus de succès dans cette entreprise qu'ils n'en ont contre l'autre candidat au monopole, dans les logiciels cette fois : Microsoft.

Michel Alberganti

OBJETS DU MONDE.

L'objet d'artisanat est un langage de l'échange, dans le mouvement et hors du temps, un enrichissement que l'on porte en soi mais qui donne aussi à transmettre. En cette Année de la Route, Hermès part à la rencontre d'autres artisans, à la croisée des cultures, au carrefour d'hier et d'aujourd'hui, pour emporter et rapporter, dans ses bagages, ce savoir faire universel.

HERMÈS
PARIS

Plat à pain du nord de l'Inde en marbre taillé dans la masse.



Le temps fait bien les choses.

صلى الله عليه وآله وسلم

Le Monde DES LIVRES

VENDREDI 3 NOVEMBRE 1995

L'invention du temps libre

Comment, en un siècle, loisir et vacance
ont troqué le singulier pour le pluriel :
une passionnante enquête de l'historien
Alain Corbin

L'AVÈNEMENT DES LOISIRS
1850-1960

d'Alain Corbin.
Aubier, 480 p., 24 p. d'illustrations
hors texte, 250 F.

Alain Corbin est un historien exemplaire. Sa conception du métier l'amène sans cesse à ouvrir des chantiers qu'il accompagne sans les superviser, passant à d'autres friches quand d'autres piochent inlassablement le même pré carré. Avec *L'Avènement des loisirs 1850-1960*, il propose aujourd'hui une histoire du temps libre, de cette olivette qui, au regard de l'Eglise comme des Lumières, avait jusqu'à la bien mauvaise presse.

Une belle entreprise qu'il ne tente pas, cette fois, en solitaire : pour ce nouveau jalon d'une démarche historique résolument plurielle, qui nous a déjà valu un regard sur la misère sexuelle et la prostitution, l'odorat et l'imaginaire social, le désir de rivage, et, tout récemment, le paysage sonore et la culture sensible dans la France rurale (1). Alain Corbin s'est entouré de neuf collaborateurs, français comme étrangers, historiens des pratiques corporelles et sportives, culturelles et sociales. Ce qui est déjà en soi un événement quand on sait que ce champ d'étude n'avait guère attiré jusqu'ici que des sociologues et que Corbin appelait naguère à la plus extrême vigilance devant la mode de ces monuments historiographiques, tels les *Lieux de*

mémoire dirigés par Pierre Nora ou l'*Histoire des femmes* de Michelle Perrot et Georges Duby, qui n'ont de synthèses que le nom tant la multiplication des auteurs conforte celle des points de vue (2). La cohérence du présent ensemble est, elle, inattaquable et Alain Corbin, en maître d'œuvre consciencieux, assure, outre ses quatre contributions personnelles, la présentation et la conclusion du volume ainsi qu'une brève vision synthétique de chaque essai. Nous tenons donc là un parcours logique et construit, ce que la table des matières, énumérant les regards successifs en gommant les signatures, confirme encore.

Au tournant du XIX^e siècle, le loisir est moins perçu comme une vacance, un temps mort, qu'une disponibilité réelle, une « absence de pression temporelle » qui dit le statut social. L'aventure, qui fait passer de l'antique *otium cum dignitate*, associant disponibilité et assentiment personnel, réservé à une frange étroite de privilégiés (les notables), à une pratique collective des loisirs ne pourra donc confondre des trajectoires globales mais résolument distinctes selon le rang social.

À l'origine, il n'y a pas de distinction franche entre temps de travail et temps libre, mêlés volontiers dans le cadre quotidien ; même le jeu de la confusion, lorsque le domicile ne se distingue pas de l'endroit où s'exerce l'activité professionnelle. Mais le siècle de la grande mutation industrielle va imposer la dictature de l'horloge, celle de la montre bientôt. Le temps chrono-



PIERRE BOUCHER IN « PHOTOGRAPHIES »

métré rend suspect la phase de repos, transformant de fait la charpente des sociétés occidentales. Prévoir, combler les cases vides de l'emploi du temps, c'est conjurer le danger de l'ennui, un temps à tuer justement. Moment indispensable pour recréer la force de travail, le loisir permet aussi de réaliser le projet de Taine : « Il faut du loisir et une position indépendante pour faire un homme et une femme complets. » On aura compris que ce noble programme ne concerne initialement que le cercle des élites, dont les activités tout à la fois volontaires, bonorifiques et désintéressées, définissent les loisirs.

Tout part sans surprise de l'Angleterre géorgienne où le loisir des classes aisées se vit dans le cadre préservé de la propriété familiale, quand la pratique formatrice du grand tour européen et le goût nouveau de l'excursion ne lancent pas l'aristocratie et la gentry par monts et par vaux. Dès ce XVIII^e siècle proto-industriel, la vocation thérapeutique des séjours balnéaires dérive vers un désir de villégiature

original, collectif et simple. De Bath la vénérable à la Blackpool victorienne, le moment de loisirs se désacralise et s'hédonise ». Parallèlement, comme la passion des cimes prend bientôt un tour moral, quasi religieux, l'excursionnisme d'altitude donne naissance au premier âge d'or de l'alpinisme et la Suisse abrite bientôt curistes et sportifs, creuset d'une aristocratie internationale cosmopolite dont le goût ostensiblement affiché pour le luxe et la jouissance va aussi triompher avec ces espaces irréels, hors du temps et des repères quotidiens, que sont les palaces et les paquebots, temples de la frivolité et de l'excitabilité. Ce souci de redire le rang social débouche parfois cependant sur une démocratisation des pratiques culturelles. La naissance du touriste moderne, qui génère la première récupération industrielle (hôtellerie, circuits culturels, jusqu'aux guides de voyage et de conversation, Bédouin en tête), annonce la promiscuité. Même amalgamé avec la confusion progressive des deux pratiques du football ou du rugby au sport de gentlemen, rituel d'inté-

gration qui définit une éthique sportive, où le *fair play* et l'exaltation de la virilité sont des objectifs suffisants pour que la désinvolture soit de rigueur devant le score (ce qui induit le modèle de l'amateurisme), se superpose un jeu populaire susceptible de canaliser la violence et la force des classes laborieuses, dans le cadre de l'entreprise ou de la paroisse, ouvert aux paris et finalement orienté vers le professionnalisme. Ciment social, le sport trouve très vite ses héros, adopte une mythologie, une mémoire même, partagée par tous les protagonistes, acteurs, spectateurs, fédérés en un anonymat collectif, qui valorise chacun, « eux » - les visiteurs - opposés à « nous » - les locaux. Chronomètre envahissant, le temps du sport semble l'excuse d'une pratique ouvertement improductive, inutile même, sauf à dire la vitesse et son vertige, répit de l'homme face à l'accélération sociale. Sacralisé jusqu'au déraisonnable, le compte dérisoire des records promet le progrès illimité des performances et refonde subrepticement

« Il faut du loisir
et une position
indépendante
pour faire
un homme
et une femme
complets. »
Taine

L'origine du temps au premier exploit homologué. Si les stations de Zermatt ou de Chamonix réservent leurs fastes aux plus riches, camps et colonies en plein air, remèdes supposés au possible relâchement de la jeunesse, ouvrent autant de parenthèses sociales. Il est du reste essentiel de souligner le désir toujours présent pour l'élite de contrôler le loisir de l'autre, tant par crainte de l'anarchie d'un temps libre privé - dangereux puisque incontrôlable - que par vraie générosité, la science confortant la revendication syndicale pour légitimer le droit au repos. Si la seconde option n'explique pas le formidable « dynamisme des dictatures », si promptes à annexer la jeunesse et à colmater les brèches du temps abandonné aux travailleurs, la politique du Front populaire mérite plus de considération pour comprendre la naissance des loisirs collectifs.

La ville - animée par la « cinétique fabuleuse des boulevards » et ses lieux de spectacles, qui bésitent entre la respectabilité et le dévouement social le plus flagrant, Paris faisant figure de moderne Babylone - est le laboratoire de cette culture de masse, où les dimanches hors les murs promettent des parties de campagne qui restituent fugitivement le monde d'avant l'accélération des horloges, mirage provisoire d'un dérèglement des chronomètres. Ces instants pacifiés rappellent ce continent perdu pour l'archive qu'est le monde de la pêche à la ligne, du jardinage et du bricolage, ces arts obscurs et humbles, ces occupations trop bullesonnères pour espérer leur historien. Elles trouvent pourtant en Corbin un détective prudent mais inspiré qui confirme un don inné pour les chemins de traverse. Vu l'intérêt exceptionnel de cette enquête plurielle, souhaitons très vite d'autres balises sur ces sentes peu fréquentées...

Philippe-Jean Catini

(1) *Les Cloches de la terre*, Albin Michel, 1994 ; les autres titres - *Les Filles de nocce* (1978), *Le Masme et la Jonquille* (1982), *Le Territoire du vide* (1988) - ont paru chez Aubier.

(2) *Les Lettres françaises*, avril 1992

* D'Alain Corbin, signalons également la reprise en poche du *Village des cannibales*, paru chez Aubier en 1990 (Champs Flammarion n° 333).

Duras prise au piège

Peut-on aimer l'écrivain, reconnaître la place qu'il occupe dans la littérature française
et dire de son dernier « livre » qu'il est désolant ?

C'EST TOUT
de Marguerite Duras.
POL, 56 p., 50 F.

Un jour viendra où tout ce qu'aura écrit Marguerite Duras fera partie de son œuvre : quelques mots griffonnés un soir de solitude, un petit billet laissé pour celui qui va rentrer alors qu'elle est sortie, une carte postale envoyée pour la nouvelle année... Ce jour vient pour tous les grands écrivains. C'est le travail de la postérité : éditions de textes mineurs - curiosités, documents -, accompagnées de recherches biographiques et de travaux critiques sur des inédits jugés impubliables.

C'est tout appartient à ces textes plus que mineurs, mais personne ne semble déplorer qu'on le publie maintenant tant le voyeurisme, la morbidité et son cortège de conduites troubles sont devenus quotidiens. On croyait encore qu'ils se limitaient

aux reality-shows à la télévision. Mais Duras, quoi qu'elle publie, « fait vendre ». Alors... Elle, pourtant, dans ces fragments d'une vie qui s'en va, remarque : « Ce n'est pas sûr que j'écrive ce livre. C'est oléatoire. » En effet, elle n'écrit pas : il ne reste ici que quelques phrases, tantôt belles, lucides, tantôt banales ; à cela s'ajoutent quelques bribes de dialogues avec son compagnon, Yann Andréa, le tout commençant en novembre 1994, puis repassant par octobre pour aller jusqu'au 1^{er} août 1995.

Peut-on dire que c'est parfois désolant sans rejoindre la cohorte de ceux qui refusent de reconnaître la place de Marguerite Duras dans la littérature française du XX^e siècle ? Sans doute, car on est en droit de refuser l'alternative imposée depuis quelques années, depuis la difficile vieillesse de Duras (« C'est tellement dur de mourir », écrit-elle). On est sommé de choisir son camp : ou bien assurer que Duras est un écrivain « surévalué » et

applaudir aux livres qui tentent de nier la singularité et l'importance de son œuvre, ou bien prétendre que chacun de ses gestes est une manifestation de son génie - de son délire sur l'affaire Grégory à son engouement pour Bernard Tapie.

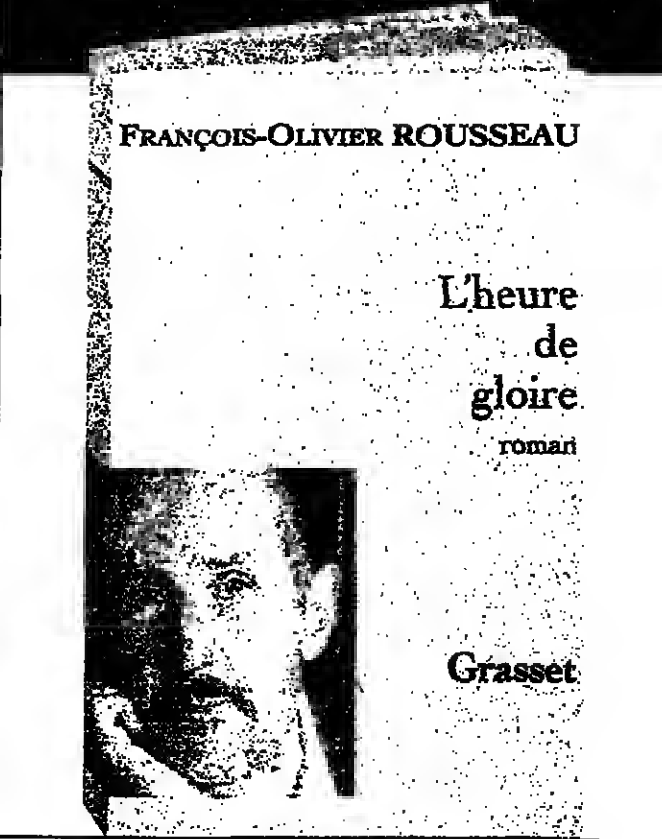
C'est tout est déjà jugé de cette manière-là. Les uns en rient, et c'est plutôt révoltant. Les autres s'émouvent de la beauté du désespoir, de la « dernière surprise » de la vieille dame, ces brefs échos d'amour et de mort, de grand amour mortel. Il y a quelque chose de gênant, voire d'inquiétant, dans la célébration de cette mort d'écrivain en direct - « Je le sens comme ça : les choses sont finies », affirme Duras. On aime tellement, au fond, savoir que les écrivains ne peuvent plus écrire. On se garde de l'avouer, mais c'est « posthumes » qu'on les veut. C'est ainsi depuis toujours : « Mourez et vous serez célébrés. » Duras le sait bien, et comme tous ceux qui comptent dans la littérature, elle a combattu ce désir d'immortalité. A sa manière à elle, c'est-à-dire en jouant une forme d'acquiesce-

ment. En se transformant en pythie, en ressasant du mortifère. Le piège à fini, évidemment, par se refermer sur elle, avec ce livre, *C'est tout*. L'autre « Marguerite », Yourcenar, disait qu'elle écrivait jusqu'à ce que la plume lui tombe des mains. Mais elle savait, elle, que, quelquefois, il faut être protégé de soi-même, pour éviter de publier alors que la plume est déjà tombée de la main. Heureusement, il reste Duras, son courage et sa cinquantaine de livres où elle a déjà écrit, magnifiquement, ce que *C'est tout* échoue à exprimer. Si l'on aime Marguerite Duras sans voyeurisme et sans rapacité, il y a tant à relire, à commencer par le *Ravissement de Lol V. Stein*, dont cette seule phrase en dit plus que tout le texte d'aujourd'hui : « Je nie la fin qui va venir probablement nous séparer, sa facilité, sa simplicité désolante, car du moment que je la nie, celle-là, j'accepte l'autre, celle qui est à inventer, que je ne connais pas, que personne n'a encore inventée : la fin sans fin, le commencement sans fin de Lol V. Stein. »

Josyane Savigneau

« Un chef-d'œuvre servi à la fois par une
réverie joueuse et une prose de maître. »

Jean-Louis Ezine, Le Nouvel Observateur



L'ÉDITION

■ **Transformation juridique du Seuil.** La société anonyme des éditions du Seuil s'est scindée juridiquement en deux : une société en commandite par actions, Les Éditions du Seuil SCA, qui regroupe 90 % des actions de la société initiale et une société anonyme, Seuil SA, pour 10 % des actions, dépendante de la première et chargée de la gestion. Cette transformation, qui n'implique aucune modification du poids respectif des actionnaires, permet de séparer les actions de commandite, responsables de la gestion, et des commanditaires, bailleurs de fonds. Pascal Flamand, directeur général du Seuil, justifie cette disposition, qui ne revêtait « aucun caractère d'urgence », par la nécessité d'organiser l'avenir à long terme et de « prévenir la stabilité et l'indépendance de l'entreprise ».

■ **Cinquantième anniversaire de la Documentation française.** Au moment de fêter ses cinquante ans, la Documentation française, dont la direction est placée auprès du premier ministre, se trouve épinglée dans le rapport 1995 de la Cour des comptes. Celle-ci va jusqu'à remettre en question, à terme, l'existence de la Documentation française, qui n'aurait « jamais réussi à mener son activité d'édition dans des conditions viables ». La réponse du premier ministre, dans le *Journal officiel*, souligne au contraire « le mouvement de forte croissance amorcé à partir de 1990 ».

■ **Dernières sélections.** Le jury du Femina a annoncé ses dernières sélections pour le prix qui sera remis le 6 novembre. Restent en lice, pour les romans français : *La Langue maternelle*, de Vassilis Alexakis (Fayard), *La Classe de neige*, d'Emmanuel Carrère (POL), *Moi qui n'ai pas connu les hommes*, de Jacqueline Harpman (Stock), *L'Heure de gloire*, de François-Olivier Rousseau (Grasset), *L'Ingratitude*, de Ying Chen (Le Méridien), *Le Testament français*, d'André Makine (Mercure de France), *L'Enigme*, de Rezvani (Actes Sud), *La Puissance des mouches*, de Lydie Salvayre (Le Seuil). Pour le Médicis Essai : *La Tentation de l'innocence*, de Pascal Brudner (Grasset), *Philosophie du geste*, de Michel Guérin (Actes Sud), *Paroles de femmes*, de Mona Ozouf (Fayard), *Alcibiade*, de Jacqueline de Romilly (de Fallois). Précisons que nous avons par erreur attribué au Femina, dans un titre du « Monde des livres » du 27 octobre, une sélection qui était celle, ainsi que l'indiquait le texte, du prix Interallié. Par ailleurs, le prix Novembre sera remis le 14 novembre et non, comme une coquille typographique nous l'a fait écrire, le 4 novembre.

L'édition face à Internet

Des professionnels s'inquiètent de l'anarchie régnant sur le réseau, qui pourrait favoriser un piratage des fonds

Le fonds des maisons d'édition pourrait-il être pillé sur Internet ? Gallimard a déjà pu en faire l'expérience : en décembre 1994, l'éditeur avait eu la mauvaise surprise d'apprendre, par l'intermédiaire d'un universitaire parisien, que le texte intégral des *Exercices de style* de Raymond Queneau se trouvait être disponible sur l'un des serveurs du réseau électronique international.

Dans la maison d'édition, on indique que le pirate identifié - l'Association des bibliophiles universels - avait, en outre, eu le front de préciser que les *Exercices de style* étaient libres de droits en France... En l'occurrence, une lettre recommandée de l'éditeur aurait suffi, sans intervention judiciaire, à faire effacer le texte. Mais cette anecdote n'en révèle pas moins l'un des dangers du réseau mondial - véritable foire d'empoigne où l'on peut tout entrer et tout trouver, de la méthode de fabrication d'une bombe aux pamphlets révisionnistes. Face aux dérives possibles, dont on n'a pas fini de mesurer l'ampleur, les maisons d'édition ne sont pas les seules à se montrer démunies.

Premier grand éditeur français à avoir mis au point un serveur sur Internet (« Le Monde des livres » du 13 octobre), Gallimard avait pourtant pris soin, afin de se protéger des pillages éventuels, de n'y inclure aucun texte intégral et de ne l'utiliser que comme instrument de promotion (présentation des maisons d'édition du groupe, programmes de publication, informations sur les ouvrages ou documents d'archives).

Mis devant le fait accompli de ce premier piratage connu, Pierre Cohen-Tanugi, directeur général de la maison, reste pourtant stoïque : « Internet donne accès à un nombre illimité de serveurs et le mot « Gallimard » apparaît sur plusieurs d'entre eux. Il est certain que tout le monde peut s'amuser d'y rentrer des textes. Mais on ne peut pas faire la chasse à l'ensemble du ré-

seau. On n'en finirait plus. Ce dont nous avons été victimes reste encore un phénomène individuel isolé, et il n'y aurait lieu de s'en inquiéter vraiment que si ce genre de pratique se répandait massivement. Le fait même que quelqu'un nous signale cette anomalie prouve qu'il n'est pas disposé lui-même à en tirer profit et révèle une police automatique du réseau. Il me semble que les utilisateurs sont sensibles à ces questions et qu'il y a, du moins dans le monde des chercheurs, un code de bonne conduite ».

« JUNGLE »

Les multiples questions posées par la création d'Internet n'en restent pas moins ouvertes. C'est ce qu'a voulu mettre au jour un colloque organisé par l'université Paris-VII, intitulé « L'Internet, l'université et l'édition » et animé par Christian Huitema, directeur de recherches sur l'intelligence artificielle (Inria, Sophia-Antipolis) et auteur de *Et Dieu créa l'Internet* (1).

L'une des tables rondes, animée par Ignacio Ramonet, directeur du *Monde diplomatique*, portait sur le thème de la propriété littéraire et de la reproduction. Devant le constat d'un système encore à l'état de « chaos », d'une « jungle », où la protection des droits d'auteur ne pouvait être totalement assurée et où l'excès de protection des droits pouvait mener à la paralysie du réseau, M. Bernard Jouanneau s'est interrogé sur la nécessité d'élaborer des outils législatifs supplémentaires. Selon lui, « il vaut mieux réfléchir avec les moyens déjà existants » : il n'y aurait pas de problème juridique qui soit spécifique à Internet, et la loi propre à chaque pays sur la propriété littéraire et artistique devrait suffire à imposer la surveillance et la rémunération des œuvres.

Nic Diamant, directrice adjointe de la Bibliothèque publique d'information (Centre Georges-Pompidou), a cependant montré com-

ment l'insuffisance de protection des droits pouvait limiter l'ambition de leur politique éditoriale sur le réseau : Alain Benche, de la librairie Interférences, à Paris, s'est interrogé, quant à lui, sur l'éventuelle remise en cause, par Internet, du rôle de la librairie, faisant valoir que le réseau n'était pas exclusif du libraire, mais le rendait d'autant plus nécessaire comme « communicateur » et comme « filtre », dans un univers où l'avalanche d'informations sans hiérarchie s'avère de plus en plus déconcertante. Jean Sarzana, directeur du Syndicat national de l'édition (SNE), est revenu à la question du droit d'auteur, soulignant que « l'irruption de la technique contemporaine et non maîtrisée » insistait, en creux, sur son importance.

De ce point de vue, Internet ne fait que révéler brutalement, sous une forme extrême, un phénomène déjà révélé par la reprographie et le « photocollage ». L'un des secteurs d'édition les plus menacés par cette diffusion sans limite d'un texte sur support numérique est celui des revues. Chez l'éditeur scientifique américain Wiley, par exemple, on redoute les conséquences d'Internet, qui favoriseraient la consultation sporadique d'articles de revues, au détriment des abonnements.

Quels remèdes peut-on espérer ? Aujourd'hui, on en est plutôt - les intervenants du colloque l'ont montré - à recenser les questions devant l'anarchie régnante. Le plus grand défi est celui de la législation et de la possibilité de contrôler des textes mis en place. Pierre Cohen-Tanugi dit attendre « un code de déontologie et une police des paiements sur Internet qui sécurisent au moins 99 % des actions ». D'autres évoquent la possibilité d'une « charte électronique internationale ». Il y a du pain sur la planche.

Marion Van Renterghem

(1) Éditions Eyrolles.

CORRESPONDANCE

Une lettre de Stephen Koch

A la suite de notre compte-rendu de l'ouvrage de Stephen Koch, *La Fin de l'innocence*. Les intellectuels occidentaux et la tentation stalinienne (« Le Monde des livres » du 20 octobre), nous avons reçu de l'auteur la lettre suivante :

« Le jugement porté par Michel Tatu sur mon livre (...) met en cause ma compétence dans un article où ce journaliste enfle les erreurs comme des perles.

» Premièrement, selon Michel

Tatu, la thèse que je défends quant aux activités de Karl Radek en sa qualité de premier intermédiaire secret entre Staline et les nazis reposerait « sur des conjectures ». Mes conclusions ne se fondent pas réellement, prétend-il, sur des documents d'archives à la fois probants et sérieux. Pourquoi ? Après avoir écarté les documents tirés des archives soviétiques, Michel Tatu insiste sur le fait que je me suis principalement appuyé sur une source d'information qu'il appelle avec condescendance « un certain Gnedine », comme si Gnedine n'avait rien à voir avec les archives. Si Michel Tatu connaissait le dossier, il saurait qu'Evgeni Gnedine est un chercheur de premier ordre qui a compilé une collection capitale de documents à partir des archives des nazis. Or, cette source, bien connue des spécialistes et au-dessus de tout soupçon, confirme les documents soviétiques. Je m'appuie naturellement sur des documents nazis autant que soviétiques, il ne s'agit pas de « conjectures ». C'est bien plutôt Michel Tatu qui se fourvoie dans le noir.

» Deuxièmement, Michel Tatu termine son réquisitoire en cherchant à faire croire que j'ai « totalement ignoré » certains documents relatifs à Münzenberg et publiés par la revue *Communisme* (n° 38-39, 1994), ce qui est faux. Le lecteur pourra constater que j'en ai fait une analyse détaillée aux pages III-VI de ma préface. Je dois ajouter que tout mon exposé de la vie menée par Münzenberg entre 1937 et 1938 est en parfaite concordance avec ces documents et constitue pour l'heure un des rares textes disponibles en français (...).

» A vrai dire, c'est le fantôme du Front populaire qui hante chacune des critiques importantes publiées sur *La Fin de l'innocence*. Je donne à voir le Front à travers le prisme de l'apparat stalinien qui eo avait fait la politique du Komintern. Dans cette perspective, je dénonce dans le Front populaire un masque d'apparente moralité destiné à justifier la « terreur » et à dissimuler la

politique de conciliation secrètement menée par Staline à l'égard de Hitler. Mes détracteurs voient dans le Front l'expression d'une authentique ferveur progressiste de masses propre à chaque pays concerné. Ces mêmes auteurs espèrent (un peu en désespoir de cause, je pense) permettre à la gauche de récupérer dans les ruines morales laissées par la tyrannie marxiste-léniniste quelque élément valable, encore enfoui sous l'ombre sinistre de Staline. Cette démarche en tout cas mérite un débat. Mais celui-ci n'a pas grande chance d'être fructueux dans le contexte de désinformation et d'erreurs qui entache l'article de Michel Tatu.

Stephen Koch

[Tout à sa passion, Stephen Koch essaie de nous entraîner dans une polémique sur le Front populaire, ce qui n'était nullement notre propos. Notre critique portait non pas sur le fond, mais sur la méthode consistant à s'appuyer sur les archives pour justifier des thèses préfabriquées, mais sans citer aucun document. Et ce manque est à déplorer en ce qui concerne les archives nazies tout autant que soviétiques. Quant aux documents publiés par la revue *Communisme*, ils brossent un portrait de Münzenberg fort différent de celui que l'auteur décrit tout au long de l'ouvrage et méritent beaucoup plus que les quelques lignes, qualifiées abusivement d'« analyse détaillée », que l'auteur y consacre dans sa préface. Un autre écrivain au moins aussi engagé que Stephen Koch, Vladimir Boukovski, a montré, dans son *Jugement à Moscou* (« Le Monde des livres » du 27 octobre), comment l'on peut utilement contribuer à l'histoire sans rien retenir de ses convictions. - M. T.]

Le Monde éditions
Dessins de Planu.
l'Histoire au jour le jour.
l'album du Festival d'Avignon
Commandez vite !
36 15 LEMONDE

ACTUALITÉS

Grande-Bretagne : menaces sur Virago

Les éditions anglaises Virago vont-elles être mises en vente ? Fondées en juin 1973, elles avaient pour but avoué d'accorder aux femmes la place leur revenant dans la littérature anglaise, tant comme auteurs que comme éditrices : chaque ouvrage publié à long terme porte la mention « Virago is a feminist publishing house » (Virago est une maison d'édition féministe). Bon nombre de romancières comme Pat Barker, Angela Carter ou Maya Angelou ont été lancées par cette maison, qui a aussi beaucoup fait pour relancer des écrivains comme Edith Wharton, Willa Cather, Rosamond Lehmann ou Vita Sackville-West. Mais les temps changent : non seulement une polémique interne s'est récemment développée autour de l'accueil éventuel d'auteurs masculins, mais une restructuration, rendue nécessaire par la crise, a conduit à la réduction de la production (soixante-dix nouveautés au lieu de quatre-vingt-dix) et à des licenciements. Elle pourrait, cependant, s'avérer insuffisante. Random House et Bloomsbury seraient, dit-on, intéressées par une reprise.

■ **RICHE ENCHÈRES.** Un manuscrit du roman d'Erich Maria Remarque, *A l'Ouest, rien de nouveau*, en 1928, sera mis en vente chez Sotheby's, à Londres, le 1^{er} décembre. Il s'agit d'une des premières versions - largement crayonnée - de ce célèbre ouvrage antilittéraire, traduit en plus de quarante langues et vendu à cinquante millions d'exemplaires. Elle a été évaluée à un million de deutschemarks (3,5 millions de francs environ). Chez Philips, toujours à Londres, c'est un exemplaire du *Bhagavad Gita* ayant appartenu au Mahatma Gandhi qui sera proposé à la vente le 9 novembre. Il est estimé entre 30 000 F et 70 000 F. Par ailleurs, un récent article de la section *Your Money* de *The Independent* on Sunday signale les prix considérables que peuvent atteindre les premières éditions de romanciers contemporains. Ainsi un exemplaire d'*Ulysse* de Joyce devrait rapporter quelque 25 000 livres (193 000 F) à son heureux détenteur. Pratique, le magazine précise qu'à de tels tarifs la littérature peut aussi constituer un bon investissement...

■ **UNE JOURNÉE MONDIALE DU LIVRE ?** Jordi Pujol, président du gouvernement de la généralité de Catalogne, a suggéré, mercredi 1^{er} novembre, à l'Unesco, qu'à partir de 1996 chaque 23 avril soit consacré à une fête mondiale du livre, à l'instar de ce qui se fait dans de nombreux pays pour la musique. D'ores et déjà, l'Espagne, les pays d'Amérique du Sud, la Russie, le Sénégal et l'Australie auraient donné leur accord. Mais pourquoi le 23 avril ? Parce que ce jour-là une tradition catalane veut que les hommes offrent une rose aux femmes (on pourrait imaginer une journée internationale des fleurs...) et les femmes un livre aux hommes. Si bien qu'en Catalogne il se vendrait autant de livres le 23 avril qu'en six mois de l'année...

■ **RUSSIE.** Le jury du Booker Prize russe, sous la présidence du critique Stanislav Rassadin, n'a retenu cette année que trois finalistes contre six les années précédentes : Gueorgui Vladimov pour *Le Général et son armée*, Oleg Pavlov pour *Contes publics*, et Eugène Fedorov pour *L'Odyssée d'Eugène Vassilov*. Créé en 1992 par la compagnie Booker, le Booker Prize russe a déjà récompensé Mark Kharitonov en 1992, Vladimir Makanine en 1993 et Boulat Okoudjava en 1994 pour son roman autobiographique *Le théâtre qui n'existe plus*. Le prix sera remis début décembre à Moscou.

BULLETINS, COLLOQUES ET SOCIÉTÉS

■ **LETTRES AFRICAINES.** Du 10 au 18 novembre, Lille accueillera la troisième édition du Fest'Africain, dédiée cette année à Sony Labou Tansi, l'écrivain congolais récemment disparu. Outre la soirée consacrée au romancier - le mercredi 15 novembre, à 19 heures, au Théâtre de la Métaphore -, plusieurs rencontres seront organisées autour de l'histoire politique et littéraire de la diaspora noire, le 11 novembre, de la défense des intellectuels africains ou des traces africaines du Brésil, le 14 novembre (Renseignements au [16] 20-06-21-59).

■ **EXPOSITION DOMINIQUE DE ROUX.** La première exposition consacrée à l'écrivain et éditeur Dominique de Roux se tient jusqu'au 26 novembre au Musée-Bibliothèque Rimbaud de Charleville-Mézières. Elle comprend des photographies, les éditions de ses œuvres et de nombreux documents. Parallèlement, une revue, intitulée *Exil/Dominique de Roux*, va être lancée (Rens. : [16] 24-59-33-80).

■ **LA POÉSIE, C'EST QUOI ?** Jacques Roubaud tentera de répondre à cette question, mardi 7 novembre de 16 h 30 à 18 h 30, au cours d'une lecture-rencontre animée par Jean-Baptiste Goureau (salle des colloques de l'ENS de Fontenay-Saint-Cloud, 3, avenue Lombart, 92266 Fontenay-aux-Roses, tél. 41-13-25-20. Rens. : Yves Charnet au Centre de recherches sur la création poétique).

■ **RÉGICIDE ET MEURTRE DE L'HOMME D'ÉTAT.** Un colloque est organisé sur ce thème par les universités Paris-1, Paris-X et l'ENS de Saint-Cloud. Il se tiendra du 6 au 8 novembre dans ces différentes universités. Plusieurs débats sont prévus : « Le fait du meurtre » ; « Assassins et assassinés » ; « Théories du tyrannicide » ; « L'assassinat politique : anecdote, accident, événement ? » ; « Représentations immédiates et médiées » ; ainsi qu'une table ronde : « Normalité ou exception, la place de l'assassinat dans la pratique politique » (Rens. : Olivier Coquard, 4, rue René-Salé, 77500 Chelles, tél. 64-72-91-34).

■ **LA RÉSISTANCE ET LES FRANÇAIS** sera le thème d'un colloque international organisé par l'Institut d'histoire du temps

présent (CNRS-IHTP) avec le soutien du ministère des affaires étrangères, auquel participeront de nombreux chercheurs et membres du Comité scientifique. Du 16 au 18 novembre, à l'ENS de Cachan, bâtiment d'Alembert, amphithéâtre Marie-Curie (Rens. : Gabrielle Drigeard, 45-80-90-46).

■ **SALONS DU LIVRE DE JEU-NESE.** A l'occasion de la manifestation Jeunes en lettres, livres en fête et à l'initiative de l'Association des libraires de la ville, le Salon du livre de jeunesse de Biarritz ouvrira ses portes pour la deuxième fois, samedi 4 et dimanche 5 novembre (Palais des festivals de Biarritz, Rens. : ARTÉ-SUD (Bernard Noël), 87, rue Judaique, 33000 Bordeaux, tél. : [16] 56-96-02-81). Par ailleurs, le Groupe pour la promotion de la lecture d'Argentan organise, du 17 au 19 novembre, le 5^e Salon du livre de jeunesse, qui aura pour thème principal le roman policier, le conte (autour de Charles Perrault) et la poésie (autour de Paul Eluard) (Rens. : [16] 33-67-29-77).

■ **LITTÉRATURE DE VOYAGE.** Dans le cadre du cycle « L'usage du monde », l'American Center accueillera deux écrivains : Cees Nooteboom, jeudi 9 novembre, à l'occasion de la parution de son dernier livre, *Du printemps, la rose* (Actes Sud), qui évoquera son expérience d'écrivain et du voyage avec Jean-Louis Perrier et Jean-Pierre Langellier, journalistes au *Monde*; Michel Le Bris, samedi 18 novembre, qui parlera du voyage comme source d'inspiration, de Robert Louis Stevenson à Bruce Chatwin (American Center, 51, rue de Bercy, 75012 Paris. Rens. : 44-73-77-77).

RECTIFICATIFS

Albanie
Le tableau intitulé *L'Aigle*, dont une reproduction illustrait la chronique « D'autres mondes » consacrée aux écrivains albanais d'aujourd'hui (« Le Monde des livres » du 13 octobre), est l'œuvre du peintre Zamir Mati.
Gontcharov
Le prix de la *Frégate Pallas*, le livre d'Ivan Gontcharov, édité par L'Age d'homme, dont Nicole Zand rendait compte dans sa chronique du 27 octobre, est de 180 F et non de 220 F, comme indiqué par erreur.

"Je cherche un livre"

TAPEZ 3615 ELECTRE

Les références de 370 000 livres à portée de main
Un outeur, un titre d'ouvrage vous échappe. Vous voulez connaître les livres parus sur un sujet donné. Tapez 3615 ELECTRE sur votre Minitel. 370 000 livres disponibles en longue française sont référencés, avec un résumé, dans un service mis à jour en permanence. Le Multimédia est également sur ELECTRE avec toutes les références de 5000 CD-ROM et CD-I disponibles sur le marché.
3,23 F la minute

3615 ELECTRE : LA BIBLIOTHÈQUE ÉLECTRONIQUE.

صلى الله عليه وآله وسلم

سكنا بنة الامل

LITTÉRATURES

Le swing Gailly

Syncope de la syntaxe, phrasé rythmique pour une partition romanesque virevoltante

BE-BOP
de Christian Gailly.
Ed. de Minuit, 192 p., 78 F.

Les romans de Christian Gailly - comme *K. 622*, où l'écoute commune d'un concerto de Mozart menait les deux personnages vers l'harmonie amoureuse - reposent toujours sur l'histoire d'un rythme. Ici, dans *Be-Bop*, ça swingue tout le temps dans le corps, l'esprit, le cœur de Basile Lorette. Très tôt le matin, il jone dans sa chambre sur son saxophone puis bondit sur ses baskets à coussins d'air « version rap des semelles de vent », court vers le Bird, le café de son ami Fernand qui passe sans cesse des disques de Coltrane : il suffit d'une expression, « Voilà-Voilà », pour que Lorette ébauche un thème. Il n'arrête jamais. La phrase de Christian Gailly n'est plus : syncope de la syntaxe, changements incessants de tempo, interjections lancées comme des notes solitaires égarées, interrogations suspendues, apostrophes tantôt complètes, tantôt moqueuses adressées par l'auteur à son personnage, retours brusques au discours intérieur, hypothèses multiples et haletantes que Lorette émet sur la direction qu'il va prendre, on a rarement vu une phrase aussi légère, rapide, électrique, épousant d'aussi près les tourbillons d'une pensée toujours sur le qui-vive. Et c'est étonnant.

Harmoniques sentimentales et existentielles

Mais il y a aussi de faux accords, de légers couacs dans la tête de Lorette. La musique ne fait pas vivre - « On en crève plutôt » - et le voilà qui court, avec l'enfer de pleurer, à la recherche d'un emploi, traverse la ZEP pour se rendre dans une entreprise d'assainissement, où, à force de dévouement, il finit par impressionner le directeur et par obtenir un emploi. Pas très honorable... Mais on entend aussi en permanence une note plus basse, douloureuse, blessée, qui affleure parfois et donne au roman sa gravité sourde : Lorette souffre de n'avoir jamais rien inventé, composé, de s'être contenté de copier, d'imiter, et même de plagier, Charlie Parker qu'il adore. Un seul soir, il se risque enfin à être lui-même, veut se faire entendre « comme il entend, comme il s'entend ».

Dans une scène superbe de victoire affolée d'abord, puis de liberté rageuse et d'abandon esalté, il ose enfin improviser. Le visage ravagé, brutalement par la musique qu'il invente soudain, il fait pousser à son saxo des cris de fauve et « répond à ses propres cris par des cris plus stridents encore ». Il ne rouvre les yeux que pour les plonger dans ceux d'une femme. Début d'une histoire d'amour ? Peut-être. Car il s'agit, là aussi, de trouver avec l'inconnue le bon rythme, la juste mesure de silence et de paroles, d'adoration réservée et d'audace étouffée. Elles sont remarquables de délicatesse amoureuse, les pages où Christian Gailly dessine la chorégraphie hésitante de Lorette, qui, sur le pont



« Très tôt le matin, il court vers le Bird, le café de son ami Fernand... »

conversation enthousiaste sur le jazz, partageant une même admiration pour Gerry Mulligan, Chet Baker et les versions moules, les versions vives de Monk pour que se produise chez Paul un déclic, pour que renaisse en lui, qui jouait jadis du saxo ténor en semi-professionnel dans un quartet, le goût du jazz qu'il croyait éteint. Et c'est cette remuante, cette résurrection d'une passion artistique qui est merveilleusement décrite dans la troisième partie du roman où la gamme des souvenirs, des émotions musicales l'emporte peu à peu sur les harmoniques sentimentales ou existentielles. Lorsqu'il écoute un quatuor à cordes qui joue sur la petite place d'Yvonne, Paul est sidéré par la beauté retranchée là, qui lui fait presque mal. Le plaisir bouleversé qui « fend » Paul dans son corps, dans sa vie, l'envie physique de jouer à nouveau, lorsqu'il assiste dans la crypte d'un monastère au concert auquel

participe Lorette, Christian Gailly nous les fait ressentir très concrètement grâce notamment à la méticulosité sensuelle avec laquelle il décrit un saxo dont la vision enveloppe son personnage. Le romancier exprime très bien par la scansion plus ou moins précipitée de ses gestes la succession de la peur, de la lourdeur vaincue, de la grisaille douloureuse et de la joie presque féroce chez Paul lorsque, à l'invitation de Lorette, il monte à son tour sur scène et parvient à

retrouver, en jouant un blues très simple, un phrasé proche de celui de Coltrane.

Tout finit autour, dans un brouhaha qui swingue, en be-bop survoit. Et Christian Gailly réussit, grâce à son art rapide, agile de romancier « free » à nous communiquer son euphorie, celle de la musique et de ses personnages. C'est si rare, si réjouissant, un livre écrit comme en dansant et qui donne envie de danser.

Jean-Noël Pancrazi

Suite baroque

Un chef-d'œuvre d'ébénisterie, sept tiroirs et autant de secrets : le premier roman de Mario Pasa est un conte érudit, d'une joyeuse fantaisie

LE CABINET DES MERVEILLES
de Mario Pasa.
Denoël, 208 p., 98 F.

Contre le parcours hasardeux d'un objet qui passe de main en main, présente à une succession d'évocations pittoresques, ludiques (Le *Sophia*, conte moral, de Crébillon fils) ou graves (*Denier du rêve*, de Marguerite Yourcenar), n'a rien de très neuf. C'est en revanche un excellent test pour l'écrivain confirmé, soumettant de jouer de la variété des situations et des caractères, et, pour le débutant, un vrai défi.

Pour son premier roman, Mario Pasa nous ouvre les sept tiroirs d'un meuble à secrets, un cabinet d'ébène et d'ivoire, gravé à l'encre et signé de la plume de plus des artisans d'Alsace en usage au milieu du XVIII^e siècle. Sept compartiments de bois, séparés par des cloisons de confessionnal indolores. Somptueux et vénérables fonds de tiroirs logés dans un chef-d'œuvre d'ébénisterie qui abrite des remords, des regrets et des hontes, des crimes réels et des délits d'esthétique, masqués derrière les vus admirables de sept villes de rêve : Prague, Rome, Venise, Dresde, Amsterdam et Saint-Petersbourg - assignées logiquement à la place de « cité idéale », ville sans nom qui ne cesse d'en changer. Sept confidences pour sept cabotages, autant de villes que de secrets et une promenade nonchalante et fantasque, où « l'on se perd avec délectation dans (des) labyrinthes ». Le récit s'ouvre à Prague, lieu magique et improbable, où les enseignes des boutiques sacrifiées à la vanité d'un homme se vengent en le rendant fou, où la pile d'un pont de pierre célèbre une sainte Lintgarde, saisissante vision d'amour fatale au malheureux sculpteur. Comme « les œuvres nouvelles naissent et se nourrissent des anciennes, par un mouvement naturel, ainsi que les vies », la jeune femme qui inspira cette flamme mourra centenaire, assassinée par son embaumeur !

Silence des bibliothèques et des confessionnaux, fraternité des suppliciés et des martyrs, identification du bourreau qui ôte la vie à jamais et de l'artisan qui en préserve l'apparence pour l'éternité, vertige de la cité ruinée (Dresde 1945) recrée un instant à l'heure de sa faillite imminente : tout célèbre avec une discrétion précieuse la sensibilité baroque, tout en mouvements fulgurants et en anéantissements irrémédiables. Mais Mario Pasa n'est pas qu'un jeune écrivain érudit et esthète ; c'est plus encore un conteur à l'imagination d'une réjouissante fécondité. Des exemples ? Le troc entre un jésuite béatifié et un bon père anonyme chargé de figurer, dans un cabinet de curiosités revu selon l'optique bolchévique, « le symbole de l'obscurantisme religieux aux yeux du prolétariat », ou encore la prétendue révélation d'un pan perdu de la correspondance de Mozart, piège pour musicologue - de quoi y laisser réputation et raison... Saluons aussi le stylisme à la plume inspirée - Antonio Mari, compositeur « de pièces trop sacrées pour être écoutées souvent et d'opéras à vous faire garder la chambre », déguisé « en superbe l'attente d'une impossible cabotage (...), craignant la mort comme un point d'orgue sans reprise » - ou mordante, quand elle évoque cette « photo aux suggestives couleurs oc-

dées de Romy Schneider tout à la fois impératrice-enfant et allégorie de l'Autriche d'après-guerre avec le sourire faux d'une petite fille bien sage qui aurait fait une grosse bêtise - entendez l'Anschlus - et s'emploierait à la faire oublier ». Pourtant c'est la fantaisie qui l'emporte, qui transforme l'astuce du procédé narratif en séduisant tour de passe-passe, où la variété de ton, la flexibilité des formats, l'habileté des liaisons et la malice des chocs d'œil enchantent.

Pasa ne visite pas les villes, il leur rend visite et en livre une radiographie personnelle et élégante. Pas besoin de rayons X pour pénétrer les secrets de ces tiroirs, tombeaux des âmes en peine. La boîte de Pandore libère les cris longtemps retenus, mais le lecteur sait bien que ce n'est là que la fin d'un cycle de fantaisie : « Il lui revient d'inventer la suite de ces ébauches d'histoires. » Et cette juvénile liberté est la plus envivante des grâces.

Ph.-J.C.

Chemin fragile

DIEU EST AVEC CELUI QUI NE S'EN FAIT PAS
de Michel Crépu.
Nil Editions, 230 p., 97 F.

L'heure est-elle venue, à quarante ans, de l'autobiographie ? Il semble que oui pour Michel Crépu. Mais s'il nous raconte sa vie, « tout simplement », c'est surtout la nôtre qui le retient, celle que nous avons connue depuis ces années où « il était possible d'être innocent sans être naïf » jusqu'à celles où un enthousiaste de Mai 68 peut devenir « un vieux golden boy ». Du petit garçon lisant *Le Grand cirque* de Clostermann au quadragénaire qui médite sur l'œuvre de Blanchot, Beckett ou Nijm, admirations et révoltes émaillent un parcours jalonné de rencontres, de lectures qui sont de tous les temps, de groupes de pensée comme *Esprit*, de personnages qui ont marqué cette tranche de fin de siècle, personnages toujours vi-

vants dans les souvenirs ou ayant déjà - le plus souvent injustement - un pied dans les ténèbres de l'oubli. Un tel retour sur soi-même entraîne habituellement à un égoïsme plus ou moins supportable. Ici, rien de tel. Le « moi, je » n'envahit pas les pages. Quand Véronique ou Isabelle y passent avec l'amour, c'est dans un espace où chacun peut se reconnaître en compagnie de Balzac, de Dostolevski et d'Aristote, à l'ombre de Nadja. Il s'agit donc moins d'une accumulation d'images personnelles que d'une chronique, celle de ces « chrysolides qui ne deviendraient jamais poplions », comme le précise l'auteur avec cette citation de Gide qui résume son propos. Sur le « chemin fragile » qu'arpente Michel Crépu, nous apercevons ici ou là un peu de ce qui n'est qu'à lui et beaucoup de ce qui appartient à une génération qui « a grandi sur la perte de ses illusions ».

R.-L.

Gérard Namer
Patrick Cingolani
MORALE & SOCIÉTÉ
SOCIÉTÉ
MERIDIEN
KLINGESCH

BERNARD CHAMBAZ

L'un des romans les plus forts et les plus émouvants - les plus justes - qu'ait suscités la guerre d'Algérie.
Pierre Léopold/Le Monde

Alliance rare du don d'observation et de la grâce ludique, du travail minutieux de reconstitution et de la liberté inventive. *Dominique Fernandez/Le Nouvel Observateur*

Beaucoup plus qu'un livre sur la guerre et sur l'Algérie. Une méditation sereine sur le temps, les jeux de la mémoire, le non-sens de l'Histoire, la vanité des combats et la fraternité. *Bruno de Cessole/Le Figaro Magazine*

Avec, en plus, de l'humour et de la cocasserie.
André Rollin/Le Canard enchaîné

Editions du Seuil

Corps à corps

Un couple d'écrivains livrent la chronique de sa drolatique vie commune

LES ÉCRITURES MÉLÉES de Claude Pujade-Renaud et Daniel Zimmermann. Julliard, 472 p., 149 F.

Vinci l'assurait : « Passé quarante ans, un homme est responsable de son visage. » Claude Pujade-Renaud et Daniel Zimmermann se sont rencontrés, en 1972, alors qu'ils approchaient des rives de la quarantaine. Age qui, hélas, chez beaucoup de leurs contemporains, est synonyme de carrière, de renoncements. Tout s'arrondit, y compris les idées. Heureusement, il n'en a rien été pour ces deux jusqu'au-boutistes qui ne savent conjurer la passion qu'au présent de l'impératif.

Chronique d'un couple d'écrivains ? « Du biographe », dit *Les Écritures mêlées* sont effectivement cela, mais bien plus aussi : un roman. Le roman de « Claudéaniel », né de la fusion, de l'amour fou, de deux écritures. D'ailleurs, après l'avoir lu, il n'est plus possible de les considérer comme un couple au du. Ce sont des siamois qui nous donnent à lire une œuvre incestueuse.

Dans les deux premiers chapitres, les seuls à avoir été écrits séparément, chacun raconte l'avant l'autre. Elle est d'origine bourgeoise, peu ou prou gauchisante, et danse pour oublier les limites artistiques de son corps. Il se flatte d'être issu du prolétariat, refuse d'abandonner le communisme aux staliniens et pratique le karaté pour canaliser sa violence. Tous deux sont les otages de leurs exigences, mais si Claude résiste encore à la tentation de l'écriture, Daniel est déjà un possédé, rongé par un univers romanesque. En 1961, il a publié, chez Robert Morel, 83 *Exercices en zone interdite*, première tentative pour exorciser le cauchemar de la guerre d'Algérie. L'ouvrage sera saisi, l'auteur et l'éditeur traduits en correctionnelle. Mais Robert Morel déclarera au juge d'instruction avoir reçu le manuscrit par la poste et ne pas

connaître l'auteur. Le Monde, commentant le procès, écrivait : « L'auteur, qui a signé Daniel Zimmermann, n'a pas été identifié. » Sombre présage pour la postérité !

La faculté de Vincennes, où ils enseignaient, sera le lieu de leur rencontre. Claude Pujade-Renaud et Daniel Zimmermann font revivre ce chaudron de l'après-68 où tant de pistes pédagogiques furent ouvertes, dont la plupart finirent, hélas, faute de soutien, en impasse. Mais enseigner n'était pas vivre pour eux. La vraie vie, ils la trouvaient dans leur corps à corps, et dans la passion d'écrire qui en était le prolongement naturel. De draps en pages froissées, ils se créaient mutuellement jour après jour. Les pages les plus drolatiques de ce livre au vitriol sont celles qu'ils consacrent à leurs aventures dans le milieu de l'édition. Deux Indiens d'Amazonie lâchés dans Paris !

Daniel Zimmermann se vante volontiers d'avoir été l'écrivain le plus refusé en France avec plus de deux cents rejets à l'envoyeur. Le sort de Claude Pujade-Renaud ne sera guère meilleur. Cela nous vaut quelques portraits acridulés d'éditeurs. Finalement, ils réussiront à franchir tous les obstacles et seront publiés. Mieux, même, certains de leurs ouvrages rencontreront l'adhésion du public : *Vous êtes toute seule ?* (1) et *Belle-mère* (2), pour Claude Pujade-Renaud ; *Le Gogol* (3), *Nouvelles de la zone interdite* (4), *Alexandre le Grand* (5), pour Daniel Zimmermann.

Cela aurait dû suffire à leur bonheur. Que nenni ! Ils créèrent une demi-douzaine de prix littéraires et, folie des folies, fondèrent la revue *Nouvelles Nouvelles* afin, sans doute, de dépenser l'argent qu'ils n'avaient pas. Quelques milliers de manuscrits reçus pour quelques centaines d'exemplaires vendus au numéro ; telle sera la sanction économique. Néanmoins, leur enfant aura participé à la mise en lumière d'un genre littéraire jusque-là négligé en France. Aujourd'hui, tous deux prétendent être guéris de leur utopie. Promis ! Juré ! Ils ne vont plus se consacrer qu'à leurs œuvres respectives. À voir et à suivre, car la publication récente de *L'Affaire Grimaud* (6) — roman à... quatorze mains ! — prouve qu'une rechute est à craindre...

Pierre Drachine

- (1) Actes Sud, 1991.
(2) Actes Sud, 1994, prix Goncourt des lycéens.
(3) Fayard, Mazarine, 1987.
(4) L'Instant, 1988.
(5) Julliard, 1993, Grand Prix de la Société des gens de lettres.
(6) Ed. du Rocher (« Le Monde des livres » du 15 septembre).

La gloire des métèques

On redécouvre « Les Javanais », un roman distingué par le Renaudot... en 1939 et dont Gide saluait la « grandeur épique, à la fois bouffonne et tragique »



Jean Malaquais, rabelaisien

cartes, celle où les cœurs se fendent au fond des mines de plomb si dangereuses pour la santé que l'autochtone ne s'y aventure pas.

Heureusement, il y a les métèques. Des gens aux faces et aux langages bizarres. La tour de Babel dans la cour des Miracles. Bien sûr, ils n'ont pas l'indispensable papier qui fait de vous un être humain reconnu admissible, et cette carence interdit d'accéder au titre enviable de travailleur. Mais il faut bien que quelqu'un aille sous terre chercher le plomb et l'argent dont la France a

besoin, et la gendarmerie sait être indulgente quand les ancêtres des SDF se font mineurs. Ils viennent de plus ou moins loin, ces « caqueux erratiques en quête de fourrière », de l'Espagne à la Phalange homicide, d'Allemagne où l'on n'aime pas les races « impures », de l'Italie dont ils craignent les « musulmanes », de la Russie du Petit Père des peuples expert en nettoyage par le vide, et ils se retrouvent dans la douce France pour former une espèce de tribu esclavée en compagnie de « maldouques,

arméniens, turcs, polonais, lituaniens, zarabes ». Un monde d'insécurité qui lutte contre sa misère avec pour armes le rire, les larmes dans les bords accablants, ou, avec les Polonais initiateurs, le pinard, et tant pis si Allah n'est pas content. « Le Prophète n'a sûrement pas pensé à la soif qui dessèche les fidèles au fond de la mine ».

Malaquais sait de quoi il parle. Jeune bachelier, il a quitté la Pologne, a été mineur en Provence, gendarme aux halles de Paris, tout en se cultivant à la bibliothèque Sainte-Genève. Il s'enthousiasme pour les romans de Céline, il séduit Gide qui veut le rencontrer et l'encourage à écrire. Merci à Gide. *Les Javanais* est de ces ouvrages qui manqueraient à un patrimoine littéraire. On voudrait en faire mille citations tant le vocabulaire de cet hymne à la « métèque » est riche, savoureux, étonnant de la part d'un rabelaisien de trente ans écrivant dans une langue qui n'est pas la sienne, la musiquant dans des tonalités célestes débarrassées de leur acrimodie et de leur pessimisme.

Étonnant aussi que ce roman soit à découvrir, que l'oubli l'ait recouvert. A quatre-vingt-sept ans, Malaquais est sans aigreur. Cet oubli lui paraît « dans l'ordre des choses ». A chacun de remettre de l'ordre dans ces choses. Ce serait désormais une erreur et quasiment une faute d'ignorer cette « grandeur épique, à la fois bouffonne et tragique », comme disait Gide en s'avouant « considérablement épaté » par la maîtrise du jeune métèque de 1930.

Pierre-Robert Leclercq

Chaillou comme un torrent

Se souvenant de ses vingt ans dans une petite ville de province, le romancier libère une parole proliférante, jaillissante

LA VIE PRIVÉE DU DÉSERT de Michel Chaillou. Seuil, coll. « Fiction et Cie », 300 p., 120 F.

La parole de Michel Chaillou est, de son propre aveu, un « pays étrange ». Il n'est pas question, pour lui, de la quadriller, de l'enfermer dans les frontières d'une discipline, d'une bienséance et d'un classicisme, à ses yeux, réducteurs et asphyxiants. Il préfère la laisser divaguer, proliférer, qu'elle soit parfois, comme il le reconnaît, « hors sujet ». Cette volonté de baroque, cette esthétique du

jaillissement, qu'il revendique de plus en plus nettement, de livre en livre, s'accroît dans cette *Vie privée du désert* avec la matière même du roman : la remontée, « par secousses », des années qu'il a passées, en tant que maître d'internat, dans un collège de Melle, une petite ville des Deux-Sèvres. Comment transcrire les jours imperceptibles de ses vingt ans, ressusciter l'odyssée cahotante des menus faits, recomposer le roman infime des passions enchevêtrées ? En ramassant le fagot des détails — « la tache claire d'une chemise autant que l'individu qui l'informe » —, en recueillant par brassées les images an-

ciennes, en se livrant à l'incantation de « *Loires sous le préau, de paroles qui s'ensablent avec une embouchure* ». Le collège Defontaine, cette ferme à moitié scolaire, au « confluent chancelant de l'étude, de la compagne », était submergé « par les mille détails des champs ». Et c'était vers eux qu'il se tournait, la plupart du temps. Faute d'échanger « l'intime avec ses élèves sans risquer une perte d'autorité », il se confiait aux arbres, à l'écarte à travers laquelle il tentait de le mouvement du monde. Son âme ressaie encore de tous les vocabulaires, de tous les noms des lieux-dits de la région, qu'il égrene dans un inventaire enchanté. Mais l'auteur du *Sentiment géographique* célèbre surtout la « citoyenneté fluide de l'eau, sans sauci » de Melle, se plaît, à cause de son eau trouble et douce, à rebaptiser Marthe la rivière de la Béronne, cette brave fille...

FATALITÉ VOLUPTUEUSE

Tout est emporté dans un même ruissellement de souvenirs qui ne cessent, sans aucune aspérité, de glisser les uns vers les autres ; tout est constant déplacement, mouvement dans l'univers de Michel Chaillou. Il y a en lui une fatalité presque voluptueuse du nomadisme hérité de sa mère, Charlotte, qui vécut entre Maroc et Brésil, avec une halte de quelques saisons à peine en France. A leur arrivée de Casablanca, elle lui disait encore, avec sa gouaille tendre et précipitée, « Arrête les Mille... », chaque fois qu'il lui lisait un passage des *Mille et Une Nuits*, son livre fétiche, cette réserve de poudre, où il n'a cessé de puiser tous les mots « tombés de la lune ».

« Je tourne autour de moi, en moi, j'ai plus de passé que de présent », reconnaît Michel Chaillou. Mais le passé lui servait surtout à exorciser sa peur de l'avenir immédiat : il craignait — car nous sommes dans les années 60 — d'être entraîné dans cette guerre d'Algérie, qu'il évoque, d'une manière discrète mais saisissante, par le biais du personnage de Sylvain Février, le nouveau surveillant général, encore tatoué intérieurement par la violence des combats d'où il émerge à peine : « la tête à jamais crénelée d'un mur de pierres sèches ». Il prend le collège pour un fortin, les arbres fusant de sa bouche comme des coups de feu.

Pour échapper aux visions redoutées de bruits et de fureur, se délivrer de l'impression qu'il éprouve souvent de « tomber dans sa vie », Michel Chaillou fait appel à la figure de Spinoza auquel il revient de consacrer une biographie. La lecture de l'*Éthique* l'a incité à « aller hors pour atteindre le lieu intact de soi où la qualité de l'air vivace permet à l'être de se propager jusqu'à ses propres confins ». En cherchant en lui-même ce qui s'abstrait de lui, Michel Chaillou a voulu trouver son « désert », quels que fussent le chemin, les ombres. « Mais cette part discrète de nous-mêmes, que n'éclairait pas les mêmes soleils », il n'est jamais parvenu à la saisir, à « l'alphabétiser ». Et cette incapacité à nommer la vieille douleur qui repose, cachée — car il avoue « faire semblant, avoir toujours fait semblant » — dans l'arrière-saison de lui-même, explique sans doute ce besoin de se griser de mots, de ces phrases qui, toujours plus chatoyantes, représentent le seul pays où il puisse vivre.

J.-N. B.

COLLECTION NATIONS D'EUROPE dirigée par Serge Bernstein et Pierre Milza

L'Europe se construit, l'Histoire se poursuit.



2 nouveautés

16 titres, de 110 à 150 francs



Jerome Narby

Le Serpent cosmique

L'ADN et les origines du savoir

« Le serpent est un être à la fois sacré et profane, à la fois divin et humain. Il est le lien entre le ciel et la terre, le monde des esprits et le monde des hommes. Il est le symbole de la connaissance, de la sagesse, de la vie et de la mort. »

200 pages, 40 illustrations, 120 F.

صحنه من العمل

صلى الله عليه وسلم

LITTÉRATURES

Balade avec « Monsieur Bébé »

Sur l'allure d'une promenade, François Bott dessine la géographie intime de Raymond Radiguet, le « météore » des lettres françaises

RADIGUET
L'Enfant avec une canne
de François Bott.
Flammarion, 213 p., 110 F.

C'est un bal imaginaire. Une nuit, à la campagne, sur les bords de la Marne, du côté de Saint-Maur. Cocteau donne le bras à M^{me} de La Fayette, qui confie à M^{me} de Sévigné : « Paris me tue ! » Henri Calet roule des cigarettes qu'il offre à Georges Perros. Morand a rapporté des cigares d'Allemagne et songe déjà à fêter à l'anglaise. La lune se reflète dans le monocle de Jean Giraudoux. Larbaud et Fargue ne se quittent plus. Antoine Blondin est venu accompagné d'un rugbyman, et Proust - las, si las - est accueilli « en souverain ». Maurice Sachs a laissé sa Torpédo grand sport dans l'allée du parc et semé ses créanciers. On murmure même que l'Américain Fitzgerald et l'essentrique Zeldia seraient de la partie. Le comte F. B. (inscrit au registre de l'état civil sous le nom de François Bott) va bientôt ouvrir le bal. On dansera le tango, le cake-walk et le fox-trot. Il donne ce raout en l'honneur du « petit Raymond », « l'enfant avec une canne » des lettres françaises - tout le monde le surnomme ici « Monsieur Bébé », qui fête ses vingt ans. Le visage fermé, Raymond Radiguet se tient droit, portant un grand papillon, canne et monocle. Sait-il qu'il va bientôt mourir de la fièvre typhoïde ?

ÉLÉGANCE

François Bott traite son invité du soir avec l'élégance de Fouquet recevant La Fontaine en tête-à-tête au château de Vaux. Fidèle du détective Marlowe, il se penche sur les atmosphères, les affinités, les coïncidences. Les lourdes preuves, les pièces à conviction, l'inquisition, il les abandonne royalement aux professionnels du marteau-pi-



Raymond Radiguet par Jean Cocteau

queur. Car, voyez-vous, François Bott est un amateur, au sens larbaudien, un pêcheur à la mouche, un chasseur de papillons. Il revendique la contemplation, la grâce, la digression, l'ellipse et l'éclipse. François Bott est un écrivain scandaleux : il affirme que la littérature est encore une fête.

N'importe quel clinicien aurait disséqué ce monstre de fofre qui, à vingt ans, pour solde de tout compte, laisse près de neuf cents pages d'œuvres complètes (1) : de la poésie, des articles d'humour, du théâtre, des contes, deux romans. Un rapport d'autopsie plombé de certitudes aurait tué le mystère. François Bott a choisi l'allure de la promenade pour dessiner la géographie intime de Raymond Radiguet. Rien d'excessif ni d'expéditif dans cette flânerie qui épingle les

folies du Bœuf sur le toit avec l'étonnante clarté et la rigueur du XVIII^e siècle.

« Que faisiez-vous en juin 1903 ? », année de naissance du météore à Saint-Maur, de Georges Simenon et de Marguerite Yourcenar, lance François Bott au début de son invitation au voyage. On ne saurait distinguer l'enfance de la maturité chez Radiguet : « Mais ce que je voudrais savoir, remarquait-il, c'est à quel âge on a le droit de dire : j'ai vécu. Ce passé défini n'implique-t-il point, logiquement, la mort ? Pour moi, je crois qu'à tout âge, et dès le plus tendre, on a le droit de dire : j'ai vécu et l'on commence à vivre. » Le désordre de sa vie ordonna une œuvre où la raison du style l'emporta sur la confusion des sentiments. Un père dessinateur humoristique, une mère aux

ascendances créoles, une sœur morte à dix-huit mois, et un frère, Paul. Une vie au bord de la Marne placée sous le signe du canotier, à l'ombre des cerisiers, aux alentours de l'île d'Amour. Une scolarité ignorée. Des lectures de *La Princesse de Clèves*, couché dans un bateau : « Les rivières sont les miroirs du temps qui passe, et la littérature est toujours une école buissonnière », note François Bott. Mois avant même d'écrire, Radiguet se reconnaissait dans la grande école du XVIII^e siècle. Il revendiquait le classicisme comme d'autres le droit de rentrer à des heures tardives. Le décor du *Diable ou corps* est installé. Eclate la guerre. Manque la femme. Elle est là, à portée de main. Alice - Marthe dans le roman -, l'institutrice de Saint-Maur, vingt-quatre ans, mariée à un poilu. Et hop ! Radiguet, quatorze ans, jette ses culottes courtes dans les buissons ardents en même temps qu'il cultive la morale officielle. Seuls les enfants, les vieillards et les femmes restent à l'arrière : ils finissent par se ressembler. À sa manière, Radiguet a mené sa campagne « ou-delà du fleuve et sous les orbes », aurait dit Hemingway.

FULGURANCE

Bretton, Berl, Aragon, Drieu la Rochelle. Céline revient avec des blessures, des décorations ou des cauchemars ; le bélaune, lui, arbore une conquête et une rupture d'arrière-saison. Il en fera un royaume perdu. *Le Diable ou corps*, lancé par l'éditeur Bernard Grasset comme une savonnnette révolutionnaire - l'auteur sera surnommé par la critique « Bébé Cadum de la littérature » - n'est pas une confession de médiocrité. « Cet amour est comme un rêve », dira Radiguet. François Bott prolonge la rêverie et saisit parfaitement la fulgurance avec laquelle ce jeune homme silencieux mêle les cartes de sa vie et de son œuvre. Il y a une discipline de feu chez ce feu follet qui est l'anti-Ubu de son époque. Est-ce le gin ou le whisky qui durcit son visage ? Il ne laisse jamais tomber son masque de janséniste. Dans les bars les plus fofes d'un Paris électrique, il reste le maigre consul de Port-Royal.

Des Champs, il passe au Salon. Annoncé par un aboyeur enchanter : Jean Cocteau. Auparavant, il aura été connaissance avec André Salmon et Max Jacob. Myope, Radiguet troque ses lunettes contre un monocle, ses frocs contre un frac. Les snobs ont voulu voir dans *Le Bal du comte d'Orgel* les dessous du Bottin mondain. Qui se cachait derrière Anne d'Orgel ? Étienne de Beaumont. Et le diplomate Paul Robin n'évoquait-il pas la silhouette de Paul Morand ? François Bott voit dans ce bref roman froisé des « jeux de miroir et attractions magnétiques... C'était la version 1923 de Jules et Jim sous le patronage de M^{me} de La Fayette. » Pour en achever la troisième version - ce jeune homme ne supporte pas le débrailé stylistique -, Radiguet se réfugie avec Cocteau à l'hôtel Chantier, à Piquey, sur le bassin d'Arcachon. Il lui faut une machine à écrire. Georges Auric débarquera un jour avec la machine... et son piano. Il dactylographiera le manuscrit sous la dictée de Raymond. Un *dactyla walk* sous les auspices de l'Amitié.

François Bott revisite les lieux, les villégiatures, les « images d'automne », ressuscite « l'âme des automobiles » et les « femmes de 1920 ». Il nous parle du chapeau melon, de l'art de manger des crêpes, tout en nous offrant « des adieux à Bordeaux ». Il nous fait traverser avec éclat la mythologie du siècle et retient « les mouvements d'un cœur » en perçant la nuit. À l'aube, lorsque la fête est terminée, le comte F. B. nous suggère de chausser *Les Pantoufles de Marcel Proust* (2). Son recueil de chroniques - parues dans *Le Monde* du printemps 1991 au printemps 1995 - permet de retrouver tous les invités du bal. Il n'y a que la littérature pour fouetter ou calmer la vie. Au fait, que faisiez-vous, monsieur le comte F. B., en juin 1903 ?

Olivier Frébourg

(1) Œuvres complètes de Raymond Radiguet, édition établie par Chloé Radiguet et Julien Cendres, Stock, 1993, 840 p., 240 F.

(2) Le Monde Éditions, 225 p., 85 F.

Dernières livraisons

LITTÉRATURE FRANÇAISE

LA RAGE AU BOIS DORMANT, de Christiane Baroque
Reconnue pour ses recueils de nouvelles, Christiane Baroque compose ici un roman en forme de carrefour où se rejoignent d'innombrables routes de l'histoire, où les destins s'entrecroisent. Dans une petite ville du Sud située au point de rencontre de la mer, d'un fleuve et d'un marais, deux amies confrontent leurs souvenirs et ceux de leurs familles. Toutes deux mal aimées par leur père, elles partagent aigreur et rage, tandis que la guerre les rapproche : l'une rejoint le maquis, l'autre sert la même cause en soutenant des renseignements aux officiers allemands dans le bordel de luxe où elle officie. Christiane Baroque passe d'une femme à l'autre, d'un narrateur à l'autre, éclairant les personnages sous différents points de vue, à différents moments de leur histoire, avec une virtuosité parfois complaisante. Et sans se douter que le lecteur, entre-temps, peut avoir perdu le fil (Grasset, 330 p., 125 F.).

LETTRES ÉTRANGÈRES

DESTRUCTION, de Pa Kin

Le 22 août 1927, Sacco et Vanzetti sont exécutés. Le 23 août, Pa Kin (Ba Jin), qui avait correspondu avec Vanzetti dans les derniers mois de sa réclusion, apprend la nouvelle. Avec son frère, dont il s'est éloigné en raison de divergences politiques, Vanzetti est son héros. Pa Kin est alors à Paris. Il a vingt-trois ans, un passé d'éblouissements humanitaires. Ce contexte souligne le puissant intérêt de l'éditio - soixante-huit ans après - de ce premier roman : *Destruction*, écrit en France, dans la fièvre, par un jeune Chinois (né en 1904) qui deviendra l'un des écrivains majeurs de ce siècle. Le roman, d'une étrange beauté, est accompagné d'une introduction signée des traducteurs et de textes essentiels de Pa Kin dans lesquels il explique son parcours d'écrivain et la genèse de ce roman. Plus qu'une curiosité littéraire, *Destruction*, roman sombre et brutal, met à nu les contradictions cruelles qui hantent un jeune homme déchiré entre le bien et le mal. Ce livre capital nous fait découvrir - ou comprendre - un écrivain de la veine de Dostoïevski (traduit du chinois par Angel Pino et Isabelle Rabut, éd. Bleu de Chioce, 256 p., 149 F.).

LE JARDINIER DE SARAJEVO, de Miljenko Jergovic

Loïn de la Bosnie que nous décrivait les journalistes, la réalité d'hommes et de femmes qui, leurs rêves et leurs ambitions ébranlés, s'efforcent de continuer à vivre dans les conditions que leur impose la guerre. Combler le vide, lutter contre la solitude, préserver sa dignité... Les personnages attachants de ce recueil de nouvelles s'appliquent à perpétuer les gestes simples de leur quotidien en les sublimant comme des plaisirs précieux. Miljenko Jergovic raconte que les cactus n'aiment pas être déplacés, doivent être arrosés à heure fixe et meurent lorsqu'on les transporte dans une cave. Qu'en est-il donc des hommes contraints à se terrer dans des abris ? L'humour noir et les mots vrais de l'auteur traduisent sans détours les odeurs et les tons, l'atmosphère du quotidien de Sarajevo. Lauréat de différents prix littéraires, Miljenko Jergovic est rédacteur en chef de l'hebdomadaire croate *Nedjeljina Dalmacija*, et écrit pour plusieurs journaux en tant que critique littéraire (traduit du bosniaque par Mireille Robin, Nil éditions, 180 p., 97 F.).

Nature, Science, Eugénisme



JACQUES TESTART

Des grenouilles et des hommes

Conversations avec Jean Rosland

STOCK

266 p.
120 F.

Un fascinant dialogue à peine imaginaire.

Stock

des poètes

3^e BIENNALE
INTERNATIONALE
des poètes
EN VAL-DE-MARNE

9-19 NOVEMBRE 1995



Initiative du Conseil général du Val-de-Marne
11, rue Ferdinand Roussel
94200 Ivry-sur-Seine
tel. (1) 49 59 58 50, fax (1) 46 72 72 71

Département
du Val-de-Marne
Conseil général



D'autres mondes
PAR NICOLE ZAND

Passion islandaise

LE VOLEUR DE VIE
(Timapjofurinn)
de Steinunn Sigurdardottir.
Traduit de l'islandais
par Régis Boyer,
Flammariion, 214 p., 100 F.

Le dépaysement qui vous saisit d'entrée ne vous lâchera pas. Le souffle d'un écrivain qui ne ressemble à rien d'autre. Et pourtant, la douleur qui s'exprime au long des pages de cet étrange roman n'a rien de vraiment original : une femme proche de la quarantaine, célibataire, aristocrate, riche, séduisante, cultivée, va se laisser emporter par une passion - non partagée - qui va oblitérer toute sa vie ; par une attente, qui est une forme d'autodestruction qui ne peut mener qu'à la folie. Thème universel s'il en fut. Tout est dans l'originalité du style, dans le rythme essoufflé d'une écriture faite d'une suite de scènes rapides, de souvenirs d'enfance, d'états d'âme, de comptes à rebours, de lettres, de poèmes en prose, de journaux intimes, qui se bousculent, comme emportés par un mouvement qui déferle par vagues accumulées des strates de détresse silencieuse insoutenable. Cloran disait qu'« au-delà d'un quart d'heure de douleur d'un autre nous étions insupportables » ; mais il faut reconnaître qu'il y a chez Alda un art de la souffrance tout à fait bien éduqué, presque désinvolte, qu'elle sait ne pas rendre pesant. Pour les autres.

Alda Ivarsen - son prénom en islandais signifie « la vague » - est professeur d'anglais et d'allemand dans un lycée d'Islande. Ses nombreux amants se succèdent, sans émoi particulier, se succèdent parfois, sans qu'elle se sente concernée, s'effacent, au vu et au su d'Alma, sa sœur, et de Sigga, sa nièce, qui partagent avec elle la propriété familiale. Jusqu'au jour, le plus court de l'année, où tout va être bouleversé dans sa vie : « J'ai créé cet homme comme si j'étais Dieu. J'ai construit mon œuvre par un simple regard et je l'ai occupé en lui caressant le front, les mains, le poitrine, les jambes, le dos et le ventre. Cet homme est mon œuvre. Qu'arrive-t-il à ceux qui fuient leur créateur ? Qu'arrive-t-il au créateur lorsqu'il se retrouve brusquement dépossédé de son œuvre ? » Cent jours d'extase amoureuse et de brusques accès de tendresse pour le professeur d'histoire spé-



Steinunn Sigurdardottir : à la façon d'un poète

cialiste du Moyen Âge, le « nouveau d'histoire », un homme marié, qui partage avec elle la même salle des professeurs, et qui finira ministre. Cent jours - entre le 21 décembre et le 1^{er} avril - de la nuit polaire ponctuée d'aurores boréales. Cent jours pour tout ce qui reste d'une vie... « Valia que tu as quitté ton refuge, mon ours aimé, je ne te suis pas des yeux, j'éclate la Valse triste, cinq fois. Puis je prends deux coquets de vallum, même si c'est quelque chose que je ne fais jamais. »

Ce roman, *Le voleur de vie*, nous vient du Grand Nord. D'Islande.

Un art de
la souffrance
presque
désinvolte

Un pays littéraire à peu près inconnu, même si c'est celui du grand Halldor Laxness, prix Nobel de littérature 1955. L'auteur, une grande fille au nom exotique, Steinunn Sigurdardottir, surtout poète et traductrice, née en 1950 à Reykjavik, a publié son premier recueil de poésie à l'âge de dix-neuf ans, à l'époque où, étudiante, elle était venue en France pour la première fois. Pour faire les vendanges. Grande voyageuse, elle est à nouveau à Paris pour quelques mois, installée spartiatement à la Cité des arts. Après des études de psychologie et de philosophie à l'université de Dublin, elle a été journaliste, correspondante à l'étranger. Elle a fait paraître quatre volumes de poésie, deux recueils de nouvelles, écrit des pièces de télévision ; elle a traduit des pièces de Tom Stoppard, un roman d'Iris Murdoch. Dans son deuxième roman, *Le Dernier Mot*, elle s'est servie des notices nécrologiques qui paraissent dans les journaux islandais : « Je n'ai

rien inventé. J'en ai fait un livre un peu morbide. On a trouvé mon idée originale et le texte drôle. »

Paru en 1986, *Le voleur de vie*, son premier roman, qu'elle a mis sept années à écrire, a connu un grand succès dans toute la Scandinavie, et, par son originalité dans le traitement d'une obsession, mérite qu'on lui consacre une chronique. « En 1979, explique-t-elle, j'avais décidé d'écrire un livre sur une femme brusquement abandonnée par l'homme qu'elle aime. Or, des années plus tard, j'étais toujours plongée dans la rédaction de ce livre que je composais plutôt à la façon d'un poète. La prose traditionnelle me paraissait impropre à décrire les moments où la passion aveugle le personnage d'Alda. Mon voleur de vie ne devait aborder qu'un unique thème, et c'est pourquoi il n'était pas destiné à devenir un roman proprement dit. En 1983, je me suis retrouvée avec quelque quatre cents pages auxquelles il fallait trouver leur forme. »

C'est une sorte d'asphyxie de l'esprit que la romancière analyse, sans larmes et, sans cris, entraînant de plus en plus profondément dans les émotions de l'héroïne dans, en apparence, veut d'abord continuer à vivre normalement, à appeler (en raccrochant quand elle entend au téléphone la voix de l'épouse), à enseigner (« Enseigner est probablement une des plus terribles professions qui soit pour quelqu'un qui n'est pas très équilibré... »). Les élèves m'observent d'un air sauponneux. Quels rats ! », à avoir des aventures, à voyager.

On la retrouve à Mexico, à Paris, à Dublin, à Londres, en Italie, à la Nouvelle-Orléans. Elle écoute Satie, regarde des films - *Casablanca* et *Les Enfants du paradis* -, lit Dostoïevski, se soie dans l'alcool, dans tous les alcools des pays traversés. Toujours parfumée avec « L'air du temps » de Nina Ricci. La pudeur du désespoir...

« Si jamais je m'endormais à tes racines, viens me retrouver dans mon rêve et apprends-moi à devenir un arbre dansant avec une cime sur laquelle le soleil brille. Je rêve que nous sommes deux arbres côte à côte dans la forêt et que nos cimes vivantes s'embrassent, formant les racines du ciel... » Peu à peu, tout se délite, se déglutit. Est-ce son corps qui lâche ? Est-ce son esprit ? « Je ne serai pas un beau cadavre. Mais qu'est-ce que ça peut bien faire puisque je ne connais aucun nécrophile (autant que je sois) ? »

La narration se fait de plus en plus hachée, toujours froide et réservée, contrastant avec la passion qui la mène à la mort, tandis qu'elle ne cesse de se poser la même question : « Pourquoi m'as-tu rejetée ? », tandis que la hante la peur de vieillir dans la solitude, tandis qu'elle sait qu'elle n'aura jamais d'enfant, tandis qu'elle partage la vie d'un homme, Simon, qui dit « l'aimer autant que sa première femme » ! « Peut-être qu'en tant qu'être humain une femme ne peut rien souhaiter de mieux que de se débarrasser en paix au meilleur endroit de la ville, au bord de l'eau, avec vue sur les cauchers de soleil, pourvue de nourriture et de baissans apportées par un petit vieux qui l'admire ? »

L'étrange livre. L'étrange romancière. Elle mérite qu'on s'attarde un peu sur cette passion islandaise.

ENTRETIENS AVEC LES FLEURS
de Kazik Hentchel.
Traduit du polonais
par Irène Drogman et l'auteur,
Stock, 180 p., 120 F.

L'affaire est entendue : l'Histoire est bien un cauchemar dont il faut s'éveiller. Une seule question subsiste : comment ? par quels moyens ? On pourrait juger de la pertinence et de la puissance d'une œuvre littéraire à la réponse qu'elle apporte à cette interrogation de fond. Quel est son diagnostic sur la société de son temps ? Quelle force de résistance constitue-t-elle face à la logique mortifère de l'espèce qui, au oom de son intérêt supérieur (l'Histoire, la petite ou la grande, n'a pas d'autre justification), écrase les individualités, arase les singularités, traque les exceptions, étouffe la pensée, fuit le style et trouve sa jouissance morbide à transformer la société en un vaste théâtre d'ombres ?

Ces questions ne sont pas nouvelles. L'après-guerre les a posées avec insistance, mais l'après-guerre est loin ; soyons bico cnoocientés que les temps ont changé. On pensait alors qu'il pouvait y avoir une « bonne » société, une « bonne » communauté humaine. Cette croyance était trahie par le fait qu'il existait deux grands types de sociétés, opposées, irréconciliables, et deux types d'hommes. Entre, il y avait un mur, infranchissable. Le mur, en vérité, aussi meurtrier qu'il fût, était en toc. Il s'est effondré de lui-même. Les illusions auraient dû suivre. Est-ce le cas ? A lire ce qui se publie ces temps-ci sous le oom de littérature, on peut en douter.

Il faut que ce soit un drôle de parolien sans parole, je veux dire un indigène sans pays, un natif sans nation, un écrivain sans patrie ni patrie, un Polonais, qu'il s'agit de dire, selon Jarry, l'habitant de ce cercle dont le centre est partout et la circonférence nulle part, ou, il faut que ce soit un Polonais sans Pologne, qui vit aujourd'hui dans un hypothétique pays qui s'appelle encore (pour combien de temps ?) la France, qui vient nous cracher le morceau sur ce que nous sommes, d'où nous venons, d'où nous allons.

Il nous avait déjà, il y a dix ans de ça, dans *Liturgie polonaise* et dans *Le Secret de la confession*, mis en garde contre notre indécorable foi en l'Hôdome, comme prononce son ancien voisin de paber Jean Paul II, contre nos douliets nids idéologiques, philoso-

pbiques, religieux, d'nù les terribles bouleversements de l'Europe n'avaient pas réussi à nous déloger. Cette fois, dans ses *Entretiens avec les fleurs*, Kazik Hentchel, le confesseur sans égise, le médecin des âmes qui, oo va le voir, se s'intéresse qu'aux corps, hausse le ton. Il commence par affiner son analyse. Après le diagnostic, les pronostics. Gare à ce qui oous attend ! Et plus question de garder le secret, le temps presse ; d'auriculaire, la confession devroit publique. Las sans doute d'être le réceptacle des lamentations, des pleurnicheries, des algres protestations des culpabilisés défilant dans son confessionnal, le « Père » Hentchel décide de s'entretenir avec des fleurs, avec une en particulier, la bleue nommée Proemonita. Figurez-vous que les fleurs ont plus à nous dire sur nous-mêmes que le plus pointu de nos philosophes. Toutes enracinées qu'elles soient, elles sont plus légères, plus libres, plus actives que les humains lourdement empoités dans leurs divers terreaux et fumiers.

ART DU DIALOGUE

C'est une des leçons du roman de Kazik Hentchel. Soit dit eo passant, sa lecture devrait oous rappeler ce qui, de l'art du roman, a été dommageablement oublié par beaucoup de nos auteurs contemporains : l'art du dialogue, de l'échange, de la controverse, de la vérité qui n'est pas une, mais éclatée, multiple, contradictoire, incalculable. Que de saints Jean-Bouche-d'Or dans la profession de l'écrit ! Que de sujets oraculant et prenant le pot où ils macèrent pour la caisse de résonance de la Vérité ! Ne soyons pas surpris si parfois un petit vent de paranoïa les prend dans ses tourbillons. Que n'ont-ils, pour causer calmement, une fleur à leur portée !

Que raconte le roman de Kazik Hentchel ? Des histoires terribles et drôles. Des histoires de métamorphoses monstrueuses, de nécrophagies, de possessions et de dépossessions, des histoires de doubles, de robots, de marionnettes, de sosies, de simulacres et de fantômes. Il fallait un « né en Pologne » provisoirement transplanté eo France, c'est-à-dire un sujet ayant l'habitude de franchir les frontières, doublé d'un expert en croisements, greffes, mélanges et bouturages divers, pour que soit exposée, mise à nu, et cela dans la fantaisie la plus débridée, dans une effervescence carnavalesque, notre omnipotente, omniprésente société du spectacle.

Entretiens avec les fleurs est le récit cynique, la saga enlueuse, du parasitage et du clonage généralisés. Oh ! il n'est pas le premier, Kazik Hentchel, à nous entretenir de la manière dont les forces du oéant - le « parti de la mort », comme il les appelle - mènent leur offensive contre les corps et contre les esprits. Rappelez-vous les fulminations d'Artaud, qu'on ne veut toujours pas entendre. Comment, dès la naissance, on lui a subtilisé son corps pour l'introduire de force dans une peau qui n'était pas la sienne, nne dépollu-tombeau. Artaud en a terriblement souffert, et il a protesté, montré le poing, buré qu'on n'allait pas « éternellement lui pisser sur la gueule » et lui « bouffer son moi et son cul ». C'était une époque. Je l'ai dit, les temps ont changé. Les protestations indignées ne peuvent plus grand-chose. D'autres stratégies de résistance sont à inventer. Ainsi le romao a-t-il, au milieu de cette danse des spectres, un rôle majeur à jouer. Le roman comme l'entend Heotchel, bien sûr : une inyeuse farce macabre, un conte drôlatique, une comédie florale bouffonne d'où tout pathos est banni.

Finies les révoltes contre les « supôts », finies les « supplications ». A leur place, un enchaînement de courtes scènes obéissant à la logique du rêve et des jeux de langue. Voici un canari qui bombarde de fientes une plante et la fait dépérir, la plante lâche son venin, bouffe le canari, un chat grignote la plante, la plante s'éteint, un peintre l'engraisse alors de son sperme, la plante reprend vie, grossit et parasite le peintre, ce peiotre qui au début lui aussi s'étoilait et s'était nourri de la célébrité de son beau-père puis avait aussitôt engrossé sa propre œuvre du cancer de sa femme, avant qu'à son tour il ne soit phagocyté par les vrilles mortelles de sa chère Proemonita...

Tout un cycle de guerres, de dévotions mutuelles, de gros. Un cycle infini, infernal, grotesque, aux mille péripéties, et au cours duquel vous ne serez pas surpris de rencontrer, à l'occasion d'un congrès de sosies, cinq Dirk Bogarde, trois Alice Toklas, un lot de Dames de fer fleurissant avec une floppée de Gertrude Stein, deux Proust, un Kafka se prenant pour Balzac...

Un monde de duplicata nous menace. Comment y échapper ? Lisez ce guide pratique d'un mutant, cet ancien confesseur devenu jardinier. Il se termine sur un happy end.

Jacques Henric

Amère robinsonnade

Une île du Pacifique, des écologistes, des essais nucléaires...
Vue par J. G. Ballard, la fable tourne vite au cauchemarLA COURSE AU PARADIS
de J. G. Ballard.
Traduit de l'anglais
par Bernard Sigaud,
Fayard, 318 p., 130 F.

De prime abord, *La Course au paradis* se présente comme un roman bien éloigné de la science-fiction, le genre qui a rendu Ballard célèbre à travers le monde entier. Il paraît même si bien ancré dans son époque que les essais français de Mururoa lui confèrent une actualité brûlante. Ne commence-t-il pas par le récit d'une campagne écologiste conduite par un médecin anglais aux allures de prophète, le docteur Barbara Rafferty, pour sauver les albatros d'une île du Pacifique, Saint-Esprit, sur laquelle le gouvernement français a entrepris de procéder à de nouvelles explosions atomiques ?

Si le premier raid, mené par un maigre et bien inoffensif commando, s'achève sur le triomphe facile d'une patrouille de militaires, la cause des albatros gagne un martyr, dont le docteur s'emploie activement à tirer parti pour mobiliser l'opinion publique mondiale en faveur des grands oiseaux. Et, à la deuxième expédition, effectuée dans des conditions très différentes de la première, sous l'œil indiscret des caméras, ce sont les écologistes qui

prennent finalement le dessus. L'armée française doit plier bagage. Saint-Esprit délivrée de ceux qui apparaissent comme ses mauvais génies, le docteur Rafferty entreprend, avec l'aide de la petite troupe composite de ses compagnons d'aventure, de transformer l'atoll en réserve pour toutes les espèces menacées du globe, une sorte de paradis écologique. Mais la réalisation de ce rêve pour lequel elle a si longtemps milité ne la satisfait que peu de temps. Elle va s'employer à apporter quelques retouches de son cru à cet Eden reconstruit.

MONDE IDÉAL

Et c'est alors que tout bascule, que la fable tourne au vinaigre, que l'intrigue vire insidieusement au cauchemar. J. G. Ballard retrouve le goût de la conjecture pour raconter l'évolution de cette micro-société, livrée au bon plaisir d'un vénétré névropathe qui passe insensiblement de la robinsonnade austère à la formation d'une secte pratiquant une forme extrême de ségrégation sexuelle. C'est que le docteur Barbara, qui avait naguère été condamnée pour avoir pratiqué massivement l'euthanasie, avant de se consacrer, dans sa lutte pour la sauvegarde des albatros, « à la vie plutôt qu'à la mort », a retrouvé, sur Saint-Esprit, ses pulsions originelles et l'occasion d'expérimenter, grâce à l'autorité

qu'elle exerce sur ses ouailles, sa propre conception d'uo monde idéal, un sanctuaire où la gent masculine est réduite à la seule fonction reproductrice. L'aventure s'achèvera évidemment dans la démente et le massacre...

La Course au paradis entretient avec *Le Massacre de Pangbourne*, un court roman précédent de l'auteur (1), d'évidentes relations. Dans un cas comme dans l'autre, il pousse jusqu'à leurs conséquences les plus extrêmes les dévoiements possibles de certains des grands courants de pensée de l'époque et dénonce, sous la forme de fables amères et glaçantes, la tentation d'utopies réductrices.

Avec *La Course au paradis*, J. G. Ballard pointe de possibles dérapages écologistes - « Toute vie était précieuse, mais l'albatros et le lamantin avaient maintenant priorité sur l'humain » - et prolonge le discours féministe jusqu'à un point ultime de discrimination sexuelle. Mais il les incarne en un personnage si puissamment hamé par ses démons, si charismatique dans ses excès mêmes, que le lecteur éprouve pour lui la même fascination étonnée que Neil, le témoin privilégié de l'étrange odyssée de la doctoresse anglaise.

Jacques Baudou

(1) Belfond, 1972.

Connaissez-vous réellement
les Harpies ?GUIDE
MYTHOLOGIQUE
DE LA GRÈCE ET DE ROMÉ

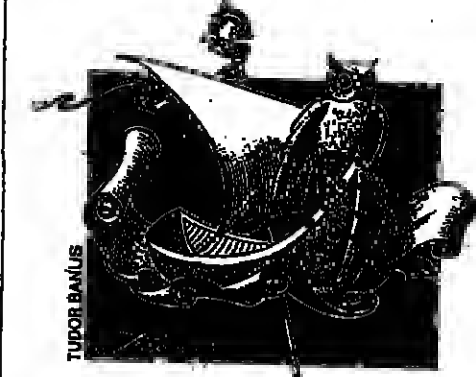
GEORGES HACHUARD

FAIRE LE POINT-REFFERENCES :

Pour réviser, vérifier... ou satisfaire sa curiosité.

سكيا في الاميل

LE FEUILLETON DE PIERRE LEPAPE



LA FOLLE ALLURE
de Christian Bobin.
Gallimard, 142 p., 85 F.

LES INNOCENTS
de Frédéric Boyer.
POL, 186 p., 110 F.

L'ENNEMI D'AMOUR
de Frédéric Boyer.
POL, 90 p., 65 F.

Les livres à scandale trompent leur monde. Le bruit qu'ils font, les échos qui les répercutent donnent l'impression qu'ils occupent toute la scène, qu'il n'y en a que pour eux, qu'ils apportent la révolution dans l'époque qui les voit naître. Et l'histoire littéraire, qui demeure obnubilée par l'événement, l'accident, la rupture, entretient l'illusion. Elle souligne les nouveautés mais néglige les permanences. Or, dans ses continuités, dans sa masse, dans les pesanteurs de sa sociologie, la production et la lecture des livres sont dominées par le conformisme, le lénifiant, le bien-pensant, le consolant, la rassurante reproduction de l'identique. Un volume des *Fleurs du mal* pour mille volumes de *L'imitation de Jésus Christ*. Et même si notre époque, qui a plus d'estomac que d'âme, fait un accueil également enthousiaste aux restaurants du Guide Michelin et aux encyclopédies de Jean Paul II, elle sait encore réserver de douillettes petites niches aux ouvrages sulpiciens.

L'adjectif « sulpicien » ne renvoie pas à une esthétique fixe et précise. Chaque époque produit son sulpicien, fait d'emprunts populaires aux tendances artistiques dominantes, en littérature, en musique, en peinture, en sculpture. Dans l'imagerie, par exemple, on ne présente plus guère de nos jours ces cœurs sanglants et percés d'épines qui enchantaient de leurs débordements doloristes les murs des chambres pieuses des années 30. Mais le thème a été ré-

cupé par d'autres officines sulpiciennes, celles de la religiosité révolutionnaire, où le cadavre de Che Guevara troué par les balles propose en T-shirts ou en posters une transcription assez fidèle du Christ au tombeau. Ce qui caractérise le sulpicien, ce n'est donc ni une forme d'art, ni l'acceptation d'un dogme, ni la revendication d'une foi – toutes choses compatibles avec la création la plus haute et la plus libre –, c'est une morale de la représentation : dans un but d'édification, l'écrivain – ou le peintre, ou le musicien – sulpicien représente le réel au moyen de deux ou trois éléments simples et stables indifféremment choisis dans la réalité ou dans l'arsenal symbolique. Au monde compliqué, ambigu et inquiétant que nous traversons, à la discussion des idées, aux contradictions, aux subtilités des raisonnements, il oppose une rhétorique apaisante de la naïveté, de la simplicité, de la lisibilité immédiate et de l'évidence foudroyante. Comment n'aurait-on pas envie de le croire ?

Christian Bobin est un écrivain qui dispose d'un registre limité, mais agréable. En quelques années, à coups de petits livres modestes et bien faits, d'abord publiés chez de bons éditeurs de province, il s'est construit un public fidèle que méritaient les séductions de sa prose limpide et légère. Bobin est sans prétention, c'est même l'essentiel de son art d'écrire : « *Il y a une joie dans le monde. Une joie élémentaire de l'univers que l'on osse briser chaque fois que l'on prétend être quelqu'un ou savoir quelque chose.* » Va pour la joie : il n'y a pas, après tout, assez d'écrivains qui admettent avoir fait vœu de pauvreté littéraire pour qu'on reproche à celui-là son humilité. Quand tant de littérateurs forcent leur voix pour se faire entendre dans le concert, on salue celui qui avoue fredonner.

Tout naturellement Bobin a consacré un joli livre tout mince à François d'Assise. La joie, la modestie, la pauvreté, les petits oiseaux, c'était une mélodie à sa convenance. Et le succès considérable qu'a recueilli ce charmant ouvrage n'a pas changé son auteur ; il a simplement écarté de lui – provisoirement, on l'espère – l'ombre du doute. Désormais sans doute et sans ombre, Bobin a pu glisser sans retenue sur sa pente : la simplicité est devenue simpliste, et l'écrivain n'a plus su faire la différence entre le bêt et le bête. *La folle allure* offre un résumé à peu près complet de ce qu'on peut appeler la manière Bobin. Cent quarante pages d'émerveillement sur la beauté du monde. Les fleurs, les animaux, le chocolat, les clowns, les vieillards, les fous. Et

Jean-Sébastien Bach, que l'héroïne du roman vénère sans doute parce qu'il fait des fugues, comme elle. Il y a bien sûr des rabat-joie dans *La folle allure*, ceux qui se préoccupent de l'avenir plutôt que de picorer le présent, ceux qui obscurcissent par des pensées le dialogue avec le monde, les sérieux, les préoccupés, les possédés, les lourds. Mais leur présence n'est pas inquiétante, on devine qu'ils seront écartés de la route que se fraie la joyeuse héroïne.

« *Je n'écris pas avec de l'encre, j'écris avec ma légèreté* », dit un moment la jeune femme. A n'en pas douter, Bobin voudrait faire la même chose. Et c'est vrai que son livre ne pèse pas, il s'efface au fur et à mesure qu'on le lit, comme sur les ardoises magiques avec lesquelles s'amusent les écoliers. On ne retient rien sinon un mot qui revient toutes les deux pages : le cœur. Gide aurait noté que Bobin parle du cœur comme d'autres parlent du nez. En fait, ce cœur-là ne veut rien dire, c'est un mot passe-partout qui vient à intervalles réguliers remplir les vides. C'est une paresse. Peut-être est-ce d'ailleurs l'un des caractères majeurs de l'écriture sulpicienne – et l'un de ses plus sûrs attraits – que d'être paresseuse.

à une rhétorique de la répétition qui s'obstine à scier et à scier encore la même langue de bois. « *Je demande pardon d'insister autant* », écrit Boyer à l'avant-dernière page de son oraison, comme s'il se rendait compte qu'il lasse. Et c'est peut-être pour tenter d'échapper aux vertiges de l'ennui qu'il double *L'ennemi d'amour* d'un roman qui est l'illustration de son discours : « *Chaque personne est chère au cœur de Dieu qu'elle a trahi. (...) Même la plus vieille, la plus sale, la plus usée des personnes reste fraîche, reste belle. Comme une jeunesse. Comme une enfance ignorée dans le cœur ami de Dieu.* » Dans *Les innocents*, Boyer va donc s'employer à mettre en scène deux criminels particulièrement monstrueux, Ann et Abel, afin de mieux faire ressortir la part mystérieuse d'innocence qui gît dans les existences les plus déshéritées. L'intrigue des *Innocents* joue, non sans habileté, avec la grisaille et le paupérisme. Dans une médiocre pension de famille de l'île de Batz débarque un minable employé de bureau. A cinquante ans, il découvre l'amour auprès d'une serveuse de l'hôtel, triste et fanée, mal mariée et mère de deux enfants. Ces deux êtres maltraités ont la révélation de ce que peut être la vie. Ils décident donc de tout effacer du passé, à commencer par le mari et les deux enfants, qu'on retrouvera assassinés. Mais, ce geste accompli, Ann et Abel n'ont plus d'autre force que de se terrer à quelques kilomètres de Batz et, finalement, de se livrer à la police.

On imagine bien le roman que Simonon aurait tiré d'une telle histoire, dans le genre mystère laïque. Ou celui qu'aurait pu construire Bernanos pour y faire flamber les cruautés de l'enfer et les fulgurances de la miséricorde. Mais le temps n'est plus, semble-t-il, de ces grands écrivains religieux qui dévastaient la littérature à coups d'ostensoir. Boyer se contente de retourner laborieusement son petit lopin, comme si, pour parler des pauvres, il convenait que l'art soit pauvre également. Plutôt que d'avoir des personnages à découvrir, nous n'aurons donc que des ombres, des formes, des signes, sans rien qui puisse aider à tracer un caractère, à imaginer un comportement, à construire une explication. Certes, ces absences sont voulues, revendiquées par l'auteur, qui désire que ses héros dérisoires échappent à toutes les analyses, à toutes les raisons, afin de mieux figurer l'absolu de la faute et l'absolu du pardon. Mais ils deviennent alors, pour nous lecteurs, si schématiques, si dépourvus d'intérêt, que rien de ce qu'ils font ou ne font pas ne nous émeut ni nous attache. Ils ne sont que des mots et des prétextes à mots, simples figures d'une parabole que trois pages eussent suffi à nous faire comprendre.

Et c'est encore l'un des traits de l'imagerie sulpicienne que de tout sacrifier à la figure, à la manière la plus plate et la plus bavarde de représenter.

Le retour des sulpiciens

Le cœur revient aussi souvent dans les deux livres de Frédéric Boyer ; mais il ne s'agit chez lui que d'une abstraction parmi d'autres : reviennent également en litanies « *innocence* », « *culpabilité* », « *trahison* », « *amour* », « *douleur* », « *pauvres* », « *mystères* » et quelques autres. Boyer aime les litanies. Quand il tient un mot, il le martèle dans tous les sens jusqu'à en faire un chapitre. Ou même un livre. *L'ennemi d'amour* est un petit texte qui tient sur deux mots : « *Il n'y a pas d'amour sans trahison* ». Chacun aura reconnu le thème d'un prêche que pourrait prononcer l'un de ces grands orateurs chrétiens si doués pour impressionner l'âme des fidèles. C'est un genre littéraire qui a ses titres de gloire et ses auteurs de génie. Mais Boyer n'est ni Bossuet ni même le R. P. Carré, et son plaidoyer pour Judas ne brille ni par son originalité théologique ni par les fastes de son éloquence ; celle-ci se cantonnant

LA SANTÉ PARFAITE
Critique d'une nouvelle utopie
de Lucien Sfez.
Seuil, 406 p., 140 F.

On l'a répété jusqu'à épuisement de l'intérêt : la post-modernité, c'est le chantier des déconstructions, l'éphémère, le simulacre, le vide. Les mythes et idéologies se dissolvent, les utopies se fanent, le sens disparaît. C'est oublier, bien légèrement, l'instabilité de cet état de manque.

Lucien Sfez s'attache donc à la recherche de ce qui, déjà, contribuerait à le corriger. Sa visée : « *Décrire ces discours et ces pratiques qui organisent à nouveau le sens [en] s'érigeant en utopies scientifiques* ». Ces utopies engagent l'homme dans la conquête de la perfection : perfection de lui-même, de la planète qui est son lieu, et des êtres artificiels créés par les technologies de la simulation. Une formule désigne l'entreprise : la Grande Santé. Elle est empruntée à Nietzsche, au final de *Zarathoustra*, appelant à réaliser la surhumanité.

EXPLORATION
La longue exploration de Lucien Sfez procède, pour une part, à la façon des ethnologues : il fait son terrain de ces lieux où la technoscience opère et où se forment les commentaires, en Europe, aux Etats-Unis, au Japon. Il tient le Journal de la recherche – et en restitue des extraits, recourt aux entretiens, traite tous les documents collectés.

Une exploration parallèle, dans le monde des textes, rétablit des liens avec les idéologies et les utopies du passé, avec les écrits philosophiques qui éclairaient les justifications produites par les plus fermes défenseurs des avancées audacieuses de la connaissance et des technologies. Cette exploration s'attache aussi à la littérature alliant science et fiction, notamment à la quadrilogie de Isaac Asimov, savant et romancier, décrit la genèse de la Nouvelle Fondation.

Partant à la découverte critique des « *composants des utopies occultes* », celles qui prennent racine dans la science et les nouvelles



technologies, alors que le sacré, le pouvoir et la contestation sociale offrent désormais des terrains moins propices. Lucien Sfez ne cède pas aux facilités de l'antiscience. Les progrès additionnés, les efforts bienfaisants sont rappelés.

La légitimité scientifique n'est pas en cause, mais les emportements qui ne reconnaissent pas de limites au possible et laissent espérer un homme déshérité de la fatalité biologique (moins imparfait), une planète rétablie dans son intégrité (moins « *malade* »), un monde apaisé et meilleur. Ces aspects de la Grande et Parfaite Santé constituent les trois buts donnés au travail effectué sur les « *corps* » – de l'individu, de la planète, de la société.

De là, l'exploration directe de trois terrains. En premier lieu, celui où se réalise le projet Génome humain durant la dernière décennie. La génétique et la biologie moléculaire décryptent progressivement le code de la vie et commencent à

donner les moyens d'agir sur ses réalisations. On s'exalte : « *Pour la première fois dans l'histoire des temps, une créature vivante comprend son origine et peut entreprendre de dessiner son futur.* »

Tout va très vite par la mondialisation du projet, par l'effet d'intérêts financiers escomptés avec l'exploitation des biotechnologies. Sfez évoque le système de décision qui régit les choix, fait l'inventaire des acquis dérivés, notamment en médecine, prédictive et curative, et il rappelle les problèmes légaux et éthiques qu'ils posent. Mais, ce qui fixe son attention, c'est l'emballage du langage, les métaphores conduisant à invoquer un « *Grand biologique* », à « *fétichiser l'ADN* », à surdéterminer le « *pouvoir des gènes* », etc. Dernière la recherche du plus de perfection de l'homme biologique se profile une nouvelle forme d'eugénisme, un sociobiologisme, un effacement des déterminations sociales et culturelles.

Lucien Sfez éclaire des enjeux

Le prochain paradis

Un corps inaltérable, une terre saine et des machines inusables.
Lucien Sfez analyse les facettes de la nouvelle utopie : la santé future

philosophiques : une autre approche de la thématique de la perfection, du normal et du pathologique, de l'identité et de la liberté. Son deuxième terrain ne concerne plus la Grande Santé de l'individu, mais celle de la planète. C'est la réalisation de Biosphère II à Oracle (sic) dans le désert de l'Arizona : un système clos où sont reconstitués les principaux milieux de la planète et où huit volontaires, hommes et femmes sélectionnés, ont vécu isolés de l'extérieur, produisant leurs ressources durant deux années. Il s'agissait à la fois de mieux comprendre les lois de la biosphère et d'expérimenter un modèle de station pour les colonies de l'espace.

Concrétisant l'idée d'une « *ville-monde* », associant le vivant à l'artifice des chaînes d'ordinateurs traitant une énorme quantité d'informations, l'entreprise fut contestée et ses résultats se sont révélés incertains. Là encore, il est question de perfection : concevoir la « *meilleure technologie pour le vivant* », montrer que la vie biomécanique est la meilleure, faire de l'humanité l'intendante éclairée de la biosphère.

« *VIE ARTIFICIELLE* »
Il reste une étape suprême, troisième terrain exploré par Sfez : le monde de la « *vie artificielle* », des êtres simulés, des techniques permettant d'imiter le vivant. Les plus enthousiastes des inventeurs demandent déjà que cette « *vie artificielle* » soit reconnue au même titre que la « *vie naturelle* », qu'une éthique soit formulée à propos de ces « *êtres-là* ».

C'est l'ancien grand rêve de la capacité, pour l'homme, de devenir créateur d'êtres, supérieurs à lui, l'entraînant dans une autre évolution qui permettrait l'avènement d'une humanité moins imparfaite. Vieille histoire, qui pose en des

termes nouveaux les grandes questions : celle du réel et du « *virtuel* », celle de la représentation, celle de la simulation de la vie, alors que le vivant reste en partie indéfini.

Georges Balandier

Vous pensiez vraiment que l'Europe n'était née qu'avec la C.E.E. ?

FAIRE LE POINT-RÉFÉRENCES :
Pour réviser, vérifier... ou satisfaire sa curiosité.

Tableau d'erreurs

Quand le professeur Galbraith épingle les grands de ce monde

VOYAGE DANS LE TEMPS ÉCONOMIQUE
de John Kenneth Galbraith.
Traduit de l'anglais (Etats-Unis)
par Paul Chemla,
Seuil, 286 p., 130 F.

Trente livres derrière lui. A quatre-vingt-sept ans, on peut prendre de la hauteur. C'est ce qu'a considéré le professeur Galbraith en proposant, cette fois-ci, une vue cavalière de l'histoire économique depuis la première guerre mondiale. « Cavalière » dans les deux sens du mot : perspective non exhaustive et aussi impertinente. Ce qui paraît compter dans son témoignage d'enseignant ou de responsable des affaires publiques, c'est d'abord la classe aux stupidités observées tout au long de ce parcours. « Le rôle de l'ignorance et de la bêtise dans la haute politique n'est pas un sujet couramment abordé », note-t-il au début de son ouvrage.

Il n'est tendre pour presque aucun des grands acteurs de la guerre 1914-1918. Du côté des alliés, il n'épargne ni Lloyd George et Clemenceau mais accable Churchill pour le désastre des Dardanelles et écrit que « le chagrin de Whitehall pour la perte du croiseur Hampshire fut considérablement adouci par la perte simultanée du moralisateur Kitchener ». On se doute que notre auteur n'a que mépris pour les signataires du traité de Versailles, celui-ci ayant deux objectifs de base : miner l'Allemagne et exiger qu'elle paie. On ne pouvait manquer plus au bon sens.

La liste des erreurs se poursuit, impressionnante : décision de la Grande-Bretagne de ramener la livre à sa valeur d'avant-guerre en 1925 ; spéculation immobilière insensée en Floride pendant la même période, suivie de la folie de la haute finance américaine, facilitant l'orgie boursière qui aboutit au krach de 1929 et à la grande dépression des années 30. Il faut attendre la fin de la deuxième guerre mondiale pour repartir d'un meilleur

pied, les leçons de la première ayant au reste servi pour éviter de grossières erreurs économiques, notamment en contrôlant beaucoup mieux l'inflation aux Etats-Unis.

Galbraith est aussi consterné par la première vision des dirigeants sur le tiers-monde. Comment espérer le sortir de son marasme grâce aux systèmes économiques et sociaux des pays dits « avancés » — le capitalisme ou le socialisme lié au régime communiste — alors que « le moins d'œuvre instruite et qualifiée et la discipline publique indispensable... n'existent pas » ? En fait, même dans les nations développées, la pauvreté n'est une question centrale ni pour la science économique, parce que « c'est l'un des problèmes les plus complexes et redoutables », ni pour les personnalités politiques parce qu'elles sont, pour la plupart, issues de milieux fortunés et que la conduite des affaires est faite pour leurs semblables.

Le catalogue des stupidités dressé par Galbraith (il est un peu court sur le Vietnam, peut-être parce qu'il était alors le conseiller de Kennedy) n'efface tout de même pas les aspects plus positifs de l'histoire économique et les leçons que l'on peut tirer de ce mélange. Il analyse favorablement le New Deal « en conflit... explosif avec la théorie économique admise » et la révolution de John Maynard Keynes. Pour Galbraith, il faut absolument extirper de la conscience des dirigeants anglo-saxons cette idée fausse que l'état est l'ennemi naturel de la vie économique, qu'on peut vivre longtemps dans une « économie d'équilibre, de sous-emploi ». C'est peut-être là où l'auteur est le plus courageux : pour trop de gens en place, écrit-il, « le sous-emploi est... préférable aux mesures qui s'y attaqueraient ». Cette acceptation du malheur et de la progression de l'inégalité des revenus, à peine dissimulée par des discours éblouissants, lui paraît constituer la honte de nos temps modernes.

Pierre Drouin

GÉOPOLITIQUE
de Bernard Guetta.
Ed. de l'Olivier, 329 p., 130 F.

Le genre est périlleux. En fixant en un volume une sélection de ses chroniques matinales de France-Inter, de 1991 à 1995, Bernard Guetta a pris un risque. Son pari est de triompher d'une double fugacité : celle de la radio, dont la souplesse ne souffre pas aisément de se figer dans l'écrit au-delà de l'instant qu'elle a épousé ; celle du commentaire donné à chaud que la suite de l'histoire peut constamment démentir.

Or, le succès est là : la mosaïque, une fois tous les petits morceaux rassemblés, donne à voir fort bien son dessin.

par Jean-Noël Jeanneney

Il y a l'unité, d'abord, d'un style vif, que marque le tempo défini par l'antenne (il faut « avoir son texte en bouche »), et dont la fermeté triomphe des nuances nécessaires et des concessives inévitables. La chronique impose ses trois minutes comme le sonnet ses quatorze vers. Elle exige un sens sûr du « coup d'archet » comme de la « chute », avec, dans l'intervalle, une ligne claire, une anecdote, trois arguments... Bernard Guetta n'est jamais aussi efficace que lorsque, par d'un propos presque banal qui flotte dans l'air du temps, il vous saisit sans crier gare et vous entraîne vers un aperçu neuf.

Unifiant est aussi l'acquis de son expérience spécifique, que démontrent, après une décennie au *Nouvel Observateur*, trois étapes majeures : il a été, les lecteurs du *Monde* s'en souviennent, correspondant de ce journal à Varsovie où il a suivi, de 1981 à 1983, l'épopée de Solidarnosc et où il s'est fait, selon ses propres termes — voir la de ses écrits explicites — le « héros des dissidents », puis à Washington jusqu'en 1987, dans les (presque) dernières années du monde bipolaire et enfin, à partir de 1987, à Moscou, où il fut un truchement précieux pour nous faire suivre et comprendre la *perestroïka* et la fin du soviétisme. Ajoutez, antérieurement, une enfance marocaine, ajoutez une culture marquée par

Célébration du politique

Complexe, le monde d'aujourd'hui ? Certainement. Illisible ? Sûrement pas. Contre les scepticismes à la mode, Bernard Guetta fait l'éloge de la volonté



Pour une Europe « à la française »

l'ampleur et la précision de l'information (le relève une défaillance seulement, motif d'indignation pour les militants, cette confusion déplorables, en date du 6 avril 1995, entre Hergé et Jules Verne, entre *L'Étoile mystérieuse* et *L'Île mystérieuse*).

Mais ce qui lie surtout la gerbe, ce sont quelques convictions fortes qui circulent dans toutes les pages et qui n'hésitent jamais, sans prendre pour autant le ton du péremptoire, à s'énoncer vigoureusement. Dans notre époque désorientée et en quête, comme dit Bernard Guetta, de « refondation », elles prennent valeur de balises. Au cœur de tout, la construction européenne, qui lui paraît, une fois repulés pour un temps les drapeaux des utopies, la seule cause capable de valoriser et d'organiser les générosités françaises. Pour parler de l'Europe, son élan va jusqu'à l'lyrisme.

Parce qu'il l'aime, il en exige beaucoup. Mais il refuse qu'elle se couvra, à tout propos, la tête de cendres. Ainsi, dans le drame yougoslave : il ne consent pas à ce que « la cause majeure de la tragédie bosniaque soit la lâcheté des pays eu-

ropéens ». Certes, ce fut une faute dramatique de leur part (d'autres plus que la France) d'avoir accepté trop tôt l'éclatement de la fédération, mais ensuite leurs prudences, et même la provisoire impuissance de leurs efforts, ne justifient pas à ses yeux tant de virulence dans les reproches contre les plans de partage. Parce qu'il est convaincu « qu'on ne peut pas vouloir préserver dans le sous-ensemble bosniaque la coexistence qu'un a laissé briser dans l'ancien ensemble yougoslave ». D'où un rude coup d'étrivière en passant à la « liste Sarajevo » des intellectuels au moment des élections européennes : ce livre sage n'est décidément pas un livre tiède.

L'EUROPE DES NATIONS

L'Europe, oui, mais laquelle ? Eh bien, une Europe française, non pas dominée par la France, fondatrice absurde, mais une Europe qui devrait colorer notre « modèle » historique, si nous savons en répandre les vertus. L'Europe des nations, à laquelle nous devons de grand cœur accepter de déléguer une part de notre souveraineté. A condition qu'elle reste fidèle à l'héritage universaliste des Lumières, seul ressort

permettant d'exhausser l'état de droit au niveau des relations entre les peuples. Donc, il faut une Europe laïque, offensivement. L'énergie que met Bernard Guetta à dénoncer le port du voile islamique dans les écoles aussi bien que les moqueries de notre diplomatie contre l'Iran dans l'affaire Rushdie s'inscrivent précisément dans cette ligne. Car la bataille contre les fanatismes religieux ne fait que commencer. Contre quoi le communautarisme affaiblit, le compromis perversit, le repli sur soi corrompt.

Affaire de volonté, là comme ailleurs. Et célébration de la noblesse du politique, contre les scepticismes et les dégoûts qui sont de mode. Bernard Guetta, au fil de ses propos, est souvent inquiet, parfois indigné : il n'est jamais morose ni résigné. Car il croit en l'état, sa nécessité, son efficacité. Il redoute les dévergondages du tout-au-profit, du marché célébré comme régulateur, à lui tout seul, du meilleur des mondes possibles. Par exemple, sa considération pour Gorbatchev — presque de l'affection — se nourrit de la conviction que le « seul homme d'état » dont dispose aujourd'hui la Russie, « tout à la fois visionnaire et politique », aurait pu — pourrait encore ? — démontrer à son peuple que la démocratie, ce n'est pas la jungle. La « bataille du prochain siècle », « ce n'est plus le communisme contre le capitalisme, c'est un capitalisme contre l'autre, l'ultralibéralisme contre l'économie sociale de marché, l'argent-roi contre la recherche du consensus social ».

L'avant-propos s'ouvre sur une conversation avec Léo Hamon, peu avant la mort de celui-ci : une rencontre qui laisse à Bernard Guetta le chagrin de n'avoir pu obtenir, dans son propre combat pour l'Europe, l'adhésion de son interlocuteur — car cet homme incarnait, écrit-il, tout ce qu'il respecte, « le mouvement ouvrier et le gaullisme, l'anticommunisme et la Résistance ». Mélange complexe, longtemps contradictoire, il ne l'est plus — et ce livre offre une heureuse occasion de confirmer que les quatre années écoulées ont été assez bouleversantes pour provoquer, entre des fidélités naguère antagonistes, des rapprochements inattendus et féconds.

En toute confiance

LA SOCIÉTÉ DE CONFIANCE
de Alain Peyrefitte.
Ed. Odile Jacob, 550 p., 160 F.

Volci donc *La Société de confiance*, l'opus magnum qui avait inspiré, il y a peu, les leçons au Collège de France d'Alain Peyrefitte intitulées *Du miracle en économie* (1). L'essentiel de son message était déjà là : le vrai ressort du décollage économique est la confiance. De nombreux exemples illustrent sa thèse. Cette fois, on nous livre un plat plus généreux, mais tout aussi digeste, tant le souci de la clarté de la langue est présent. L'histoire s'est faite plus large, la théorie plus dense, et nous nous promettons à travers des sources qui prouvent que l'auteur chemine depuis de longues années avec son sujet en bandoulière.

Dans cet essai sur le processus du développement, tout tourne autour de la notion de « divergence » employée dans les deux acceptions. « Une société diverge comme fait une pile atomique quand s'enclenche en son sein un cycle de réactions en chaîne : c'est le processus interne. Du même coup, son destin diverge aussi par contraste avec les autres : la prospérité y prend très vite un rythme et des signes inconnus de ses voisins. » Alain Peyrefitte nous emmène avec brio, et prouve à l'appui, autour de cet axe et souligne les

dates importantes : la fracture catholiques-protestants, la prise de conscience des mécanismes mentaux, libérateurs ou inhibiteurs du développement — du XVI^e siècle, où la Hollande donne le signal du démarrage, au XVIII^e siècle, où l'Angleterre prend le relais.

De l'histoire factuelle, on passe ensuite à celle des idées. Alain Peyrefitte insiste sur les impasses des théories d'Adam Smith, de Max Weber et de Fernand Braudel, ainsi que sur l'évolution de l'Eglise catholique. Plus ambitieuse, la dernière partie, « Pour une approche éthologique », où, à travers faits et auteurs mêlés (dont Bastiat, Schumpeter, Lorenz), on tente, cette fois, de donner plus d'armature à l'intuition centrale : le capital et le travail sont des facteurs secondaires du développement économique. Le moteur principal est « immatériel » : c'est la culture entendue au sens large, c'est-à-dire la manière de vivre dans une civilisation. Reste à chercher les moyens de limiter les perdants. La « société de confiance » (« Je gagne, tu gagnes ») descendra vers la sclérose et l'étouffement. La « société de confiance » (« Je gagne, tu gagnes ») sera celle de l'expansion. Alain Peyrefitte a mis sa passion et son talent pour nous convaincre. Il a réussi.

R. D.

(1) « Le Monde des Livres » du 19 mai

LA FRANCE DE CHIRAC
de Patrick Jarreau.
Flammarion, 194 p., 95 F.

L'élection présidentielle domine de toute sa hauteur la vie politique française depuis la révision constitutionnelle de 1962. Aussi n'est-il guère étonnant qu'elle favorise l'éclosion d'une imposante littérature, point de convergence entre l'imaginaire d'écrivains en quête de bons tirages et d'une actualité qui mêle la grande Histoire et les péripéties émailant toute campagne électorale.

par Philippe Séguin

La victoire de Jacques Chirac n'a pas échappé à cette règle qui a vu fleurir les essais et les biographies des artisans ou des adversaires de son succès. L'engouement a été d'autant plus vif que l'arrivée d'un nouveau président était certaine, que l'archaïsme du gaullisme avait fait l'objet d'une glose considérable et que la chronique de la défaite assurée de son candidat, Jacques Chirac, avait été largement détaillée et commentée.

Dans cette production, l'analyse que nous propose Patrick Jarreau de *La France de Chirac* tranche doublement. D'abord, parce qu'elle émane d'un des plus brillants journalistes de sa génération, dont les articles du *Monde* illustrent cet art de l'éditorial qui consiste à interpréter l'événement, et donc à lui donner sens. Ensuite, parce que son ambition n'est pas mince, qui veut s'écarter tant d'un carnet de campagne que d'un

Histoire de France(s)

Notre collaborateur Patrick Jarreau a tenté de cerner « la France de Chirac ». Le président de l'Assemblée nationale conteste son analyse

pamphlet — genre que Jean-François Revel avait porté à son summum, en 1981, avec sa prémonitoire *Grâce de l'Etat* — pour s'essayer à l'histoire immédiate.

Exercice délicat s'il en est. Et la tentative de livrer à chaud, dans l'urgence et le fracas, une vision d'ensemble de l'élection puis de l'entrée en fonctions de Jacques Chirac peine parfois à prendre de l'altitude et de la hauteur. Le journaliste prend ici le pas sur l'historien, l'anecdote sur l'événement, l'ironie sur la compréhension. Pour emprunter une métaphore à ces arsenaux nucléaires qu'a remis à l'honneur la polémique sur les essais, Jarreau délaissé délibérément les armes à courte portée — qui sont le propre des articles de presse — pour se hisser au niveau stratégique : celui de l'historien. Mais son missile se range en définitive parmi ces armes de moyenne portée dont le domaine de tir est la zone grise, redoutée par tous les stratèges : il est probablement trop superficiel pour ce qu'il revendique de scientifique, trop sérieux assurément pour ce qu'il conserve du commentaire instantané de l'actualité.

INTERROGATIONS

D'entrée de jeu, la question essentielle est cependant posée : l'élection de Jacques Chirac est-elle un accident de l'histoire ou répond-elle à une réalité du pays ignorée des élites ? Correspond-elle à une rupture profonde ou ne constitue-t-elle que le précipité instable d'ingrédients et de pulsions contradictoires ? Force est de constater que ces interrogations, qui sont au cœur du livre de Pa-

trick Jarreau, reviennent de manière lancinante en ce début de septennat.

Poser la question en ces termes, c'est déjà prendre parti. *La France de Chirac* s'inscrit ainsi ouvertement dans la longue cohorte des textes, des initiatives et des manœuvres qui visent à mettre en cause tout ou partie de la légitimité de la victoire de Jacques Chirac. Des spéculations sur le président mal élu à la critique d'un gouvernement présumé « de premier tour », de la contestation du gaullisme de Jacques Chirac au tropisme marqué pour les querelles personnelles, des hypothétiques promesses à la diabolisation mythique de « l'autre politique », l'ensemble des argumentaires mobilisés par les opposants au nouveau président se trouve résumé et condensé dans la démonstration de Patrick Jarreau.

Placer l'élection présidentielle sur le même plan que les législatives méconnaît radicalement l'esprit de la V^e République : ramener la campagne présidentielle au jeu des affrontements personnels — à l'exclusion de tout projet — s'inscrit dans cette conception de la politique qui la discrédite en bannissant les idées de son champ ; faire de Jacques Chirac un conservateur embastillé dans sa propre solitude interdit toute compréhension de l'homme et du projet qui l'a porté au pouvoir ; de manière plus symbolique et dangereuse encore, analyser la montée de l'extrême droite comme le rassemblement des « petits blancs » est à la fois erroné sur le plan des faits et inacceptable sur le plan des valeurs, tant cette expression mépri-

sante ignore ce principe d'égalité de notre République qui veut qu'il n'y ait pas de petits et de grands citoyens — en fonction de leur niveau présumé de culture, de savoir ou d'éducation, pas plus qu'en fonction de leur couleur de peau.

Au total, c'est moins la France de Jacques Chirac qui nous est ici présentée que celle de Patrick Jarreau. Cette France dont il souligne à juste titre qu'elle ne peut se résoudre à cette vérité première : « L'homme qu'ils traitaient depuis longtemps avec une condescendance polie connaissait mieux qu'eux cette France sur laquelle ils dissertaient à longueur de colonnes en s'appuyant sur des morceaux de sondages. » Cette France marquée par la pensée unique qui nous parle aujourd'hui de réalité unique, renouant ainsi paradoxalement avec les vieilles lunes marxistes d'un sens de l'histoire et d'une identité du réel et du rationnel. Cette France qui veut ignorer que, de la Bosnie à l'Algérie, de la reprise des essais nucléaires à la redéfinition de notre outil de défense, de la lutte contre le chômage à la réduction de la fracture sociale, le changement est en marche. Les deux France que décrit Patrick Jarreau — « celle qui subit la fracture sociale et celle qui redoute les conséquences » — existent bel et bien. Mais elles n'appartiennent en rien à Jacques Chirac. Tout au contraire, c'est pour s'opposer à elles qu'il a été élu, afin de réunifier notre pays et de tisser les liens distendus par la crise de la communauté des citoyens. Aujourd'hui comme hier, la seule France de Jacques Chirac, c'est la France pour tous.

LE MONDE DES LIVRES

Retrouvez la sélection du Monde sur Minitel

36 15 LEMONDE

Jeux de mots

36 15 LEMONDE

صلى الله عليه وسلم

Journal de l'ESD

ACTUALITÉ
- Bretagne -
sur Virago

ESSAIS

VENDREDI 3 NOVEMBRE 1995 IX

Sartre ou Aron, faut-il choisir ?

Pour mieux en relever les contrastes, Jean-François Sirinelli se propose de tresser, en historien, les trajectoires comparées des deux « petits camarades ». Mais sa tentative trouve vite ses limites

DEUX INTELLECTUELS DANS LE SIÈCLE SARTRE ET ARON
de Jean-François Sirinelli.
Fayard, coll. « Pour une histoire du XX^e siècle », 395 p., 140 F.

Inlassablement, la culture française scolaire produit les indissociables frères ennemis, serrés, chiens de falcène, symétries classiques, Corneille et Racine, fausses fenêtres. Au Panthéon, Voltaire et Rousseau se font face, « opposés dans la vie, unis dans la mort », comme disait un guide. C'est sans doute pour préparer les esprits à de futurs transferts de cendres qu'un éditeur a passé commande d'un ouvrage sur Sartre et Aron à Jean-François Sirinelli, spécialiste réputé de l'histoire politique et socio-culturelle contemporaine, fasciné par les normaliens (son père en était un), auteur d'une étude très remarquablement documentée sur les khâgneux et normaliens de l'entre-deux-guerres (1).

Déjà traité en médaille philosophique (l'avant et le revers) par l'essayiste suisse Étienne Balibar, il y a huit ans, avec une nette préférence pour Aron (2), le sujet de mécontentement rétrograde des deux « petits camarades », comme ils s'appelaient eux-mêmes, rue d'Ulm, dans les années 20, semble ainsi devoir s'imposer aux générations intellectuelles de l'avenir. Mais Sartre et Aron sont-ils vraiment comparables ? Et, si oui, que peut nous apprendre leur comparaison, que nous ne sachions déjà, chacun des deux

ayant fait l'objet de biographies ? Force est de constater que, sur le plan de l'information, le livre de Jean-François Sirinelli n'apporte du nouveau que sur des points mineurs par rapport aux deux livres sur lesquels il s'appuie, celui d'Anne Cohen-Solal sur Sartre (3), celui de Nicolas Baverz sur Aron (4), qui ont, l'un et l'autre, largement fait le point sur l'itinéraire des deux protagonistes.

A grands traits : Sartre, de l'indifférence politique avec vague sympathie pour l'extrême gauche durant les années d'entre-deux-guerres, passe, après la guerre et la résistance – fut-elle seulement intellectuelle – contre les nazis, à un type d'engagement marqué par le dialogue avec le marxisme. Il développe une culture de l'opposition, de la contestation des pouvoirs établis, de la rébellion minoritaire. Démocrate insurgé, tenant le point de vue des plus démunis pour le seul qui soit véritable sur la société, il est méfiant à l'égard de la démocratie parlementaire et exige sans faiblir un contenu concret pour les droits formels garantis par le droit et l'Etat, c'est-à-dire une société plus fraternelle, plus égalitaire et plus juste.

Aron, lui, commence par être pacifiste sous l'influence d'Alain, puis adhère à la SFIO. Courageusement, il rejoint en 1940 la France libre à Londres : il y perfectionne une philosophie de l'histoire qui fait sa part au tragique et entraîne, avec la nécessité de « penser la guerre », une position de « spectateur engagé ». A la Libération, il retrouve Sartre, se



joint brièvement à l'équipe fondatrice des Temps modernes, puis rompt avec elle, sur la question de l'attitude à adopter à l'égard des communistes, et rejoint le RPF du général de Gaulle. Il devient éditeur, d'abord au Figaro, puis tard à L'Express. Et, jusqu'au bout, il se consacre dans le rôle du conseiller du prince, un conseiller sans complaisance, ne ménageant pas ses critiques et ses oburgations. De Gaulle, qui ne l'aimait pas,

l'épinglea d'un mot : « Raymond Aron, professeur au Figaro et journaliste au Collège de France. » Cette opposition des caractères et des rôles font de Sartre et Aron les deux figures paradigmatiques de la fonction intellectuelle en France : fonction de contestation, fonction de responsabilité. Jean-François Sirinelli les décrit bien, avec sans doute plus de nuances et de sympathie pour Aron que pour Sartre, dont il connaît apparemment peu

les textes philosophiques, qui fondent la révolte sartrienne et ses exigences radicales. Le projet annoncé est celui d'une micro-histoire. En réalité, tresser deux trajectoires pour en relever les contrastes relève de l'exercice d'école (de sciences politiques) plus que de la recherche historique, a fortiori quand le sujet historique est quasi contemporain de l'objet historique. Est-ce la raison pour laquelle l'écriture du livre se fait parfois ressassante ? Et l'explication de cette trop fréquente posture de l'auteur, qui, tout en affirmant sans cesse ne pas vouloir juger, procède, de façon rhétorique, à des questionnements de juge d'instruction ?

En réalité, le débat est faussé par l'inégalité de stature entre Sartre et Aron : pas tant au regard de l'histoire, mais au regard de leurs projets. Sartre était un créateur qui a cherché une politique pouvant libérer les forces de création dans le monde, afin que l'artiste ne soit plus seul porteur des valeurs de communication véritable et de transparence des cœurs ; il a fait ses choix en fonction de ces valeurs artistiques transformées en valeurs morales, fondées sur l'optimisme même du créateur. Aron était un penseur politique soucieux de préserver les acquis de la démocratie parlementaire, considérée, de façon très chuchotée, comme la pire forme de gouvernement à l'exception de tous les autres. Il avait le tempérament d'un Montaigne : sceptique, et se préparant au pire.

Leur rencontre finale, à l'Élysée, en 1979, où ils demandaient côte à côte au prince de l'époque, Valéry Giscard d'Estaing, des secours pour les boat people vietnamiens, n'a pas d'autre signification que celle d'un accord sur le minimum : le sauvetage des corps en péril. Mais c'est

un autre sauvetage, celui de l'esprit même de la liberté qui aurait mérité de faire dialoguer l'idéaliste kantien qu'était resté Aron sa vie durant et l'existentialiste attaché à l'expérience nue des hommes concrets.

Ce dialogue là est d'ordre philosophique et littéraire. Sartre n'a pas voulu le mener avec Aron, malgré l'intérêt critique que ce dernier a toujours montré pour la pensée de son « petit camarade », qu'il reconnaissait tellement plus doué que lui. Sartre avait trouvé d'autres interlocuteurs, qui combattaient les pouvoirs qu'Aron questionnait scrupuleusement et respectueusement. Puisqu'il n'y a pas de dialogue possible entre l'artiste-philosophe et le philosophe qui aspire à conseiller le prince et qui entre donc, au moins partiellement, dans ses vues, l'opposition Sartre-Aron sur la seule question du politique est un faux bon sujet qu'il vaudrait mieux désormais éviter aux candidats à quelque diplôme que ce soit. En revanche, le dialogue philosophique de l'un et de l'autre avec Marx pour humaniser le monde peut encore engager une réflexion sur les chances de la liberté dans l'économie de marché, où les hommes acceptent de se laisser dominer par les exigences des choses, de l'argent, bref, disons-le d'un mot, du capital.

Aron et Sartre partageaient la conviction que le développement technique modifierait le rapport de l'homme à la nature et à autrui. Mais Aron pensait ce développement dans le cadre de la société industrielle ; Sartre l'envisageait au-delà : demain pouvait ne pas être l'extension du système de production capitaliste à la planète entière, mais réellement l'invention d'un autre mode de socialité. Avec toute l'incertitude qu'implique le pari sur l'avenir. Ce qui, bien sûr, n'est pas l'affaire de l'historien, mais bien celle du sujet moral, celui qui fait l'histoire. Et s'il faut choisir encore aujourd'hui entre Aron et Sartre – ce qu'on n'a certes pas prouvé ici –, c'est le cœur léger qu'on pariera sur Sartre, parce que ses livres sont meilleurs, plus intéressants, plus troublants parce que l'exigence de l'écriture lui avait appris que l'ouverture à l'avenir réside justement dans cet appel qu'un grand livre lance à la liberté du lecteur.

Michel Contat

- (1) Génération intellectuelle. Khâgneux et normaliens dans l'entre-deux-guerres, Fayard, 1988 (réédition PUF, coll. « Quadrige », 1994). Le même auteur a publié, dans le prolongement de cette étude, *Intellectuels et passions françaises. Manifestes et pétitions au XX^e siècle* (Fayard, 1990), livre orné de l'image de Sartre distribuant La Cause du peuple, ce qui est payant, commercialement autant que symboliquement.
- (2) Les Petits Camarades. Essai sur Jean-Paul Sartre et Raymond Aron, Julliard/L'Age d'homme, 1987.
- (3) Gallimard, 1985.
- (4) Flammarion, 1993.

La fracture culturelle

D'André Malraux à Jack Lang, Jacques Rigaud dresse un bilan positif de l'« exception » française. Mais la crise, là aussi, peut tout changer

L'EXCEPTION CULTURELLE
Culture et pouvoir sous la V^e République de Jacques Rigaud.
Grasset, 300 p., 120 F.

En remplaçant André Malraux à la tête du ministère de la culture, Edmond Michelet eut ce mot : « François Coppée succède à Pindare. » Depuis 1969, une dizaine de ministres ont défilé sous les lambris de la Rue de Valois. Aucun d'entre eux, même le plus « inspiré », Jack Lang, n'a retrouvé les accents lyriques de l'auteur des *Antimémoires*.

Mais tous ont mis leurs pas dans les sents : il y a depuis trente-cinq ans une évidente continuité au ministère de la culture. A travers personnalités contrastées et ruptures apparentes, une politique cohérente s'est dessinée. C'est la thèse séduisante défendue par Jacques Rigaud, ancien directeur de cabinet de Jacques Duhamel – un des « grands » ministres de la culture de la V^e République –, puis responsable de l'établissement public constructeur du Musée d'Orsay, aujourd'hui PDG de RTL.

Le bilan de ce ministère, copié, envahi ou moqué par nos voisins, « exception culturelle » typiquement française, est pour lui assurément positif : « La politique culturelle conçue à partir de 1959 (...) a marqué un progrès sensible par rapport à tout ce que la collectivité nationale avait fait auparavant en matière de culture ; elle a donné une unité fondamentale d'impulsion à des actions jusqu'alors dispersées, et elle a suscité des partenariats associés à leur mise en œuvre. Loin d'étatiser la culture, cette politique en a fait un contrepoint d'un enjeu national, un élément majeur d'un projet de société. »

Si Malraux est un « ministre artiste » à l'activité désordonnée et insoumise, il n'en jette pas moins les bases d'une administration qui « ouvre la modernité ». Grâce à ses successeurs immédiats, le ministère « fait son entrée dans un projet de société ». Michel Guy accentue le côté novateur de ces initiatives en dépit d'un budget restreint. Plus tard, Jack Lang conduira « cette politique à ses extrêmes. C'est-à-dire à une réussite achevée et à des impasses manifestes ». A son crédit, un budget augmenté, consolidé et l'image positive d'un ministère qui désor-

mais pèse d'un poids certain. Au passif, l'abandon de l'action culturelle et l'oubli du public. Jacques Rigaud reprend à ce sujet les critiques portées par Michel Schneider dans sa *Comédie de la culture* (1) : « Des masses fléchies, des avant-gardes choyées, des marginaux encouragés et les habitués de la culture bien servis : il y en a eu décidément pour tout le monde, sauf précisément pour cet immense public potentiel que l'action culturelle avait rêvé si longtemps de faire accéder à la culture. »

TOURNANT

Mais il s'agit là, même proche, d'un passé. La seconde partie de l'essai de Jacques Rigaud – la plus neuve – montre combien le ministère est aujourd'hui à un tournant. Il « apparaît, en ce milieu des années 90, comme l'instrument adéquat d'une politique culturelle qui a atteint les objectifs qu'on lui avait fixés mais qui, pour autant, n'est guère en mesure de répondre à la demande sociale explicite ou latente des temps nouveaux ».

Pourquoi ? Parce que la gestion d'établissements nouveaux semés avec une généreuse profusion depuis quinze ans est de plus en plus difficile à assumer, même avec un budget qui atteint 1 % de celui de l'Etat ; parce que le ministère est submergé par une administration proliférante, des corporatismes et des collectivités locales qui le sollicitent de plus en plus : « Le ministère de Malraux est considéré comme une station-service ou comme une caisse de secours », note Jacques Rigaud ; mais surtout parce que le paysage culturel est en train d'évoluer à grande vitesse et que la Rue de Valois ne peut plus se contenter des objectifs définis depuis quarante ans.

Elle doit faire face aux mutations profondes de la société française. La fracture sociale dont on parle tant s'accompagne d'une véritable fracture culturelle. Jacques Rigaud pointe la fin des références communes – du vieux fond chrétien à la culture populaire, réduite à un folklore – et l'impasse de la « culture jeune » enfermée dans un ghetto. Le danger, ce n'est pas la France à deux vitesses, mais l'apparition de multiples France, toutes traumatisées par la montée des diverses intolérances, avec la tentation d'un repli fœtal sur des valeurs sûres ou supposées telles

(défense de la langue, quotas). A cela s'ajoutent des mutations technologiques considérables qui risquent d'expédier aux oubliettes les fondements d'une culture humaniste.

Bien sûr, le ministre de la culture ne peut résoudre à lui seul l'ensemble de ces problèmes. Il ne peut cependant plus se soustraire à l'étude de dossiers qui, naguère, lui étaient étrangers : aménagement du territoire, lutte contre l'exclusion ou politique de la ville. Car les clés de la société de demain seront plus que jamais culturelles, discours certes connus, mais qui méritent d'être martelés sans relâche : les récents débats parlementaires autour du budget de la culture n'en ont-ils pas montré que celle-ci est encore trop souvent considérée comme une simple « fleur de la prospérité » ?

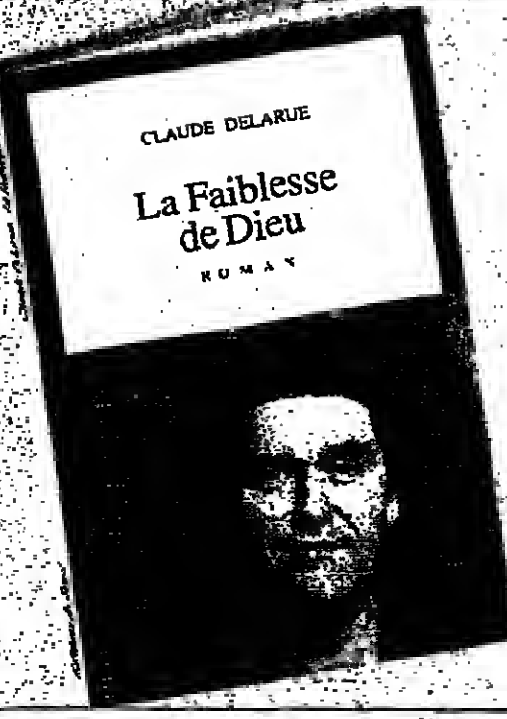
Les propositions de Jacques Rigaud pour changer de cap sont plus

floues ou de l'ordre de l'incantation : « Le ministère n'est pas l'inspirateur de la culture mais le lieu géométrique des activités culturelles. » S'il plaide pour une déconcentration accrue des DRAC (2), la prise en compte des intérêts économiques et sociaux de l'ensemble des métiers de la culture – vieilles recettes –, son souhait d'une multiplication des « ports francs de la culture » est plus intrigant. Encore faudrait-il qu'il en pousse l'analyse. Jacques Rigaud se borne à citer quelques acteurs, exemplaires, dont celle d'Armand Gatti à Marseille, Avignon et maintenant Strasbourg. Des actions pour le moment trop isolées. Ce sont pourtant, sans aucun doute, des expériences à méditer.

Emmanuel de Roux

- (1) Seuil, 1993.
- (2) Directions régionales de l'action culturelle.

CLAUDE DELARUE



Méditation sur le bien, le mal, l'art et l'amour qu'il inspire, *La Faiblesse de Dieu* est le livre du dévoilement et de la lucidité. Michèle Gazier/Télérama

Ce personnage, Claude Delarue l'a inventé, avec une précision diabolique et jubilatoire, pour les besoins d'un portrait d'artiste en ex-bourreau. Résumer davantage serait criminel... Michel Grisolia/L'Express

L'innocence de l'art, la culpabilité des hommes, la beauté et l'honneur qui se côtoient et se confondent parfois, Claude Delarue les met en pages dans un roman poignant, qui touche au sublime. Isabelle Lordotany/Elle

Delarue se place à une telle hauteur d'interrogation et d'écriture qu'on lui en veut de s'arrêter à la page 218, même si l'on espère qu'il lui reste encore des livres et des livres à écrire. Laurent Wolf/Le Nouveau Quotidien

Editions du Seuil

Robertson Davies en Roi Lear

A quatre-vingt-deux ans, Robertson Davies s'est taillé une place à sa mesure sur la scène des lettres canadiennes, où il assure, depuis près de deux décennies, le rôle-titre. En trois denses trilogies (dont seules les deux dernières, dites de Deptford et de Cornish, sont traduites en français) et deux romans, il s'est attaché à prélever les racines de son Ontario natal, à les démêler, avant de les recroquer avec hauteur. Il est le metteur en mots de tapisseries complexes qui allient « la fibre américaine et la fibre du Vieux Pays » afin de produire une « trame canadienne ».

Dans le même temps, il se pose en héritier qui fait bénéficier ses ascendants de sa propre réussite, assise l'idée de lignée autour de celle d'œuvre, souligne ce qui sépare la galerie, ou le musée, de l'accumulation d'un bric-à-brac. Ses romans scellent la reconnaissance d'une aristocratie autochtone qui n'a pas que des vertus, mais sans laquelle, à ses yeux, le Canada ne saurait être. « Il y a quelque temps encore, vous auriez vu le fermier apparaître là-dessus rien qu'en grattant, dit-il. C'était important pour comprendre notre caractère. Il n'était jamais loin du sol. Ne restait plus qu'à connaître notre hiver pour savoir quelle sorte de gens nous sommes. »

Désormais, comme l'un de ses personnages, Robertson Davies peut « se targuer d'ancêtres au lieu de grands-parents ». *Fantômes et Cie* – son dixième roman – le conduit à suivre au plus près son arbre généalogique. Il en descend le cours avec une fièvre allégorique, se laisse séduire par ses rapides, s'apaise sur ses plages avant de replonger dans ses confusions. Il est l'enlumineur mineur d'un récit feuilletonesque, comme sait l'être, selon lui, l'historien familial. Et le Canada, fait-il dire, « ressemble à une famille – diverse, souvent froide, parfois haïssable, fréquemment d'une surdité infernale – mais à laquelle on appartient inéluctablement et dont on ne pourra jamais être vraiment quitte ».

Il n'est pas si commun de voir exécuter le narrateur d'un roman dans les trois premières lignes de l'œuvre. Lorsque, comme dans *Fantômes et Cie*, l'assassin est votre collègue, qu'il est nu, avec votre épouse, dans votre chambre à coucher, cela ressortit au vaudeville. Chez Robertson Davies, auteur de dix-sept pièces qu'il estime être peu jouées à cause de leur « optimisme », cette introduction ne peut apparaître que comme un remords de théâtre, une tentative de rattacher à ses réussites romanesques ultérieures une œuvre plongée dans l'oubli.

Commencer par un dénouement libre bien des fois. En envoyant son narrateur ad patres, chez ses pères, à leur recherche, il vise ses engagements envers les vivants au compte des morts.

Mais le nouveau-mort d'octobre ne peut abdicquer de son appétit de vivre. Il voit, il entend, et demeure animé de sentiments puissants. Il voudrait être aimé. Ce témoin inquiet et sarcastique de sa propre absence au monde n'a pas vu défilé en un instant les images de sa vie, mais va voir se succéder celles des siens. Les esprits errants de *Fantômes et Cie* seront des ombres sur un écran. Le passé lui apparaîtra à travers une série de films. Et au Festival international de Toronto, comme il se doit.

Après avoir fait entrer en littérature avec *Rabelais*, dans *Les Anges rebelles*; en peinture (toute la peinture, du quattrocento aux paysagistes canadiens contemporains) dans *Un homme remarquable*; et à l'opéra dans *La Lyre d'Orphée*, Robertson Davies amuse entraîne dans les salles obscures. Avec lui, le cinéma muet devient sonore, le cinéma parlant diffuse des odeurs. Un Paradjanov projette curieusement le narrateur au pays de Galles, et *Scènes de la vie conjugale*, ann moins curieusement, dans sa propre vie conjugale. Le film qu'il voit en est toujours autre que le film présenté, comme anéanti par une subjectivité exacerbée, une forme extrême de délire concerté. En cessant de jouer de l'extrême porosité entre l'image et la phrase, Robertson Davies réaffirme le statut incertain de l'œuvre d'art, son besoin d'affronter sans cesse, comme dans la trilogie de Cornish, l'idée du faux.

« Sincèrement, trouvez-vous cela si démodé de découvrir ses ancêtres à travers une série de films ? », Interroge-t-il. Cela m'ennuie réellement qu'on ait pu me présenter comme un écrivain démodé. Je ne pense pourtant pas l'être. J'ai plutôt l'impression d'innover parfois. Les techniques cinématographiques m'intéressent. Elles savent comprimer le temps. Le montage cut permet d'aller droit au passé ou vers une nouvelle partie du récit. Comparez aux romans du XIX^e siècle, à Balzac, à ses longues descriptions. On ne peut plus faire progresser la narration ainsi : il faut faire bang, bang, bang (il claque des doigts) d'une séquence à l'autre. Le lecteur attend cela. Il ne tolère plus les descriptions. Quand j'étais enfant déjà, Walter Scott m'arrêtait dès qu'il peignait un paysage. Je voulais rencontrer les gens. C'est ce que je fais. »

Pour les rencontres, au vif comme au figuré, Robertson Davies s'est taillé une inimitable silhouette de grand écrivain. Les commentateurs en portent le crédit à ses deux années à l'Old Vic à Londres, à ses mises en scène et à ses cours d'art dramatique. Sa barbe blanche permet de lui donner du Roi Lear et du Molière. Mais en fait il faut pour se convaincre de sa paternité sur ses personnages ? L'œil, bleu vif, est celui du maître, qui ne sera pris au dépourvu par aucune question. L'acteur et professeur fut également longtemps journaliste, trois professions sans lesquelles la quatrième aurait été impensable : « J'ai là-dessus une opinion bien

Sur la scène littéraire du Canada, cet ancien acteur de l'Old Vic tient, depuis vingt ans, le rôle-titre. Patiemment, il s'attache à retrouver les racines de son « gigantesque » pays. Pour que tous puissent « se targuer d'ancêtres au lieu de grands-parents »

établie. Un écrivain doit avoir pratiqué d'autres métiers. Si vous ne faites qu'écrire des romans, vous vous tournez de plus en plus vers vous-mêmes, vous ne voyez ni les gens, ni ce qui se passe autour de vous. Comment un écrivain peut-il s'en passer ? »

Sa courtoisie parfaite s'accorde à sa voix. Elle marque ce détachement du monde qui fait entrer dans la narration. Elle n'énonce pas, elle dit qu'elle est prête à se laisser aller à sa propre musique, qu'elle est vigilante au sens, attentive aux paradoxes, ferme dans l'humour. S'il sent faiblir

« Un écrivain doit avoir pratiqué d'autres métiers. Si vous ne faites qu'écrire des romans, vous vous tournez de plus en plus vers vous-mêmes, vous ne voyez ni les gens, ni ce qui se passe autour de vous. »

l'attention de son interlocuteur, ce grand conteur peut s'arrêter net d'un « Vous ennuyez-vous ? » à la politesse sans merci. Cela, il n'en discernerait pas, s'est forgé à Londres. « J'ai rencontré ma femme au théâtre. Ma voix sonnait comme celle d'un Anglais et la sienne aussi. Avec le temps, nous avons découvert que nous étions tous deux calans. Elle d'origine australienne et moi du Canada. Bien sûr, les Anglais détestent les calans. »

L'Angleterre ! La lecture dans l'*Encyclopædia Britannica* de l'article « Davies (William) Robert-



GRANVILLE DAVIES/TIMES - NEWSPAPERS LTD

son » (« Auteur de théâtre et romancier dant l'œuvre offre de pénétrantes observations sur le provincialisme canadien et sa prudence ») déclenche une vive réaction. « Cette condescendance ! Les Britanniques ont une manière de penser le Canada surprenante, drôle et irritante. Il y a une dizaine d'années, le compte-rendu d'un de mes romans par le Times de Londres commençait ainsi : "Cela paraît ridicule de parler d'un bon livre venant du Canada mais..." Ils semblent nous prendre pour des sauvages. Ce sont des gens très particuliers, qui le deviennent plus en-

vers les États-Unis sont certaines, mais sans affection. Nous ne voulons pas être américains. Nous ne croyons en rien à ces non-sens que représentent la liberté de vivre et la poursuite du bonheur. Particulièrement lorsque l'on voit dans quel désastre social ils se débattent. Nous n'avons jamais eu d'esclavage au Canada. Bien au contraire, les Noirs se sont réfugiés chez nous et leurs descendants sont toujours ici. Les États-Unis souffrent encore des conséquences de l'esclavage. Les Noirs sont libres certes, mais libres d'être misérables. Il n'y a pas de place pour eux. Aussi se rebellent-ils. Nous, nous ne parions pas de liberté et de bonheur, mais de paix, de loi et d'ordre. C'est ce que nous voulons et, d'une certaine manière, ce que nous avons. C'est une ambition plus à notre portée. »

Robertson Davies a publié cette année *The Cunning Man* (L'Homme astucieux), et entrepris depuis un douzième roman. Toute son œuvre, estime-t-il, est consacrée au Canada. Et, pourtant, il ne dira pas qu'il « aime » son pays : « C'est un mot qu'un utilitaire avec parcimonie. Un de mes personnages estime que le Canada n'est pas un pays que l'on aime, mais dont on se soucie (triste), et c'est ainsi. Bien sûr, le Canada nous plaît, mais nous ne l'aimons pas au sens où les Français aiment la France ou les Anglais l'Angleterre. C'est trop gigantesque. Plus vaste que les États-Unis. On ne peut pas aimer tout cela, d'autant que la plus grande partie est vide. Nan, le Canada nous inquiète profondément, nous espérons qu'il s'engagera sur la bonne voie. »

« On ne peut appeler personne écrivain canadien. Chacun écrit sur son propre espace. A lui seul, l'Ontario est plus grand que l'Allemagne. Mais il y a aussi la côte ouest, qui est quasi-californienne – sans la folie –, la côte est, à dominante écossaise, et le Québec, qui a sa propre littérature forte et très vivante. Aucun ne peut prétendre parler pour tout le pays. Et c'est encore différent pour les jeunes auteurs venus d'Inde ou de Chine. Leur anglais est splendide, mais leurs sentiments ne sont pas de ce continent. Ils écrivent sur le pays d'où ils viennent, sur l'enfance, sur l'endroit où ils ont approché le monde et pas sur celui où ils sont venus vivre parce que c'est pratique. Et une littérature nationale o à voir avec la vie ici. »

Un bref dialogue à la fin de *Fantômes et Cie* donne un contour inattendu à ce qu'il entend par « la vie ici » : « Réponds-moi franchement, es-tu du Nouveau Monde ou de l'Ancien ? »

« Des deux. Ou d'aucun. Mon monde à moi, je crois que c'est celui de la culture. Pas mal du tout comme monde. En tout cas, c'est ma patrie. »

« Un peu aride et poussiéreuse, nan ? Tout entière incarnée dans des livres. »

« Un peu d'aridité ne fait pas de mal. »

Jean-Louis Perrier

FANTÔMES ET CIE
(Murder & Walking Spirits)
Traduit de l'anglais (Canada)
par H. Misserly et L. Rosenbaum
Éditions de l'Oliver, 340 p., 149 F.

SOMMAIRE LITTÉRATURES

■ **BE-BOP**
de Christian Gally. Page III

■ **LE CABINET DES MERVEILLES**
de Mario Pasa. Page III

■ **DIEU EST AVEC CELUI QUI NE S'EN FAIT PAS**
de Michel Crépu. Page III

■ **LA VIE PRIVÉE DU DÉSERT**
de Michel Chailou. Page IV

■ **LES JAVANAIS**
de Jean Malaquais. Page IV

■ **LES ÉCRITURES MÉLÉES**
de Claude Pujade-Renaud et Daniel Zimmermann. Page IV

Le Feuilletton de Pierre Lepape
■ **LA FOLLE ALLURE**
de Christian Bobin. Page VII
■ **LES INNOCENTS**
de Frédéric Boyer. Page VII
■ **L'ENNEMI D'AMOUR**
de Frédéric Boyer. Page VII

■ **RADIQUET**
L'Enfant avec une canne de François Bott. Page V

■ **ENTRETIENS AVEC LES FLEURS**
de Kazik Hentchel. Page VI

■ **LA COURSE AU PARADIS**
de J. G. Ballard. Page VI

CHRONIQUE
■ **LE VOLEUR DE VIE**
de Stelmann Sigurdardottir. Page VI

ESSAIS

■ **LA SANTÉ PARFAITE**
Critique d'une nouvelle utopie de Lucien Sfez. Page VII

■ **GÉOPOLITIQUE**
de Bernard Guetta. Page VIII

■ **LA FRANCE DE CHIRAC**
de Patrick Jarreau. Page VIII

■ **LA SOCIÉTÉ DE CONFIANCE**
d'Alain Peyrefitte. Page VIII

■ **VOYAGE DANS LE TEMPS ÉCONOMIQUE**
de John Kenneth Galbraith. Page VIII

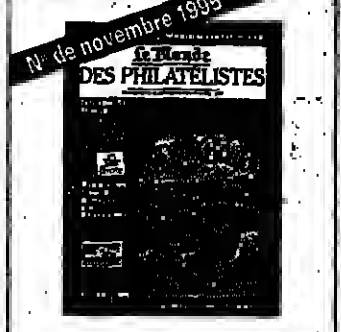
■ **DEUX INTELLECTUELS DANS LE SIÈCLE**
SARTRE ET ARON de Jean-François Sirinelli. Page IX

■ **L'EXCEPTION CULTURELLE**
Culture et pouvoir sous la V^e République de Jacques Rigaud. Page IX

Chaque mois
retrouvez
notre supplément
sur les livres
de poche

Le Monde
POCHE

LE PREMIER VENDREDI
DE CHAQUE MOIS



BOURSE

Les cours des
entreprises privatisées

3615 LE MONDE

صلى الله عليه وسلم

Le syndicat IG Metall propose d'échanger une modération salariale contre des emplois

Le patronat allemand parle d'un « discours remarquablement courageux »

Klaus Zwickel, le président d'IG Metall, propose une limitation des hausses de salaires à l'inflation et des salaires d'embauche inférieurs aux

conventions collectives. En échange, les patrons devront s'engager à renoncer aux licenciements pour trois ans, à créer 300 000 emplois, à offrir

du travail à 30 000 chômeurs de longue durée et à augmenter la nombre d'apprentis de 5 % chaque année.

BONN
de notre correspondant
« Nous gelons nos salaires, vous gélerez les licenciements » : telle est, en substance, la proposition spectaculaire que vient de faire l'IG Metall au patronat allemand (avec 2,9 millions de membres, l'IG Metall est le plus grand syndicat de branche dans le monde). Au cours d'un congrès tenu à Berlin, où il a été triomphalement réélu, le président du syndicat, Klaus Zwickel, a dessiné les contours d'un ambitieux « pacte pour l'emploi », en avançant lui-même qu'il était prêt à « briser un certain nombre de tabous ».

Klaus Zwickel s'est dit prêt à accepter, en 1997, des hausses de salaires alignées sur l'inflation ainsi que des salaires d'insertion inférieurs au tarif des conventions collectives, afin d'aider les chômeurs à retrouver un emploi. Les conventions collectives adoptées à l'échelle de l'Allemagne devront être adaptées de manière plus « flexible » aux réalités de telle ou telle entreprise, selon Klaus Zwickel, qui reconnaît pour la première fois que des branches et des conditions de travail différenciées peuvent aider à maintenir plus d'emplois : « Ne scions pas la branche sur laquelle nous sommes assis », a dit le leader syndical pour résumer cette nouvelle approche réformiste.

En échange, les patrons devront s'engager à renoncer aux licenciements pour trois ans, à créer 300 000 emplois, à offrir du travail à 30 000 chômeurs de longue durée et à augmenter le nombre d'apprentis de 5 % chaque année. Le gouvernement fédéral, pour sa part, est invité à prendre part à ce « pacte » en renonçant solennellement à réduire le montant des allocations de chômage.

EFFORT D'IMAGINATION
Les délégués du congrès de l'IG Metall n'ont pas accueilli les propositions de leur leader dans l'unanimité générale. Certaines propositions, comme celle de mettre en place des salaires d'insertion inférieurs aux tarifs en cours -

une méthode déjà acceptée par le syndicat de la chimie - ont même entraîné des protestations de la part de la base et de la fraction la plus traditionaliste de l'IG Metall.

Mais l'initiative du leader syndical a été saluée par le patronat de la métallurgie allemande, qui parle d'un « discours remarquablement courageux ». L'organisation patronale Gesamtmetall, basée à Cologne, se dit prête à analyser dans le détail et avec le plus grand sérieux les propositions de Klaus Zwickel. D'autres dirigeants, comme le patron des patrons, Klaus Murmann, se disent plus sceptiques et parlent de propositions « superflues ».

Les partenaires sociaux ont du temps devant eux, puisque la convention collective actuellement en cours dans la métallurgie - qui emploie 3,5 millions de personnes en Allemagne - s'achèvera à la fin de 1996. Elle avait été adoptée au mois de mars dernier après une grève de deux semaines en Bavière qui s'était conclue par un accord largement favorable au syndicat,

avec 4 % d'augmentations de salaires en 1995 et 1996 et l'application de la semaine de 35 heures sans baisse de salaire à partir du 1^{er} octobre 1995.

Le compromis du printemps dernier (Le Monde du 9 mars) n'a pas aidé la conjoncture allemande à se redresser. Depuis lors, de nouvelles délocalisations et des plans sociaux spectaculaires, comme à la Dasa (Daimler-Benz Aerospace), sont venus rappeler que la sauvegarde de l'emploi, en Allemagne, nécessitait de nouveaux efforts d'imagination, comme chez Volkswagen.

Les idées de Klaus Zwickel, si elles se traduisent dans les faits, pourraient prendre la forme d'une « action concertée » : il s'agit, selon les commentateurs de la presse allemande, d'une contribution importante au débat, très actuel, sur le maintien de la performance économique allemande. La récession et les délocalisations ont fait perdre, entre 1991 et 1994, 1,35 millions d'emplois à l'Allemagne.

Lucas Delattre

L'industrie automobile mexicaine lance un SOS

Le marché intérieur s'est effondré de 73 % depuis la dévaluation du peso en décembre 1994

MEXICO

de notre correspondant
Le gouvernement mexicain a finalement entendu le cri de détresse lancé par les cinq principaux constructeurs automobiles étrangers installés au Mexique, qui ont enregistré une baisse des ventes sans précédent depuis la dévaluation du peso en décembre. Il a décidé une suspension temporaire, du 1^{er} novembre 1995 au 31 décembre 1996, de la taxe de vente sur les voitures neuves.

A la suite de la dépréciation de 50 % du peso - qui a entraîné une profonde récession et la perte de près d'un million d'emplois -, les trois grands fabricants américains, Chrysler, Ford et General Motors, l'allemand Volkswagen et le japonais Nissan ont vu leur marché fondre de 73 %. Cette chute s'est traduite par la fermeture de 200 concessionnaires - près de 20 % du total - et le licenciement de 40 000 travailleurs, soit près de 10 % de la main-d'œuvre employée dans ce secteur. Deuxième branche industrielle du Mexique, l'automobile représente 2 % du produit national brut, 17 % des exportations totales et 20 % des emplois manufacturiers.

Selon l'Association mexicaine de l'industrie automobile (Amia), les ventes plafonneront à 250 000 unités cette année sur le marché interne, contre 630 000 en 1994. C'est un retour au niveau de consommation enregistré en 1971. Le choc est d'autant plus rude que cette industrie, en plein développement, prévoyait, pour la fin du siècle, un marché annuel de 1 million de véhicules, auxquels devait s'ajouter une quantité équivalente destinée aux exportations vers les Etats-Unis, le Canada et l'Amérique latine.

LES EXCÉDENTS EN VENTE

En prévision de cette expansion, les constructeurs ont investi 10 milliards de dollars entre 1988 et 1994. Le « décret automobile », signé en 1983 avec les Etats-Unis, et l'entrée en vigueur, en janvier 1994, du traité de libre-échange avec Washington et le Canada, ouvraient de nouvelles perspectives pour les filiales des grands constructeurs internationaux. Les fabricants mexicains de composants en ont profité eux aussi, puisque le décret imposait une valeur ajoutée nationale de 34 % sur les véhicules fabriqués au Mexique. Ils ont ainsi vu passer leur chiffre d'affaires de 2 milliards de dollars en 1988 à 5 en 1994. La construction de véhicules a doublé

au cours de la même période, passant de 512 000 unités à 1 million.

Compte tenu de l'ampleur des investissements, il est trop tard pour reculer. Les trois groupes américains, qui voulaient faire du Mexique un tremplin pour leurs ventes dans l'ensemble du continent latino-américain, tentent de vendre leurs excédents aux Etats-Unis. Avec un certain succès, dans la mesure où leurs coûts de production mexicains sont inférieurs aux coûts américains. Les exportations vers les Etats-Unis absorbent désormais 88 % des véhicules vendus à l'étranger et ont progressé d'environ 33 % depuis le début de l'année. Elles ont permis de limiter la baisse de la production mexicaine à 17,6 % depuis janvier.

Essentiellement concentré sur le marché local, Volkswagen a souffert davantage que ses concurrents. Jusqu'à l'an dernier premier fournisseur au Mexique, il a été devancé par General Motors et par Nissan. Selon le calcul fait par l'Association des distributeurs automobiles, on « smicard » devait économiser l'équivalent de trois ans de salaire pour acheter une Coccinelle en 1980. Aujourd'hui, il lui en faut exactement le double pour acquérir la voiture la meilleure marché au Mexique.

Le problème ne se pose pas de la même manière pour les plus nantis et les constructeurs de voitures de luxe sont plutôt euphoriques. Le japonais Honda commencent à produire le mois prochain son modèle haut de gamme Accord. Mercedes-Benz a enregistré une baisse spectaculaire de ses ventes d'autobus (-93 %), mais écoulé sans aucune difficulté toute sa production de luxe et s'apprête à investir 4 millions de dollars pour monter sur place son modèle E-320. L'allemand BMW vient d'ouvrir une usine à Toluca (Etat de Mexico) pour assembler, au cours des sept prochaines années, 10 000 véhicules, y compris près d'une centaine de Porsche, qui seront vendues entre 140 000 et 200 000 dollars l'unité. Selon le directeur de la filiale locale, Franz Baumgartner : « BMW croit au Mexique, qui occupe une position géographique incomparable sur le plan de la concurrence internationale : c'est un pays charnière entre le nord et le sud du continent, un pays qui a un énorme potentiel économique... et où il n'y a que 83 voitures pour 1 000 habitants, contre 503 en Allemagne ».

Bertrand de la Grange

ITT pourrait vendre ses parts dans Alcatel-Alsthom

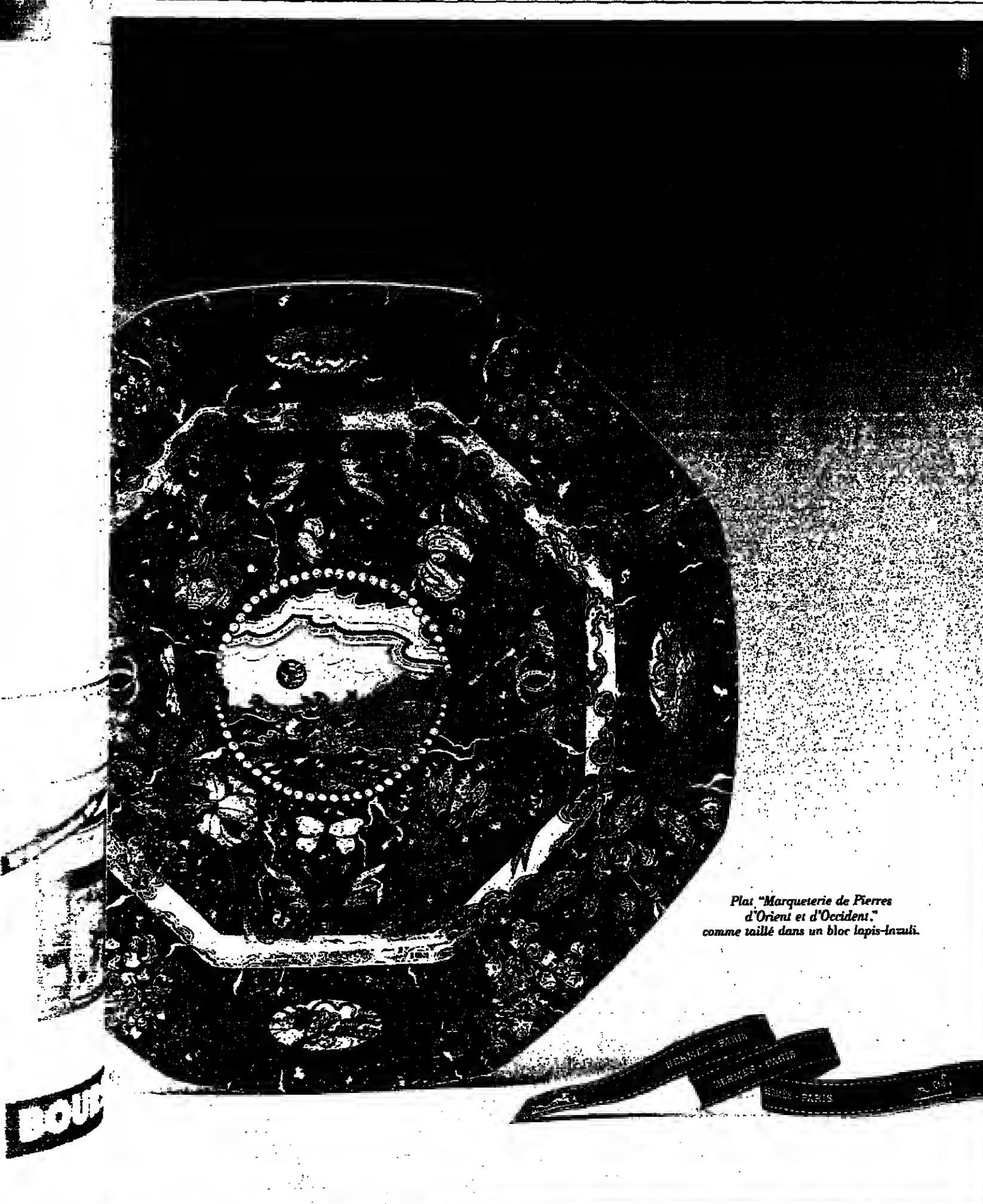
LE GROUPE AMÉRICAIN ITT, en pleine phase de réorganisation, pourrait céder en 1997 sa participation d'environ 6,5 % dans le groupe français Alcatel-Alsthom, a indiqué, mardi 2 novembre à New York, son PDG, Rand Araskog, lors d'une réunion avec des analystes financiers. Cette vente représenterait quelque 800 millions de dollars (4 milliards de francs) mais ne pourrait se dérouler qu'après le 1^{er} juillet 1997, date de l'expiration du contrat liant Alcatel-Alsthom et ITT. En 1986, le groupe français avait racheté les activités mondiales de télécommunications du groupe américain qui en échange obtenait une part de 37 % de son capital. Cette part a progressivement diminué depuis.

■ **ABB/DAIMLER-BENZ TRANSPORTATION** : le nouveau géant de la construction ferroviaire ABB/Daimler-Benz Transportation, qui vient d'installer son siège à Berlin, « entend afficher des bénéfices dès son premier exercice en 1996 et un chiffre d'affaires de l'ordre de 10 milliards de DM en l'an 2000, contre environ 7 milliards en 1995 », a déclaré le président du groupe, le danois Kaare Vagner, le 2 novembre à l'AFP.

■ **TRANSPORT AÉRIEN** : la discorde s'installe entre partenaires transatlantiques au moment même où la Commission européenne déclare qu'elle accepte les accords de « ciel ouvert » conclus par les compagnies aériennes européennes avec des partenaires américains. KLM, qui détient 21 % des droits de vote de Northwest Airlines, voit avec aigreur celui-ci limiter à 20 % la part de capital détenue par un seul investisseur. D'autre part USAir, dont British Airways détient 24,6 %, pourrait être repris par United Airlines, ce qui priverait la compagnie britannique d'un partenaire américain.

■ **PME** : 76 % des chefs d'entreprise de moins de 50 salariés sont déçus par l'action du gouvernement d'après un sondage publié dans le numéro de novembre du magazine *Enjeux-Les Echos*. Dans ce sondage, réalisé par Louis Harris au téléphone les 4 et 5 octobre auprès d'un échantillon de 403 chefs d'entreprise, plus de deux tiers d'entrepreneurs sur trois (71 %) estiment que le climat social se dégrade, avec une pointe de 78 % chez les patrons de PME et 83 % dans les entreprises de services.

Plat "Marqueterie de Pierres d'Orient et d'Occident" comme taillé dans un bloc lapis-lazuli.



■ LA BOURSE DE TOKYO s'est envolée de 3,17 % jeudi 2 novembre, en fin de matinée. L'indice Nikkei progressait de 554,31 points à 18 028,80 points en clôture, grâce à la faiblesse du yen.

■ LE DOLLAR a poursuivi sa hausse jeudi sur le marché des changes japonais, où il s'échangeait à 103,75 yens contre 103,30 yens mercredi soir à New York.

■ WALL STREET a progressé mercredi, bénéficiant d'un net recul des taux d'intérêt à long terme. L'indice Dow Jones a gagné en clôture 0,24 % à 4 766,68 points.

■ L'OR a ouvert en baisse jeudi 2 novembre sur le marché international de Hongkong, à 382,20-382,50 dollars l'once, contre 382,40-382,70 dollars la veille.

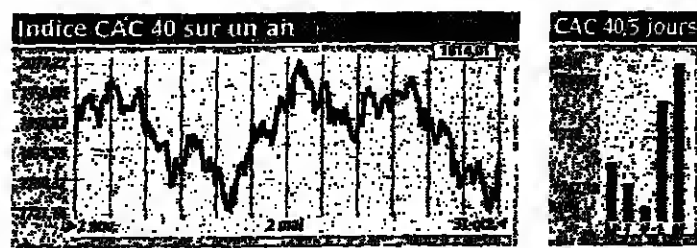
■ LES MARCHÉS financiers français étaient fermés mercredi 1^{er} novembre en raison de la fête religieuse de la Toussaint. Ils étaient ouverts jeudi 2 novembre.

LES PLACES BORSIÈRES

Reprise confirmée à Paris

La Bourse de Paris était orientée à la hausse, jeudi 2 novembre, en fin de matinée. L'indice CAC 40 progressait de 1,37 % à midi et s'inscrivait à 1 838,87 points. Les investisseurs ont bien accueilli la décision de la Banque de France d'abaisser le taux de ses prises en pension à 24 heures. Celui-ci a été ramené de 7 % à 6,60 %. Le franc a bien réagi à cette nouvelle. Il s'échangeait à 164,54 francs pour un deutschemark. Le contrat notional du Matif était pour sa part en hausse de 38 centimes à 117,28 points.

Le geste de l'institut d'émission a entériné la détente des taux d'intérêt de marché observée depuis une semaine grâce à la remontée spectaculaire du franc face à la monnaie allemande. L'intervention télévisée de Jacques Chirac a rassuré les investisseurs. Elle a levé les incertitudes qui, selon eux, cernaient la politique économique du gouvernement. La priorité accordée à la réduction des déficits publics a



notamment écarté l'éventualité d'une autre politique, favorable à une relance budgétaire et monétaire.

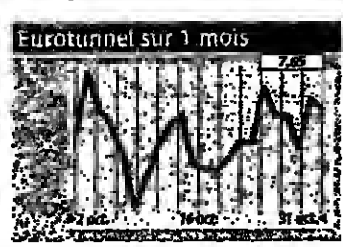
Les valeurs financières profi-

taient de la détente monétaire. Le Cmpptoir des entrepreneurs gagnait 17,5 %, le Crédit national 5,4 % et la Compagnie de Suez 3,6 %.

Eurotunnel, valeur du jour

EUROTUNNEL a fini la séance du mardi 31 octobre sur une baisse limitée de 1,29 % à 7,65 francs. Le rejet de l'action en justice intentée par Eurotunnel contre la SNCF et British Rail n'a été rendu public que dans la soirée. A Londres, où la Bourse était ouverte mercredi 1^{er} novembre, le titre a accusé une forte baisse de 5,2 % à 90 pence. A Paris, l'action devrait ouvrir à la baisse jeudi 2 novembre. Désormais, seul l'arbitrage contre les constructeurs de l'ouvrage (TML)

pourrait apporter un peu de liquidités à Eurotunnel qui a annoncé la suspension du paiement de sa dette pendant dix-huit mois.



PRINCIPAUX ÉCARTS AU RÉGLEMENT MENSUEL

HAUSSES, 12h30	Cours au 31/10	Var. %	Var. %
Comptoir des entrepreneurs	13,25	+20,8	+20,8
SCF	100	+1,1	+1,1
Metaleurop	53,50	+4,0	+4,0
Crédit National	312	+5,4	+5,4
Legrand (Alfas)	95	+2,4	+2,4
Banque Paribas	134,20	+2,6	+2,6
ImmoFrance	230,30	+4,7	+4,7
Geoplas	181,50	+3,9	+3,9
Intertek	405	+2,8	+2,8
Jeun Lefebvre	300,80	+3,5	+3,5

BAISSES, 12h30

G.F.C.	Cours au 31/10	Var. %	Var. %
Supplément (N)	1390	-2,8	-2,8
Worms & Cie	215,20	-2,1	-2,1
Roussel Uclaf	285	-2,1	-2,1
UFB Local	379	-2,1	-2,1
Vallourec	188	-3,8	-3,8
Eurotunnel	7,65	-1,3	-1,3
Pechiney CIP	250	-1,0	-1,0
Stratofac	580	-2,1	-2,1

LE DOLLAR

Le dollar a poursuivi sa hausse jeudi sur le marché des changes japonais, où il s'échangeait à 103,75 yens contre 103,30 yens mercredi soir à New York.

L'OR

L'or a ouvert en baisse jeudi 2 novembre sur le marché international de Hongkong, à 382,20-382,50 dollars l'once, contre 382,40-382,70 dollars la veille.

LES MARCHÉS FINANCIERS FRANÇAIS

Les marchés financiers français étaient fermés mercredi 1^{er} novembre en raison de la fête religieuse de la Toussaint. Ils étaient ouverts jeudi 2 novembre.

LES MARCHÉS FINANCIERS FRANÇAIS

Les marchés financiers français étaient fermés mercredi 1^{er} novembre en raison de la fête religieuse de la Toussaint. Ils étaient ouverts jeudi 2 novembre.

LES MARCHÉS FINANCIERS FRANÇAIS

Les marchés financiers français étaient fermés mercredi 1^{er} novembre en raison de la fête religieuse de la Toussaint. Ils étaient ouverts jeudi 2 novembre.

LES MARCHÉS FINANCIERS FRANÇAIS

Les marchés financiers français étaient fermés mercredi 1^{er} novembre en raison de la fête religieuse de la Toussaint. Ils étaient ouverts jeudi 2 novembre.

LES MARCHÉS FINANCIERS FRANÇAIS

Les marchés financiers français étaient fermés mercredi 1^{er} novembre en raison de la fête religieuse de la Toussaint. Ils étaient ouverts jeudi 2 novembre.

LES MARCHÉS FINANCIERS FRANÇAIS

Les marchés financiers français étaient fermés mercredi 1^{er} novembre en raison de la fête religieuse de la Toussaint. Ils étaient ouverts jeudi 2 novembre.

LES MARCHÉS FINANCIERS FRANÇAIS

Les marchés financiers français étaient fermés mercredi 1^{er} novembre en raison de la fête religieuse de la Toussaint. Ils étaient ouverts jeudi 2 novembre.

LES MARCHÉS FINANCIERS FRANÇAIS

Les marchés financiers français étaient fermés mercredi 1^{er} novembre en raison de la fête religieuse de la Toussaint. Ils étaient ouverts jeudi 2 novembre.

LES MARCHÉS FINANCIERS FRANÇAIS

Les marchés financiers français étaient fermés mercredi 1^{er} novembre en raison de la fête religieuse de la Toussaint. Ils étaient ouverts jeudi 2 novembre.

LES MARCHÉS FINANCIERS FRANÇAIS

Les marchés financiers français étaient fermés mercredi 1^{er} novembre en raison de la fête religieuse de la Toussaint. Ils étaient ouverts jeudi 2 novembre.

LES MARCHÉS FINANCIERS FRANÇAIS

Les marchés financiers français étaient fermés mercredi 1^{er} novembre en raison de la fête religieuse de la Toussaint. Ils étaient ouverts jeudi 2 novembre.

LES MARCHÉS FINANCIERS FRANÇAIS

Les marchés financiers français étaient fermés mercredi 1^{er} novembre en raison de la fête religieuse de la Toussaint. Ils étaient ouverts jeudi 2 novembre.

LES MARCHÉS FINANCIERS FRANÇAIS

Les marchés financiers français étaient fermés mercredi 1^{er} novembre en raison de la fête religieuse de la Toussaint. Ils étaient ouverts jeudi 2 novembre.

LES MARCHÉS FINANCIERS FRANÇAIS

Les marchés financiers français étaient fermés mercredi 1^{er} novembre en raison de la fête religieuse de la Toussaint. Ils étaient ouverts jeudi 2 novembre.

LES MARCHÉS FINANCIERS FRANÇAIS

Les marchés financiers français étaient fermés mercredi 1^{er} novembre en raison de la fête religieuse de la Toussaint. Ils étaient ouverts jeudi 2 novembre.

LES MARCHÉS FINANCIERS FRANÇAIS

Les marchés financiers français étaient fermés mercredi 1^{er} novembre en raison de la fête religieuse de la Toussaint. Ils étaient ouverts jeudi 2 novembre.

LES MARCHÉS FINANCIERS FRANÇAIS

Les marchés financiers français étaient fermés mercredi 1^{er} novembre en raison de la fête religieuse de la Toussaint. Ils étaient ouverts jeudi 2 novembre.

LES MARCHÉS FINANCIERS FRANÇAIS

Les marchés financiers français étaient fermés mercredi 1^{er} novembre en raison de la fête religieuse de la Toussaint. Ils étaient ouverts jeudi 2 novembre.

LES MARCHÉS FINANCIERS FRANÇAIS

Les marchés financiers français étaient fermés mercredi 1^{er} novembre en raison de la fête religieuse de la Toussaint. Ils étaient ouverts jeudi 2 novembre.

LES MARCHÉS FINANCIERS FRANÇAIS

Les marchés financiers français étaient fermés mercredi 1^{er} novembre en raison de la fête religieuse de la Toussaint. Ils étaient ouverts jeudi 2 novembre.

LES MARCHÉS FINANCIERS FRANÇAIS

Les marchés financiers français étaient fermés mercredi 1^{er} novembre en raison de la fête religieuse de la Toussaint. Ils étaient ouverts jeudi 2 novembre.

LES MARCHÉS FINANCIERS FRANÇAIS

Les marchés financiers français étaient fermés mercredi 1^{er} novembre en raison de la fête religieuse de la Toussaint. Ils étaient ouverts jeudi 2 novembre.

LES MARCHÉS FINANCIERS FRANÇAIS

Les marchés financiers français étaient fermés mercredi 1^{er} novembre en raison de la fête religieuse de la Toussaint. Ils étaient ouverts jeudi 2 novembre.

LES MARCHÉS FINANCIERS FRANÇAIS

Les marchés financiers français étaient fermés mercredi 1^{er} novembre en raison de la fête religieuse de la Toussaint. Ils étaient ouverts jeudi 2 novembre.

LES MARCHÉS FINANCIERS FRANÇAIS

Les marchés financiers français étaient fermés mercredi 1^{er} novembre en raison de la fête religieuse de la Toussaint. Ils étaient ouverts jeudi 2 novembre.

LES MARCHÉS FINANCIERS FRANÇAIS

Les marchés financiers français étaient fermés mercredi 1^{er} novembre en raison de la fête religieuse de la Toussaint. Ils étaient ouverts jeudi 2 novembre.

LES MARCHÉS FINANCIERS FRANÇAIS

Les marchés financiers français étaient fermés mercredi 1^{er} novembre en raison de la fête religieuse de la Toussaint. Ils étaient ouverts jeudi 2 novembre.

LES MARCHÉS FINANCIERS FRANÇAIS

Les marchés financiers français étaient fermés mercredi 1^{er} novembre en raison de la fête religieuse de la Toussaint. Ils étaient ouverts jeudi 2 novembre.

PRINCIPAUX ÉCARTS AU SECOND MARCHÉ

HAUSSES, 12h30	Cours au 31/10	Var. %	Var. %
Comptoir des entrepreneurs	13,25	+20,8	+20,8
SCF	100	+1,1	+1,1
Metaleurop	53,50	+4,0	+4,0
Crédit National	312	+5,4	+5,4
Legrand (Alfas)	95	+2,4	+2,4
Banque Paribas	134,20	+2,6	+2,6
ImmoFrance	230,30	+4,7	+4,7
Geoplas	181,50	+3,9	+3,9
Intertek	405	+2,8	+2,8
Jeun Lefebvre	300,80	+3,5	+3,5

BAISSES, 12h30

G.F.C.	Cours au 31/10	Var. %	Var. %
Supplément (N)	1390	-2,8	-2,8
Worms & Cie	215,20	-2,1	-2,1
Roussel Uclaf	285	-2,1	-2,1
UFB Local	379	-2,1	-2,1
Vallourec	188	-3,8	-3,8
Eurotunnel	7,65	-1,3	-1,3
Pechiney CIP	250	-1,0	-1,0
Stratofac	580	-2,1	-2,1

LE DOLLAR

Le dollar a poursuivi sa hausse jeudi sur le marché des changes japonais, où il s'échangeait à 103,75 yens contre 103,30 yens mercredi soir à New York.

L'OR

L'or a ouvert en baisse jeudi 2 novembre sur le marché international de Hongkong, à 382,20-382,50 dollars l'once, contre 382,40-382,70 dollars la veille.

LES MARCHÉS FINANCIERS FRANÇAIS

Les marchés financiers français étaient fermés mercredi 1^{er} novembre en raison de la fête religieuse de la Toussaint. Ils étaient ouverts jeudi 2 novembre.

LES MARCHÉS FINANCIERS FRANÇAIS

Les marchés financiers français étaient fermés mercredi 1^{er} novembre en raison de la fête religieuse de la Toussaint. Ils étaient ouverts jeudi 2 novembre.

LES MARCHÉS FINANCIERS FRANÇAIS

Les marchés financiers français étaient fermés mercredi 1^{er} novembre en raison de la fête religieuse de la Toussaint. Ils étaient ouverts jeudi 2 novembre.

LES MARCHÉS FINANCIERS FRANÇAIS

Les marchés financiers français étaient fermés mercredi 1^{er} novembre en raison de la fête religieuse de la Toussaint. Ils étaient ouverts jeudi 2 novembre.

LES MARCHÉS FINANCIERS FRANÇAIS

Les marchés financiers français étaient fermés mercredi 1^{er} novembre en raison de la fête religieuse de la Toussaint. Ils étaient ouverts jeudi 2 novembre.

LES MARCHÉS FINANCIERS FRANÇAIS

Les marchés financiers français étaient fermés mercredi 1^{er} novembre en raison de la fête religieuse de la Toussaint. Ils étaient ouverts jeudi 2 novembre.

LES MARCHÉS FINANCIERS FRANÇAIS

Les marchés financiers français étaient fermés mercredi 1^{er} novembre en raison de la fête religieuse de la Toussaint. Ils étaient ouverts jeudi 2 novembre.

LES MARCHÉS FINANCIERS FRANÇAIS

Les marchés financiers français étaient fermés mercredi 1^{er} novembre en raison de la fête religieuse de la Toussaint. Ils étaient ouverts jeudi 2 novembre.

LES MARCHÉS FINANCIERS FRANÇAIS

Les marchés financiers français étaient fermés mercredi 1^{er} novembre en raison de la fête religieuse de la Toussaint. Ils étaient ouverts jeudi 2 novembre.

LES MARCHÉS FINANCIERS FRANÇAIS

Les marchés financiers français étaient fermés mercredi 1^{er} novembre en raison de la fête religieuse de la Toussaint. Ils étaient ouverts jeudi 2 novembre.

LES MARCHÉS FINANCIERS FRANÇAIS

Les marchés financiers français étaient fermés mercredi 1^{er} novembre en raison de la fête religieuse de la Toussaint. Ils étaient ouverts jeudi 2 novembre.

LES MARCHÉS FINANCIERS FRANÇAIS

Les marchés financiers français étaient fermés mercredi 1^{er} novembre en raison de la fête religieuse de la Toussaint. Ils étaient ouverts jeudi 2 novembre.

LES MARCHÉS FINANCIERS FRANÇAIS

Les marchés financiers français étaient fermés mercredi 1^{er} novembre en raison de la fête religieuse de la Toussaint. Ils étaient ouverts jeudi 2 novembre.

LES MARCHÉS FINANCIERS FRANÇAIS

Les marchés financiers français étaient fermés mercredi 1^{er} novembre en raison de la fête religieuse de la Toussaint. Ils étaient ouverts jeudi 2 novembre.

LES MARCHÉS FINANCIERS FRANÇAIS

Les marchés financiers français étaient fermés mercredi 1^{er} novembre en raison de la fête religieuse de la Toussaint. Ils étaient ouverts jeudi 2 novembre.

LES MARCHÉS FINANCIERS FRANÇAIS

Les marchés financiers français étaient fermés mercredi 1^{er} novembre en raison de la fête religieuse de la Toussaint. Ils étaient ouverts jeudi 2 novembre.

LES MARCHÉS FINANCIERS FRANÇAIS

Les marchés financiers français étaient fermés mercredi 1^{er} novembre en raison de la fête religieuse de la Toussaint. Ils étaient ouverts jeudi 2 novembre.

LES MARCHÉS FINANCIERS FRANÇAIS

Les marchés financiers français étaient fermés mercredi 1^{er} novembre en raison de la fête religieuse de la Toussaint. Ils étaient ouverts jeudi 2 novembre.

LES MARCHÉS FINANCIERS FRANÇAIS

Les marchés financiers français étaient fermés mercredi 1^{er} novembre en raison de la fête religieuse de la Toussaint. Ils étaient ouverts jeudi 2 novembre.

LES MARCHÉS FINANCIERS FRANÇAIS

Les marchés financiers français étaient fermés mercredi 1^{er} novembre en raison de la fête religieuse de la Toussaint. Ils étaient ouverts jeudi 2 novembre.

LES MARCHÉS FINANCIERS FRANÇAIS

Les marchés financiers français étaient fermés mercredi 1^{er} novembre en raison de la fête religieuse de la Toussaint. Ils étaient ouverts jeudi 2 novembre.

LES MARCHÉS FINANCIERS FRANÇAIS

Les marchés financiers français étaient fermés mercredi 1^{er} novembre en raison de la fête religieuse de la Toussaint. Ils étaient ouverts jeudi 2 novembre.

LES MARCHÉS FINANCIERS FRANÇAIS

Les marchés financiers français étaient fermés mercredi 1^{er} novembre en raison de la fête religieuse de la Toussaint. Ils étaient ouverts jeudi 2 novembre.

LES MARCHÉS FINANCIERS FRANÇAIS

Les marchés financiers français étaient fermés mercredi 1^{er} novembre en raison de la fête religieuse de la Toussaint. Ils étaient ouverts jeudi 2 novembre.

LES MARCHÉS FINANCIERS FRANÇAIS

Les marchés financiers français étaient fermés mercredi 1^{er} novembre en raison de la fête religieuse de la Toussaint. Ils étaient ouverts jeudi 2 novembre.

LES MARCHÉS FINANCIERS FRANÇAIS

Les marchés financiers français étaient fermés mercredi 1^{er} novembre en raison de la fête religieuse de la Toussaint. Ils étaient ouverts jeudi 2 novembre.

LES MARCHÉS FINANCIERS FRANÇAIS

Les marchés financiers français étaient fermés mercredi 1^{er} novembre en raison de la fête religieuse de la Toussaint. Ils étaient ouverts jeudi 2 novembre.

LES MARCHÉS FINANCIERS FRANÇAIS

Les marchés financiers français étaient fermés mercredi 1^{er} novembre en raison de la fête religieuse de la Toussaint. Ils étaient ouverts jeudi 2 novembre.

PRINCIPAUX ÉCARTS AU SECOND MARCHÉ

HAUSSES, 12h30	Cours au 31/10	Var. %	Var. %
Comptoir des entrepreneurs	13,25	+20,8	+20,8
SCF	100	+1,1	+1,1
Metaleurop	53,50	+4,0	+4,0
Crédit National	312	+5,4	+5,4
Legrand (Alfas)	95	+2,4	+2,4
Banque Paribas	134,20	+2,6	+2,6
ImmoFrance	230,30	+4,7	+4,7
Geoplas	181,50	+3,9	+3,9
Intertek	405	+2,8	+2,8
Jeun Lefebvre	300,80	+3,5	+3,5

BAISSES, 12h30

G.F.C.	Cours au 31/10	Var. %	Var. %
Supplément (N)	1390	-2,8	-2,8
Worms & Cie	215,20	-2,1	-2,1
Roussel Uclaf	285	-2,1	-2,1
UFB Local	379	-2,1	-2,1
Vallourec	188	-3,8	-3,8
Eurotunnel	7,65	-1,3	-1,3
Pechiney CIP	250	-1,0	-1,0
Stratofac	580	-2,1	-2,1

LE DOLLAR

Le dollar a poursuivi sa hausse jeudi sur le marché des changes japonais, où il s'échangeait à 103,75 yens contre 103,30 yens mercredi soir à New York.

L'OR

L'or a ouvert en baisse jeudi 2 novembre sur le marché international de Hongkong, à 382,20-382,50 dollars l'once, contre 382,40-382,70 dollars la veille.

LES MARCHÉS FINANCIERS FRANÇAIS

Les marchés financiers français étaient fermés mercredi 1^{er} novembre en raison de la fête religieuse de la Toussaint. Ils étaient ouverts jeudi 2 novembre.

LES MARCHÉS FINANCIERS FRANÇAIS

Les marchés financiers français étaient fermés mercredi 1^{er} novembre en raison de la fête religieuse de la Toussaint. Ils étaient ouverts jeudi 2 novembre.

LES MARCHÉS FINANCIERS FRANÇAIS

Les marchés financiers français étaient fermés mercredi 1^{er} novembre en raison de la fête religieuse de la Toussaint. Ils étaient ouverts jeudi 2 novembre.

LES MARCHÉS FINANCIERS FRANÇAIS

Les marchés financiers français étaient fermés mercredi 1^{er} novembre en raison de la fête religieuse de la Toussaint. Ils étaient ouverts jeudi 2 novembre.

LES MARCHÉS FINANCIERS FRANÇAIS

Les marchés financiers français étaient fermés mercredi 1

AUJOURD'HUI

SPORTS

FOOTBALL Les clubs français ont poursuivi leur bonne série européenne, mercredi 1^{er} novembre. Pour la quatrième journée de la Ligue des champions, le FC Nantes s'est imposé sur le terrain des Danais d'Aalborg (2-0), tandis que ses rivaux du groupe A, les Grecs du Panathinaïkos et les Portugais de Porto, faisaient match nul à Athènes (0-0).

● PREMIERS de leur groupe à égalité avec les Athéniens, à 2 points devant Porto, les Nantais sont assurés de conserver leurs chances de qualification jusqu'à la dernière

journée. Ils se rendent à Porto le 22 novembre, puis reçoivent le Panathinaïkos le 6 décembre. ● LE RC LENS s'est, lui, qualifié pour les huitièmes de finale de la Coupe de

l'UEFA - après Bordeaux et Lyon mardi soir - en dominant nettement les Ukrainiens du Tchernomors d'Odessa (4-0). Les Nordistes avaient obtenu le nul à l'aller (0-0).

La qualification du Racing-Club de Lens rassure ses supporters

Vainqueur du Tchernomors d'Odessa (4-0), le club a accédé aux huitièmes de finale de la Coupe de l'UEFA avec le soutien de près de 30 000 spectateurs qui forment l'un des publics français les plus fidèles

LENS

de notre envoyé spécial

Ce fut une soirée comme les autres, un de ces moments où le bonheur vient vite. Ils n'ont attendu que treize minutes pour qu'un premier but gonfle leurs cœurs de supporters lensois. A peine vingt minutes supplémentaires, et ils pouvaient exulter dans les chants à perdre haleine, assourdir les tribunes populaires de Bollaert, agiter hauderoles et écharpes, inonder le stade des couleurs rouge et jaune. A 3-0, les Sang et Or, qu'ils ont installés à demeure dans leur vie, étaient assurés de poursuivre leur carrière européenne. Et Martine, Christophe et Francis leur étaient redevables d'une joie intense, de la certitude de passer une fin de semaine tranquille, tout le contraire du dernier week-end triste et gris, vécu dans les affres de la défaite en championnat contre Guingamp. Cette fois, les joueurs avaient « mouillé le maillot ». Ils étaient « allés au charbon », comme le leur réclame un public qui n'a pas tout oublié du temps des mines.

Martine règne sur un bistrot du centre-ville qu'elle a transformé en lieu de culte. Le Racing-Club de Lens a envahi les murs. Il y a le maillot dédié par le défenseur Eric Sikora, celui de Roger Boli, qu'elle avoue fièrement ne pas avoir lavé pour le conserver tel quel, à la sueur près. Il y a aussi les gants de Bernard Lama, les noirs, sa dernière paire. Le gardien de but les lui a cédés lorsqu'il a quitté le club. Le

RC Lens règne aussi sur le zinc, où l'on dissèque le dernier match, tout en fondant des espoirs sur le prochain. Martine est née au football à l'âge de quatre ans. Son père l'a amenée au stade à Liévin, tout à côté. Elle a distribué les citrons aux joueurs. Aujourd'hui, à trente-quatre ans, elle s'occupe de l'une des soixante-cinq sections du « Supp'r Lens », le club officiel des supporters, et quand elle doit s'absenter pour cause de match soo père la remplace au comptoir. Elle a ses lubies, et puis ses favoris. Elle déteste entendre dire qu'« ici il n'y a que du chômage », parce que cela « casse la belle image du public lensois ». Elle

veut juste reconnaître que beaucoup font des sacrifices pour se payer leur place au stade ou s'offrir le luxe d'un déplacement. Dans son cœur, l'attaquant Roger Boli tient une place à part. Il a su « se faire aimer de tout le monde », « n'a jamais hésité à traverser la rue pour signer un autographe ou serrer une main ». Elle le devine aussi populaire que les fameux joueurs polonais des années 60 qu'elle n'a pas connus.

VILLE MORTE

Francis Richez, à côté de Maryan Wisniewski, un nom qui le ferait presque encore trembler. C'était à l'école, dans les années 50. Les joueurs lensois venaient, une fois

par an, entraîner les élèves engagés dans un tournoi scolaire, dont la finale se disputait à Bollaert, en lever de rideau d'un match professionnel. L'international polonais, idole de ce temps-là, s'était retrouvé en face du jeune Francis. De cette rencontre inopinée est née une vocation. Trop limitée physiquement, selon son propre avis, Francis Richez a vite déserté la pelouse pour prendre possession des gradins. Il s'occupe des supporters lensois depuis 1971. Il est devenu une figure officielle : « J'ai fait du club ma maîtresse », dit-il, souriant, en guise d'explication. Président du « Supp'r Lens », il participe au conseil d'administration du club et s'applique à faire

mériter à ses troupes leur appellation de « meilleur public de France ».

Mélange de vieux et des jeunes, brassage de générations et de classes sociales. Au stade, tout le monde doit pouvoir trouver sa place, jusqu'aux femmes, dont le nombre augmente, se félicite le président. Autrefois, les supporters se regroupaient selon les numéros des puits de houille. Aujourd'hui, des groupes indépendants ont fait leur apparition. Francis Richez rappelle l'incident qui a opposé l'un de leurs membres au gardien lyonnais Pascal Olmeta. Il les accuse d'être des casseurs, de vouloir recréer dans cet antre du supporter propre une

sorte de kop agressif, sous l'égide d'un meneur au surnom évocateur de « Rambo ». « Ici, avoue-t-il, il n'y a pas de spectacles, rien en dehors du football. Si on retire le RC Lens, cela devient une ville morte. » Il travaille, mais affirme être resté deux jours sans manger pour payer un déplacement. Là encore, la fibre est ancienne et familiale. A cinq ans, son père l'a emmené voir la finale de la Coupe de France Lens - Saint-Etienne. Aujourd'hui, d'abord par déception à l'égard du « supporterisme officiel », il s'est rapproché des groupes indépendants : « North Warriors », « Kop Sang et Or », « Red Taggers ». Ils ne sont pas encore très nombreux, une centaine environ, à se comparer aux 8 000 à 9 000 adhérents du « Supp'r Lens ».

« Dans ces groupes, nous montrons plus de solidarité, dit-il. Nous défendons une autre manière de supporter. » Christophe critique l'écodrame rigide imposé par les supporters officiels et dénonce leur manque d'ardeur, en citant péle-mêle l'absence de réactions face aux provocations adverses, une trop grande sérénité face aux aléas des victoires et des défaites. « Nous ne mettons pas assez de pression sur l'arbitre par exemple. A Marseille, je suis certain que Jean-Pierre Papin a obtenu des pénalités grâce au public. » Pourtant, il refuse tout risque de violence ou de débordements, pour ce qu'il estime être la meilleure raison du monde. « Ici, ça vit plus fort qu'ailleurs. »

Pascal Ceaux

Médiocre prestation et bonne opération pour Nantes

LA VICTOIRE du FC Nantes sur les Danais d'Aalborg (2-0), comptant pour la quatrième journée de la Ligue des champions, ne restera que dans la mémoire des ordinateurs de l'UEFA. Après cette soirée du mercredi 1^{er} novembre, l'équipe française se retrouve en tête du groupe A, à égalité de points avec le Panathinaïkos Athènes. Elle augmente ses chances de qualification. Voilà pour le bilan comptable.

Pour le reste, la rencontre disputée au Danemark s'est avérée sans grand éclat. « C'est nous qui faisons tout le jeu. Je ne comprends pas ce match », se lamentait Sepp Piontek, entraîneur d'Aalborg. Même réduit à dix au milieu de la deuxième mi-temps, les Danais ont dominé, pressés. Ils n'ont pourtant jamais su accompagner leur évidente bonne volonté d'une once d'imagination. Face à cette équipe à ossature amateur, les champions de France ont péiné pendant quatre-vingt-dix minutes. Le terrain gras a semblé leur coller aux semelles comme s'il leur fallait soulever la Terre entière à chaque foulée. Les deux buts furent poussifs, à l'image de cette rencontre. Laurent Guyot, d'un ballon

lui atterrissant sur la ouque à la suite d'un cafouillage (10^e), et Nicolas Ouedec, heureux de détourner du genou la trajectoire d'un coup franc (68^e), en ont été les exécutants de hasard, à défaut d'en être les géniaux instigateurs.

AUBAINE À ATHÈNES

« C'est peut-être un but de raccroc, mais un but c'est un but », rétorquait Nicolas Ouedec aux esthètes ochagins. Les tautologies ne sauraient tout occulter. Le FC Nantes a de nouveau montré ce visage apathique qu'on lui découvre trop souvent ces derniers temps. Même un enjeu européen ne semble pas pouvoir ressusciter cette jubilation collective qui avait illuminé le champion de France la saison passée. Mercredi soir, admettait Jean-Claude Suaudeau, l'entraîneur, « Nantes a eu plus de réussite ». Il n'a eu que ça.

Dans ce groupe A de la Ligue des champions, le club français trouverait pourtant de quoi se rassurer. La rencontre en Grèce entre le Panathinaïkos Athènes et le FC Porto fut également des plus insipides. Le match nul, 0-0, et l'affligeante

prestation des protagonistes sont une aubaine pour l'équipe de Loire-Atlantique, qui se déplace à Porto, le 22 novembre, et reçoit Athènes, le 6 décembre. Les Nantais sont certains de garder intactes leurs possibilités de qualification jusqu'à cette dernière journée. Dans une poule à l'évidence peu relevée, ils ont obtenu un délai pour leur convalescence. Mais il va leur falloir bien vite retrouver leur football.

B. H.

■ Deux clubs sont d'ores et déjà qualifiés pour les quarts de finale de la Ligue des champions : la Juventus de Turin (groupe C) et le Spartak Moscou (groupe B). Les Italiens ont battu les Glasgow Rangers en Ecosse mercredi soir sur le même score qu'au match aller (4-0), tandis que les Russes ont dominé à domicile les Norvégiens de Rosenborg, 4-1. Dans ce même groupe, les Anglais de Blackburn Rovers, déjà précédemment à trois reprises, n'ont pu faire mieux que le nul (0-0), à domicile, face au Légia de Varsovie, et sont éliminés.

Les rugbymen néo-zélandais battent les Barbarians français

LES ALL BLACKS néo-zélandais ont battu les Barbarians français (34-19), mercredi 1^{er} novembre à Toulon, pour le premier match de leur tournée en France. Quoique défaits, les joueurs français ont largement contribué à la réussite de ce match spectaculaire. Olivier Toussaint, l'arrière de Grenoble, a marqué les trois essais de son équipe. D'autres, tels Xavier Blond, Philippe Beroat-Salles et Olivier Roumat, très en vue, se sont rappelés au bon souvenir des sélectionneurs nationaux. Roumat notamment, tout juste arrivé d'Afrique du Sud et associé en deuxième ligne à l'Australien John Eales, réalisa une des prestations les plus impressionnantes de sa longue carrière. Quant aux Néo-Zélandais, ils ont joué sans forcer, se contentant de gérer le score. Menant 21 à 0 en début de deuxième mi-temps, ils ont légèrement baissé le rythme. Sûrs de leur force, capables d'accrocher le jeu quand il le fallait, ils se sont concentrés sur les percussions et le travail du pack dans l'axe profond, sous l'œil attentif de Jean-Claude Skrela, l'entraîneur du XV de France.

■ Jonathan Davies, l'ancien demi d'ouverture de l'équipe du pays de Galles, a confirmé, mardi 31 octobre, son retour au rugby à XV. Après six années passées chez les professionnels du XIII, le joueur, âgé de trente-trois ans, a décidé de terminer sa carrière au club de Cardiff. Les dirigeants de l'équipe tricolore de Warrington (nord de l'Angleterre) ont accepté une offre de transfert évaluée à 720 000 francs.

■ BASKET-BALL : Limoges CSP s'est qualifié pour la phase suivante de la Coupe d'Europe en allant battre Kiev, en Ukraine, mercredi 1^{er} novembre (74-71), après s'être imposé nettement à l'aller (97-64). En Coupe Korac, dont c'était aussi le 3^e tour préliminaire retour, Villeurbanne a obtenu facilement sa qualification face au club slovène de Maribor (81-63), tandis que Cholet, malgré sa victoire sur le Sporting Athènes (80-71), et Dijon, défait à domicile par le Fenerbahce Istanbul (68-91), ont été éliminés.

■ HOCKEY SUR GLACE : les fédérations norvégienne et suédoise ont décidé de rendre obligatoire le port d'un protège-cou pour tous les joueurs à l'entraînement et au cours des matches. Cette mesure fait suite à la mort d'un joueur, Bengt Aakerblom, qui a eu la carotide tranchée accidentellement par un coup de patin dans un match en Suède.

(Publicité)

SOURDS ET MALENTENDANTS

- LA MUTUELLE DE LA PRESSE ET DU LIVRE -

Organise les lundi 13 et mardi 14 novembre 1995 (service acoustique) deux journées réservées aux sourds et malentendants.

- Faire contrôler votre audition ;
- faire réviser vos appareils auditifs ;
- essayer les nouvelles prothèses auditives ultra-miniaturisées.

PRENEZ RENDEZ-VOUS AU 40-39-75-75

M.N.P.L. SERVICE ACOUSTIQUE
29, rue Turbigo - 75002 Paris

Bercy découvre un Guy Forget revanchard

Le Français a battu Thomas Muster avec l'appui d'un public intolérant

TROIS sont déjà sortis. Cédric Pioline est passé à côté d'une victoire contre Richard Krajicek, Henri Leconte, à côté d'un exploit face à Sergi Bruguera, Arnaud Boetsch à côté d'un miracle face à Pete Sampras. C'était la journée française. Malgré les défaites, elle a tenu ses espoirs, grâce à Henri, surtout, pourfendeur de son grand âge, voleur d'un deuxième set au bluff et de coups géniaux à la volée. Mais Locoote a hésité sur l'heure de sa retraite qu'il voyait si proche. Quand on joue comme cela, comment arrêter ? Dans un soufflé, à la fin de la conférence de presse, il a lancé un énigmatique : « Aujourd'hui, j'ai l'impression que quelque chose de moi est parti. »

À trente ans, Guy Forget éprouve toujours cet extraordinaire besoin d'exister sur les courts. Septième joueur mondial en 1991, après avoir notamment gagné à Bercy, il a vu son classement se dissoudre pour une blessure au genou opérée en 1993. Depuis son retour, en 1994, sa carrière est cyclotomique. Il se souvient d'un quart de finale à Wimbledon, cet été-là, et puis plus grand chose. Depuis sa finale au tournoi sur l'herbe londonienne du Queens, en juin, il n'a vraiment plus rien fait. Ses bonnes apparitions sur le circuit se sont bornées à de solides matches de double.

Quatrième Français à pénétrer sur le central de Bercy, devant un public plus que bouillant, il fait lui aussi figure de victime expiatoire. Le tirage lui a réservé Thomas Muster, tête de série n°2 du tournoi, tenant du titre des Internationaux de France de Roland-Garros, onze fois lauréat dans des tournois sur terre battue et récent vainqueur sur la surface rapide d'Essen. Après la balade de Sampras contre Boetsch, Paris se prépare à

réchauffer le cœur d'un autre futur perdant. Arrivé les poings serrés, Guy Forget va lui offrir l'In-credroyable. Il sert des trajectoires idéales, foudroyantes, précises. Quand il ne fait pas dégringoler les nœuds, il s'engouffre vers la volée. Face à la puissance de Muster, il oppose des feintes d'escrimeur. L'Autrichien est touché. Pour Muster, la fin de saison est rude. Trop de victoires sont finalement venues à bout de sa résistance. Il est fatigué, et Forget joue si bien ! Il est déconcerté, un rien triste. Il boche la tête. Il a l'air un peu malade.

Et puis il y a ce public... Presque exemplaire de chauvinisme respectueux pendant la journée, il ne se tient plus, encourage Forget,

pourtant que ma carrière redémarrera vraiment après ces maux de galère que je viens de subir. Rien n'allait bien. » Petit mousquetaire, il a bien gagné le droit de rencontrer le Tchèque Daniel Vacek, jendi en huitième de finale, et de rêver encore.

On aurait voulu rêver avec lui. Dans la victoire, Guy Forget s'est révélé amer, ou bien revanchard. Il a estimé que son adversaire avait un ego démesuré et avait fait un cinéma monstre pour le déstabiliser. Thomas Muster - qui a refusé de mettre sa défaite sur le compte de sa santé - souffrait de maux d'estomac. Il a voulu dans sa serviette sur le court peindre la deuxième manche avant de tenter de sauver la mise.

Le Croate Goran Ivanisevic à la dérive

Goran Ivanisevic grouille sa déconvenue. Avec ses cheveux rasés, il a l'air encore plus malheureux que d'habitude. Vainqueur de l'édition 1993, le Croate, tête de série n°5, s'en va, éliminé dès le premier tour par le Néerlandais Paul Haarhuis.

Blessé à la cheville aux Internationaux des États-Unis, en août, il a eu du mal à récupérer : « J'ai commis l'erreur d'aller à Bordeaux, en septembre, dit-il. Je suis allé en Inde, et je suis retombé malade. Revenu à la maison, je suis resté dix jours au lit. Ici, j'ai fait un peu d'importe quel. J'ai perdu toute ma confiance. » Ivanisevic vient surtout de perdre l'entraîneur qui le suivait depuis février 1991, Boh Brett. Goran a vécu la rupture comme une surprise, les observateurs comme une chose normale : le plus souvent en effet, Brett ne reste guère plus de trois ans avec ses poulains.

conspue Muster. Lui se rebelle et manque d'empocher la deuxième manche avec sa somptueuse aptitude à bâtir un point long et à cogner de plus en plus fort pour ébaudir son adversaire. Il prend un peu plus de temps, c'est vrai, et roule de grands yeux vers le public hystérique. Guy Forget est méconnaissable, multipliant les gestes à la Leconte, corps exultant, bonds et points stressés : « Voilà, dit-il, je voulais montrer que j'étais encore là, que je pouvais encore me battre, j'aimerais que cela soit un défi

Amère victoire aussi car, jeudi, des spectateurs ont fini par dépasser le tolérable. Certains ont applaudi les premières balles de service ratées de Thomas Muster, ou ses fautes. L'Autrichien, ovationné il y a quelques mois à Roland-Garros, a été hué à sa sortie, et a même reçu le crachât d'un spectateur. Guy Forget a félicité la foule pour son enthousiasme. Il y a des jours, à Bercy, où les exploits sont plus mémorables.

Bénédicte Mathieu

RÉSULTATS

BASKET-BALL

CHAMPIONNAT D'EUROPE

Groupe A

1^{er} tour préliminaire retour

Le futur porte-avions nucléaire français « Charles-de-Gaulle » va ignorer les vagues

Grâce à un système de stabilisation perfectionné, catapultage et appontage seront possibles par gros temps

Actuellement en construction à l'arsenal de Brest, le Charles-de-Gaulle, dont la mise en service est prévue au milieu de l'année

1999, aura des capacités opérationnelles bien supérieures aux deux porte-avions actuels, le Foch et le Clemenceau. Catapultage

et appontage des avions embarqués pourront se faire par mer beaucoup plus forte grâce au système de « tranquillisation »

Satrap, piloté par ordinateur, et conçu pour corriger en temps réel les mouvements de roulis du bateau.

BREST
de notre correspondant
Véritable base aérienne flottante, un porte-avions n'est vraiment efficace que si les appareils peuvent aussi partir en mission dans des conditions météorologiques difficiles. Pour remplir sa mission, ce type de bâtiment doit être stable et aussi horizontal que possible, car les avions sont « recueillis » à des vitesses de 200 kilomètres/heure sur une piste mobile qui, vue du ciel, a les dimensions d'un timbre-poste.

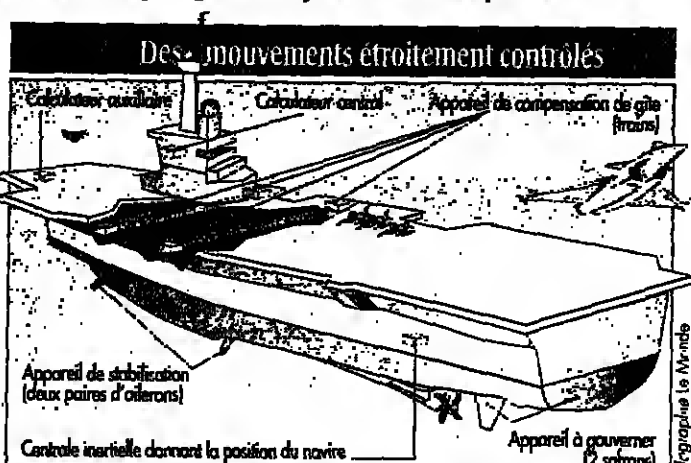
L'US Navy a résolu ce problème en augmentant le poids des navires jusqu'à 100 000 tonnes, comme pour le *George Washington*. Ce tonnage leur assure une stabilité naturelle et permet les lancements et les appontages par des creux de quatre mètres. Mais le Charles-de-Gaulle ne fera qu'environ 40 000 tonnes. Il n'était pas possible d'aller au-delà pour une raison de coût, mais aussi de capacité de construction : c'est le maximum de tonnage que peut recevoir la grande cale sèche de l'arsenal de Brest. Un bâtiment plus gros aurait, par ailleurs, nécessité un système de propulsion plus puissant que les deux chaudières nucléaires de type « *Thomson* » (sous-marin lanceur d'engins de la dernière génération) dont sera équipé le Charles-de-Gaulle.

La marine nationale n'en a pas moins formulé une exigence auprès de son maître d'ouvrage, la Direction de la construction navale (DCN) : le nouveau porte-avions devra avoir les mêmes performances que les bâtiments américains, qui peuvent être actifs par mer de force 5-6. L'enjeu militaire n'est pas

mince. Par rapport au Foch et au Clemenceau, jaugeant tous deux 32 000 tonnes et inutilisables au-delà d'une mer de force 3-4, les possibilités opérationnelles de l'aviation embarquée sur le futur Charles-de-Gaulle augmenteront de 20 % en Méditerranée et de 30 % en Atlantique.

UNIQUE AU MONDE
Pour remédier aux inconvénients du poids « modeste » du Charles-de-Gaulle, les ingénieurs de la DCN ont mis au point le Système automatique de tranquillisation et de pilotage, baptisé Satrap. Ce dispositif est destiné à contrôler tous les mouvements gênants du navire : le roulis (oscillation autour de l'axe longitudinal) et le mouvement de lacet (oscillation autour du cap) qui proviennent tous deux de l'action de la houle, les giration qui font pencher le bateau dans les « virages », ainsi que l'effet des vents de travers d'autant plus gênants que le pont du Charles-de-Gaulle est plus large que celui de ses prédécesseurs. Les déplacements des avions et des matériels à l'intérieur du bâtiment, qui ne sont pas non plus sans incidence sur la stabilité de l'ensemble, sont également pris en compte.

Tout ces mouvements indésirables sont compensés par un ensemble complexe d'éléments dont le fonctionnement est géré par ordinateur. A l'appareil à gouverner, constitué de deux safrans pour diriger le bateau et empêcher les lacets, s'ajoutent deux paires d'ailerons stabilisateurs disposés de part et d'autre de la coque et un système de compensation de gîte actuellement



Des mouvements étroitement contrôlés. Le calculateur central, l'appareil de compensation de gîte, l'appareil de stabilisation (deux paires d'ailerons) et l'appareil à gouverner (2 safrans) contrôlent la position du navire.

« *Deux petites tringles pour faire contre-poids, deux paires d'ailerons, deux safrans, le tout piloté par ordinateur à partir des données d'une centrale inertielle : ce système de stabilisation très sophistiqué permet au Charles-de-Gaulle, pour une mer de force 5 à 6,*

unique au monde, conçu par l'entreprise Technicatome. Ce correcteur de gîte, dont le projet a été retenu à la suite d'un concours d'idées financé par la DCN, se présente sous la forme d'un ensemble de deux trains placés sous le pont d'envol et qui peuvent se déplacer sur rails d'un bord à l'autre du bateau à la vitesse de 1 mètre par seconde. Les wagons lestés de plomb représentent une masse active de 250 tonnes capable de redresser le bateau de 6 à 7 degrés, soit une dénivelée de... 5 mètres entre les bords extrêmes du pont !

Les porte-avions classiques se pilotent directement à la passerelle et ne sont équipés que d'un appareil à gouverner. Sur le Charles-de-Gaulle,

en revanche, un calculateur central va orchestrer tous les éléments du système. Un ordre donné sur un organe du Satrap ayant automatiquement des répercussions sur les autres, cet outil informatique doit posséder une grande faculté d'anticipation pour assurer une bonne coordination du fonctionnement de l'ensemble.

Le système devant être parfaitement fiable, le maître d'ouvrage y a mis une exigence supplémentaire : « *La transparence à la première panne.* » Autrement dit, n'importe quel équipement défaillant du Satrap pourra être repris immédiatement par un autre organe. Et, même en cas de destruction de l'ilot de pilotage du porte-avions, un système auxiliaire, situé à l'avant du bateau, sera en mesure de prendre le relais. Selon les calculs des ingénieurs, une panne franche ne devrait intervenir que dans une échelle de temps située entre 100 000 ans et 1 million d'années. Il y aura en fait une roue de secours pour tout. Car il est impensable de catapultier un avion sans être sûr de pouvoir le récupérer.

Gabriel Simon

Le « G7 des enfants » veut changer le monde grâce à la communication informatique

Réunis à Tokyo, 41 jeunes, originaires de 17 pays, réfléchissent à la future infrastructure globale de l'information

MARDI 31 OCTOBRE, quatre jeunes Français se sont envolés pour Tokyo. Voyage et séjour payés, ils participent jusqu'au 3 novembre au premier « G7 des enfants », un sommet inspiré de celui des adultes qui rassemble régulièrement les responsables des sept pays les plus riches du monde. Un groupe de 41 jeunes gens de douze à dix-huit ans provenant de 17 pays doivent réfléchir aux « stratégies de sauvegarde de la Terre ». Au sein de cette vaste question, les débats visent à « connaître et exploiter les idées de la jeunesse pour bâtir une meilleure infrastructure globale de l'information (GI en anglais) ». D'où le nom de baptême du sommet : le « GI Junior Summit 95 ».

L'événement est organisé par l'entreprise CSK, la première société indépendante de service en informatique du Japon, qui a réalisé environ 15 milliards de francs de chiffre d'affaires en 1994 avec une vingtaine de filiales, dont le fabricant de jeux vidéo Sega. L'idée en revient à Isao Okawa, le président de CSK. Lors du sommet de Bruxelles du vrai G7, au mois de février, il participait à la table ronde ministérielle consacrée au développement de la GI. « *S'il y a un jour aux politiques et aux bureaucraties l'occa-*

sion de s'entretenir avec les industries, ce forum est resté celui des adultes », juge Isao Okawa. « *Ne faut-il pas prêter attention à l'opinion des enfants d'aujourd'hui parmi lesquels se trouvent les dirigeants de demain ?* »

2 000 LETTRES AUX ÉCOLES
Fort de ce constat, le patron de CSK a aussitôt confié le projet du « G7 des enfants » à l'un de ses proches collaborateurs, Junkyo Fujieda, directeur général de CSK et directeur de Sega. L'objectif, ambitieux, était d'aboutir au premier sommet junior avant la fin de l'année 1995. Pour tenir ce délai, Junkyo Fujieda n'a pas perdu de temps. En sept mois, il réussit à convaincre une centaine d'entreprises japonaises, américaines et européennes de financer la manifestation. « *La diversité de ces soutiens démontre que le G7 des enfants est un projet mondial et non celui d'une entreprise ou d'un pays* », martèle Junkyo Fujieda, qui précise que le budget de l'organisation du « sommet » de Tokyo atteint 4,5 millions de dollars (22,5 millions de francs).

Pour sélectionner les participants, Junkyo Fujieda a envoyé 2 000 courriers, lettres et télégrammes, essentiellement adressés aux écoles.

Les États-Unis ont eu droit à un traitement spécial par courrier électronique. « *J'ai essayé de m'adapter au niveau de développement de l'informatique dans les écoles des différents pays* », explique Junkyo Fujieda. Il ne s'est guère trompé. Au total, 450 jeunes gens ont participé à la sélection. Ils devaient parler anglais, avoir une expérience en informatique et connaître Internet. Ils ont envoyé un texte de cinq pages rédigé en anglais. Après avoir décrit leur parcours en informatique et les problèmes qu'ils ont rencontrés, ils devaient « *présenter leur vision idéale de la future société d'information globale* ».

Les moyens utilisés par les candidats pour envoyer leur thèse diffèrent fortement suivant les pays. Lorsque 95 % des candidats américains ont utilisé le courrier électronique (« e-mail »), seulement 5 % des Français ont eu recours à ce moyen de communication. En revanche, avec 72 candidats, la France devance les autres pays si l'on

tient compte du nombre de ses habitants. Elle dépasse les États-Unis (137 candidats) et le Japon (32). Si 17 pays sont représentés, 5 d'entre eux ne sont représentés que par un seul candidat.

Six jurys répartis dans le monde ont déterminé les gagnants. Pour fixer le nombre de lauréats des 11 pays élus, une savante équation a sans doute été utilisée. Ainsi, la Grande-Bretagne se retrouve avec 5 gagnants sur 35 candidats et les États-Unis avec 6 gagnants sur 137 postulants.

Avec quatre gagnants, la France n'est guère favorisée. Damien Sereni, douze ans, Thomas Burger, treize ans, Nicolas Leroux, seize ans, et Lucie Pichot, dix-sept ans, outre le billet d'avion et l'hébergement, vont recevoir un ordinateur équipé pour être connecté aux réseaux télématiques. Par ailleurs, plusieurs centaines d'autres jeunes gens suivent les conférences du sommet « en ligne » sur Internet.

Pour preuve du désintéressement

Michel Alberganti

AVIS D'APPEL DE CANDIDATURES

VILLE DE BOURG-EN-BRESSE
HOTEL DE VILLE - 01012 BOURG-EN-BRESSE CEDEX
DELEGATION DE LA GESTION DU THEATRE
DE BOURG-EN-BRESSE ET DE SES EQUIPEMENTS

- OBJET DE LA CONSULTATION**
CONVENTION DE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC.
Le délégataire aura pour but d'assurer l'exploitation du Théâtre de Bourg-en-Bresse, de gérer et d'assurer les services à caractère public, dont la charge lui sera confiée et d'affirmer le Théâtre de Bourg-en-Bresse comme un lieu de production artistique de référence nationale, dans les domaines de la culture contemporaine.
- NATURE**
Convention d'affermage.
- CARACTÉRISTIQUES PRINCIPALES DE LA CONVENTION**
 - Désignation des équipements :
Théâtre proprement dit (nombre de places salle de spectacle : 700) - salle des Fêtes (superficie environ 383 m²) - salle Jean Valat (superficie environ 193 m²) - salle Gouffray (superficie environ 70 m²) - salle Vieux (superficie environ 63 m²) - salle de conférence du Vox (capacité environ 350 places) - salles de la Vinaigrierie (1 salle de 160 places et 1 salle de 100 places).
 - Durée de la convention :
Quatre années.
 - Dispositions financières :
 - Subvention Ville de BOURG-EN-BRESSE :
Attribution par la Ville d'une subvention calculée suivant un budget prévisionnel communiqué par le délégataire avant le 1^{er} juillet de chaque année par agrément par la Ville.
 - Redevance d'affermage :
En cas de réalisation par la Ville de BOURG-EN-BRESSE de grosses réparations, une redevance sera appliquée tenant compte de l'amortissement des ces travaux, la subvention de la Ville étant augmentée dans les mêmes proportions.
 - Personnel et engagements juridiques :
Le délégataire s'engage à reprendre le personnel employé par l'association gérant à ce jour les équipements (14 personnes dont 3 CES) et à poursuivre jusqu'à leur terme les contrats souscrits par cette association.
- CONSULTATION**
 - Dépôt des dossiers de candidatures :
Les candidatures devront être adressées en recommandé avec accusé de réception à MONSIEUR LE MAIRE DE LA VILLE DE BOURG-EN-BRESSE, SERVICE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET PATRIMOINE, HOTEL DE VILLE, 01012 BOURG-EN-BRESSE CEDEX, sous double enveloppe, l'enveloppe intérieure comportant la mention : « NE PAS OUVRIR. DELEGATION DE SERVICE PUBLIC DU THEATRE DE BOURG-EN-BRESSE » et parvenir AVANT LE JOURNÉE 4 DÉCEMBRE 1995 À 17 HEURES DÉROBÉES DELA.
 - Composition du dossier de candidature :
Historique du candidat, références en matière d'exploitation d'équipements à caractère culturel, moyens actuels en matériels et en personnel du candidat, attestations professionnelles d'assurance, des causes de congés payés, retraites, Sécurité Sociale, Allocations Familiales, documents relatifs à la situation financière du candidat.
- RENSEIGNEMENTS**
Ville de BOURG-EN-BRESSE, Service de la programmation culturelle, 13, rue Lalande 01000 BOURG-EN-BRESSE, Mlle Dominique FÉROD, tél. : 74.45.31.16.
Date d'envoi de la publication :
24 OCTOBRE 1995.

Conférence sur le prix Nobel 1995 de chimie

Gérard Mégie, professeur à l'Université Pierre et Marie Curie, commentera l'ensemble des travaux de recherche qui ont valu au néerlandais Paul Crutzen et aux américains Frank Sherwood Rowland et Mario Molina le prix Nobel 1995, pour leurs travaux dans le domaine de la chimie atmosphérique, en particulier sur la formation et la désintégration de l'ozone.

jeudi 9 novembre à 17h

Animation :
Michèle Van Hollebeke, responsable de Science Contact, cité des Sciences et de l'Industrie.

accès libre

cité des Sciences et de l'Industrie
30 avenue Corentin-Liégeois 75019 Paris
Métro Porte de la Villette, Informations (1) 40 05 72 99

COMMENTAIRE ZAZIE SUR LE RÉSEAU

Si Zazie parlait aujourd'hui à la découverte de la grande ville, elle préférerait peut-être une exploration de la cité virtuelle du réseau Internet à une descente dans le métro parisien. C'est à ce voyage qu'étaient invités les quatre lauréats français du G7 des enfants. L'éducation de l'un d'entre eux, Damien Sereni, ne ressemble pourtant guère à celle de la jeune héroïne des années 40. A douze ans, il s'exprime dans un français enviable, il étudie l'anglais depuis la maternelle et se consacre au japonais depuis quatre ans.

L'informatique ? Il a commencé à utiliser l'ordinateur de ses parents dès l'âge de sept ans. Internet ? « Pas encore », reconnaît-il. Le G7 des enfants lui offre l'occasion de rattraper ce « retard ». Pour être sélectionné, Damien a imaginé « un disque dur géant sur lequel tout le monde pourrait se connecter ».

M. AL

Les premiers Alpains étaient chasseurs

A Grenoble, une exposition au Musée dauphinois présente les grands ancêtres de la région

GRENOBLE
de notre correspondant
Les Alpes ont très probablement accueilli leurs premiers visiteurs il y a quatorze mille ans. Un changement climatique profond venait de se produire. Les températures grimpaient, et les glaciers qui occupaient l'est de la vallée du Rhône aménageaient un brusque retrait.

L'environnement alpin changea alors profondément d'aspect. Quelques siècles suffirent pour permettre à la forêt de s'étendre et de gagner de l'altitude. Les résultats des fouilles archéologiques menées depuis vingt-cinq ans dans les Alpes du Nord et le Jura méridional montrent que les principaux massifs français, qui furent longtemps considérés comme des déserts humains, ont en réalité été fréquentés par les hommes dès la fin de la dernière glaciation.

Les premiers d'entre eux, des chasseurs magdaléniens, qui vivaient jusqu'alors en Dordogne et en Ardèche, ont remonté le couloir rhodanien à la recherche de nouveaux territoires. Ils occupèrent d'abord les massifs préalpins et leur piedmont. Puis ils gagnèrent l'actuelle Suisse. Le radoucissement climatique avait, en effet, fait fuir le gibier vers des zones plus froides, notamment les vallées alpines désormais délaissées par les glaciers. Grands chasseurs de chevaux, de rennes et de cerfs, ils s'aventurèrent aussi dans des régions plus élevées, peuplées de bouquetins et de marmottes. Dans ces lieux, ils s'approvisionneront aussi en silex, matière première indispensable pour la confection

de leurs outils. Les recherches archéologiques menées dans les grottes Colimb, découvertes près du village de Méaudre (Isère), ont mis au jour plusieurs sites occupés par des chasseurs de marmottes.

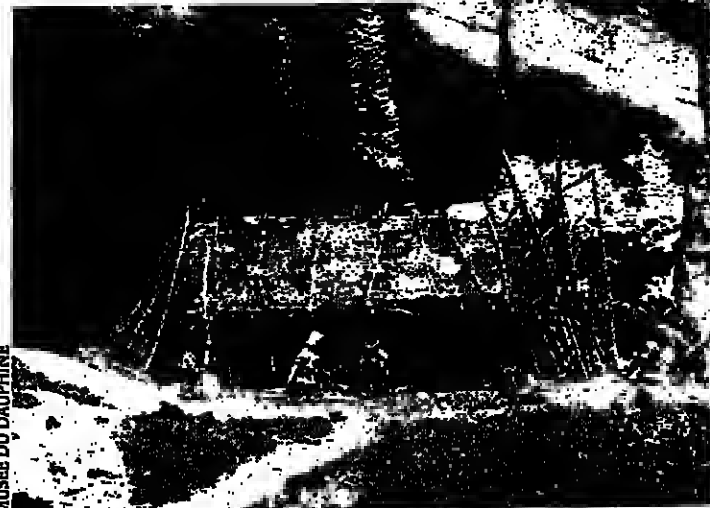
Ceux-ci s'étaient spécialisés dans le dépeçage et l'exploitation de leurs fourrures. Mille deux cents mandibules et des os longs portant des incisions ont été retrouvés sur un seul site. Une importante activité artisanale s'était ainsi constituée vers 12 000 mètres d'altitude, il y a 13 000 ans. A l'issue de leur campagne estivale, ces chasseurs regagnaient leurs habitats situés dans les plaines, chargés de peaux.

A partir de 12 000 ans avant J.-C., les aziliens succèdent aux magdaléniens. Un important changement climatique vient à nouveau de se produire et les températures grimpent. La steppe et la toundra qui recouvraient jusqu'alors les territoires d'altitude sont investies par les pins et les bouleaux. Dans ces forêts, les populations de cerfs et de sangliers deviennent prépondérantes. De nouvelles stratégies et techniques de chasse apparaissent, marquées par l'invention de l'arc. Les sagaies en bois de renne et les flèches sont armées de pointes de silex.

Les chasseurs, devenus explorateurs, s'élancent vers les zones

d'altitude. Ils pénètrent également dans des cavités pour la chasse mais aussi pour le plaisir de la découverte. « Les aziliens seront les premiers hommes à pratiquer la spéléologie », explique Pierre Bintl, géologue et archéologue, maître de conférences à l'Institut Dolomieu de Grenoble. La découverte récente de grottes d'altitude et de vestiges aziliens sur les hauts plateaux du Vercors illustre cette pénétration humaine dans des zones jusqu'alors inaccessibles et le goût pour l'exploration des cavités dans un but utilitaire - la recherche de l'ouïe - mais sans doute aussi symbolique.

Mille ans plus tard, à la suite d'un nouveau radoucissement général du climat - à cette



A gauche, les armes des chasseurs qui vivaient dans les Alpes il y a 14 000 ans ; à droite, une reconstitution de leur habitat.

Un Musée de l'homme régional

Le Musée dauphinois a été fondé en 1906 par un pionnier de la recherche préhistorique régionale, Hippolyte Müller (1865-1933). Il est installé dans les locaux de l'ancien couvent de Sainte-Marie-d'en-Haut, (XVII^e siècle), restauré pour les Jeux olympiques de 1968. L'exposition permanente, intitulée « Les gens d'en haut », est consacrée à la vie rurale en montagne. D'autres présentations thématiques ont lieu chaque année : actuellement, « Chevaliers de l'an mil » est un témoignage réalisé à partir des découvertes sous-marines faites dans le lac de Paladru (Isère).

« Un musée ne doit pas s'approprier systématiquement des objets pour les faire entrer dans ses collections, estime le conservateur, Jean Guibal. Il doit pouvoir les laisser sur place. » Plusieurs petits musées sont placés sous sa responsabilité, comme celui de La Mure, consacré notamment au colportage et à la ganterie, ou celui de Lancel, qui retrace l'histoire de la découverte de la bouille blanche par Aristide Bergès.

époque, la température devait être proche de celle que nous connaissons actuellement, et les glaciers occupaient des espaces voisins de ceux d'aujourd'hui. La forêt s'épaissit encore en moyenne montagne. Les communications seraient malaisées et la chasse deviendrait difficile. Dès lors, seul le paysage alpin, plus ouvert, facilite la traque des castors et des bouquetins.

Les archéologues prétendent que, pendant toute la période dite du mésolithique (9 500 à 6 500 avant J.-C.), la montagne alpine a connu une intense fréquentation, en raison de la rareté du gibier dans les plaines. Des sites temporaires d'habitation ont été récemment

mis au jour. Beaucoup sont situés vers 1 700 mètres d'altitude. Mais les populations nomades qui les fréquentèrent se sont parfois élevées au-delà de cette limite.

ALEXANDRE DU VERCORS

Pour pouvoir se déplacer plus facilement sur les pentes et sur les crêtes, les chasseurs du mésolithique ont utilisé des « armes minotourisées » et démontables. Ils ont introduit de profondes modifications technologiques dans la fabrication de leurs outils de chasse. Les pointes de leurs flèches deviennent très fines et acérées, et leurs arcs sont plus performants. Mais, surtout, ils répondent mieux à la nouvelle stratégie de traque du

gibier, devenu plus petit et plus mobile.

« Alexandre », découvert près de Saint-Agoan-en-Vercors (Drôme), est le premier Alpin connu. Il mesurait 1,60 mètre et mourut à l'âge de cinquante ans. Son corps, entouré de plusieurs beaux silex, a été retrouvé dans une faille d'une grotte. Il fut probablement l'un de ces chasseurs du mésolithique qui fréquentèrent le Vercors. Partant de la plaine, il se rendit là où les ressources, animales et minérales, étaient alors les plus abondantes et les plus variées. « Ces hommes pratiquaient la transhumance avant l'heure. Ce sont eux qui ont, en quelque sorte, inauguré ce mode de vie alpin », souligne M. Bintl.

L'exposition du Musée dauphinois, qui présente plusieurs maquettes reconstituant les sites occupés par les premiers Alpains, s'achève au moment où les chasseurs préhistoriques, nomades et prédateurs, s'effacent, laissant la place aux paysans. L'ère du néolithique commence par un changement profond des mentalités. L'homme devient agriculteur et éleveur. Quant à la montagne, elle n'est plus seulement un lieu de passage, mais un espace qui sera progressivement conquis et définitivement habité.

Claude Francillon

★ « Premiers Alpains, des derniers chasseurs de la préhistoire aux premiers paysans ». Musée dauphinois, 30, rue Maurice-Gignoux, Tél. : (16) 76-85-19-00. Fermé le mardi. Jusqu'au 30 septembre 1996.

Laurent Boyer reçoit Alain Souchon

vendredi 3 novembre

à partir de

18h

sur Europe 2



journée spéciale
Alain Souchon
samedi 4 novembre 1995.

Europe 2

Le meilleur de la musique.

Retrouvez les fréquences Europe 2 sur le 36.65.78.18 (3,71 F l'appel).

PHILATÉLIE

René Quillivic sous la Coupole

GRAVEUR, peintre, sculpteur et auteur de près de deux cent cinquante timbres pour la France et les pays francophones, René Quillivic a été installé à l'Académie des beaux-arts, section de gravure, le 18 octobre. Comme l'a rappelé Jean-Marie Granier dans son discours René Quillivic prend rang « dans la lignée qui inaugura en 1651 le célèbre graveur Abraham Bosse (1602-1676), dont il est le centième successeur » - avant même que ne soit créé l'Institut de France, en 1795, qui succédait à l'Académie royale.

Elu le 1^{er} juin 1994 au fauteuil occupé précédemment par André Jacquemin, René Quillivic est né le 30 avril 1925 à Carpentras. Il rejoint Raymond Corbin, Jean-Marie Granier et Pierre-Yves Trémols au sein de la section de gravure. Il obtient en 1950 un premier Second Grand Prix de Rome de gravure en taille-douce. Cette récompense l'apparente aux artistes que La Poste fait alors travailler régulièrement : Mersoo, Cheffer, Mazelin... André Jacquemin, auquel il succède, a dessiné les six valeurs de la série consacrée aux vainqueurs des Jeux olympiques d'Helsinki, parue en 1953.

René Quillivic comble, le vide laissé par la dispari-

tion, en 1988, du dernier « géant » du timbre membre de l'Institut, Albert Decaris. Il commence sa carrière philatélique en 1969, avec un timbre sur Le Havre... qui n'est pas émis. L'année suivante, il réalise une vignette pour Monaco, à l'occasion de la construction du nouveau siège de l'Union postale universelle, à Berne. Sa dernière création : le timbre consacré au bicentenaire de l'Institut le 16 octobre.

Si le nom de René Quillivic apparaît dès 1962 sur un timbre - dessiné et gravé par Decaris - représentant le monument à la mémoire des résistants de l'île de Sein, il s'agit en réalité de l'œuvre sculptée par son père, également prénommé René. La Bretagne offre au père et au fils une source d'inspiration commune que traduisent des « volutes marines ».

René Quillivic applique aussi son art de la gravure à la réalisation de décors monumentaux pour l'architecture : pile centrale du pont de Créteil ; caserne de la Garde républicaine, boulevard Kellermann, etc. Il réalise de nombreuses médailles pour la Monnaie de Paris et consacre actuellement une grande partie de son temps à la sculpture du bronze.

Pierre Julien

★ A lire : Les Quillivic, une famille d'artistes, Le Monde des philatélistes, mai 1987.

VENTES

Vive Reiser !

MORT EN 1983, le dessinateur Jean-Marc Reiser a publié une quinzaine d'albums à partir de 1970. Provenant de sa succession, deux cents dessins et aquarelles seront vendus à Drouot le 10 novembre.

Né de père inconnu et élevé dans une ferme en Normandie, alors que sa mère travaillait à Paris, Reiser n'appartient jamais à dessiner de manière académique. Exempt de toute influence, il put donner libre cours à son expression propre, loin des modèles et des références imposés aux étudiants.

Grouillot pour les établissements Nicolas, il publie son premier dessin dans leur journal interne, La Gazette du nectar, en 1959. Ses premières publications rémunérées paraissent dans Cordée (où œuvrent déjà Cavanna et le professeur Choron), Top et Blagues en 1959-1960, puis il participe au premier numéro de Hara-Ki en septembre 1960. C'est au sein de l'équipe du journal « bête et méchant » qu'il peaufine son style définitif avec des dessins qui se lisent pratiquement sans texte.

Traits déclinés, comme passés au vitriol, humour corrosif, une ma-

nière d'épingler le ridicule et la bêtise qui lui valent d'entrer comme dessinateur professionnel à Hara-Ki en 1962. Il va dès lors enchaîner des collaborations à divers journaux et publier des albums.

Le premier, Mon papa, paraît en 1966 et Reiser entre la même année à Pilote, d'abord comme scénariste puis comme dessinateur. Il publie L'Histoire de France en 100 gags en 1969, Je vous aime et ils sont moches en 1970. D'autres albums voient le jour régulièrement : La Vie au grand air (1972), La Vie des bêtes (1974), On vit une époque formidable (1976), Vive les femmes (1978), Vive les vacances (1979), Fantômes (1980), Les Copines (1981), Gros déguisage (1982).

Le Monde lui commande en 1978 un feuilleton d'été, La famille Auboulot en vacances, dont la parution sera interrompue à la suite de plaintes de lecteurs. Il collabore finalement au Nouvel Observateur en 1982. Atteint d'un cancer des os, il meurt à l'âge de quarante-deux ans, et sa famille fait paraître deux albums regroupant des dessins parus dans Le Nouvel Observateur, Lui et Hara-Ki mensuel : Fou d'amour en 1984 et Jeamine en 1987.

Des années 60 à sa mort, son graphisme a évolué, devenant de plus en plus sulfureux et ses dessins, que la décence interdit de décrire, sou-

lèvent souvent l'indignité. Ils sont estimés à partir de 2 000-3 000 francs en noir et blanc. De 8 000 à 20 000 francs pour les aquarelles. Leurs prix varient selon la qualité du trait et la notoriété de l'image.

Parmi les plus connus, citons Il est minuit Dr. Schweitzer (au moins 10 000 francs), La Grande Manif homosexuelle (5 000-6 000 francs) et Fou de cheval, une suite de cinq planches aquarellées à plusieurs cases sans aucun texte, dont on attend 15 000 à 20 000 francs. Foot également partie de la vente une série de dessins et collages sur l'architecture qui paraîtront dans un nouvel album, A bas tout, en décembre 1995 (chez Albin Michel).

Catherine Bedel

★ Vendredi 10 novembre : exposition la veille, de 11 heures à 18 heures, et le matin de la vente, de 11 à 12 heures. Etude Poulain-Le Fur, 20, rue de Provence, 75009. Tél. : 42-46-81-81.

★ FOIRES ET SALONS. Paris-Espace Champéret : jusqu'au 5/11 ; La Teste-de-Buch (33) : 2-5/11 ; Paris-boulevard Diderot : 3-4/11 ; Vire : 3-5/11 ; Rennes, Poliers, Epemay, Larmorlaye, Loudéac (22), Champagne-au-Mont-d'Or (69), Saint-Julien-en-Genevois : 4-5/11.

صوتنا من الامم

EXPOSITION Près de trois cents œuvres venant du Musée Guimet, de Berlin, de Tachkent, de Londres, de Saint-Petersbourg et du Japon sont rassemblées dans l'exposition « Sérinde, Terre de Bouddha », qui a lieu au Grand Palais à Paris, jusqu'en février 1996. Elle rassemble autant de chefs-d'œuvre créés dans les oasis, parfois devenues royaumes, qui ont jalonné les routes reliant l'Occident à la Chine, durant les dix premiers siècles de notre ère. Sculptures et peintures représentent les métamorphoses du bouddhisme. ● UN CD-ROM qui accompagne l'exposition offre au visiteur des repères historiques, géographiques ou ethnographiques qui manquent dans l'acrosage du Grand Palais. ● UN

COLLECTIONNEUR bruxellois, Jacques Polain, vient de faire don au département chinois du Musée Guimet d'une cinquantaine de pièces majeures des époques Han et Tang.

Au Grand Palais, les artistes du désert dévoilent les visages de Bouddha

Sérinde est le nom de l'espace immense et désertique qui s'étend en Asie centrale entre Afghanistan et Chine. C'est aussi le nom d'une exposition qui, au Grand Palais, révèle, en près de trois cents œuvres, l'art admirable des peuples bouddhistes du premier millénaire

SÉRINDE, TERRE DE BOUDDHA, Galeries nationales du Grand Palais, avenue du Général-Eisenhower, 75008 Paris. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 20 heures, le mercredi jusqu'à 22 heures, jusqu'au 19 février.

Au VII^e siècle, il y avait à Kucha, au bord du désert du Taklamakan, des peintures admirables. L'un d'eux - on ne sait rien de plus - a peint la mort de Bouddha. De son œuvre, qui sans doute était de grande taille, il ne reste presque rien, quelques fragments détachés et rapportés en Occident au début de ce siècle. Ce sont des vestiges fragiles. Ils pourraient n'être que cela, raretés sauvées par hasard d'une destruction presque générale, fragments émuissants parce qu'ils portent en eux les traces du désastre qui les épargna. Les considérer de la sorte, en archéologie, ce serait néanmoins les priver de l'essentiel, de leur force expressive, de leur beauté.

Sur l'un d'eux ne se voit qu'un visage, une tête blanche et rasée, les yeux fermés et, par la mort, comme enfoncés dans les orbites. Il semble que ce crâne, déjà, se vide et que les globes et les paupières, à peine retenues par un peu de peau brunâtre, soient prêts de tomber à l'intérieur. Que cette œuvre ait été peinte dans une cité d'Asie centrale, en des temps reculés, n'ajoute rien à sa valeur esthétique et morale. Elle est, simplement, par la seule puissance de son dessin et de ses couleurs éternelles.

Cette réflexion, le visiteur de « Sérinde, Terre de Bouddha » ne cesse de se la répéter devant tant de sculptures, tant de peintures admirables, venues du fond des temps et du lointain des déserts et des montagnes. Il va, littéralement, de chef-d'œuvre en chef-d'œuvre, pour moitié venus du Musée Guimet, pour moitié de Berlin, de Tachkent, de Londres, de Saint-Petersbourg et du Japon. Des têtes de stup, des figures de bois et de marbre, des frises découpées dans le schiste et le calcaire, des terres cuites et des terres crues, quelques-unes polychromes, des fragments de peintures rupestres ou murales, d'autres sur soie : l'abondance et la variété des pièces sont extrêmes. Leur disposition, tantôt selon la chronologie, tantôt selon un classement iconographique, se veut didactique.

Il se peut, en effet, que ce visiteur soit venu sans rien savoir de la géographie et de l'histoire des civilisations qui lui sont ici découvertes. C'est même le cas le plus probable, car peu nombreux sont les spécialistes des routes qui ont relié l'Occident à la Chine durant les dix premiers siècles de notre ère, chemins hasardeux tendus entre des oasis qui, pour certaines, devinrent capitales de royaumes. Or l'exposition traite de cet espace infini et de cette très longue durée, décrit l'expansion



« Scène du Nirvana : les musiciens », Turfan, IX^e siècle, fragment de peinture murale.

sion vers l'est et les métamorphoses du bouddhisme dans cette immense région, raconte d'innombrables histoires de transmission et de transformation de la religion et de ses images et suggère qu'attractions politiques et artistiques s'exercèrent de manière contradictoire.

NUANCES ET CROISEMENTS

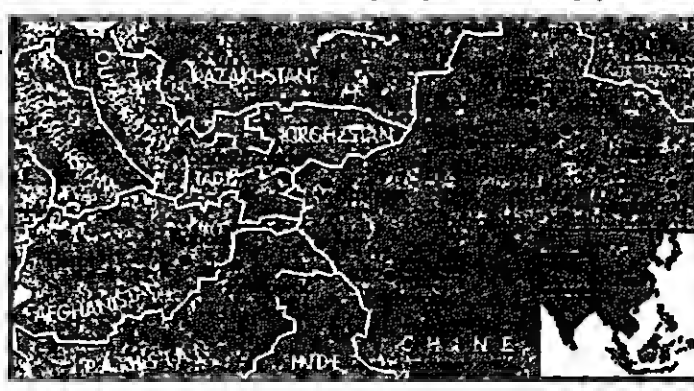
En simplifiant à l'extrême, sans doute peut-on résumer la question ainsi : comment les cultures de l'Asie centrale oscillent-elles entre le pôle occidental - celui de l'hellénisme préservé au Gandhara - et le pôle oriental - celui de la Chine des Tang -, étant entendu que s'exerce aussi l'influence tibétaine, venue du sud à travers les hauts plateaux nord-himalayens, et que naissent des styles autochtones ? L'un des extrêmes, ce serait un buste gandinien, Hercule vêtu de la dépouille du lion de Némée devenu Vajrapani protecteur de Bouddha ; l'autre, ce serait les grandes peintures sur soie du X^e et du XI^e siècle trouvées à Dunhuang. Entre les deux, de Turfan au royaume de

Khotan, de Kucha à Tumshuk, toutes les nuances apparaissent, tous les croisements sont possibles et le jeu des formes se développe sans limites.

Afin de le comprendre, afin d'en saisir des repères ne sont pas inutiles. A cet égard, l'exposition est loin de la perfection. Les cartes sont trop petites et trop rares, alors que la position des sites archéologiques compte pour beaucoup dans l'interprétation des œuvres : selon ceux-ci se placent plus ou moins à l'est - plus ou moins près de l'empire chinois - et sur la piste qui contourne le Taklamakan par le sud ou sur celle du nord, qui s'impose à partir de la fin du V^e siècle. Les glossaires affichés au mur n'éclaircissent pas le spectateur que d'une faible lumière et, à moins d'une mémoire et d'une clarté d'esprit hors du commun, il aura du mal à s'y retrouver parmi les foules de bons et mauvais génies du panthéon bouddhiste, lequel se caractérise par son abondance et sa complexité. Quant aux cartels qui accompagnent chaque œuvre, ils semblent rédigés par un poète sym-

bolard-fin-de-siècle tant leur style est ampoulé et alourdi d'allusions indéchiffrables. Pour une exposition au Grand Palais, il faudrait plus de clarté et s'adresser à l'« honnête homme » plutôt qu'à un groupe assourdi par le bruit d'érudits assurément très savants.

Cela étant, tant de pièces parlent si haut, si fort, que l'on peut se passer souvent de truchement. Au rang des plus modestes figurent les petites planchettes de bois de peuplier couvertes d'écritures. La sécheresse



Le Musée Guimet reçoit une importante donation d'art chinois

DES CHEVAUX ET DES HOMMES, Musée Guimet, 6, place d'Iéna, 75016, Paris. Tél. : 47-23-61-45. Tous les jours sauf mardi, de 9 h 45 à 17 h 45. Jusqu'au 15 janvier.

Depuis quelques années, avec une régularité parfaite, le Musée Guimet s'enrichit. Pour cela, il se porte de temps en temps acquéreur sur le marché et s'appuie sur des campagnes archéologiques. Mais il s'appuie plus encore sur des donateurs que Jean-François Jarige, directeur du musée, et les conservateurs s'emploient à intéresser au développement de leurs collections. Ainsi parviennent-ils à combler des manques et à réunir des ensembles de plus en plus importants. Grâce à Lionel Fournier, le département des arts himalayens est devenu, voici trois ans, l'un des plus complets au monde. Grâce à un collectionneur bruxellois, Jacques Polain, le département chinois reçoit cet automne une cinquantaine de pièces majeures des époques Han et Tang.

Parmi elles figurent deux grands chevaux de terre cuite admirables et une rareté bizarre, la statue d'un gardien de tombeau, haute de plus d'un mètre, la tête ornée de trois cornes, d'oreilles de cochon et de dents canassières, effigie d'un chaman qui tient à la main un serpent et une hache.

Une suite de statuettes polychromes décrit la société han, au II^e siècle avant notre ère, monde de guerriers armés de lance et de belles enveloppées dans de vastes robes triangulaires. Une deuxième représente la Chine des Tang au début du VIII^e siècle, ses dames chics aux coiffures extravagantes et aux formes lourdes, ses danseuses aux larges manches tombantes, ses cavaliers venus de pays lointains et ses palefreniers gesticulants.

Une troisième suite, peut-être plus belle encore, rassemble des chevaux bondissants et des joueuses de polo sur leurs montures aux pattes écartées et aux bouches profondément découpées, yeux saillants et furieux.

Jacques Polain a constitué cet ensemble, et celles de leurs tapis de selle ornés de volutes ou de motifs végétaux et floraux. D'après les positions des bras et des visages, il est facile d'en déduire le moment du jeu. Très adroitement disposées en frise, ces sculptures galopantes et dansantes auraient enchanté Degas.

LES CORPS SE DÉFORMENT

Par comparaison, les deux étalons dans semblent plus statiques. De cinq siècles plus anciens que les cavaliers, faits de terre cuite que ne recouvre aucun engobe luisant, ils suggèrent la puissance plutôt que la grâce, une force démesurée plutôt que la légèreté ou la vitesse. Ceux qui les ont modelés n'ont pas cherché l'exacte ressemblance. Les corps se déforment en volumes ronds aux contours serpents. La croupe est un arc, l'arrière-train une sphère d'où sortent deux cuisses en croissant de lune. Le poitrail est une autre sphère. Les têtes sont remarquables, oreilles dressées, chanfrein profondément découpé, yeux saillants et furieux.

Jacques Polain a constitué cet en-

semble dans les années 70 et 80. Auparavant, il s'intéressait plutôt à la sculpture médiévale et à la peinture primitive, avec une préférence marquée pour les Espagnols. Puis la Chine l'a attiré et il y a consacré sa fortune de famille, au point d'apparaître comme l'un des rares collectionneurs de statue internationale dans ce domaine et de se porter acquéreur de pièces de premier ordre, de celles que les autorités chinoises négocient à l'étranger afin de renflouer leurs finances. De sa maison de la banlieue bruxelloise, il a fait un musée personnel - avant d'en faire don.

Pourquoi à Guimet plutôt qu'à un musée belge ? Essentiellement parce qu'il souhaite que sa donation rejoigne une institution où elle sera bien montrée et bien vue. « Le rayonnement de Guimet et son ouverture à un vaste public s'accroissent pleinement à mes vœux », explique-t-il, rendant hommage à « ce musée de grande renommée internationale très bientôt rejoint » - allusion au projet de rénovation de Guimet qui sera mis en chantier l'année pro-

plus asiatiques et plus monacales à la fois. Il est cependant des exceptions à ce mouvement général : dans la vallée de Ghorband, à l'écart des routes, au fin fond de l'Hindou Kouch, à Fandukistan, des sculpteurs cultivent encore au VIII^e siècle les canons helléniques et les tirent vers un maniérisme étrange. Au même moment, les artistes de Turfan se montrent perméables à l'influence tibétaine et

En compagnie des explorateurs

Le visiteur de l'exposition Sérinde aura intérêt à regarder le CD-ROM, coédité par l'Unesco et la Réunion des musées nationaux. Il apporte les repères tant historiques que géographiques ou ethnographiques nécessaires. La découverte de cette région se fait en compagnie de cinq explorateurs : Sven Hedin, Aurel Stein, Albert von Lecoq et Albert Grünwedel, Paul Pelliot.

Les textes extraits des journaux de voyage de ces expéditions servent de commentaire. Des images satellites permettent un « survol virtuel » de la Sérinde et de comprendre comment la géographie a dicté l'histoire. Des photos contemporaines témoignent des chantiers de fouilles et des moyens mis en œuvre pour préserver ce patrimoine. De multiples documents (dictionnaires, répertoires des musées dans le monde, etc.) complètent l'ouvrage.

★ Sérinde, CD-ROM édité par l'Unesco et la RMN, en vente à partir du 15 novembre ; prix : 320 francs.

s'exercent à peindre des monstres couronnés et des squelettes dansants. L'exposition finit à Dunhuang, qui était l'étape la plus orientale sur la route de la soie. Là, le sinologue Paul Pelliot explora entre 1906 et 1908 la grotte dite « aux manuscrits » et découvrit, outre ces manuscrits, un ensemble très riche de peintures. La plupart ont été composées par l'addition de scènes et de figures selon des codes minutieusement observés. La surface se divise en compartiments afin de présenter dans l'ordre convenable « les Neuf Assemblées des Sept Lieux de l'ornementation fleurie » et les « Dix Terres de la carrière du bodhisattva ». L'art chinois l'emporte, plus habile, plus élégant, d'une exécution irréprochable - et moins éloquent cependant que les peintures et les statues des oasis.

Philippe Dager.

PETIT MONTPARNASSE
PROLONGATION
jusqu'au 19 NOVEMBRE
FRANÇOIS D'ASSISE
DE
JOSEPH DELTHEL
AVEC
ROBERT BOUVIER
MISE EN SCÈNE
ADEL HAKIM
Loc. 43 22 77 30
AU Foyer des 191
ASSIETTES GOURMANDES ET VINS CHOISIS
ECOUTEZ VOIR

صلى الله عليه وسلم

Des œuvres méconnues de Victor Vasarely au Musée olympique de Lausanne

Cette rétrospective célèbre les quatre-vingt-dix ans du peintre d'origine hongroise

Une exposition présentée à Lausanne jusqu'au 25 février 1996 permet de redécouvrir Victor Vasarely, peintre écrivain et inventeur de

l'art cinétique. Malgré un accrochage contestable, cinquante tableaux et dessins, rarement vus, montrent une œuvre plus sensible qu'on ne l'imagine.

Ses abstractions géométriques, souvent inspirées de la nature, prouvent que Vasarely est un grand peintre, au moins jusqu'en 1958.

VICTOR VASARELY, 50 ANS DE CRÉATION. Musée olympique, 1, quai d'Ouchy, CH-1001, Lausanne. Tél.: (09) 41-21-621-65-11. Du mardi au dimanche, de 10 heures à 18 heures. Jusqu'au 25 février 1996. Catalogue, 124 pages, 50 francs suisses.

LAUSANNE

de notre envoyé spécial
Victor Vasarely n'a pas de chance. Peut-être parce qu'il est générique. Il rêvait d'un art social, à la portée du plus grand nombre : ses affiches l'ont rendu célèbre, ad nauseum. Il espérait éduquer le public, à travers sa fondation : elle a connu les déboires que l'on sait (une trentaine d'articles, lettres et droits de réponse publiés dans *Le Monde* évoquent ce feuilleton, notamment ceux des 13 mai 1993, 28 juin 1993 et 3 décembre 1994). Aujourd'hui, Michèle Vasarely, la bru du peintre, a repris en main les affaires. Elle est la principale préteuse d'une rétrospective, présentée à Lausanne, de l'œuvre de son beau-père.

Le lieu n'est pas exactement coquet pour cela : le Musée olympique est tout sauf un musée. L'endroit est, certes, sympathique, l'argent n'y manque pas, mais les conditions de présentation y sont désastreuses. Difficile d'imaginer une exposition plus mal accrochée. Un étage plus haut, une salle rend

hommage à la constance de Coca-Cola, partenaire des Jeux olympiques. Vasarely et la petite bouteille galbée ont un point commun : leur nom, et leurs formes, sont parmi les plus reconnaissables du monde.

C'est une des raisons de la présence de Vasarely à Lausanne. Il avait dessiné une version très personnelle des cinq anneaux pour le Comité olympique hongrois, en 1988. Alain Inard, un galeriste de Toulouse qui est à l'origine de cette rétrospective en cinquante tableaux, a su le rappeler aux dirigeants du musée. Au bon moment : parce que, abstraction faite de l'accrochage, l'exposition démontre que Vasarely est un grand peintre, au moins jusqu'en 1958. Et que l'on a trop tendance à l'oublier.

Devant chaque tableau, la magie opère. Par la matière tout d'abord : les versions imprimées de Vasarely l'ont complètement oblitérées. Sa pâte à la plume et la richesse des meilleurs Mondrian, une générosité qui surprend. Le souci d'animer la surface se retrouve dans ses premières toiles, un autoportrait de 1941, ou une théorie d'hommes saisis en pleine course en 1943.

Puis vient, en 1946, le temps des confrontations : *Ilonka* n'est pas sans parenté avec les toiles surréalistes de Nicolas Schöffer ; *La Cave* est proche de Poliakoff et de de Staël. *Le Metro* est un clin d'œil appuyé aux vues de Saint-Séverin de Robert Delaunay. Son style, Vasa-

rely le trouve au large, à Belle-Île, en 1947. Ce n'est pas celui que nous connaissons aujourd'hui, celui des panneaux publicitaires, qui nous fait habituellement confondre son travail avec celui de son fils, Yvaral. Au bord de l'eau, Vasarely observe les galets. Leurs formes aléatoires, ovoïdes, tendues, confirment son intuition : partout présente dans la nature, pour peu qu'on la regarde de près, la géométrie peut représenter l'univers. Cette attention nouvelle, Vasarely va la porter sur les objets les plus humbles, comme les carreaux de faïence craquelés de la station de métro Denfert, microcosme qu'il agrandit à l'échelle du tableau.

LES JONES DE LA GÉOMÉTRIE

Les jeunes gens qui s'essaient aujourd'hui aux joies de la géométrie fractale ne font pas autre chose. A Gordes, en 1948-1949, il puise dans l'architecture provençale le principe de constructions imbriquées. Mais la chronologie est délicate, avec Vasarely. Ses zébrures s'échelonnent entre 1932 et 1950. Un œil non averti pourrait fort bien les dater de la figuratio des années 60.

Son souci de l'intégration de la peinture à l'architecture, et plus généralement à tous les aspects de la vie, il le puise dès 1927 dans l'enseignement de l'académie Mühely, le Bauhaus de Budapest, où Alexandre Bortnyik met l'accent sur les techniques de la publicité.

C'est d'ailleurs comme publicitaire que Vasarely s'installe à Paris, en 1931. Relégués dans un coin du Musée olympique, des petits dessins évoquent cette période.

Sa première grande exposition en France a lieu en 1946, à la Galerie Denise René, qui sera le meilleur soutien de l'abstraction géométrique après guerre. C'est elle qui, en 1955, organise l'exposition « Le Mouvement ». Vasarely publie à cette occasion le *Manifeste jeune*, qui marque les débuts de l'art cinétique. Un tableau comme *Bilinko* (1956) en montre les principes : dans une grille orthogonale, une alternance de carrés noirs et blancs voit son ordonnancement troublé par quelques losanges et d'autres carrés décalés.

Grâce à des moyens plastiques très simples, Vasarely entraîne l'œil dans une danse rapide, créant de surcroît une sensation de volume virtuel. C'est dans cette direction qu'il s'oriente ensuite, avec ses fameuses axonométries où de grosses boules semblent taillées par des facettes colorées, posées en aplatissement dans une gradation des valeurs. *Végo-200* (1968), par exemple, est peint selon cette technique impersonnelle, qui l'a paradoxalement rendu célèbre. Vasarely s'y attache, et prêche en 1960 « la fin d'un art personnel pour une élite raffinée... ». L'élite en question ne le lui a jamais pardonné.

Harry Bellet

Les fouilles du port d'Alexandrie devraient reprendre en mai-juin 1996

LA PREMIÈRE campagne de fouilles archéologiques du port d'Alexandrie a été achevée fin octobre (*Le Monde* des 27 septembre et 11 octobre). Pilotées par le Centre d'études alexandrines (CEA) avec le concours de l'Institut français d'archéologie orientale (IFAO), elles ont duré trois mois et ont permis de découvrir un site d'importance capitale. Une carte du site a été dressée ; les quelque 2 mille blocs, éparpillés sur deux hectares au fond de l'eau, ont été répertoriés et un grand nombre dessinés. Enfin, trente-quatre pièces ont été repêchées, dont de nombreux sphinx, des chapiteaux, un énorme bloc qui pourrait appartenir au phare d'Alexandrie et surtout un colosse de granit rouge dont il manque la tête et les jambes. Or la tête a été repérée, elle gît par 8 mètres de fond, coincée sous un bloc de béton qui a été immergé ici en vue de la construction d'un brise-lames.

Coup de théâtre, les autorités égyptiennes se sont réunies pour envisager le déplacement de ce brise-lames à une cinquantaine de mètres au nord de la zone de fouilles. Ce déplacement aurait le mérite de libérer de nombreux fragments empierrés tout en protégeant le périmètre archéologique.

Le colosse de granit rouge - l'un des deux premiers rois grecs qui ont

régné sur l'Égypte, Ptolémée I^{er} Soter (367-283 av. J.-C.) ou son fils, Ptolémée II Philadelphe (308-246 av. J.-C.), représenté sous les traits du dieu Osiris - pourra donc retrouver sa tête. Jean-Yves Empereur, directeur du CEA et responsable des fouilles, a bon espoir de récupérer également les membres inférieurs. Comme la base de l'effigie et sa couronne, repêchées en 1983, se trouvaient au musée de la ville, il sera complet.

DÉCORATION DU PHARE

Même chose pour son épouse, statuée sous les traits d'Isis, dont il ne reste qu'à repérer la base pour qu'elle soit complète. Entières, les deux statues mesurent chacune 12 à 13 mètres de haut. Une troisième tête, de même dimension, aurait été repérée sous les blocs de béton.

Les souverains lagides possédaient-ils en groupe au pied du phare d'Alexandrie ? « Étant donné le poids de ces blocs - la seule base d'un de ces colosses pèse trente tonnes -, ils n'ont pas été traînés ici pour être lancés à la mer, estime Jean-Yves Empereur. Ils devaient, sans doute, faire partie de la décoration du phare dont nous avons la quasi-certitude d'avoir retrouvé des morceaux. En particulier un bloc de 75 tonnes, cassé net en deux, et mesurant 11,5 mètres de long. Ce pour-

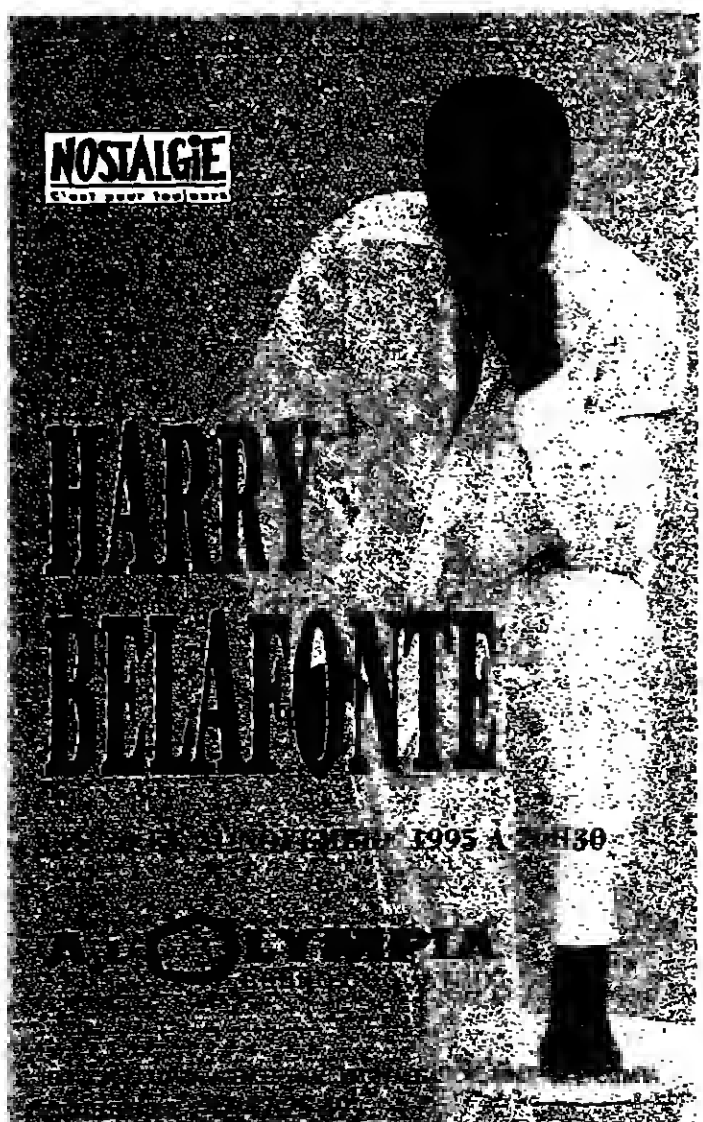
rait être un élément du parapet du Phare qui s'est brisé en tombant, lors d'un tremblement de terre... »

Vingt éléments qui pourraient provenir du même monument ont été localisés. D'autres gisent sous le brise-lames. Ils sont alignés selon un axe est-ouest, sur une soixantaine de mètres, en partant du fort de Qatebay, une construction mamelouk datant de 1477, dont la tradition veut qu'elle ait été élevée sur les fondations, et avec des matériaux venant du Phare. Cette « merveille du monde » a été construite à partir de 285 av. J.-C. Un tremblement de terre a dû abattre ses derniers vestiges après 1349, date à laquelle le voyageur arabe Ibn Battûta l'a décrite - en fort mauvais état - pour la dernière fois. « Pourrions-nous mener des fouilles à

terre au pied du fort, indique Jean-Yves Empereur. Cela validerait définitivement nos hypothèses. Mais ce sera pour plus tard... » Il faut d'abord analyser les hauts-fonds qui s'élèvent à mètres sous l'eau pour vérifier s'ils ont pu, à un moment, constituer des îles susceptibles de porter des monuments.

Ces opérations nécessitent une deuxième campagne de fouilles qui pourrait être entreprise en mai et juin de l'année prochaine. Celle de 1995 a bénéficié du mécénat de la Fondation Eif, relayée par Gédéon, un groupe de production et de création audiovisuelle qui a versé 1,7 million de francs. Il faudra trouver la même somme pour la seconde.

Emmanuel de Roux



A Dijon, Nouvelles Scènes revient à l'enfance de l'art

Après la disparition de son fondateur, Eric Colliard, cette manifestation continue de croiser toutes les disciplines

NOUVELLES SCÈNES, 6, rue Rameau, 21000 Dijon. Tél.: 80-67-16-40. Jusqu'au 4 novembre.

DIJON

de notre envoyé spécial
Que va devenir le festival Nouvelles Scènes ? Eric Colliard, qui dirigeait cette manifestation depuis 1989, est mort dans un accident de la route, au mois de juillet, à l'âge de trente-neuf ans. Dans ses Nouvelles Scènes dijonnaises, il entendait réunir le théâtre, la danse, la musique, la vidéo et le cinéma, pour que, de leur croisement, naisse un art polyphonique. Pendant six années, Eric Colliard a tenu son pari, non sans difficultés, mais avec des réussites certaines.

Ainsi, Valère Novarina est venu à Dijon en tant qu'auteur et peintre, Christian Boltanski a présenté ses œuvres tandis qu'un de ses entretiens était porté au théâtre, la chorégraphe Olivia Granville et le metteur en scène Xavier Lemarchand se sont associés pour le R de E, d'après Kurt Schwitters, et de nombreux vidéastes ont croisé leur chemin dans les divers lieux du festival.

TOUS UNIS

S'il impulsait Nouvelles Scènes, Eric Colliard savait faire confiance à ses amis, la plupart du temps bénévoles, pour le seconder. Dès le mois d'août 1995, ceux-ci ont décidé de maintenir le festival et de présenter la programmation mise en place par Eric Colliard. « Nous nous sommes effacés derrière Eric, explique Frédéric Bonnemaison. Nous n'avons rien changé à ses projets, tout en sachant qu'il aurait complété et peut-être un peu modifié la programmation. » Professeur d'économie à la faculté de Dijon, trésorier de Nouvelles Scènes depuis 1989, Frédéric Bonnemaison se fait le porte-parole des amis d'Eric Colliard.

Un autre aurait pu parler à sa place : tous sont unis pour que Nouvelles Scènes vive, ce qui n'est pas simple. Il va maintenant falloir persuader les tutelles - qui financent le festival à hauteur de 1,2 million de francs - de lui laisser continuer sa route.

Le 4 novembre, deux expositions seront inaugurées à l'Ustin, une ancienne friche industrielle, avec un bar où se terminent les nuits de Nouvelles Scènes : Vassili Tsikouras installera ses sculptures et dessins spécialement conçus pour l'endroit, tandis qu'une dizaine d'artistes - dont Angela Bulloch et Philippe Parreno - définiront un *Labyrinthe moral*.

Brigitte Salino

DROUOT RICHELIEU
9, RUE DROUOT, 75008 PARIS
Tél. 48-00-20-20 - Téléc. DROUOT 642 280
Informations téléphoniques au : 48-00-20-17
ou sur minitel, 36-17 Drouot
Compagnie des commissaires-priseurs de Paris
Sauf indications particulières, les expositions auront lieu
la veille des ventes, de 11 à 18 h. Exposition le matin de la vente.
Régisseur O.S.P., 64, rue La Boétie, 75008 PARIS. 40-75-45-45.

SAMEDI 4 NOVEMBRE

S.16 - Tapis d'Orient. Mes LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.

LUNDI 6 NOVEMBRE

S.2 - Dessins et tableaux anciens. Me PICARD. Experts : M. de Beyer, MM. Herbelin et Lestrade, Rym, Turpin.

S.3 - Bijoux. Argenture. Mes DELORME et FRAYSSE.

S.15 - Bons meubles. Mes LOUDMER.

MERCREDI 8 NOVEMBRE

S.2 - 14830 Importante collection de 140 bronzes de chevaux des XIX^e et début du XX^e. Mes LIBERT et CASTOR.

S.4 - Archéologie et Art d'Orient. Mes LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.

S.15 - Tab, bib, mob. Mes BOSCHER, STUDER, FROMENTIN.

JEUDI 9 NOVEMBRE

S.10 - Mobilier d'une propriété du Midi. Mes AUDAP, SOLANET, SCP GODEAU-VELLIET.

VENREDI 10 NOVEMBRE

S.10 - Tapis du Caucase. Mes BOSCHER, STUDER, FROMENTIN.

S.14 - Mobilier d'une propriété provençale et à divers. Mes AUDAP, SOLANET, SCP GODEAU-VELLIET.

AUDAP, SOLANET, SCP GODEAU-VELLIET, 32, rue Drouot (75009) 47.70.67.68

BOSCHER, STUDER, FROMENTIN, 3, rue d'Amboise (75002) 42.60.87.87

DELORME et FRAYSSE, 14, avenue de Messine (75008) 45.62.31.19

LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR, 12, rue Drouot (75009) 42.46.61.16

LIBERT et CASTOR, 3, rue Rossini (75009) 48.24.51.20

LOUDMER, 7, rue Rossini (75009) 44.79.50.50

PICARD, 5, rue Drouot (75009) 47.70.77.22

L'ENFANT
d'après Jules Vallès
Mise en scène Jeanne Champagne
avec
Tamia Torrens et Denis Leger-Milhaud
Maison de la Culture de Bourges
du 3 au 10 novembre
(16) 48.67.06.07

Hervé Bourges imprime son empreinte à l'action du CSA

Contrairement à son prédécesseur, le président du Conseil supérieur de l'audiovisuel intervient à chaud sur les problèmes. Il veut aussi étendre le champ d'action de l'instance de régulation

DEPUIS LA NOMINATION d'Hervé Bourges à la tête de l'instance de régulation de l'audiovisuel, le 23 janvier, les coulisses de la tour Mirabeau, où siège le CSA, vibrent et les portes claquent. Simples frotements épidémiques entre personnes ? Ou visage stratégique dans la conduite de l'institution ? Alors que Jacques Boutet, premier président du CSA, refusait de s'immiscer dans le débat sur le « vrai-faux » entretenu de Fidel Castro avec Patrick Poivre d'Arvor, Hervé Bourges n'hésite pas à convoquer les responsables des rédactions de l'audiovisuel pour « débattre de la couverture des événements liés au terrorisme ».

Quand Jacques Boutet se gardait de se mêler au débat qui agitaient « pro » et « anti » reality show, Hervé Bourges se saisit de la balle « Osons ! », l'émission de Patrick Sébastien, pour ouvrir le débat sur la « qualité de la programmation ». Enfin, alors que Jacques Boutet régnait à rencontrer les journalistes, Hervé Bourges donne le sentiment de ne pouvoir s'épanouir qu'au micro d'une radio ou devant une caméra. Pas une semaine ne s'écoule sans qu'il régle à chaud, et eo direct, le paysage audiovisuel.

La personnalité du nouveau président semble heurter la susceptibilité de certains conseillers. Beaucoup apprécient que l'institution ait répondu son époque et que sa parole fasse référence. Mais les critiques sont sévères. « On est en pleine schizophrénie, on découvre que le CSA a pris position publiquement sur tel ou tel sujet, alors que le

collège n'a jamais été solsi », se plaint un « sage ». « L'institution est trop personnalisée », récrimine un autre. « Les dossiers de fond sont abandonnés au détriment de l'air du temps », accuse un troisième.

Hervé Bourges a aussi ses partisans. « Son style très personnel a créé des tensions internes », reconnaît un membre du CSA, qui ajoute aussitôt : « La seule question

position que le collège aurait pu contraindre publiquement », dit-il. Quant au président lui-même, il dédaigne les critiques : « Je fais exister l'institution. La manière dont les médias s'intéressent à moi donne des boutons à certains membres ? Tant pis pour les jaloux. »

Après huit mois de présidence, l'organisation du CSA n'a pas subi de bouleversement majeur. Les

Le dossier de la diffusion numérique hertzienne

Après avoir demandé au gouvernement de tenir compte de sa compétence avant de lancer les 170 projets d'infrastructures proposés par le ministre des technologies de l'information et de la Poste (le Monde du 27 octobre), le CSA souhaite participer au débat sur la télévision numérique terrestre. Ayant pris connaissance du rapport présenté par Philippe-Olivier Rousseau sur les perspectives d'introduction de ces nouveaux services, les « sages » ont décidé d'« engager une réflexion » sur les adaptations des cadres juridiques et réglementaires nécessaires à la diffusion de la télévision numérique hertzienne.

Des expérimentations seront menées sous l'égide du CSA, après un appel d'offres, pour vérifier « le bien-fondé de certaines hypothèses techniques » (comme les monoporteurs) et tester des offres commerciales spécifiques et complémentaires par rapport à des services existants (câble, satellite).

qui mérite d'être posée est la suivante : cela va-t-il nous rendre plus efficaces ? Je crois que oui. » Partisans et adversaires du président s'équilibrent-ils ? Hormis quelques irréductibles opposants, les positions sont souvent nuancées. Tel « sage » admire l'habileté du président et se demande si « la papaille qu'il engendre peut être créative ». Un autre souligne son « habileté à ne jamais avoir pris une

chefs des services techniques sont restés en poste, le directeur général et le service communication également. Hervé Bourges a gardé le même directeur de cabinet que Jacques Boutet, et les embauches récentes correspondaient à des remplacements, poste par poste. Hervé Bourges a constitué un « cabinet » restreint, reconnu pour sa connaissance des dossiers. Les craintes exprimées par certains

« sages » de voir le président travailler uniquement avec « ses » hommes, indépendamment du collège, seraient donc infondées.

Quant aux services techniques, dont la compétence est l'une des forces du CSA, leur frustration professionnelle n'a pas diminué avec Hervé Bourges. « Nous instruisons les dossiers, mais nous n'avons jamais été associés aux décisions. Et ce n'est pas Bourges qui va changer cela », note un responsable. Il est vrai que le président se méfie de la tendance naturelle à « répresser » des services. Il préfère engager le dialogue avec les dirigeants de l'audiovisuel. Inexistait sous Jacques Boutet, le dialogue avec TF1 a été rétabli depuis l'arrivée d'Hervé Bourges. « Quand les services du CSA ont constaté des problèmes de publicité clandestine dans des émissions jeunesse de TF1, j'ai appelé Patrick Le Lay et lui ai demandé de nettoyer son antenne », dit le président. Amendes et mises en demeure ne viendront qu'en dernier ressort.

DEUX GRIEFS DE FOND

Restent deux griefs de fond : Hervé Bourges privilégie-t-il l'air du temps au détriment des dossiers ? Ne serait-il pas surtout intéressé par l'exercice d'un magistère moral sur l'information et la communication plutôt que par la régulation du PAF ? Sur le premier point, des dossiers restent pendants, qui concernent l'élaboration d'une doctrine vis-à-vis de la loi Carignon fixant le paysage radio, les études sur les divers aspects de

la diffusion des images numériques ou les réflexions sur la limitation de la dégradation sonore du paysage audiovisuel.

Hervé Bourges en rejette la responsabilité sur les membres du CSA qui ont refusé la répartition des dossiers qu'il proposait (relations internationales, autoroutes de l'information, publicité, etc.). « Ils craignaient que je cherche à briser la collectivité en traitant les dossiers en bilatéral », juge aujourd'hui Hervé Bourges. Résultat : en dépit du dynamisme et du travail de certains membres, le Conseil reste une entité rigide, peu productive et marquée par une approche juridique des dossiers.

Reste le dernier aspect. Le président du CSA n'est-il pas tenté d'user du CSA pour « devenir ministre de l'information et de la déontologie », comme le craint l'un des « sages » ? L'absence de ministre de la communication et la relative discrétion du ministre de la culture, Philippe Douste-Blazy, lui laissent le champ libre. En attendant que la loi élargisse le pouvoir du CSA - un projet de loi est en préparation -, Hervé Bourges ne redoute pas d'exercer un magistère. Plutôt que de laisser les professionnels de l'information agir et débattre sur leurs dérives, il tente de s'imposer comme arbitre. Il s'active, les réunit et leur écrit régulièrement pour fixer des règles du jeu. Exploitant le flou des textes, il entraîne donc le CSA sur des champs nouveaux.

Yves Mamou

CORRESPONDANCE

Havas et « L'Express »

A la suite de l'article présentant les réactions des salariés de l'hémodialyse L'Express lors du rachat du pôle presse de la Générale occidentale par Havas (Le Monde du 27 octobre), nous avons reçu la lettre suivante :

On nous permettra de répliquer avec sérieux aux propos rapportés par Le Monde. La rédaction en chef de L'Express dénonce la pré-emption qui a été faite de notre journal, de l'état d'esprit qui y règne, de ses méthodes de travail et de son avenir. Et cet avenir se présente à ce jour sous les meilleurs auspices grâce à la nouvelle formule.

Ce texte est signé par les rédacteurs en chef : Gérard Badou, Philippe Bidolon, Jean-Marc Blois, Michel-Antoine Burnier, Jean-Pierre Dufrenoy, Jérôme Garcin, Sylvie Pierre-Brossollet, Martine de Roboudy, Nata Rampazzo, Angelo Rinaldi, Jean-Pierre Sérieni et Dominique Simonnet.

■ AGENCES DE PRESSE : selon l'Union nationale des journalistes britanniques (NUJ), les 1200 rédacteurs de l'agence de presse Reuters, en désaccord avec leur direction sur la politique salariale, menacent de faire grève pour la première fois depuis quinze ans. Les journalistes de l'agence fondée en 1851 réclament 7 % d'augmentation salariale alors que la direction de l'agence, qui avait annoncé des résultats en progression de 17 % au premier semestre, propose 2 %.

JEUDI 2 NOVEMBRE

TF 1	FRANCE 2	FRANCE 3	M 6	CANAL +	LA CINQUIÈME
<p>12.50 Magazine : A vrai dire.</p> <p>13.00 Journal, Météo.</p> <p>13.38 Magazine : Femmes.</p> <p>13.40 Les Feux de l'amour.</p> <p>14.25 Feuilles de Dallas.</p> <p>15.25 Série : La loi est la loi.</p> <p>16.15 Jeu : Une famille en or.</p> <p>16.45 Club Dorothea vacances.</p> <p>17.20 La Philo selon Philippe.</p> <p>17.55 Les Nouvelles Filles d'à côté.</p> <p>18.25 Le Miraculé de l'amour.</p> <p>19.00 Série : Alerte à Malibu.</p> <p>19.50 Les Pourquoi de M. Pourquoi.</p> <p>20.00 Journal, Tiersé, La Minute hippique.</p> <p>20.35 Sport : Football. En direct. 8^e de finale de la Coupe d'Europe des vainqueurs de coupe, match retour : Celtic Glasgow-Pans SG ; 21.30, M-temps, Météo ; 21.45, 2^e période. Le Paris Saint-Germain se rend en Ecosse pour un match retour très difficile. Dans une ambiance électrique, le club parisien devra faire preuve d'une grande solidarité pour préserver le bénéfice du but inscrit au Parc des Princes.</p> <p>22.40 Magazine : Tout est possible. Présenté par Jean-Marc Morandini.</p> <p>0.00 Sport : Football. En direct. 16^e de finale de la Coupe de l'UEFA, match retour : Milan AC-RC Strasbourg.</p> <p>1.40 Journal, Météo.</p> <p>1.50 Programmes de nuit.</p>	<p>12.55 Loto, Journal, Météo.</p> <p>13.45 Série : Derrick.</p> <p>14.50 Série : Solo.</p> <p>15.40 Tiercé. En direct de Longchamp.</p> <p>15.45 Variétés : La Chance aux chansons (et 5.10).</p> <p>16.30 Des chiffres et des lettres.</p> <p>17.10 Série : Quel de neuf, docteur ?</p> <p>17.35 Série : Génération musique.</p> <p>18.00 Série : Le Prince de Bel-Air.</p> <p>18.45 Jeu : Que le meilleur gagne.</p> <p>19.15 Bonne nuit les petits. Nounours à de l'eau dans les oreilles.</p> <p>19.20 Studio Gabriel (et 2.00).</p> <p>19.59 Journal.</p> <p>20.15 Invité spécial.</p> <p>20.40 L'Open de Bercy, Météo, Point route.</p> <p>20.55 Magazine : Envoyé spécial. Le Prix du soleil, de Laurent Paillasson et Béatrice Peyron ; Chasseurs de trésor, de Philippe Progent et Laurent Redolfi ; Les Oiseaux du sable, de Jean-Jacques Oufour et Jean-François Hoffman.</p> <p>22.30 Expression directe, CGT.</p> <p>22.40 Cinéma : Liste noire. Film américain d'Irwin Winkler (1990). Avec Robert De Niro, Annette Bening.</p> <p>0.25 Les films Lumière.</p> <p>0.30 Journal, Météo, l'Open de Bercy.</p> <p>2.30 Programmes de nuit. Bas les masques (rediff.) ; 3.40, 24 heures d'infos ; 3.55, Jeu ; Pyramide ; 4.20, Jeu ; Les Z'amours ; 4.55, Y'a pas de malaise ; 5.50, Dessin animé.</p>	<p>12.45 Journal.</p> <p>13.05 Jeu : Tout en musique.</p> <p>13.35 Sport : Tennis. 10^e Open de Paris, en direct du Palais omnisports de Paris-Bercy.</p> <p>17.10 Les Minikéours. Le Cahier de Taz ; Batman.</p> <p>17.50 Série : Les deux font la loi.</p> <p>18.20 Questions pour un champion.</p> <p>18.50 Un livre, un jour. Les pierres s'agitent à nous, de Pierre Samson.</p> <p>18.55 Le 19-20 de l'information. 19.08, Journal régional.</p> <p>20.05 Jeu : Fa si la chanter.</p> <p>20.35 Tout le sport.</p> <p>20.45 Keno.</p> <p>20.50 Cinéma : Le Pont de la rivière Kweil. Film américain de David Lean (1957).</p> <p>23.30 Météo, Journal.</p> <p>0.00 Magazine : Ah ! I Quels titres ! Présenté par Philippe Tesson. Apprivoiser la mort. Invités : Isabelle Bricard (Dictionnaire de la mort des grands hommes) ; Jean-Pierre Mohen (Les Rites de l'au-delà) ; Marie-Frédérique Bacqué (Le Deuil à vivre) ; Marie de Hennezel (La Mort intime) ; Francis Huster.</p> <p>1.00 Magazine : Espaces francophones. Wallonie : des traditions vivantes.</p> <p>1.30 Série : Dynastie.</p> <p>2.15 Musique Graffiti. Sonate pour violoncelle et piano, de Chopin, par Martha Argerich, piano, Misha Malky, violoncelle (10 mn).</p>	<p>12.25 Série : La Petite Maison dans la prairie.</p> <p>13.25 Téléfilm : Polly. De Debbie Allen.</p> <p>15.00 Boulevard des clips (et 1.10, 5.30).</p> <p>16.30 Variétés : Hit Machine.</p> <p>17.00 Série : Classe mannequin.</p> <p>17.30 Dessin animé : Tintin. [1/2] L'île noire.</p> <p>18.00 Série : Highlander.</p> <p>19.00 Série : Lois et Clark, les Nouvelles Aventures de Superman.</p> <p>19.54 Six minutes d'informations.</p> <p>20.00 Série : Notre belle famille.</p> <p>20.35 Magazine : Passé simple. Présenté par Marianne Fournier. 1940 : de Gaulle, l'appel de juin.</p> <p>20.45 Cinéma : Tendrement vache. Film français de Serge Penard (1979). Avec Jean Lebbvre.</p> <p>22.30 Téléfilm : Robe de sang. De Tobe Hoopes, avec Mädchen Amick, Dee Wallace Stone. Une étudiante entre en possession d'une cape rouge que portent les prêtres autocrates lors des sacrifices à leurs divinités. Cette tunique a conservé d'étranges pouvoirs magiques que se réveille à son contact.</p> <p>0.15 Culture rock. La Saga Sting.</p> <p>2.30 Rediffusions. Rock express : 2.55, Barbara Streisand ; 3.50, Culture pub ; 4.15, Saga de la chanson française (Gilbert Bécaud) ; 5.05, Starnews.</p>	<p>En clair jusqu'à 13.45</p> <p>12.30 Magazine : La Grande Famille.</p> <p>13.40 Le Journal de l'emploi.</p> <p>13.45 Cinéma : Cathy et les Extraterrestres. Film d'animation hispano-américain de Santiago Moro (1987).</p> <p>15.00 Documentaires : Dans la nature avec Stéphane Peyron. La Mer de Cortez, de Pascal Sutra Fourcade.</p> <p>15.50 Surprises.</p> <p>16.05 Cinéma : Gilbert Grape. Film américain de Lasse Hallström (1993). Avec Johnny Depp.</p> <p>17.55 Dessin animé : Les Multioches.</p> <p>18.00 Le Dessin animé.</p> <p>En clair jusqu'à 20.35</p> <p>18.30 Cyberflash.</p> <p>18.40 Magazine : Nulle part ailleurs. (et à 19.10)</p> <p>19.30 Flash d'informations (et 22.15).</p> <p>19.40 Zéorrama, le contre-journal. Présenté par Karl Zéro.</p> <p>19.55 Les Guignols.</p> <p>20.30 Le Journal du cinéma. Présenté par Isabelle Giordano.</p> <p>20.35 Cinéma : Meurtre mystérieux à Manhattan. Film américain de Woody Allen (1993). Avec Woody Allen.</p> <p>22.23 Court métrage : Clair et Méry. De F. Hernandez.</p> <p>22.25 Cinéma : Casque bleu. Film français de Gérard Jugnot (1994). Avec Gérard Jugnot.</p> <p>0.05 L'Étoffe des héros. Film américain de Philip Kaufman (1983, vo., 185 mn).</p>	<p>12.30 About savoir.</p> <p>13.00 Les Richesses des forêts tropicales.</p> <p>13.25 Le Journal du temps (et 18.57).</p> <p>13.30 Les Grands Maîtres du cinéma : Federico Fellini.</p> <p>14.30 Arrêt sur images.</p> <p>15.30 Qui vive ! La génétique.</p> <p>15.45 Allô ! la Terre. Les Volcans [4/5].</p> <p>16.00 La Preuve par cinq [4/5].</p> <p>16.30 Magazine : Fête des bébés !</p> <p>17.00 Cellulo.</p> <p>17.30 Les Enfants de John.</p> <p>18.00 Ma souris bien-aimée.</p> <p>18.15 Alphabets de l'image. Emir Kusturica.</p> <p>18.30 Le Monde des animaux.</p> <p>20.40 Soirée thématique : Allemagne-Pologne, se réconcilier sans oublier. Proposée par Helfried Spira et présentée par Hervé Claude et Sabine Christiansen.</p> <p>20.45 Documentaire : Pas de liberté sans solidarité. La peur de la RDA de Solidarnosc, d'Anne Worst.</p> <p>21.20 Interview d'Andrzej Wajda.</p> <p>21.35 L'Université clandestine de Cracovie. Documentaire de Pia Landmann et Sabine Fröhlich.</p> <p>21.50 Solidarnosc et la RDA. Documentaire d'Anne Worst.</p> <p>22.20 Téléfilm : Mieux vaut être beau et riche. De Filip Bajon, avec Adrianna Biedrzyńska. Une ouvrière polonaise hérite d'une usine en faillite. Elle se révèle une excellente femme d'affaires.</p> <p>23.50 Retour sur le passé. Documentaire de Thomas Grimm.</p> <p>0.15 Reportages.</p> <p>1.05 La Chute du Mur, une chronique [8/12].</p> <p>1.20 Cinéma : Oursagan sur l'eau plate. Film britannique de Dick Clement (1985, vo., 89 mn, rediff.).</p>

CÂBLE

TV 5 19.00 Paris lumières. 19.25 Météo des cinq continents (et 21.55). 19.30 Journal de la TSR. En direct. 20.00 Dédicace. Film français de Jean-Luc Godard (1985). Avec Nathalie Baye. 21.35 30 millions d'amis. 22.00 Journal de France 2. Edition de 20 heures. 22.20 Correspondances 22.35 La Marche du siècle. 0.05 Tell quel. 0.30 Journal de France 3. Edition Soir 3. 1.00 Visions d'Amérique (15 min). PLANÈTE 19.00 Du nouveau à l'est de l'Elbe. De Frank Lippich et Karin Schlösser. 19.35 L'homme qui marche debout. De François Hanss. 20.35 Lonely Planet. [12/13] Jamaïque. De Jez Higham. 21.20 Watergate. [4/5] Massacre. De Paul Mitchell. 22.10 Les Passagers. De Valérie Deneux et Anne Peyrègne (50 mn). 23.00 L'événement des droits de l'homme. De Bernard Gernan. 23.30 Smoothie. De Jean-Henri Meunier. 0.45 Le Noir, le Jaune et le Rouge. De Richard Oliver (35 min). PARIS PREMIÈRE 19.00 Paris Match Première. 19.35 Stars en stock. Laurence Olivier. 20.00 20 h Paris Première. 21.00 Les Passagers de la nuit. Film américain de Dekker Daves (1947, N., v.o.). 22.45 Totalelement cinéma. 23.15 Concert : Joseph Haydn. Les Saisons [1/2] Le Printemps et l'été. 0.30

Concert : Russell Malone Quartet. Enregistré au festival Jazz à Vienne (Isère) en 1994 (90 mn).

CANAL 17 25 Comte Mordicus. 17.50 Les

Fables géométriques. 18.00 Soirée Cajou. 18.05, Rébus ; 18.10, Dodo, le retour ; 18.15, C'est vous qui le faites ; 18.20, Série : Les Aventures de Black Beauty ; 18.50, Tip top clip ; 19.00, Atomes ochous ; 19.15, La Revue de presse ; 19.20, Codes secrets ; 19.30, Série : Mission top secret ; 19.55, La Mode et au revoir (5 min).

CANAL JIMMY 20.00 Les Combinaisons. Film français de Jean-Claude Roy (1966).

21.35 Quatre en un. 22.00 Chronique du front. 22.05 Macadam Cow-boy. Film américain de John Schlesinger (1969, v.o.). 23.55 Souvenir. Devine qui est derrière la porte (70 mn).

SÉRIE CLUB 19.00 Série : Chapeau melon et bottes de cuir (et 23.15). L'Economie et le Sens de l'histoire. 19.50 Série : Chercheur Bill. Bonnes Vacances. 20.15 Série : Mon amie Fickla. Les Bandits. 20.45 Série : Aldo Beatrice (et 0.10). Enquête à l'italienne. 21.40 Série : Les Espions. La Nuit la plus noire. 22.30 Série : 200 dollars plus les frais. Claire (45 mn).

MCM 19.00 Zoom zoom (et 20.15). Invité : le groupe Love Bizarre. 19.15 Passagers. 21.00 MCM découvertes. 21.30 MCM Rock Legends. Def Lppard. 22.25 MCM Home

Video. 22.30 Buzz The Vee. 23.00 MCM Mag (et 0.30). 23.25 Mangazone. 23.30 Blah-Blah Groove. 0.00 Cinemascope. 0.15 Médiamag 1.00 Clips non-stop (30 min).

MTV 20.00 Greatest Hits. 21.00 Most Wanted. 22.30 Beavis and Butt-head. 23.00 News at Night. 23.15 CineMatic. 23.30 Série : Aeon Flux. 0.00 The End ? (90 min).

EUROSPORT 19.30 Tennis. En direct. 10^e Open messieurs de Paris-Bercy : 8^e de finale. 21.30 Eurosportnews (et 1.00). 22.00 Football. En direct. Coupe des coupes : 8^e de finale. Match retour. 22.00 Football. En direct. Coupe de l'UEFA : 16^e de finale. Match retour. 0.00 Motors (60 min).

CINÉ CINÉFIL 20.30 Le Grain de sable. Film franco-italo-allemand de Pierre Kast (1964, N.). 22.10 l'Étoile du destin. Film américain de Vincent Sherman (1952, N., v.o.). 23.40 Le Club. Invité : Jean-Loup Dabadie. 1.00 La Mauvaise Graine. Film américain de Mervyn LeRoy (1956, N., v.o., 125 min).

CINÉ CINÉMAS 19.10 Histoire de fantômes japonais. Film japonais de Nobuo Nakagawa (1959, v.o.). 20.30 Greniers. Film américain de Joe Dante (1984). 22.15 Héros pour moi. Film franco-suisse de Jean-Luc Godard (1992). 23.35 Les Deux Anges et le Continent. Film français de François Truffaut (1971), avec Jean-Pierre L  aud (130 mn)

RADIO

FRANCE-CULTURE 20.00 Musique : Le Rythme et la Raison. Tout un monde sonore inouï. 4. En quels termes pensez-vous votre musique ? Œuvres de Miron, Zdzis  , Cuniot. 20.30 Les Poétiques. Enfant Glissant. 21.20 Po  se sur parole. Célébration du cheval (4).

21.32 Profils perdus. Marcel Granet (2). 22.40 Les Nuits magnétiques. Tina Modotti, photographie et révolutionnaire. 0.05 Du jour au lendemain. Jean Echenoz (les Grandes Blondes).

FRANCE-MUSIQUE 20.00 Concert. Festival Mahler. Concert donné le 5 mai au Concertgebouw d'Amsterdam, par le Chœur de la Radio néerlandaise. Marin Vrijth, chef de chœur, l'Orchestre Royal du Concertgebouw d'Amsterdam, dir. Bernard Haitink : Symphonie n   2 Résurrection, de Mahler. 22.00 Soliste. Samson Francis, piano. Gaspard de la nuit, de Ravel. 22.25 22.30 Dépêche-notes Musique pluri  l. Quintette pour clarinette et cordes, de K  ur, par le Quatuor Orland  . Solo, de Dumond (Concert donné le 19 juin, salle Olivier Messiaen).

RADIO-CLASSIQUE

20.40 Les Soirées de Radio-Classique. Concert donné le 25 mai,    la Grange au Lac    Evian, par l'Orchestre des Rencontres musicales d'Evian, dir. Jerzy Semkov. Jean-Bernard Pommier, piano : Patrie, ouverture, de Bizet ; Concerto, de Ravel ; Symphonie fantastique, de Berlioz. 22.15 Archives. Le pianiste Mieczyslaw Horowitz. Parfaite n   2 BWV 826 (1963), de Bach ; Sonate n   1 op. 5 (1939), de Beethoven. Pablo Casals, violoncelle ; Scène dramatique avec piano obligé K 505 (1951), de Mozart, par l'Orchestre du Festival de Perpignan, dir. Pablo Casals, Jennie Turel, mezzo-soprano ; Les Quatre Impromptus (1952), de Chopin ; Quatre mazurkas, op. 50 n   13    16 (1963), de Szymanowski.

Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection du câble sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles :    Signal   dans à le Monde radio-télévision à ; à Film à éviter ; à On peut voir ; à Ne pas manquer ; à Chef-d'œuvre ou classique.

صلى الله عليه وسلم

Les Micmacs

par Pierre Georges

C'ÉTAIT bien avant le débat sur la souveraineté du Québec. Lorsque l'homme blanc parut. Sur la côte atlantique, les Indiens Micmacs virent arriver ce qu'ils prirent d'abord pour une île flottante. Et ils en firent, entre légende et reportage, le récit suivant pour leurs descendants : « Un jour apparut une étrange petite île qui avait dérivé vers la terre et s'était immobilisée. On y voyait des arbres. Et des ours accrochés aux branches. »

Quelle ne fut pas leur surprise, rapporte un spécialiste canadien des civilisations amérindiennes, de constater que ces ours étaient des humains. Les Micmacs, séduits et intrigués, posèrent alors l'existentielle question : « Nous sommes les gens. Qui êtes-vous ? »

Ainsi finirent et commencèrent les choses. Les ours étaient pour la plupart des marins et négociants basques qui firent commerce et troc de fourrure contre de la bimbeloterie. Et les Micmacs, vite formés à ces pratiques qui consistaient essentiellement à les dépouiller, ne cessèrent plus d'attendre les arrivées d'îles flottantes. La chronique, sans doute tenue par un jésuite venu évangéliser les « gens », rapporte l'arrivée de Jacques Cartier dans la baie des Chaleurs en 1534. Son navire fut entouré de canots micmacs. Les Indiens débouté faisaient tourner leurs fourrures au bout des bâtons. Et ils criaient : « Homme, donne-moi quelque chose ! »

Nous sommes tous les gens. Et tous les ours. Commerce et argent, maîtres mots, maîtres gens. Au hasard, une lecture de Tous-saint et de circonstance dans

Courrier international. On meurt en Roumanie, comme ailleurs. Et même un peu plus qu'ailleurs, en raison de quelques défaillances du système de santé. On y meurt assez pour s'y préparer économiquement. Le journal de Bucarest *Cotidianul* rapporte à cet égard une pratique de plus en plus fréquente dans le pays : l'achat de son propre cercueil en kit et à crédit. Le système a, paraît-il, tous les avantages. Économiquement, c'est une façon de lutter contre la vie et la mort chères, les obsèques étant devenues hors de prix. Humainement, le fait d'avoir sous son lit ou dans le placard à balais son avenir en pièces détachées dégage de toute contingence matérielle et de tout souci.

A chacun selon son format. Petit, moyen ou grand, « sobre d'aspect et d'une ligne moderne », avec ou sans croix, en kit également, le cercueil montable attend patiemment son heure. Avec assurance-crédit et notice de montage. Ah ! quel bonheur d'avoir un mourant bricoleur !

Nous sommes tous les gens. Et tous les ours. On ne sait trop comment les Aborigènes, ces Micmacs d'Australie, accueillirent les îles flottantes chargées d'ours tueurs. Mais manifestement la Bourse du commerce y a fait souche. A tel point qu'une maison très réputée, la Daily Planet, gigantesque lupanar, veut faire son entrée à la Bourse de Melbourne.

Cet établissement de luxe, où officient une centaine d'hôtesse qualifiées de « sex workers », promet aux investisseurs un rendement sans égal : du 15 % l'an, net d'impôts. *InfoMatin* qui rapporte l'information précise que le secteur ne connaît pas la crise. Daily Planet officie à guichets fermés.

Un attentat à la bombe visant un marché de Lille a été déjoué par la police

Six interpellations, mercredi et jeudi, dans la mouvance islamiste

UN ATTENTAT à la bombe visant un marché de Lille a été déjoué, jeudi 2 novembre, par les services de police qui ont interpellé, à Paris, Lille et Lyon, six hommes de nationalité française ou algérienne, soupçonnés d'appartenir à la mouvance islamiste. Mercredi soir, les enquêteurs de la sixième division de la direction centrale de la police judiciaire (DCPJ), épaulés par les policiers du RAID, avaient arrêté, avenue de Versailles dans le seizième arrondissement de Paris, un étudiant algérien, Boualem Bensaid. Agé de vingt-huit ans, arrivé en France quelques mois plus tôt en provenance d'Algérie, cet homme est considéré, selon diverses sources policières, comme un « intermédiaire » ou comme le « donneur d'ordre » de l'action terroriste en préparation. A son domicile, des armes ont été retrouvées.

Placé depuis plusieurs jours sous surveillance par la Direction centrale des renseignements généraux (DCRG), Boualem Bensaid s'apparentait à « activer » un groupe de trois complices qui devaient placer l'engin explosif sur le marché lillois. Les policiers ont décidé de l'interpellier afin d'empêcher qu'un nouvel attentat soit commis.

C'est dans un appartement de Villeneuve-d'Ascq (Nord), loué très récemment pour abriter des réunions entre islamistes, que les en-

quêteurs ont découvert, jeudi matin, une bombe conçue sur le même modèle que la plupart des engins utilisés dans la vague d'attentats perpétrés en France depuis le mois de juillet : une bouteille de gaz de treize kilos, remplie d'un mélange de substances explosives et de pièces métalliques servant de mitraille, ainsi qu'un retardateur fabriqué à partir d'un réveil. « C'est la bombe que l'on cherchait », indiquait, jeudi, une source proche de l'enquête. Les interpellations effectuées sont en effet le résultat des investigations menées par la police depuis la mort de Khaled Kelkal et l'arrestation de plusieurs de ses complices, le 29 septembre dans les environs de Lyon (*Le Monde* daté 1-2 octobre).

SIMILITUDES

Les six hommes interpellés les 1^{er} et 2 novembre - trois à Lille, deux à Paris, un à Lyon - se trouvaient toujours en garde à vue, jeudi matin, dans le cours d'une information judiciaire confiée au juge Laurence Le Vert qui instruit plusieurs dossiers ouverts à la suite des attentats attribués à la mouvance du Groupe islamique armé (GIA) algérien. Les détails de l'opération policière avaient été réglés au cours d'une réunion tenue, au début de la semaine, sous l'autorité du directeur général de la police

nationale (DGP), Claude Guéant, en présence des responsables des services concernés.

De source proche de l'enquête, on constate que le groupe des six hommes présente un profil similaire à celui des membres du « groupe Kelkal ». Ils sont relativement jeunes (âgés de vingt-huit à trente-six ans), d'origine ou de nationalité algérienne, et la plupart d'entre eux sont connus de la police pour des actes relevant de la petite et moyenne délinquance (voies avec effraction, notamment). Ces nouvelles interpellations tendent à accréditer la thèse d'équipes constituées de sympathisants islamistes issus de certaines banlieues françaises et prêts à passer à l'action violente, avec ou sans ordre direct du GIA. A la lumière de ce dernier coup de filet, la région lyonnaise apparaît bien comme un foyer important de cette radicalisation d'une poignée de jeunes gens susceptibles de se passer au terrorisme.

Dans les jours suivant l'attentat manqué contre le TGV Paris-Lyon, le 26 août, le juge Le Vert avait déjà ordonné une série d'interpellations dans la mouvance islamiste dans le Rhône et à Chasse-sur-Rhône (Isère) sur la base d'informations fournies par la direction centrale des renseignements généraux (DCRG). Selon certaines sources

judiciaires, un lien pourrait aussi être établi entre ce réseau de Chasse-sur-Rhône et les dernières arrestations. Quatre hommes, trois Algériens et un Français, avaient été interpellés le 31 août à Chasse-sur-Rhône et à Vaulx-en-Velin ; un fusil à pompe, un fusil à canon scié et une carabine 22 long rifle avaient notamment été découverts au foyer pour célibataires où deux d'entre eux résidaient à Chasse-sur-Rhône (*Le Monde* du 6 septembre).

Joseph Jaime et David Vallat, deux chômeurs de nationalité française récemment convertis à l'islam, Zeber Saïbi, un boucher de nationalité algérienne et né en France, et Bilel Belafekir, un beur de Vaulx-en-Velin, avaient été mis en examen pour « association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste », assortie pour trois d'entre eux du chef d'« infractions à la législation sur les armes », et écroués. Au cours de la garde à vue, David Vallat avait reconnu sur procès-verbal que le groupe préparait un attentat contre un dépôt de carburants situé dans la région lyonnaise. Il avait précisé que ce projet d'attentat avait été reporté, le moment initialement choisi n'ayant pas été jugé opportun.

Hervé Gattegno et Erich Ichiyan

Première visite en France du patriarche de Constantinople

Bartholomée I^{er}, chef spirituel de toute l'orthodoxie, sera reçu à l'Elysée

POUR la première fois, le patriarche de Constantinople, autorité spirituelle et primat d'honneur de toute l'orthodoxie (250 millions de fidèles à travers le monde), est en visite en France, où il sera reçu à l'égal d'un chef d'Etat. Bartholomée I^{er}, cinquantecinq ans, élu le 22 octobre 1991 au patriarcat oecuménique, devait être reçu jeudi 2 novembre à l'Elysée par Jacques Chirac et au quai d'Orsay par Hervé de Charette, ministre des affaires étrangères. Le lendemain, il devrait prononcer un discours à l'Unesco, avant d'être accueilli, samedi 4, par Jean Tiberi, maire de Paris. Sa visite en France s'achèvera, jeudi 9 novembre, par une rencontre à l'Assemblée nationale avec son président Philippe Séguin.

Ce volet politique du voyage n'est pas dénué d'intérêt. Même si c'est l'ambassadeur depuis l'élection de Bartholomée, les relations entre le patriarcat de Constantinople - dont le siège se trouve au Phanar, à Istanbul - et les autorités turques ne sont pas faciles.

La communauté grecque de Turquie est réduite à quelques milliers de personnes. L'unique faculté de théologie orthodoxe, à Halki, est fermée depuis 1971. L'élection du patriarche est soumise à l'approbation de l'Etat turc, qui se méfie de son rôle international. La poussée de l'islamisme dans ce pays ne cesse enfin d'inquiéter les minorités chrétiennes. Dans ces conditions, il n'est guère douteux que le patriarche Bartholomée I^{er} soit toujours à la recherche de cautions internationales, et il multiplie les déplacements à travers le monde.

Le volet oecuménique de ce voyage sera toutefois le plus fourni. Le patriarche de Constantinople sera reçu à Paris, vendredi 3 novembre, par la Fédération protestante de France et, dimanche 5, à la cathédrale Notre-Dame pour présider, avec le cardinal Lustiger, un office liturgique, avant de se rendre le lendemain à Lourdes (Hautes-Pyrénées) à l'assemblée plénière des évêques. Son activité oecuménique, au service du rapprochement des Eglises chrétiennes séparées, est reconnue.

Bartholomée I^{er} est membre du comité central du Conseil oecuménique des Eglises (COE) de Genève. En juin, il a été chaleureusement reçu au Vatican par le pape (*Le Monde* du 29 juin).

TOURNÉE « PASTORALE »
Ses rencontres en France avec les responsables catholiques et protestants, qui collaborent déjà depuis 1987 au sein d'un Conseil d'Eglises chrétiennes de France (Cecref), seront sans surprise. Mais dans d'autres pays, notamment au sud et à l'est de l'Europe, l'oecuménisme est loin d'être un fait acquis. Dans les Balkans, en Russie, en Roumanie ou en Ukraine, la montée des nationalismes, la libération des sentiments religieux à la chute du communisme, la fin du « monopole » des Eglises orthodoxes ont provoqué des tensions fortes avec les uniates (catholiques rattachés de force aux orthodoxes après la guerre) et les missions catholiques et protestantes. Tout en respectant l'autocéphalie (autonomie) des patriarcats d'Athènes, de Belgrade, de Moscou, seuls habilités à gérer ces

conflits et volontiers « anti-romains », le patriarche de Constantinople s'efforce régulièrement d'éteindre les incendies.

A Paris, à Marseille, à Aix-en-Provence, à Nice, à Monaco, Bartholomée I^{er} sera enfin en tournée « pastorale » dans ses propres communautés orthodoxes. Ses interventions dans les paroisses russes (notamment celle de la rue Daru à Paris) sont les plus attendues. Regroupant des émigrés qui avaient rompu tout lien, dans les années 30, avec le patriarcat de Moscou (aux ordres de Staline), cette communauté russe orthodoxe est, depuis, sous la « protection » du patriarcat oecuménique de Constantinople. Mais le patriarcat de Moscou compte un représentant à Paris, M^{re} Gouri, qui tente de renouer les liens entre la communauté russe et sa juridiction d'origine. Avec, semble-t-il, de faibles chances de succès.

Très attaché à la « conciliarité » orthodoxe, le patriarche de Constantinople ne dispose toutefois que d'une primauté d'honneur et se heurte, dans son propre camp, à des phénomènes de repli identitaire sur les Eglises et patriarcats nationaux.

Henri Tincq

Plus de 250 Hutus auraient été tués

par l'armée

au Burundi

UNE INTERVENTION de l'armée contre des « bandes armées » hutus aurait fait plus de deux cent cinquante morts, le 26 octobre, dans la province de Ngozi, située dans le nord du Burundi, selon des informations provenant de la présidence de la République mais non confirmées de source indépendante. Le ministre de la défense, le lieutenant-colonel Fimbin Sinzoyibcha, a indiqué n'avoir reçu « aucun rapport » sur des accrochages dans la province de Ngozi. Estimant que le bilan avancé était « une aberration », il a annoncé que des enquêteurs militaires allaient se rendre sur place.

Selon le rapport du gouverneur de Ngozi, transmis au chef de cabinet du chef de l'Etat, les forces de l'ordre, venues de la province voisine de Karuzi, ont lancé une opération contre des « ossoilons » dans les collines frontalières de la commune de Tangara. « Un grand nombre de personnes fuyant l'insécurité » se trouvaient dans ces collines où des « bandes armées » s'étaient, semble-t-il, aussi repliées.

GUERILLA
Le bilan, selon la même source, fait état de cent quarante personnes tuées sur la colline de Kamira, cinquante-deux à Muramba, cinq à Kamira, deux à Rugabo et quatre dans le secteur de Nyangurazo. Les termes « assaillants » et « bandes armées », dans le contexte burundais, désignent les Hutus extrémistes qui mènent des actions de guérilla contre l'armée régulière, majoritairement tutsie.

La plupart de ces « bandes armées » se réclament des Forces pour la défense de la démocratie (FDD), branche armée du Conseil pour la défense de la démocratie, parti formé, en 1994, par l'ancien ministre de l'Intérieur Léonard Nyangoma, en exil au Zaïre.

Le nord du Burundi est particulièrement visé par les opérations de ces « bandes armées », qui accusent les militaires et certains dirigeants tutsis de poursuivre la logique de la tentative de coup d'Etat du 21 octobre 1993. (AFP)

SOMMAIRE

INTERNATIONAL

Drogues : le pouvoir marocain mis en cause dans le trafic de haschisch 2
Sri Lanka : l'exode de la population prend de l'ampleur 3
Ex-Yugoslavie : les Américains réclament l'éviction des chefs de guerre serbes de Bosnie 4
Europe : les fluctuations monétaires ralentissent la croissance 5

FRANCE

Aménagement du territoire : le chantier prend du retard 6
Monnaie unique : les petits pas de M. Trichet à nouveau critiqués au RPR 7

SOCIÉTÉ

Banlieues : incidents à Laval et dans l'Essonne 8
Religion : un entretien avec l'archevêque de Bordeaux, le cardinal Pierre Eyt 9
Route : recrudescence des accidents de vélo mortels 10

HORIZONS

Enquête : mort lente dans Gorazde assiégée 11
Débats : extraits de communications présentées au Forum Le Monde-Le Mans sur le thème « Jusqu'à quel point ? » 12
Éditoriaux : Le carcan tunisien ; Les provocations de M. Raut 13

BOURSE

TOUTE LA BOURSE EN DIRECT 3615 LEMONDE
Cours relevés le jeudi 2 novembre, à 10 h 15 (Paris)

FERMETURE DES PLACES ASIATIQUES
Tokyo Nikkei 17654,20 +0,89 -6,59
Hong Kong index 9762,39 +1,14 +19,42

Tokyo, Nikkei sur 3 mois



OUVERTURE DES PLACES EUROPÉENNES

	Cours au 31/10	Var. en %	Var. en % fin 94
Paris CAC 40	1814,01	+1,04	-3,57
Londres FT 100	3525,40	+0,44	+1,5
Zurich	—	—	+13,38
Milan MIB 30	—	—	-10,53
Frankfurt Dax 30	2146,97	+0,97	+2,64
Bruuxelles	1425,60	+0,20	+2,58
Stuttgart DAX	—	—	+29,45
Madrid Iboex 35	—	—	+3,32
Amsterdam CBS	—	—	+6,65

DEMAIN dans « Le Monde »

AZOUZ BEGAG, LE GONE DU CHAABA : le gamin des bidonvilles, le beur de l'école Léo-Lagrange a grandi, a passé des diplômes, est devenu écrivain, mais il n'a pas oublié ses copains. Aujourd'hui, il raconte des histoires de chiens en colère.

Tirage du Monde daté jeudi 2 novembre 1995 : 386 434 exemplaires

1 - 3

صلى الله عليه وسلم